DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12535 – 6 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — DIMANCHE 19-LUNDI 20 MAI 1985

Québec : le choix de la fédération

Renonçant à l'idée d'indépendance M. Lévesque demande à Ottawa de reconnaître « le caractère distinct du peuple québécois » à l'intérieur du Canada

De notre correspondant

Montréal. – Le chef du gouvernement québécois, M. René Lévesque, a déposé, le vendredi 17 mai à l'Assemblée nationale, à Québec, un « projet d'accord *constitutionnel* » qui s'inspire des revendications traditionnelles de la province francophone. Le document exige comme « préalable essentiel » à toute négociation avec Ottawa sur l'adhésion du Québec à la Constitution adoptée en 1982 par les neuf autres provinces du Canada, que soit reconnu « *le caractère distinct du peuple québécois* ».

Les propositions faites par M. Lévesque confirment le tournant fédéraliste pris à son initiative par le Parti québécois (PQ) en novembre 1984 et confirmé par un congrès spécial en janvier. Plus d'un tiers des délégués au Congrès, dont plusieurs ministres, avaient alors quitté le parti pour former le Rassemblement démocratique pour l'indépendance.

Dans le document de trente-neuf pages remis vendredi, le premier ministre souligne que ses propositions « *s'insèrent dans le cadre fédératif de la Constitution actuelle* », tout en cherchant à la « *bonifier de façon à ce que les Québécois puissent (...) y trouver les conditions les plus favorables possibles à leur développement* ».

M. Lévesque fait une seule allusion à l'indépendance – sans jamais citer le mot cependant – en affirmant que ses propositions « *n'altèrent en rien le droit inaliénable du peuple québécois de disposer lui-même démocratiquement de son avenir constitutionnel* ». Il rappelle que la bonne volonté exprimée par le nouveau premier ministre conservateur, M. Brian Mulnorey, élu en septembre 1984 à la tête du gouvernement fédéral, l'a convaincu d'ouvrir de nouveau le dossier constitutionnel pour « *corriger le passé et ouvrir l'avenir* ». M. Mulnorey a déclaré à plusieurs reprises qu'il était disposé à négocier avec le Québec pour « *guérir des blessures* » et « *rétablir des liens de confiance* ». Le gouvernement fédéral n'a cependant pas encore réagi aux propositions de M. Lévesque.

Dans son document, ce dernier énumère vingt-six propositions qui, selon un ministre, sont « *toutes négociables* ». Le Québec veut que la Constitution lui reconnaisse « *le droit exclusif de déterminer sa langue officielle et de légiférer sur toutes matières linguistiques dans les secteurs de sa compétence* ». M. Lévesque espère ainsi mettre fin aux interventions de la Cour suprême qui a jugé inconstitutionnelles plusieurs dispositions de la Charte de la langue française (loi 101) adoptée en 1977. En échange, il s'engage à garantir le droit de la minorité anglophone (environ 15 % des six millions d'habitants) à conserver l'ensemble de ses institutions financées par les fonds publics (écoles, hôpitaux etc.) Il propose également d'étendre l'accès à l'école primaire anglaise au Canada et non plus seulement au Québec comme le prévoit la loi 101. Il demande simplement que les quelques 900 000 francophones domiciliés dans les autres provinces bénéficient des mêmes droits.

M. Lévesque exige « *un droit de veto sur tout changement pouvant affecter le rôle du Québec au sein des institutions fédérales* », en particulier la Chambre des communes, le Sénat et la Cour suprême. Le Québec espère ainsi maintenir sa capacité d'intervention sur les décisions du gouvernement fédéral quelle que soit l'évolution démographique du Canada, qui se fait pour l'instant au détriment des francophones. La Constitution actuelle, que le Québec a refusé de signer, stipule que certaines dispositions peuvent être amendées avec le consentement de sept provinces (sur dix) représentant au moins 50 % de la population canadienne.

Le Québec demande également qu'il soit mis fin aux empiètements du gouvernement fédéral, par le biais des subventions notamment, dans des domaines de juridiction provinciale (éducation, santé, affaires municipales, etc.).

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 4.)

M. Gendry, le banquier qui défiait l'establishment

Le lundi 9 décembre 1980, M. Jean-Luc Gendry, alors président de la Banque privée de gestion financière (BPGF), annonçait, rayonnant, à la presse réunie dans une salle du très beau siège social donnant sur le parc Monceau à Paris, que son établissement, au prix de 200 millions de francs, avait fini par accumuler 41 % du capital de la librairie Hachette, c'est-à-dire le contrôle de la plus grande maison française d'édition et de distribution.

Savourant son triomphe dans une opération rondement menée avec une totale discrétion, au nez et à la barbe des milieux financiers, banques et actionnaires, il ne craignait pas d'affirmer : « *Nous figurons désormais parmi les cinq grandes banques d'affaires françaises, aux côtés de Paribas, Suez, Worms et Lazard, et avec nos 300 millions de francs de fonds propres et nos 8 milliards de francs de bilan, parmi les vingt premières banques du pays.* » Et, à l'époque, c'était vrai.

Le lundi 13 mai 1985, il était inculpé par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction au tribunal de Paris, d'infraction à la législation des sociétés, d'abus de biens sociaux, d'abus de pouvoir, de présentation de bilans inexacts et de distribution de dividendes fictifs. Pas moins.

Que s'était-il donc passé ? Et une invisible fissure minait-elle déjà la construction peu ordinaire édifiée en vingt ans par M. Gendry ? Tenter de l'expliquer, c'est aussi tenter de raconter l'histoire d'un homme passionnant et passionné, intelligent et séduisant, audacieux jusqu'à la témérité et, éventuellement, jusqu'à la délinquance, la justice le dira, dont la clef ultime a été un défi constant lancé à un establishment qu'il fascinait souvent mais auquel il ne voulait pas vraiment appartenir.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire page 21 : « UN ÉQUILIBRISTE DE GÉNIE JOUE ET PERD ».)

Mons-en-Barœul : les immigrés aux urnes pour élire des « représentants » au conseil municipal



De notre envoyé spécial

Mons-en-Barœul (Nord). – « *C'est vrai, l'opinion française n'est pas prête à accorder un droit de vote aux immigrés. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On croise les bras et on attend ? On invoque le Tout-Puissant ? Ou on prend des initiatives pour faire évoluer les choses ?* » M. Marc Wolf, maire socialiste de Mons, prend une fois de plus l'initiative en organisant, dimanche 19 mai, l'élection de trois « *représentants étrangers, associés au conseil municipal* ».

Quitte à embarrasser son parti, provoquer un beau tollé chez ses adversaires et s'attirer une manifestation du Front national, devant la mairie, à 11 heures du matin, en plein scrutin.

Qui a décidé une telle élection, sans précédent en France, que la droite juge « illégale et inconstitutionnelle » ? « Ce sont les Monsois », répond le maire en montrant quatre lignes du programme de sa municipalité de gauche, élue en 1983.

« *Quatre lignes noyées dans vingt pages de texte* », réplique M. Jean-Louis Valachter, conseiller RPR ; *comme ces clauses vicieuses de contrat d'assurances, rédigées en petits caractères et qui échappent toujours à l'assuré...* »

Prise de court, l'opposition a suggéré d'organiser un référendum municipal sur le vote des immigrés. Elle s'inspirait ainsi d'une formule inventée par M. Wolf lui-même en 1977, pour consulter les Monsois sur la politique budgétaire. Le maire a refusé net, rappelant avec ironie que cette même opposition avait combattu le principe d'un référendum il y a huit ans.

M. Wolf, trente-six ans, est considéré depuis longtemps comme un franc-tireur au Parti socialiste.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 14.)

La réclusion à vie pour trois accusés de la tuerie d'Auriol

Quatre semaines de débats autour du SAC marseillais ont révélé le mélange de la criminalité et de la politique

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. – L'affaire d'Auriol est jugée. Vendredi 17 mai, dans la nuit aixoise, les fourgons de police, gyrophares et sirènes en action, ont emmené les condamnés vers leur destin judiciaire : la réclusion criminelle à perpétuité pour Jean-Joseph Maria, Lionel Collard et Ange Poletti, vingt ans de réclusion pour Jean-Bruno Finochietti et Didier Campana, quinze ans pour Jean-François Massoni.

Ainsi il n'y a pas eu de doute pour la cour et le jury. Tous les accusés, y compris ceux qui niaient éperdument, Maria et Collard, sont bel et bien apparus coupables. Pour autant, l'arrêt rendu n'est pas sans surprise. Certes, en n'épargnant personne, il rejoint dans l'esprit la thèse du réquisitoire de M. Christian Lassalle. La tuerie d'Auriol n'aurait jamais eu lieu sans la volonté de Jean-Joseph Maria, responsable intérimaire du SAC marseillais en juillet 1981, d'annihiler Jacques Massie, responsable en titre et devenu pour lui un rival dangereux.

Autrement dit, les crimes commis ont bien eu pour origine un mobile lié à l'existence même du Service d'action civique, à la crainte que pouvait éprouver Maria de révélations par son rival propres à compromettre gravement ceux qui avaient été ses amis. Les hypothèses présentées par les défenseurs de Maria pour mettre celui-ci hors de cause en imputant l'initiative de l'entreprise au seul Ange Poletti n'ont pas rencontré le crédit escompté par Me Pelletier. Les admettre aurait abouti à réduire l'affaire à ce niveau « *du vulgaire, du médiocre et du subalterne* » dont parla naguère le général de Gaulle à propos de l'enlèvement et de la disparition de Medhi Ben Barka et à dégager le SAC en tant que tel de toute responsabilité, dès lors qu'on acquittait son représentant local en admettant son ignorance d'un projet conçu par des comparses pour des raisons obscures et, en tout état de cause, plus supposées que vraiment établies.

Cependant, Jean-Joseph Maria n'a pas été déclaré complice de tous les crimes qui, initialement, lui étaient reprochés.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 16.)

M. CLAUDE CHEYSSON

invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-*le Monde* » dimanche 19 mai de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre des relations extérieures, en fonctions au Quai d'Orsay de juin 1981 à décembre 1984, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Amalric, du *Monde*, et de Christian Malar et de Christian Ménanteau, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Dates

RENDEZ-VOUS

Mardi 21 mai. – *URSS :* Visite officielle du président indien, M. Rajiv Gandhi. *Paris :* Visite du ministre britannique des affaires étrangères, M. Howe. Visite d'une délégation ministérielle polonaise. *Chine :* Visite du président portugais, M. Eanes.

Mercredi 22 mai. – *Paris :* Visite de M. Genscher, ministre des affaires étrangères de RFA.

Jeudi 23 mai. – *Pologne :* Procès de trois dirigeants de Solidarité à Gdansk. *Tchécoslovaquie :* Visite du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas.

Samedi 26 mai. – *Chypre :* « Election présidentielle » dans « l'Etat fédéré turc ».

Dimanche 27 mai. – *Rome :* ouverture du procès des auteurs de l'attentat contre le pape.

SPORTS

Dimanche 19 mai. – *Automobilisme :* Grand Prix de formule 1 de Monaco.

Lundi 20 mai. – *Tennis :* Coupe du monde par équipe à Düsseldorf jusqu'au 26 mai.

Mercredi 22 mai. – *Football :* Finale retour de la Coupe de l'UEFA.

Vendredi 24 mai. – *Football :* Trente-septième journée du championnat de France de première division; barrages aller de deuxième division.

Samedi 25 mai. – *Cyclisme :* Bordeaux-Paris. *Rugby :* Finale du championnat de France au Parc des Princes.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A QUARANTE ANS, OKINAWA

La guerre sauvage du Pacifique

Apocalypse Now, c'était déjà Okinawa, il y a quarante ans, sans accompagnement de Wagner. Depuis le 1er avril 1945, jour de Pâques, date du débarquement américain dans l'île, la principale de l'archipel des Ryukyu, d'une centaine de kilomètres de longueur et d'une trentaine dans sa plus grande largeur, elle est le théâtre de l'une des plus sanglantes batailles de la guerre du Pacifique. C'est l'opération « Iceberg », dernière étape de la longue marche du général MacArthur sur Tokyo avant l'invasion du Japon. Une formidable armada est engagée : plus de 300 navires de combat, dont 40 porte-avions, près de 1 200 bâtiments auxiliaires, 548 000 hommes, dont 182 000 de troupes d'assaut.

Conscients de l'enjeu, les Japonais sont décidés à défendre coûte que coûte ce qui est, déjà, le territoire national. Leurs moyens sont limités. Pratiquement sans marine, surclassés en matériel et dans les airs, ils étaient 100 000 à attendre l'attaque *« comme la grenouille le serpent qui va la dévorer »*, selon l'expression de l'un d'eux. Sans illusions, ils avaient transformé l'île montagneuse, boisée et calcaire, en un véritable piège truffé de mines, de nids d'abeille, de tunnels souterrains et de grottes fortifiées, qui deviendront un enfer.

Ils sont surtout convaincus de posséder une force que n'a pas l'assaillant, le *yamato damashi,* esprit de sacrifice du Japon antique que soutient le bushido, code d'honneur des samouraïs. Devenir un héros-dieu, tel doit être le but du guerrier nippon, et la mort est une des voies pour accéder à cette déification consacrée dans le temple de Yasukuni où reposent les restes de ceux qui ont donné leur vie à la patrie. La bataille d'Okinawa sera donc celle des kamikazes, missions suicides de la force aérienne d'assaut, ainsi dénommées « vent des dieux » en rappel du typhon légendaire qui aurait provoqué la fuite de l'envahisseur mongol du treizième siècle.

« Combattez salement »

L'exaltation du sacrifice héroïque est, en l'occurrence, une technique de combat désespéré. Expérimentée aux Philippines avec succès mais épisodiquement, elle devient, à Okinawa, systématique. Un engin spécial est même conçu à cet effet, la bombe *baka*, planeur de bois lancé par un avion avec un homme et des explosifs à bord. Au cours de la bataille, 1 900 de ces missions sont lancées en plusieurs vagues massives. Elles causent d'importants dégâts, coulant une trentaine de navires, en endommageant près de cent autres, jusqu'à ce que les forces aériennes américaines parviennent à en réduire l'efficacité en abattant les avions suicides avant l'impact ou... en les faisant fuir.

Sur terre, les combats sont d'une âpreté rare. L'acharnement de l'Américain n'est pas moindre que celui de son adversaire. Il progresse pas à pas sur un sol transformé en bourbier par la pluie, débusque le Japonais de son trou au lance-flammes, tire sur tout ce qui bouge, même si c'est un civil, pourchasse les survivants et les abat impitoyablement.

Dans un recueil d'interviews récemment publié aux Etats-Unis sous le titre *The Good War*, histoire orale de la deuxième guerre mondiale, un vétéran rappelle : *« On nous donnait l'ordre de ne pas tuer les prisonniers... mais le ressentiment était trop fort... »* Il avoue n'avoir pas nourri de haine particulière pour le « Jap », ni collectionné d'oreilles comme certains de ses camarades, mais on lui en avait tant dit sur ces *« crapules de Jaunes, sous-hommes dont les dents ressemblent à des crocs »*. Un instructeur conseillait aux recrues en partance pour le Pacifique : *« Vous n'allez pas en Europe, n'hésitez pas à combattre le Jap salement ! »* Un gigantesque panneau érigé sur une côte du Pacifique sud à l'initiative de l'amiral Halsey leur recommandait : *« Kill Japs ! Kill more Japs ! »*

Les quatre-vingt-dix jours de la bataille d'Okinawa ont été une véritable plongée au cœur des ténèbres, le point d'orgue de cette guerre contre le Japon dont la violence sauvage, imputée à la cruauté et au fanatisme de l'armée nippone, a été surtout la manifestation exacerbée d'un affrontement racial.

Interdit aux rats et aux « Japs »

Lorsque tout a commencé en décembre 1941 par le coup de Pearl-Harbor, la première réaction a été visiblement la stupeur. Le nain avait osé gifler le géant chez lui ! Même l'homme de la rue japonais n'en revenait pas. Que son gouvernement ait eu tant d'audace le remplissait à la fois d'inquiétude et d'orgueil. Mais pour l'homme de la rue américain, qui n'est pas loin de voir le Japonais avec le même œil méprisant que le Russe de 1904 à la veille de sa désastreuse guerre contre le Japon, c'est inconcevable. La rumeur ne courait-elle pas, avant les hostilités, que ce Jaune n'avait pour avions et pour armes que de mauvaises copies des armes et des avions américains, et que, de toute façon, *« ses yeux bridés l'empêchaient de tirer juste et de voler droit » ?*

A la stupeur succède très vite la peur, la peur engendre la haine. Toute la côte ouest des Etats-Unis se sent soudain menacée d'un débarquement ennemi. L'espionnite se répand, qui dérive en chasse aux sorcières, en l'occurrence les immigrants nippons.

Moins aiguë aux îles Hawaii, très asiatisées, elle est virulente en Californie, où vivent environ 125 000 Américains d'origine japonaise, parmi lesquels de nombreux fermiers. On appelle *Issei* ceux de la première génération. *Nisei* ceux de la deuxième, né aux Etats-Unis. Peu importe que ces derniers soient bien intégrés à la société et que l'ensemble de la communauté soit discrète et disciplinée, il faut éliminer *« le danger potentiel qu'ils représentent dans cette zone de guerre qu'est la Californie »*.

En même temps que se développe contre eux une campagne de haine menée par des libéraux comme Walter Lippman, le gouverneur Olson et l'attorney général Warren, également un libéral, lancent une série de mesures discriminatoires : les fonctionnaires sont révoqués, les médecins et les avocats privés de licence, les pêcheurs privés de leurs bateaux. Leurs avoirs sont bientôt gelés. Même des laitiers leur refusent du lait. Un restaurant accroche une pancarte : *« Ici, on n'empoisonne que les rats et les Japs. »*

Humilier le Blanc

On les incite à quitter l'Etat et à fuir vers l'intérieur. Mais, le Nevada, l'Idaho, le Kansas, l'Arkansas imitent à leur tour la Californie, jusqu'à ce que le président Roosevelt décide, en février 1942, leur déportation et leur internement dans des camps. En quarante-huit heures, ils doivent tout abandonner, maisons, mobiliers, terres, fortune. Pourtant, ils manifestent une fidélité exemplaire au drapeau américain et vont jusqu'à chanter, le samedi soir, devant leurs baraques d'internés, *America is beautiful.* Ceux d'entre eux qui sont mobilisés se comportent en bons soldats sur les champs de bataille européens, certains même en héros. Mais après trois ans de détention, Issei et Nisei ne retrouveront pas leurs biens et longtemps encore garderont au cœur le souvenir de la honte infligée.

L'espionnite, le Japon n'y échappe évidemment pas. Ce sont les résidents étrangers qui en sont les victimes, surtout lorsque les avions du colonel Doolittle se permettent pour la première fois, en avril 1942, de passer « trente secondes sur Tokyo », selon le titre du film qui s'en est inspiré. Mais c'est sur les terres conquises par l'armée impériale que s'exprime dans toute sa violence le sentiment d'orgueil racial d'un peuple qui rêve depuis longtemps de vaincre l'Occident blanc et de le remplacer dans la domination de l'Asie.

En débarquant à Singapour, forteresse vaincue de l'empire colonial anglais, le général Yamashita et son état-major piétinent un tapis de prisonniers britanniques et australiens contraints à s'allonger sur le sol. L'un des officiers, le colonel Tsuji, est l'auteur d'une brochure destinée aux troupes envoyées sous les tropiques : *« Lorsque vous aurez mis le pied sur le territoire ennemi,* y est-il écrit, *vous comprendrez la signification de l'oppression que nous inflige le Blanc. Des immeubles imposants, splendides, dominent... les minuscules huttes indigènes au toit de chaume. L'argent tiré du sang des Asiatiques assure à cette minorité blanche un mode de vie luxueux... Lorsque vous tomberez sur l'ennemi, dites-vous que vous rencontrez l'assassin de votre père que vous allez venger... »* Cette déclaration de solidarité panasiatique ne manque pas de cynisme après les atrocités commises en Mandchourie et en Chine par l'occupant nippon sur les autochtones, mais elle justifie l'humiliation organisée et spectaculaire des anciens maîtres blancs, contraints de faire des courbettes, de balayer les rues, ou de subir coups et avanies sous les yeux de leurs anciens sujets.

La vindicte des vainqueurs est souvent plus brutale : les défenseurs américains de Corregidor, épuisés par la bataille, sont affamés pendant une semaine, jetés dans des cales à bestiaux avant de défiler à Manille. Soixante-dix mille Américains et Philippins capturés à Bataan sont poussés vers un camp sur une centaine de kilomètres, à coups de gourdin. Blessés et malades sont parfois achevés à la hache ou enterrés vivants. 7 000 périssent. Dans la jungle de Birmanie, près de la célèbre rivière Kwaï, 15 000 Européens et 70 000 Asiatiques affectés à la construction d'un chemin de fer stratégique meurent d'épuisement, de soif ou de faim. A Bornéo, à Java, des Hollandais sont mutilés, massacrés, leurs femmes violées. En Indochine, des Français qui résistent au coup de force du 9 mars 1945 sont décapités, d'autres internés dans des camps de la mort lente. Partout encore, la gendarmerie militaire, la *Kempeitai*, se rend célèbre par ses tortures et ses cages de bois. Quoi qu'ait écrit le colonel Tsuji, *« Chinois et peuples du Sud »* ne sont pas épargnés, surtout des Philippins, accusés de connivence avec les Américains, et des Chinois de Singapour, nombreux à être exécutés, avec ou sans raison.

En fait, les prisonniers de guerre occidentaux sont l'objet du plus profond mépris, non seulement parce qu'ils sont des Blancs déchus de leur puissance, mais aussi parce qu'ils sont indignes au regard du code d'honneur nippon. Selon le bushido, celui qui connaît la force de la honte doit essayer, coûte que coûte, de sauvegarder l'honneur de son pays et préférer la mort à l'ignominie d'une captivité. Lorsqu'un soldat japonais a le malheur d'être pris, il tente de se suicider ou dissimule son identité, et s'affuble d'un surnom ou d'un nom de préférence emprunté à la glorieuse histoire de l'Empire.

Dessin de ROUIL

Les « savants » du régiment 731

A Saipan, tombée aux mains des Américains, des civils japonais, colons et fonctionnaires, se tuent à coups de grenade ou se précipitent du haut de falaises – les femmes, parfois, après avoir étranglé leurs enfants de leurs mains. A Cowra, en Australie, un millier de prisonniers se jettent, une nuit, sur leurs gardes, qui les fauchent à la mitrailleuse. Bilan : 229 morts, 350 blessés, 25 suicides individuels de rescapés. Il y a bien des « lâches ». Tout le monde n'a pas l'étoffe d'un héros-dieu. Mais aucun n'est exempt du sentiment de culpabilité. De retour au pays à la paix, les survivants ne sont pas toujours bien accueillis par les familles qui se sentent déshonorées. Certains cachent qu'ils ont été captifs, d'autres fuient leur village et leurs proches.

Esprit de sacrifice, code d'honneur, orgueil d'une nation insulaire trop longtemps isolée, volonté de puissance et de revanche raciale, peuvent expliquer la fureur de vaincre et aussi de mourir des Japonais au combat. Mais expliquent-ils aussi cette plongée encore plus profonde dans les ténèbres de la sauvagerie humaine effectuée par les quelque 3 000 membres, militaires et civils, d'un certain régiment 731, dont les atrocités ont été récemment révélées par des témoignages tardifs et officiellement reconnus ?

Cette unité, stationnée à Harbin, en Mandchourie occupée, avait pour tâche de faire des recherches en vue d'une guerre bactériologique et chimique, jugée par son initiateur, le chirurgien général Ishii, plus efficace et moins coûteuse que la guerre classique. On y travaillait sur des cobayes humains, chinois, coréens, mongols, russes, américains et aussi anglais lorsqu'un détachement a été affecté en Birmanie. On leur inoculait diverses maladies, telles que peste, choléra, typhus, syphilis, afin d'en étudier les effets, ou on leur faisait subir des expériences telles que le gel, l'inanition, l'exposition prolongée aux rayons X.

Ainsi, pour essayer les substituts possibles au sang humain, a-t-on vidé un cobaye du sien pour lui injecter du sang de cheval. Après avoir inoculé la syphilis à une femme, on l'a fait engrosser par un autre prisonnier et, quand elle eut accouché, on a procédé à la vivisection de la mère et de l'enfant. Tels sont quelques exemples cités de l'activité des savants du régiment 731. Certains d'entre eux se sont suicidés pour ne pas être pris par les Russes au moment de la défaite. Toujours le code d'honneur. Une douzaine ont été capturés par ces derniers et ont passé en jugement pour crimes de guerre. Ils ont été condamnés à des peines de prison. La plupart sont revenus au Japon et se sont enfermés dans un secret strictement tenu malgré quelques livres et des articles sur le procès de Khabarovsk, officiellement considéré par Japonais et Américains comme une manœuvre de propagande.

Ce n'est qu'en 1982 qu'un livre paru au Japon a secoué l'opinion par ses révélations. Les autorités américaines d'après-guerre y sont accusées d'avoir assuré l'impunité aux « savants » du régiment 731 afin de pouvoir *« bénéficier de leurs découvertes »*. Dans un débat au Parlement, le gouvernement japonais a reconnu l'existence de cette unité, sans confirmer ce contrat liant les anciens ennemis dans une même complicité ténébreuse et permettant aux macabres expérimentateurs de vaquer à leurs occupations, d'exercer dans des hôpitaux, et même d'occuper des chaires universitaires.

Un vétéran de la guerre du Pacifique, évoquant le voyage qu'a fait Lindbergh pendant celle-ci aux Philippines, a dit combien le héros de la première guerre mondiale avait été horrifié de la façon dont les GI's parlaient des Japonais : *« C'était si sauvage. Nous étions sauvages. »* Il aurait pu ajouter, comme le héros de Conrad s'acheminant vers le cœur des ténèbres : *« La terre en cet endroit n'avait pas l'air terrestre. »*

PHILIPPE FRANCHINI.

CORRESPONDANCE

Les évadés de Colditz

Le général Alain Le Ray nous écrit :

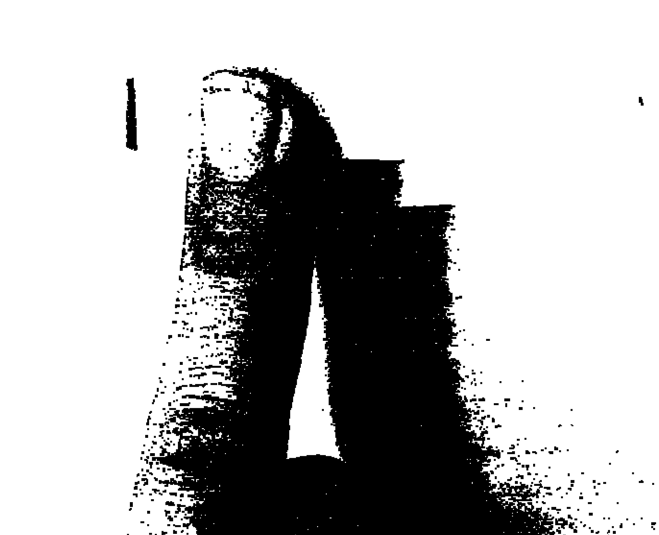
Dans son édition des 24 et 25 mars, le Monde *a publié, sous la signature de M. André Mascle, un intéressant témoignage sur « la libération de l'Oflag de Colditz ».*

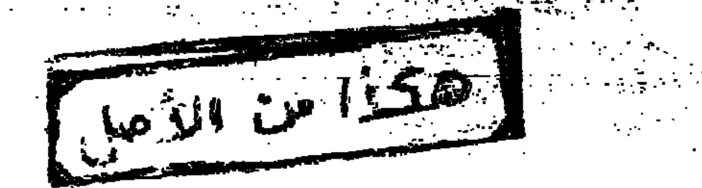
En marge de ce bref récit, il est dit qu'une seule évasion a été réussie depuis cette citadelle.

Comme on me fait l'honneur d'en être le héros, je saisis l'occasion d'apporter une précision que méritent bien mes camarades.

Selon les archives mêmes du commandement allemand, dix-neuf évasions ont été réussies depuis l'enceinte du château et de son parc. Sur ce nombre, six, dont les trois premières, sont françaises.

Ce complément d'information est une justice à rendre à ceux que les onze épisodes du fameux feuilleton télévisé « Colditz » ont délibérément ignorés.





Étranger

Liban

LES RUMEURS SUR LE « RETOUR SYRIEN A BEYROUTH »

Damas n'a guère besoin de contrôler militairement la capitale

De notre correspondant

Beyrouth. – « *Les Syriens reviennent.* » La rumeur a couvert les mille bruits de Beyrouth, faisant oublier jusqu'au canon qui poursuit son train-train quotidien le long de la ligne de démarcation : 8 morts et 67 blessés dénombrés au cours des dernières quarante-huit heures, 99 morts et 567 blessés depuis la reprise des affrontements dans les derniers jours d'avril.

En fait, les Syriens, ou plus précisément, leurs soldats ne reviennent pas à Beyrouth. Mais, la Syrie est déjà souveraine de la moitié du Liban et présente dans la capitale, en termes de pouvoirs, plus qu'elle ne le fut jamais.

Elle n'a donc aucun intérêt à un tel « *retour* ». Militairement, elle contrôle déjà les territoires sur lesquels elle a le plus de visées directes, au nord et à l'est. Politiquement, elle domine le reste du pays – bande frontalière sud sous hégémonie israélienne exclue – plus qu'elle ne le ferait avec toute son armée et qu'elle ne le faisait d'ailleurs durant les six longues années (1976-1982) où celle-ci était dans la capitale. « *Le président Assad est un homme d'Etat trop avisé pour céder à la tentation d'un retour, coûte que coûte, pour la gloriole, sur les lieux dont ses armées ont été chassées* », fait valoir un ancien ministre qui a longtemps été son principal interlocuteur libanais officiel.

Il est à craindre que la situation du président syrien est plus que confortable : tous les belligérants libanais sont suspendus à ses décisions. Les forces libanaises (milice chrétienne) lui ayant finalement fait allégeance.

La rumeur est née de la crainte, en secteur chrétien, d'une pression militaire syrienne pour mettre au pas les milices récalcitrantes et d'un appel en ce sens de l'ancien président Frangié, grand ami chrétien du président Assad, et qui n'eût sans doute pas pris cette initiative sans l'avoir consulté. Des « fuites » dans deux journaux sérieux, *An Nahar* et *l'Orient du jour*, ont fait le reste. On se demande aujourd'hui si Damas n'a pas voulu que la rumeur circule pour rappeler que ses troupes peuvent, quand elles veulent, entrer à Beyrouth.

Certains propos du chef du mouvement chiite, M. Nabih Berri, retour de Damas, sont révélateurs à cet égard : « *Certains* (entendez les chrétiens) a-t-il dit, *pourraient s'imaginer qu'ils sont en mesure d'avoir recours aux Syriens pour faire face à l'autre camp. Au cours de mes entretiens à Damas, j'ai cru comprendre qu'il existait des conditions syriennes préliminaires à toute décision de retour* (de l'armée à Beyrouth) *: sur le plan de la sécurité, un accord sur le ramassage des armes lourdes et légères que l'armée syrienne viendrait précisément exécuter ; sur le plan politique, une entente nationale qu'elle viendrait consacrer.* »

C'est clair, la Syrie n'entend pas pour l'instant renvoyer ses troupes à Beyrouth. Cela n'exclut nullement le souhait de voir « *légaliser* » de nouveau une présence au Liban, qui n'a plus de fondement juridique depuis que le président Gemayel en a demandé le retrait à la Ligue arabe et à l'ONU en 1983. Pour lui rendre cette assise, il est tout à fait possible que le Liban demande de nouveau officiellement le stationnement de ses forces sur son territoire. Prenant les devants, un député de la Bekaa, la partie du Liban la plus « syrianisée », M. Nazem Kadri, a d'ores et déjà déposé une proposition de loi dans ce sens.

Le « Rassemblement chrétien »

Dans ces conditions, nombreux sont ceux qui pensent ici que les chances d'une trêve ont nettement augmenté alors qu'elles étaient *quasi nulles il y a* quelques semaines. Les hostilités à grande échelle ne reprendraient qu'en cas de volonté d'éliminer M. Amine Gemayel de la présidence. Mais pas si, à Damas, on a décidé de continuer à le soutenir et à l'aider à se maintenir au pouvoir. Or tel paraît être le cas : « *Les relations entre les présidents Assad et Gemayel sont bonnes. Le président Gemayel s'est acquitté d'une grande mission nationale en abrogeant l'accord libano-israélien du 17 mai 1983* », vient de déclarer le vice-président syrien, M. Khaddam, donnant au chef de l'Etat libanais un certificat de bonne conduite.

Les chrétiens s'étant mis en mauvaise posture, certains de leurs hommes politiques *essaient*, en constituant un « Rassemblement chrétien pour un Liban uni », de sauver la mise de leur communauté. « *Nous voulons empêcher*, souligne l'un d'eux, *que le vide politique ne se traduise par une aventure encore plus catastrophique que les précédentes.* » Bien que l'initiative puisse chagriner le président Gemayel, qui s'est voulu interlocuteur unique au nom de la communauté, il s'en accommode. Les Forces libanaises également, qui, longtemps, s'étaient arrogées le pouvoir de décision au nom des chrétiens.

Ce rassemblement en cours de formation aura une mission délicate : céder concrètement ce que la milice chrétienne a déjà concédé dans la « déclaration Hobeika », dont l'auteur est frappé d'anathème par Damas en tant que « *symbole israélien* ».

En plein désarroi, les chrétiens en sont à appeler de leurs vœux la tutelle, hier honnie, d'une Syrie, qui, pour la première fois, détient toutes les cartes.

En même temps, Israël, qui, juste avant son retrait, met la dernière main à sa « zone de sécurité » dans la bande frontalière, n'est pas prêt de se laisser reprendre au piège libanais et doit laisser les mains libres à *son ancien ennemi syrien*.

C'est donc en homme parfaitement sûr de lui, que le président Assad délègue son ministre des affaires étrangères au Vatican et à Paris pour rassurer le pape et la France, protecteurs traditionnels des chrétiens du Liban, et couper court à leurs timides initiatives. Non que ces velléités inquiètent Damas, mais parce qu'il est utile, à cette occasion, de consolider face au monde entier le rôle de *tuteur-garant* du Liban que s'est assigné le chef de l'Etat syrien.

LUCIEN GEORGE.

LE DJIHAD ISLAMIQUE MENACE LES ÉTATS-UNIS D'UNE ACTION MILITAIRE DE GRANDE ENVERGURE

Un interlocuteur anonyme, se réclamant de l'organisation clandestine djihad islamique, a menacé, vendredi 17 mai, le gouvernement américain d'une « *action militaire de grande envergure* », préparée depuis longtemps, à la suite du refus de Washington d'accéder à sa demande : la libération de ses militants emprisonnés au Koweït pour une série d'attentats commis dans l'émirat en décembre 1983.

Il a en outre adressé une mise en garde au Koweït, affirmant « *qu'un refus de ses demandes équivaudrait à un enfer pour les diplomates de ce pays partout dans le monde* ».

Pour sa part, le cheik Hussein Fadlallah, chef spirituel de la communauté chiite libanaise, a condamné le rapt de ressortissants étrangers, et demande aux musulmans de protéger les diplomates et les journalistes « *qui ne mettent pas en danger la sécurité et la vie de la population* ». Le cheik Fadlallah, qui dirige le mouvement intégriste chiite Hezbollah (Parti de Dieu), a affirmé qu'il « *condamne tous les enlèvements par quelque mouvement que ce soit, et en particulier ceux qui touchent les institutions humanitaires qui œuvrent pour soulager les souffrances des populations affligées* ». Il a également critiqué le manque de discipline dans les rangs des miliciens qui contrôlent le secteur musulman de Beyrouth.

Vendredi après-midi, une voiture piégée a explosé à Beyrouth-Ouest, à proximité d'une permanence du Parti socialiste progressiste (PSP, druze), faisant, de source policière, huit blessés. – (*AFP, AP.*)

Iran

MANIFESTATION A TÉHÉRAN A L'APPEL DE M. BAKHTIAR

L'opposition par les embouteillages

Téhéran (AFP). – Des manifestations en voiture en réponse à un appel de l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar, se sont déroulées vendredi matin 17 mai pendant plus de deux heures dans les quartiers bourgeois de Téhéran, paralysant partiellement la circulation dans ce secteur de la capitale iranienne. Ni cris ni slogans pour cette manifestation d'un genre particulier, simplement le fait de se trouver en voiture, généralement en famille, à une heure où, habituellement, chacun profite chez lui du jour de repos hebdomadaire.

La place Vanak, l'un des carrefours les plus importants du nord de la capitale, est complètement bloquée. Des jeeps des *comités de la révolution* (milices de quartier) en travers de la route ferment certains passages tandis que des miliciens, armes à la main, essaient de canaliser la circulation.

Dans les voitures arrêtées, beaucoup d'hommes d'une cinquantaine d'années, portant cravate, symbole honni de « culture occidentale » pour les militants islamiques.

Une altercation éclate entre une conductrice et un membre des comités. Aussitôt des automobilistes descendent de leurs véhicules et s'attroupent, des badauds arrivent. Le ton monte. Des palabres s'engagent, certains essayent de ramener le calme. Finalement, la conductrice repart.

Un peu plus loin, un homme d'environ quarante-cinq ans refuse de se laisser arrêter. Il est bousculé par les miliciens. L'homme s'accroche désespérément à un arbre, un policier en tenue s'efforce en vain de rétablir le calme. Quand la foule s'approche de trop près, les membres des comités la repoussent, la menaçant de leurs armes.

L'incident se prolonge, les miliciens de plus en plus nerveux, appellent des renforts par radio. Finalement, l'homme est embarqué dans une jeep au milieu des cris et des klaxons qui s'arrêtent vite devant les armes brandies. Très peu de manifestants sont ainsi emmenés. Des véhicules des forces de l'ordre, sirènes hurlantes, cherchent à se frayer un passage au milieu de l'embouteillage.

Ces manifestations se sont concentrées dans les quartiers bourgeois, les quartiers populaires de Téhéran ont conservé leur physionomie normale. Une manifestation du même genre, également à l'appel de M. Bakhtiar, avait eu lieu le 5 août 1983. Elle avait rassemblé beaucoup plus de monde. Il y a deux ans, tout le nord de Téhéran avait été bloqué par un immense embouteillage, ce qui n'a pas été le cas cette fois. Cependant, les forces de l'ordre n'étaient pratiquement pas intervenues il y a deux ans. L'année dernière, un appel semblable pour des manifestations à pied n'avait pas été suivi. Jusqu'ici, ce type de démonstration ponctuelle et limitée est resté sans effet sur la politique du gouvernement.

ALORS QUE RYAD SOUTIENT L'IRAK CONTRE L'IRAN

Le chef de la diplomatie saoudienne est attendu à Téhéran

Le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud al Fayçal, était attendu ce samedi 18 mai à Téhéran pour une visite officielle.

La première d'un haut responsable saoudien depuis le début du conflit irano-irakien en septembre 1980. La semaine dernière, le prince Saoud avait reçu le ministre iranien de l'énergie Hassan Ghafouri-Fard en Arabie saoudite. M. Fard – qui participait aux réunions de l'assemblée constitutive de l'Union sportive en sa qualité de président du comité olympique iranien – avait également rencontré le ministre saoudien de la défense.

Le prince Saoud restera quarante-huit heures en Iran à l'invitation de son collègue iranien, M. Ali Akbar Velayati.

L'Arabie saoudite, comme ses cinq alliés du Conseil de coopération du Golfe (CCG), a été dès le début du conflit solidaire de l'Irak. Ses relations avec l'Iran ont traversé une sérieuse crise en juin 1984. Des chasseurs saoudiens avaient alors engagé un combat avec des F-4 iraniens au-dessus des eaux territoriales saoudiennes et abattu l'un d'eux. Des pétroliers saoudiens et des bâtiments chargeant du brut saoudien ont été attaqués par l'aviation iranienne en représailles contre le blocus que tente d'imposer l'Irak au principal terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg (nord-est du Golfe).

A Bagdad, le président Saddam Hussein a déclaré vendredi que l'Irak était prêt à respecter un cessez-le-feu général dans la guerre avec l'Iran pendant tout le mois de ramadan, qui commence lundi prochain.

Le chef de l'Etat irakien a exigé cependant que l'Iran accepte « *publiquement et franchement* » cet arrêt général des hostilités et ne mette pas à profit le cessez-le-feu pour masser ses troupes à la frontièee ou « *lancer une nouvelle agression* ». – (*AFP.*)

APRÈS LES ENTRETIENS DU CAIRE

Le contentieux égypto-israélien demeure entier

Correspondance

Le Caire. – Le contentieux égypto-israélien demeure entier. A l'issue de trois jours de négociations *au niveau des experts à l'hôtel Mena House* au Caire, les deux délégations se sont, en effet, séparées vendredi 17 mai sans qu'aucun progrès n'ait été réalisé sur les questions de fond.

Le litige frontalier de Taba (*1 km2 au sud d'Eilat*) continue à opposer les deux parties. Les experts égyptiens maintiennent la position qu'ils défendent depuis des années : « *Il faut faire appel à l'arbitrage international pour régler le problème.* » Pour les Israéliens, « *il faut recourir à la conciliation* ». Mais Le Caire a rejeté, une fois de plus, des propositions qui impliquent « *des concessions inacceptables puisque Taba a toujours été et restera égyptienne* ». Par ailleurs, la présence d'un représentant américain lors des sessions consacrées à Taba n'a été d'aucune utilité du fait de la neutralité affichée par Washington en ce qui concerne cette question.

D'autre part, les positions restent inchangées en ce qui concerne le retour de l'ambassadeur égyptien à Tel-Aviv (rappelé en consultation depuis septembre 1982) et la normalisation des relations réclamés par Israël. L'Egypte continue à poser comme conditions préalables le retrait total israélien du Liban, la restitution de Taba et l'enregistrement de progrès sur la voie de la solution du problème palestinien.

Aucune date n'a été fixée pour de nouvelles négociations, les deux délégations se contentant d'affirmer que cette question sera réglée après leur rapport à leurs gouvernements respectifs. L'éventualité d'un sommet Moubarak-Pérès, évoquée par le ministre israélien sans portefeuille, M. Ezer Weizman, lors de sa récente visite en Egypte (*le Monde* du 18 avril 1985) apparaît de plus en plus aléatoire à l'issue de négociations sans résultat pour la deuxième fois depuis le début de l'année.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Israël

Quand M. Giscard d'Estaing vient revoir « son » arbuste...

De notre correspondant

Jérusalem. – M. Giscard d'Estaing a tenu parole. Un an et demi après son premier voyage privé en Israël, l'ancien chef de l'Etat est de retour en compagnie de son épouse. Comme promis, son premier geste – symbolique – fut de rendre visite à l'arbuste qu'il avait planté en janvier 1984 dans une forêt proche de Jérusalem, devant le monument élevé à la mémoire des juifs français morts en déportation.

Hôte, comme l'an dernier, d'un ami français, le publiciste Jean Friedman, M. Giscard d'Estaing a un emploi du temps bien rempli. Il a déjeuné vendredi 17 mai avec le chef du gouvernement israélien, M. Shimon Pérès, puis s'est entretenu avec le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir. Dimanche, il rencontre MM. Herzog, président de l'Etat, et Rabin, ministre de la défense. Lundi, il doit gagner le port jordanien d'Aqaba, où il sera reçu par le roi Hussein.

Pourquoi ce second voyage ? « *J'ai voulu*, a-t-il souligné, *témoigner de mon désir d'avoir une relation étroite avec l'Etat d'Israël et de ne pas oublier les souvenirs que nous avons en commun concernant les épisodes de la seconde guerre mondiale.* » Se disant attentif à tous les « *efforts de paix* » du moment, il s'est déclaré favorable à la poursuite de la politique de l'actuel gouvernement français envers Israël.

M. Giscard d'Estaing a partagé vendredi son petit déjeuner avec son vieil ami, l'ancien chancelier Helmut Schmidt, lui aussi en séjour privé. Les Israéliens auront sans doute apprécié cette malicieuse coïncidence réunissant chez eux deux anciens dirigeants qui n'avaient pas trouvé le temps, lorsqu'ils étaient au pouvoir, de leur rendre visite.

J.-P. LANGELLIER.

A travers le monde

Burkina

- DES PASSEPORTS BURKINABÈS POUR NELSON ET WINNIE MANDELA. – Le Conseil national de la révolution (CNR), organe suprême du régime du capitaine Sankara, a décidé, vendredi 17 mai, de délivrer les deux premiers exemplaires des nouveaux passeports burkinabès à deux opposants sud-africains, Nelson Mandela, fondateur de l'ANC (Congrès national africain), et son épouse Winnie. (*AFP.*)

Burundi

- ACCORD AVEC TRIPOLI POUR CRÉER UN FRONT DES PAYS PROGRESSISTES. – Dans un communiqué publié, jeudi 16 mai, à Bujumbura, au terme de la visite que vient d'effectuer le colonel Kadhafi, le Burundi et la Libye lancent un appel pour la création d' « *un Front des Etats progressistes dans le monde pour faire face aux menaces des interventions des forces impérialistes, au néo-colonialisme et au racisme* ». – (*Reuter.*)

Espagne

- L'ETA MILITAIRE REVENDIQUE L'ATTENTAT DE BASAURI. – L'ETA militaire a revendiqué vendredi 17 mai l'attentat à la voiture piégée qui a fait, jeudi à Basauri, près de Bilbao, un mort et dix blessés. Une bombe, dissimulée dans une voiture, avait explosé au passage de deux fourgonnettes de police. – (*AFP.*)

Étranger

Pérou

APRÈS SON ÉCHEC AUX ÉLECTIONS

M. Barrantes veut préserver l'unité du Front de la gauche

De notre correspondante

Lima. — *« Nos ennemis assurent que nous allons voler vos enfants lorsque nous prendrons le pouvoir... Ils n'ont pas tort... Nous les enlèverons, chaque matin, pour qu'ils boivent un verre de lait... »*

Eclat de rire général dans la foule rassemblée devant les tréteaux où parle « Tio Frejolito » (« tonton Haricot ») pour les enfants. M. Alphonso Barrantes, maire marxiste de Lima et candidat à la présidence pour la gauche unie (IU). Mais la gauche n'aura pas l'occasion de démontrer que les *« rouges »* ne dévorent plus les enfants. L'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine) a remonté haut la main le premier tour des élections du 14 avril, et M. Barrantes beau joueur, a renoncé à disputer le second tour. *« Il ne s'agit pas de reconnaître un échec,* dit-il, *seulement un petit revers. »* Et il ajoute, avec humour : *« Nous avons tout misé sur les enfants* [allusion à la campagne de la mairie pour distribuer un million de verres de lait chaque jour], *et eux n'ont pas voté. »*

En fait, la Gauche unie avait sous-estimé le charisme du candidat de l'APRA, le jeune Alan Garcia. Elle prétendait obtenir au moins 30 % des suffrages. Son score du 14 avril (23 %) apparaît donc faible, bien qu'elle consolide sa base électoral avec près de deux millions de voix.

Comment expliquer ce revers ? Ce meeting de la gauche dans le bidonville de Villa-Maria-del-Triunfo, illustrait bien des lacunes. A commencer par une désastreuse organisation. Peu d'argent pour la Gauche unie — *« là où nous mettions un sol, l'APRA en investissait un millier »*, — surtout la droite a monté en épingle les déficiences de la gestion de M. Barrantes à la tête de la mairie de la capitale, un « monstre » de six millions d'habitants... La victoire aux élections municipales de novembre 1983 s'est convertie, en avril 1985, en cadeau empoisonné, faisant perdre à la Gauche unie 10 % des votes liméniens.

Il faut ajouter une « erreur » politique que dénoncent les « ultras » de la gauche.

« La campagne électorale a été rose, et nous sommes rouges », disent-ils. La IU s'est laissé voler sa définition *« d'un gouvernement nationaliste, démocratique et populaire »*. Elle n'a rien fait pour *« démasquer la démagogie des promesses de l'APRA »*. Enfin, *« elle a abandonné le terrain de jeu, sans disputer la deuxième manche, renonçant à gagner des points »*.

Les tensions au sein de la Gauche unie, entre « modérés » et « ultras », ont déjà entraîné le limogeage du directeur de la campagne électorale, M. Miguel Angel Mufarech, ancien dirigeant du Parti populaire chrétien (conservateur), et l'exclusion de son nouveau parti, le Padin, de la coalition.

En fait, c'est la direction du maire de Lima qui était visée par les ultras, notamment par les plus jacobins d'entre eux, les dirigeants du PUM (1), qui ont remporté, eux un indéniable succès personnel aux élections. Leur groupe est le plus nombreux de la IU au Parlement. Leur campagne, très agressive — contre la droite, contre l'APRA, et même contre l'armée — et qui n'a pas craint de prendre le contrepied des déclarations modérées de M. Barrantes, a porté ses fruits.

Après la décision prise par ce dernier de ne pas disputer le second tour des élections, on a cru à la débandade générale de la Gauche unie. Certains modérés ont été tentés de rejoindre l'APRA. Des ultras semblaient vouloir pratiquer une opposition totale. M. Luis Bedoya, le dirigeant du Parti populaire chrétien, arrivé en troisième position aux élections du 14 avril, prédisait un sombre avenir à la Gauche unie. *« Ce n'est,* disait-il, *qu'un front électoral. Barrantes est une locomotive qui traîne les wagons. Après les élections, la locomotive sera abandonnée sur une voie de garage. »* Cette vision de M. Bedoya était peut-être trop pessimiste. Depuis 1978, la Gauche unie est une vraie force parlementaire. C'est aussi une force syndicale qui contrôle de nombreuses organisations populaires.

Elle regroupe et attire des intellectuels indépendants qui travaillent dans des centres de recherche et qui, serrant les rangs derrière le maire de Lima, contribuent à gommer l'image d'une gauche vociférante, ne sachant manier que l'injure et la dynamite. La gauche *« a troqué la culotte courte pour la cravate et le complet-veston lorqu'elle a fait son unité autour de M. Barrantes »* dit l'opposition. Il semble que les ultras de la IU se soient rendus compte ces dernières semaines que *« quitter la coalition de gauche serait un suicide politique »*, comme le disait M. Barrantes. La gauche, selon lui, n'a la possibilité de parvenir au gouvernement que si elle préserve son unité, *« si elle travaille dans un seul front, et même, si possible, dans un même mouvement. Chacun des groupes défend ses couleurs, son blason, sa clientèle. Nous devons faire une révolution au sein de la gauche pour détruire ces bastions moyenâgeux et devenir une organisation solide et efficace »*, ajoute le maire de Lima.

Dans l'immédiat, il s'agit pour M. Barrantes de créer des comités de base de districts, de départements. D'inciter les militants à prendre le « carnet » qui permet de les répertorier. Une tâche à laquelle il s'est attelé, en vain, depuis 1980. Mais il assure : *« Rien ne peut arrêter ma patience indigène. »*

Dans l'immédiat la Gauche unie a sans doute perdu l'initiative politique. Elle se prépare à soutenir les principales mesures de l'APRA qui coïncident avec son programme : refus des recettes du FMI, protection du pouvoir d'achat des déshérités, respect sans restriction des droits de l'homme, ouverture vers les pays non alignés.

La gauche redeviendra une option si l'APRA échoue dans son projet de réformes.

NICOLE BONNET.

(1) Le PUM (Parti unifié mariatéguiste), l'un des groupes composant la Gauche unie, est lui-même une alliance d'une dizaine de groupuscules d'extrême gauche. Les autres formations membres de la Gauche unie se réclament des différents courants communistes et d'une extrême gauche très divisée.

Canada

Québec : le choix de la fédération

(Suite de la première page.)

En ce qui concerne l'émigration et les communications, qui sont des secteurs de juridiction partagée, le Québec veut un renforcement de ses pouvoirs pour favoriser *« la consolidation du caractère distinctif du peuple québécois »*. Enfin, en matière de relations internationales, qui sont de juridiction fédérale, M. Levesque demande que *« soit reconnue la situation spécifique du Québec (...), notamment dans le cadre de la francophonie »*. Il exige donc pour le Québec un statut de *« gouvernement participant dans les organisations internationales de la francophonie »*, comme c'est déjà le cas à l'Agence de coopération culturelle et technique. Sur ce dernier point, le gouvernement fédéral a déjà laissé entendre que le Québec pourrait obtenir cette place de *« gouvernement participant »* que le gouvernement de M. Trudeau lui avait toujours refusée dans le cadre d'un éventuel « sommet francophone ».

Selon des informations publiées cette semaine à Montréal, la France aurait l'intention de convoquer ce sommet avant les élections législatives de 1986, et le sujet serait à l'ordre du jour des discussions que M. Levesque aura cette semaine à Paris avec M. Mitterrand.

Les critiques les plus sévères du document constitutionnel du gouvernement québécois ne viennent pas de l'opposition libérale, mais plutôt des députés qui ont récemment quitté le PQ pour fonder le Rassemblement démocratique pour l'indépendance. M. Pierre de Bellefeuille, qui siège désormais comme député indépendant, a eu des propos très durs à l'égard de ses anciens amis politiques : *« Il est maintenant clair, hors de tout doute, que le gouvernement du Québec est un gouvernement fédéraliste. C'est très bien que les malentendus soient dissipés, car il y avait encore des gens un peu naïfs qui s'imaginaient que le Parti québécois était resté indépendantiste. »*

Le chef du Parti libéral, M. Robert Bourassa, a reproché au gouvernement de continuer à cultiver l'*« ambiguïté »* au plan constitutionnel. *« Le gouvernement,* a-t-il déclaré, *n'a pas la crédibilité nécessaire pour négocier l'avenir du Québec au sein de la fédération canadienne, car, il y a moins d'un an, il préconisait l'indépendance. »* Sur le fond, M. Bourassa n'a cependant guère de critiques à faire à des propositions constitutionnelles qui répondent en fait aux aspirations de la plupart des Québécois, quelle que soit leur allégeance politique.

Cela ne suffira peut-être pas à sauver le Parti québécois et M. Levesque d'une défaite électorale, prévue par tous les sondages au prochain scrutin, qui devrait avoir lieu au plus tard en avril 1986. Mais ce « projet d'accord constitutionnel », véritable testament politique de M. Levesque, pourrait lui ménager une porte de sortie honorable, qu'il semble rechercher depuis la défaite de mai 1980 au référendum sur la « souveraineté-association » et l'humiliation des négociations constitutionnelles de 1981.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Afghanistan la résistance au quotidien

Journal de marche

● Cache-cache avec la peur

Plus noire que la nuit, l'ombre de Sarbaz flotte en avant du groupe de maquisards afghans, sur la plaine caillouteuse. L'allure est soutenue, silencieuse, souple. C'en est fini pour nous de trébucher sans cesse comme aux premières marches nocturnes, corps penché en arrière, muscles raidis par la crainte de l'obstacle invisible. Fini de s'affaisser tous les quarts d'heure, honneur remballé, volonté envolée, en proie au renoncement. A force de vivre de départs et d'alarmes, de privations et de rythmes insensés, je me suis aguerrie. Maintenant, nous filons avec une jouissance très simple à deviner et à contourner si bien les écueils du chemin.

S'est-il égaré dans ce paysage sans repères ? Sarbaz, notre guide, s'est accroupi, tendu, les sens en alerte. A vivre la guerre, on l'oublie parfois et je crois un instant qu'il veut embrasser son pays. Au nord, le halo des lumières de Djellalabad — quatrième ville afghane à proximité de la frontière pakistanaise — accroche nos regards. Je n'y pensais plus : de l'aéroport, les hélicoptères peuvent nous rejoindre en dix minutes... Lassitude à l'idée de devoir une fois de plus jouer à cache-cache. D'un coup, la fatigue m'enveloppe. Alors, Sarbaz écarte quelques pierres, se prosterne, écoute les vibrations de la terre. Et, par ce geste ancien face à l'armada soviétique, il décèle les saccades particulières aux chenilles des chars.

Avec la plus grande assurance, il nous informe qu'un convoi soviétique de blindés se déplace en direction de C. Précisément notre prochaine étape sur la route du retour au Pakistan. Une heure de plus et nous nous retrouvions nez à nez. Longtemps nous restons tous les huit dressés face au vent, souffle retenu, frissonnants.

Porté par les rafales, le ronron des moteurs s'amplifie. Fusées éclairantes, leurres ; des hélicos encadrent le convoi et leurs projecteurs puissants fouillent l'obscurité. Nous battons en retraite vers le village que nous avons quitté dans la soirée... Nous courons presque, essoufflés par l'affolement, cou tordu pour observer les évolutions des hélicoptères. A l'entrée du village, un insomniaque nous lance gaiement le salut rituel *« zenda boshi »*, « reste vivant »...

Quelques heures plus tôt, une trentaine de combattants nous faisaient ici leurs adieux. Une dernière cigarette grillée ensemble, je te donne ma montre, tu me donnes ton bracelet, *« deck asti »*, — « tu es triste ? », « tu reviens quand ? ». Poignées de main muettes... Premiers pas traînants, à reculons et puis... en avant !

Voici bientôt un mois que nous arpentons librement la vallée de S... en Afghanistan. Chaque jour passé à enquêter est une petite victoire, un pied-de-nez à l'armée d'« inoccupation ». Surtout depuis que l'ambassadeur soviétique au Pakistan a déclaré que, *« la prochaine fois, les pseudo-journalistes et autres seront liquidés ; nos troupes aideront pour ce faire l'armée afghane »*. Non, l'affaire Abouchar ne nous a pas mis du plomb dans la tête... Au contraire, elle renforce notre volonté de témoigner.

● Pudeur et fatalisme

Recroquevillés à trois sous un arbuste en fleur plein de piquants que la providence a posé là en terrain sec, nous l'attendons, la déflagration... Le temps est comme suspendu.

Les hélicoptères virent autour d'une colline. Une nuée de moudjahidines cachés dans les buissons s'élancent à corps perdu vers un bosquet d'arbres. Quatre cents mètres à couvrir. Qu'un seul d'entre nous soit encore visible avant le retour des hélicoptères et...

Et alors ! il n'y a pas de quoi fouetter un chat. La scène est désespérément banale ; trop ordinaire pour ébranler les résistants, qui s'en repartent en chantant. Le soir venu, dans la mosquée, ils ne l'évoqueront même pas. Ces hommes ne sont pourtant pas imperméables à la peur. Ils ne se sentent en sécurité que dans leur province. Nous devons souvent contourner un village parce que notre groupe n'y a pas d'accointances ou craint des heurts avec les combattants d'un parti politique rival. Certains de nos compagnons, visages fermés, sérieux, attentifs, se sont révélés boute-en-train infatigables à peine arrivés dans leur vallée.



Fantassin afghan (l'Univers illustré, *1879*).

Les Afghans affectent souvent un détachement royal à l'égard des atrocités de la guerre. Ils s'épanchent peu, ne se plaignent guère. Ils ont la pudeur et le fatalisme qu'implique une confiance absolue en la volonté d'Allah. En revanche, les résistants sont intarissables dès qu'il s'agit de leurs activités de guérilla. Colporté de village en village, le récit d'un simple accrochage avec l'armée gouvernementale se transforme au fil des jours en épopée. Ce n'est pas de l'inconscience. Plus que jamais, en 1985, ils mesurent les difficultés dont dépend l'avenir de la résistance : armement de qualité insuffisante, divisions internes, risques de famine, lassitude des populations civiles, inadaptation de leurs méthodes de combat à l'escalade militaire soviétique, etc.

Simplement, pour compenser ce réalisme, il y a la poésie rugueuse et l'enthousiasme qu'ils manifestent en toute chose. D'ailleurs, en l'absence d'un travail politique sérieux auprès des populations civiles, ces comptes rendus militaires pleins de verve, entrés prématurément dans la légende, font office de travail de propagande.

Les moudjahidines n'ont, à vrai dire, même plus besoin de dramatiser leur guerre. Les faits sont là : villageois brûlés vifs, femmes dévêtues jetées vivantes d'un hélicoptère... L'imagination flanche à trouver pire. Autant d'images qui feraient l'ouverture du Journal télévisé de 20 heures si les correspondants de guerre pouvaient travailler en Afghanistan comme ils le faisaient au Vietnam.

Ces récits sont réservés aux heures de farniente ou aux journées creuses. Les résistants passent alors des heures à fourbir leurs armes, à lire le Coran, à regarder la nature rêveusement, à cueillir des fleurs. Cependant, le commandant et ses adjoints travaillent sans relâche. Il faut envoyer des messagers aux quatre coins de la vallée, à dos de mule faute d'émetteurs-récepteurs, comptabiliser les munitions, choisir l'objectif de la prochaine opération, concevoir l'attaque, répartir les armes, coordonner les groupes de combattants, prévoir le soutien logistique, constater une fois de plus en râlant que c'est aller au casse-pipe que de s'attaquer à une grosse garnison avec si peu d'armes... choisir alors un objectif plus modeste : un avant-poste de l'armée afghane par exemple.

Le commandant doit encore assister à un repas funéraire, présenter ses condoléances à la famille d'un martyr, donner son avis sur une querelle entre deux villages, et mille autres activités. Puis brusquement, à la tombée du jour, s'en aller à la sauvette pour que personne ne sache où il se repose. Nous n'avons jamais dormi deux fois au même endroit.

● Le « commandant Z... » et la population

Z..., commandant militaire de la vallée de S..., n'a que vingt-trois ans. Son prestige, il l'a acquis sur le terrain depuis trois ans : harcèlements des postes soviéto-afghans qui ceignent Djellalabad ; participation avec d'autres commandants aux sabotages des pylônes, des adductions d'eau ; raids nocturnes sur l'aéroport, etc. Mais il ne suffit pas de mener bataille avec succès pour gagner l'estime des combattants et la bénédiction des populations civiles. Encore faut-il la clairvoyance, la force de conviction, la piété, et surtout beaucoup de diplomatie avec l'ensemble des responsables traditionnels de la vallée : religieux, juges, ex-instituteurs, propriétaires fonciers ou toute autre personne influente. Ce n'est qu'à ce prix que la population acceptera d'endurer les représailles soviétiques consécutives à toute opération de la résistance.

Le commandant Z... intervient donc dans tous les domaines de la vie sociale tout simplement parce que, sans l'appui des habitants, il ne peut rien faire. C'est pourquoi les Soviétiques veulent vider le pays par la terreur des bombardements : plus de population civile, plus de résistance.

Z... peste régulièrement contre son parti, installé à Peshawar, au Pakistan. L'aide qu'il reçoit en armes, en munitions et en argent est ridicule par rapport à ses besoins. Il fait des économies de bouts de chandelle : plus de cigarettes pour les combattants, de la viande et du riz une à deux fois par semaine... Alors, à tour de rôle, ses hommes vont travailler au Pakistan ou s'en retournent dans leurs villages pour labourer les champs. Z... consacre un temps fou à régler de menus problèmes. Par exemple : où faire manger les cinquante combattants qui l'accompagnent aujourd'hui ? Chaque jour le problème se pose. S'il demande trop d'aide à une même famille, celle-ci risque un jour de se lasser et d'émigrer au Pakistan. S'il demande plus souvent à l'une qu'à l'autre, il y a risque de frictions. Comment, dans ces conditions, prétendre « professionnaliser » les combattants ?

Le commandant se sent parfois bien seul. Il n'y a personne pour le seconder efficacement. S'il venait à mourir, ce serait une grande perte et la résistance de la vallée accuserait un temps de régression. La résistance afghane manque cruellement de cadres. Z... lui-même a fait deux ans d'études religieuses au Pakistan ; pas de formation militaire autre que celle acquise au combat aux côtés des meilleurs chefs de guérilla afghans.

● « Comment va la vie ? »

L'espoir, c'est que l'aide étrangère, arabe, chinoise ou américaine lui parvienne un jour. Non pas les miettes qu'il reçoit par l'intermédiaire de son parti, mais une aide substantielle : *« Les Soviétiques n'auraient plus un instant de répit. »*

Durant ma présence à S..., une base de trois cents moudjahidines installée en amont de la vallée a été attaquée pendant quatre jours. Par trois fois, des chasseurs-bombardiers SU-25 l'ont bombardée en piqué. Puis, des commandos héliportés ont été déposés sur la périphérie de la zone. Chaque nuit des habitants de S... y grimpaient pour apporter le ravitaillement : pain, eau, viande cuite. Surpris par l'attaque, les semi-nomades du village situé en contrebas de la zone ont fui en catastrophe vers le bas de la vallée. Mais leurs biens ont été pillés, leurs maisons saccagées. Pis encore : leur troupeau, cent vingt chameaux, a été mitraillé à bout portant par les commandos soviétiques. En quelques minutes, une fortune irremplaçable réduite à néant, ce qui provoquera sans doute l'exil de ces familles vers le Pakistan. Au soir du quatrième jour de combat, les moudjahidines, à court de munitions, ont abandonné leurs positions et évacué leur commandant blessé. Cinq hélicoptères ont été abattus.

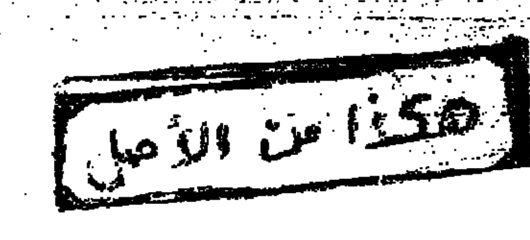
Nangiaya, dix-huit ans, étudiant et résistant pendant les vacances, est monté vérifier l'état des lieux. Il a grimpé lentement, car les Soviétiques ont saupoudré les chemins d'accès de milliers de mines antipersonnel que nous entendrons claquer de loin (et de près...) pendant des jours et des jours. Il a rapporté un sac à dos plein de rations alimentaires abandonnées par les commandos. Au menu : conserves de bœuf aux petits pois *made in Bulgaria*.

Il y a cinq ans seulement, la vallée de S... était prospère, verdoyante, douce. Les Kaboulis aisés y avaient une résidence secondaire. Ce devait être un peu nos Pyrénées. Aujourd'hui, c'est la désolation. Fondée sur l'agriculture, cette richesse n'a pas survécu. Chaque année il y a davantage de champs en friche. La vie s'étiole.

A minuit, comme nous pénétrons dans une maison à l'improviste pour y camper, le patriarche, presque centenaire, s'éveille. Vieil arbre sec, il se dresse avec effort. Le commandant le salue main sur le cœur et lui demande : *« Comment va la vie ? »* Pour toute réponse, une plainte haut perchée, et dans ses yeux embués de larmes la nostalgie du passé.

● Les femmes au regard glacé...

Les Afghans sont habitués à vivre durement. Ils ont la ténacité qu'engendrent les paysages austères, le froid sidéral, les vents de sable brûlants. Mais les médecins



هكذا من الأصل

fghanist…
quotidie…
il de marc…

Mal armés mais indomptables, les résistants afghans poursuivent leur lutte inégale contre des troupes soviétiques renforcées et désormais aguerries.
En mars, elles ont massacré plus d'un millier de civils dans la province orientale de Laghman, rasant une douzaine de villages (le Monde du 16 mai). Rien ne laisse prévoir la fin de ce cauchemar.
Depuis la capture de Jacques Abouchar, les témoins professionnels doivent braver une menace explicite d'élimination s'ils pénètrent en Afghanistan.
Pourtant, une jeune journaliste l'a fait récemment, en accompagnant une mission humanitaire deux mois durant. Voici son journal de route.

dans la vallée insurgée

français qui se rendent régulièrement en Afghanistan depuis le début de la guerre témoignent de troubles psychologiques accrus parmi les civils. Moi, je sais seulement le regard glacé des femmes à l'approche des bombardiers, les cris des bébés ballottés, la course frénétique vers l'abri ou le champ de cannes à sucre.

Le commandant Z... sent bien que la population est fatiguée. Certains paysans rechignent, par exemple, à donner le dixième de leur récolte comme impôt au bénéfice de la résistance. Personne ici, pourtant, ne met en cause le jusqu'au-boutisme et l'intransigeance des combattants.

La nouvelle génération de commandants tire le meilleur parti possible d'un armement dérisoire. Ils connaissent leur ennemi, ont tissé des réseaux de renseignements efficaces, et petit à petit surmontent leurs rivalités pour coordonner les opérations.

La vallée de S... n'a subi qu'une offensive d'une ampleur comparable à celles du Panchir. Ce fut, en 1980, un véritable rouleau compresseur détruisant tout sur son passage ; une semaine noire : mille morts. Aujourd'hui, la tactique des Soviétiques est plus sournoise ; elle vise à neutraliser la résistance à moindres frais. Elle associe deux types d'opérations : les attaques coup de poing contre les bases de moudjahidines, dont les positions ont été repérées par les avions de reconnaissance et confirmées par les services de renseignements ; et les représailles sur les villages pour les dissuader de soutenir la résistance. Cette seconde méthode développe au sein de la population civile un climat de rancune envers les combattants. Les habitants auront tendance à faire pression sur eux pour qu'ils se tiennent tranquilles. Si le commandant Z... n'entretenait de si bonnes relations avec la population, la résistance s'en trouverait certainement paralysée.

● La sentinelle assoupie

Désespéré de jamais voir des notions de discipline entrer dans la tête de ses hommes, le commandant Z... pique une brève colère et s'escrime à expliquer pour la millième fois comment on fait une bonne sentinelle : ne pas fumer, *a fortiori* interdiction de fumer du hashich ; gare à celui qui est surpris au petit matin dans un état de langueur caractérisée ! sonder l'obscurité en faisant les cent pas, chargeur engagé ; organiser la relève dans le calme.

Le jeune Ayub est dans ses petits souliers : cette nuit, il s'est assoupi... Les autres opinent du chef avec cet air gêné des enfants gourmandés. Puis c'est la leçon : Z... simule l'attaque de la sentinelle. Ayub se met à marcher, le pas lourd, la mine pénétrée. Déjà tout le monde pouffe. Le commandant, jouant le rôle de l'assaillant, se précipite sur Ayub et le plaque au sol en un tournemain... Hilarité générale...

Il règne au sein de notre petite communauté une harmonie étonnante. Pendant des jours et des jours, les moudjahidines ne se quittent pas d'une semelle, et pourtant il n'y a presque jamais de frictions entre eux. On dirait qu'il n'existe pas de mode de vie plus attrayant ni d'occupation plus élevée que celle de combattant de la guerre sainte. Elle rapproche chacun de la vie du Prophète. Le compagnonnage de la révolte bouscule les hiérarchies traditionnelles. Parmi nous, il y a Kâri, dont tout le monde se moque gentiment parce qu'il est tête en l'air et romantique ; tous l'adorent car la bonté est inscrite sur son visage. Toute la journée, on dirait qu'il réfléchit à des problèmes métaphysiques, et le soir il lit le Coran à voix basse. Il y a aussi un ex-sous-officier déserteur de l'armée afghane. Et le maulawi, religieux lettré et combattant réputé, sorte de géant nonchalant et pince-sans-rire. Il y a Youssof, Mohammad, Nawruz... artisan, agriculteur, gardien de sanctuaire. Celui qui a le cafard est vite ressaisi par la bonne humeur, l'humour et la chaleur du groupe.

Pour l'étranger, l'envers du décor, c'est l'absence de toute intimité. Le matin, j'attends que les hommes aient fini leurs ablutions et soient rassemblés dans la mosquée pour la prière ; puis je vais me laver à la rivière ou dans un canal d'irrigation. C'est mon seul moment de solitude dans cette société masculine. Travestie en jeune garçon, rebaptisée d'un nom afghan, ma présence ne semble pas heurter les combattants. Sans doute ma situation est-elle si éloignée de leur conception du rôle et de la place des femmes qu'ils oublient que j'en suis une... Simplement, à la fin du voyage, cette formule maladroite lancée en guise de compliment : *« Tu es plus qu'un homme. »*

● « As-tu un mari, des enfants ? »

Chaque fois que je pénètre dans des maisons, les femmes n'en croient pas leurs yeux. Leur accueil est si chaleureux que j'ai l'impression de les connaître depuis toujours. Elles sont curieuses de tout, et d'emblée abordent les sujets « de fond » : *« As-tu un mari, des enfants ? Est-ce que tu ne t'ennuies pas à la longue en compagnie des moudjahidines ? N'es-tu pas fatiguée de marcher ? Comment fais-tu quand tu as tes règles ? Est-ce que tu connais ce médicament qui empêche d'avoir des enfants ? Il nous faudrait ça, car bientôt nous ne pourrons plus les nourrir correctement. Shirin que tu vois là, son bébé est mort-né la semaine dernière. C'est peut-être à cause de toutes ces bombes que les chouravis* (russes) *nous envoient. »* Lorsque j'évoque l'existence de combattantes armées dans d'autres pays musulmans, elles demeurent rêveuses. Il n'y a bien sûr aucune femme dans les rangs des moudjahidines. Mais il en est qui transportent des explosifs sous leur tchador ou qui servent d'agent de liaison, portant des messages en ville.

Chaque soir c'est la même histoire : nous pénétrons en silence dans un village endormi. Nous nous installons dans une mosquée. Aussitôt deux ou trois combattants s'en vont réveiller le voisinage pour obtenir un repas. Ils cognent et cognent sur les portails en bois. Chez l'un ils demandent le pain, chez un autre le thé, plus loin encore du bouillon à la graisse.

Dans la mosquée, la paille dégage un nuage de poussière âcre. Il n'y a guère d'aération. Dans la cour, trente paires de sandales toutes identiques. Comment font-ils pour s'y retrouver ? Parfois j'oublie qu'il ne faut pas fumer dans une mosquée, et le commandant me fait les gros yeux face à cette offense au lieu saint.

Une lampe-tempête, trois silhouettes courbées : des enfants croulent sous le fardeau des couvertures. Chance ! Il fait si froid ! La procession continue ; des hommes apportent la jarre d'eau pour l'ablution des mains et de la bouche ; d'autres, les plats confectionnés à la hâte par les femmes tirées de leur sommeil. « Barbes grises » et jeunes combattants viennent aux nouvelles. Mais personne ne parle. L'émission de la BBC en persan annonce que les Soviétiques concentrent des troupes fraîches dans des garnisons proches, pour boucler la frontière et couper les résistants de leurs bases arrière au Pakistan.

L'atmosphère s'enfièvre brusquement. Chacun commente les événements, évalue les chances de la résistance – avec l'aide de Dieu, mais toujours sans missiles sol-air, sans détecteurs de mines, sans systèmes de transmission, sans jumelles parfois... *« Souvent, au cours d'un affrontement, leurs soldats désertent et passent de notre côté avec leurs armes légères et même des canons. La majeure partie de nos armes sont récupérées sur l'ennemi. Mais l'accès aux objectifs urbains est de plus en plus dangereux »*, explique le commandant Z... Et que pense-t-il des tentatives de « pacification » mises en œuvre par le KHAD – la police secrète afghane – et le ministère des tribus et des nationalités ? Pour lui, ces ralliements sont instables : *« Ce sont des gens qui retournent leur veste facilement. »* Et les centaines d'enfants envoyés en Union soviétique chaque année pour y être éduqués ?... Soupir...

● Les « agents infiltrés »

Pour l'heure, le principal souci du commandant Z... c'est d'échapper aux informateurs du KHAD. Depuis deux jours, des chasseurs survolent à basse altitude les villages où nous faisons halte. N'a-t-on pas trouvé du matériel de communication dans l'arrière-boutique d'un commerçant ? Parfois les moudjahidines connaissent bien les « agents infiltrés » ; mais ils n'y touchent pas de crainte d'entamer un cycle de vendetta dont le seul résultat serait d'affaiblir la résistance.

Inquiet pour notre sécurité, le commandant souhaite à présent que nous quittions le pays. Mon compagnon de voyage, en mission humanitaire, a vingt-trois ans. Il est venu apporter aux Afghans une aide de 150 000 francs, dons de Français collectés par l'association AFRANE (1). L'argent a été remis directement à 276 familles particulièrement éprouvées par la guerre, choisies par les représentants de chaque village. Beaucoup de veuves, de vieux couples dont les fils sont morts sous les bombes. Pour ce jeune volontaire détaché des enjeux politiques, il faut que les individus interviennent là où les Etats démissionnent ; on ne peut pas regarder un peuple se débattre sans rien entreprendre.

Nous avons refranchi les montagnes, croisé à nouveau des cadavres de chameaux en putréfaction, savouré le thé des *« tchaïkhanas »* misérables où les réfugiés se reposent et échangent des nouvelles de tout l'Afghanistan, retraversé ces villages dont rien, la nuit, ne permet de dire s'ils sont habités ou déserts, hormis les aboiements forcenés des molosses.

Parvenus au dernier col afghan, c'est l'heure de la prière. Sarbaz fait ses ablutions sans eau en mimant les gestes. Il remonte ses manches, fait couler le liquide imaginaire du creux de la main au long des bras et humecte son visage de sable. Dieu est certainement son compagnon le plus familier.

CATHERINE CHATTARD.

(1) AFRANE (Amitié franco-afghane), BP 254, 75524 Paris Cedex 11. CCP 1207758 L (Paris). L'association Amitié franco-afghane (Afrane) a été fondée au début de 1980, en réponse à l'occupation militaire de l'Afghanistan par les Soviétiques, pour apporter une aide aux Afghans victimes de l'intervention étrangère. Organisme d'aide humanitaire, l'Afrane ne souhaite qu'aider les Afghans et ne se situe dans la mouvance d'aucun parti politique.

UN LIVRE D'OLIVIER ROY

« Guerre et société en Afghanistan »

L'Afghanistan a suscité, en France, plus de livres et de reportages télévisés que dans les pays *anglo-saxons*. Après deux ouvrages de fond publiés l'an dernier, voici *Guerre et société en Afghanistan*. L'auteur, Olivier Roy, est l'un des observateurs les plus informés et perspicaces de l'Afghanistan contemporain (1).

Bien construit, clair, sobrement écrit, l'ouvrage est la meilleure contribution sociologique à la connaissance des réalités afghanes. Jamais colonisée, fortement segmentée et traversée d'antagonismes religieux et linguistiques, la société *« perçoit l'Etat comme extérieur à elle et l'allégeance va au groupe communautaire »*. Aussi l'islam reste-t-il la seule référence commune à l'ensemble de la population. Olivier Roy y consacre à juste titre une importante partie de son livre à décrire et analyser ses caractéristiques historiques et religieuses. Il s'efforce d'établir les origines du fondamentalisme dans ce pays ainsi que ses manifestations politiques avant le coup d'Etat de 1978. Après avoir présenté avec pertinence les raisons de l'échec du Parti communiste khalq, il traite de la dialectique entre guerre et société : genèses et caractéristiques des partis, nature et méthodes de la guérilla, stratégie soviétique, enfin environnement régional et rapports de la résistance avec le monde extérieur.

Deux éléments nous paraissent toutefois prêter à discussion. Le premier concerne l'islamisme. Roy écrit : *« Les islamistes cherchent dans le Coran plus qu'un système, et leur ouverture théologique est aussi un moyen d'intégrer la modernité contre une tradition qui leur paraît plus médiévale que mohamadienne. »*

Le second point concerne les problèmes d'organisation politique et, par voie de conséquence, les perspectives de la guerre. Selon Olivier Roy, *« on retrouve chez les islamistes la théorie du parti d'avant-garde, centralisé, relativement discipliné et dont les membres sont liés par une idéologie commune renforcée par une certaine formation »*. Tel est peut-être le cas de Hezb-Islam, parti de H. Gulbudin et sans nul doute le noyau des conceptions organisationnelles du commandant Massoud au Panchir. Mais le Parti Jamiat, privilégié comme le parti essentiel de la résistance par Olivier Roy, n'en est pas encore là. L'auteur, un peu plus loin, porte un jugement contradictoire : *« Les problèmes militaires de la résistance sont surtout des problèmes politiques. »* En effet, et cela dans la mesure même où les mouvements afghans, islamiques compris, ne sont pas encore vraiment des partis.

Les problèmes de la résistance restent des problèmes d'organisation, la construction d'une infrastructure politique clandestine dans la population dépassant l'échelon local, la mise sur pied d'une force armée permanente pour répondre à la stratégie soviétique fondée sur la durée, l'exploitation des segmentations de la société afghane et la lassitude des populations. Olivier Roy le voit mais il hésite à écrire que la réussite de ce processus est douteuse.

De surcroît, l'avenir dépend en grande partie – l'Iran dans cette affaire restant marginal – du sanctuaire pakistanais. Est-ce désespérer la résistance que d'écrire qu'elle ne peut gagner une guerre qu'elle n'a d'autre choix que de poursuivre ?

GÉRARD CHALIAND.

(1) Olivier Roy. *Guerre et société en Afghanistan, Islam et modernité politique.* Seuil, 321 p., 120 F. Mike Barry : *le Royaume de l'insolence.* Paris, Flammarion 1984. *Afghanistan : la colonisation impossible* (ouvrage collectif). Editions du Cerf. Paris 1984. Voir aussi *la Documentation française* nº 499 (novembre 1984) « Afghanistan : cinq ans après les Soviétiques ».

URSS

Andrei Sakharov serait à nouveau alimenté de force

De notre correspondant

Moscou. – M. Andrei Sakharov serait actuellement alimenté de force dans un hôpital de Gorki, après avoir tenté, le mois dernier, de recommencer une grève de la faim. Une ambassade occidentale à Moscou a reçu cette information d'une source soviétique jugée digne de foi. L'académicien dissident aurait entrepris son action le 16 avril dernier afin d'obtenir que son épouse, Mme Eléna Bonner, qui souffre à nouveau de troubles cardiaques, puisse aller se faire soigner à l'étranger. Il aurait été emmené de force à l'hôpital dès le 21 avril.

La source soviétique en question ne dispose d'aucune information sur la situation de Mme Bonner, qui est, elle aussi, assignée à résidence à Gorki, à 400 kilomètres à l'est de Moscou. Le bruit a couru récemment qu'elle aurait écrit en avril au présidium du Soviet suprême pour demander qu'on réexamine la décision la concernant.

M. Sakharov aurait, de son côté, menacé de démissionner de l'Académie des sciences, le 10 mai, si son épouse n'avait pas pu à cette date se rendre à l'étranger. Ce serait le premier cas de démission dans l'histoire de cette institution vieille de deux cent soixante ans dont les membres sont cooptés par un vote à bulletin secret, une singularité dans le système soviétique.

Nul ne sait en réalité avec certitude comment vivent actuellement M. Sakharov et son épouse. Quand l'académicien avait été assigné à résidence à Gorki en 1980, sa femme continuait à rencontrer des correspondants occidentaux lorsqu'elle venait à Moscou et maintenait ainsi un lien entre le prix Nobel et le monde extérieur. Ce lien a été rompu lorsqu'elle a été elle-même condamnée, en août 1984, à cinq ans d'exil dans cette ville interdite aux étrangers.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● *Manifestation de soutien à Andrei Sakharov.* – L'institut international Andrei Sakharov, l'Internationale de la résistance, le Comité des Quinze, Force ouvrière, l'Union des étudiants juifs de France, le Comité français pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, le Comité droits de l'homme-radio-Kaboul libre convient en commun à une manifestation de soutien à Andrei Sakharov à l'occasion de son soixante-quatrième anniversaire le 21 mai, à 18 heures, sur l'esplanade du Trocadéro, à Paris. Un lacher symbolique de ballons et de cartes de vœux à destination de Gorki est notamment prévu.

Irlande du Nord

Le Sinn Fein fait son entrée dans les institutions locales

Le Sinn Fein, la branche politique de l'IRA provisoire, a obtenu cinquante-neuf sièges aux élections locales en Irlande du Nord, soit beaucoup plus que ce que ses dirigeants avaient prévu. Ces derniers semblaient avoir délibérément sous-estimé les possibilités de leur parti afin de pouvoir se targuer d'une victoire (*le Monde* du 16 mai).

En réalité, en nombre de voix, le Sinn Fein a reculé par rapport aux élections européennes de 1984 (10 % contre 13 %). Il n'est pas parvenu à empiéter de manière significative sur son rival dans le camp nationaliste, le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP) qui, lui, rejette le recours à la violence.

Le SDLP a obtenu 101 sièges dans les vingt-six conseils de district.

Cependant le Sinn Fein, qui participait pour la première fois à des élections locales, pourra davantage réaliser son ambition actuelle : déstabiliser et paralyser le fonctionnement des institutions de la province.

Les partis unionistes ont annoncé vendredi qu'ils refuseraient de siéger dans les conseils locaux où les partisans de la lutte armée sont représentés. Le Parti démocratique unioniste dirigé par le pasteur Ian Paisley, avec 142 sièges, a perdu sa place de premier parti dans la province au profit de la formation plus modérée de M. James Molyneux, le Parti officiel unioniste (190 sièges).

Japon

Soixante-deux morts à la suite d'un coup de grisou

Yubari *(AFP)*. – La découverte par les équipes de secours des cadavres de treize mineurs dans une galerie et le décès à l'hôpital d'un blessé a porté, samedi 18 mai, à soixante-deux morts et vingt-quatre blessés le bilan d'un coup de grisou qui s'est produit vendredi matin dans une mine de charbon à Yubari, dans l'île d'Hokkaido (nord du Japon). Les opérations de recherche ont pris fin samedi matin, 17 heures après l'accident. Dix blessés grièvement atteints ont été admis dans les hôpitaux de la région, ont indiqué la police et les porte-parole de ces établissements.

Certains des mineurs, dont les corps ont été examinés par des médecins, ont été tués par le souffle de l'explosion, d'autres ont été brûlés et d'autres sont apparemment morts par intoxication à l'oxyde de carbone.

Sept cent trente-huit mineurs se trouvaient dans la mine vendredi, dont cent trente-trois au point où l'explosion s'est produite, à 900 mètres de profondeur, ont déclaré les responsables de la Mitsubishi Coal Mine Company, propriétaire de la mine. Le ministre japonais du commerce international et de l'industrie, M. Keijiro Murata, s'est rendu samedi sur les lieux.

En mai 1979, une explosion de gaz avait déjà eu lieu dans la même mine, tuant dix-sept personnes et en blessant douze autres. En octobre 1981, un accident similaire avait provoqué la mort de quatre-vingt-treize mineurs, également dans une mine d'Hokkaido. Enfin, le 24 avril dernier, onze mineurs avaient trouvé la mort à la suite d'une explosion de gaz dans une mine proche de Nagasaki (sud du Japon) et appartenant également à la compagnie Mitsubishi.

Nigéria

Le Ghana proteste contre la « brutalité » de l'expulsion de ses nationaux

Le gouvernement ghanéen s'est déclaré *« sérieusement et légitimement préoccupé*, vendredi 17 mai, *par les incidents signalant des actes de brutalité et de harcèlement commis par des agents du gouvernement nigérian sur la personne de ghanéens et d'autres étrangers à la suite de l'arrêté d'expulsion »*. Dans un communiqué, le gouvernement d'Accra indique qu'il prendra le moment venu des « mesures appropriées » à l'encontre des autorités de Lagos.

Sept ghanéens récemment expulsés du Nigéria ont confirmé les informations selon lesquelles les forces nigérianes ont tiré sur la foule aux postes-frontières de Seme et d'Idiroko. Ces sept personnes, exhibant des blessures par balles, ont déclaré à l'agence ghanéenne de presse GNA qu'au moins quinze de leurs compatriotes ont été tués et une centaine blessés au cours de fusillades survenues après le 10 mai, date de la fermeture des frontières du Nigéria.

D'autre part, les services nigérians de l'immigration ont commencé, depuis le jeudi 16 mai, à « quadriller » certains Etats de la fédération à la recherche d'étrangers en situation irrégulière qui tenteraient de se cacher. Selon l'agence de presse NAN, l'Etat du Kwara, à l'ouest du pays, a été divisé en huit zones et les services de l'immigration « *fouillent intensément* » hameaux et villages à la recherche des « sans-papiers ». Des opérations semblables ont été conduites dans plusieurs autres Etats. Au port d'Apapa, où sont regroupés les étrangers, la situation matérielle s'est améliorée pour les expulsés à qui l'on distribue de la nourriture. – *(AFP, Reuter.)*

LES DIFFÉRENDS FRANCO-ALLEMANDS ET LE MARATHON DE BRUXELLES

M. Genscher insiste sur l'importance de la coopération entre les deux pays

Interrogé vendredi soir 17 mai à Antenne 2, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, s'est employé à minimiser les différends apparus récemment entre la France et la RFA, aussi bien lors du sommet de Bonn qu'à l'occasion des négociations de Bruxelles sur les prix agricoles. *« Il n'y a pas de dissensions stratégiques ou de divergences d'intérêts en matière de sécurité, mais plutôt identité de vues »,* a notamment déclaré M. Genscher. Le ministre allemand a rappelé que le chancelier Kohl et le président Mitterrand devaient se rencontrer à Bonn le 28 mai, laissant entendre que leurs entretiens permettraient aux Français et aux Allemands de *« ne pas arriver séparés au prochain sommet européen de Milan ».*

Le chancelier Kohl était d'autre part attendu samedi à Londres pour une journée de conversations avec Mme Thatcher.

De notre correspondant

Bonn. — Il n'y a qu'une position du gouvernement allemand, et elle consiste à prôner une étroite coopération avec la France pour montrer qu'il y a un consensus de fond entre les deux pays, aussi bien en matière de sécurité que pour ce qui touche le développement d'une communauté technologique européenne : telle est l'idée que les dirigeants allemands cherchaient en fin de semaine à faire connaître pour tenter de couper court aux allégations selon lesquelles le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, ne seraient pas d'accord sur l'attitude à adopter à l'égard de l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan et de la proposition française Eurêka.

Au cours du débat qui avait eu lieu le mardi 14 mai au Bundestag, à propos de la déclaration gouvernementale sur le sommet des pays industrialisés et sur la visite du président Reagan en RFA, le porte-parole de la CDU pour les questions de sécurité, M. Volker Rühe, et M. Genscher avaient, une nouvelle fois dans leurs discours respectifs énoncé des priorités différentes (*le Monde* du 16 mai). Pendant que le premier insistait sur la nécessité d'une coopération transatlantique sur l'IDS, le second avait, en revanche, souligné l'importance d'une coopération franco-allemande et européenne en matière de sécurité.

Le ministre des affaires étrangères — dont la position au sein du cabinet est sortie renforcée des trois dernières élections régionales où le Parti libéral a démontré qu'il fallait de nouveau compter avec lui, — estime, indique-t-on à Bonn, que seule compte sur cette question la position du gouvernement qu'il a lui-même exposée et qui figure dans la déclaration du Conseil de sécurité allemand du 29 mars dernier. Pour M. Genscher, ajoute-t-on, il ne fait aucun doute que le sort de la France et celui de l'Allemagne fédérale sont étroitement imbriqués dans tous les domaines, que les deux pays se trouvent en quelque sorte « sur le même bateau ».

En matière de sécurité, M. Genscher est persuadé qu'il y a au sein du gouvernement unanimité pour reconnaître que la poursuite de la dissuasion nucléaire est vitale, que le rôle de la force de frappe française est d'une importance primordiale pour l'ensemble de l'Europe, que la création d'une communauté européenne dans le domaine des technologies du futur est absolument nécessaire.

La création de cette communauté, précise-t-on, est indépendante de l'IDS et doit pouvoir être compatible avec elle. On se refuse toujours à indiquer quelle sera la réponse de l'Allemagne à l'IDS. Des divergences apparaissent d'ailleurs à ce propos lorsqu'il est question du financement, les uns affirmant qu'il n'a pas été discuté, les autres estimant qu'une participation à l'IDS ne pourrait avoir de sens que si les Européens fournissent une quote-part. Cette question est d'importance, ne serait-ce qu'en raison des réticences du ministre des finances à ouvrir les cordons de la bourse et à courir tous les lièvres à la fois.

D'une manière générale, M. Genscher estime que l'irritation apparue de part et d'autre après le sommet des pays industrialisés n'a été finalement qu'un orage qui aura permis de clarifier l'atmosphère. Que ce soit sur l'affaire du GATT, où l'on souligne que la France et l'Allemagne ont les mêmes intérêts à défendre, notamment sur le plan agricole; que ce soit sur la question de la règle de l'unanimité, malgré la crise actuelle sur les prix agricoles, il n'y a pas, affirme-t-on, de divergences de fond. Toutes ces questions vont faire l'objet de discussions au cours des semaines à venir entre les dirigeants des deux pays, notamment au cours de la rencontre entre le chancelier Kohl et le président Mitterrand, afin de préparer le Conseil européen de Milan.

HENRI DE BRESSON.

La RFA n'a pas gagné

estime le ministre français de l'agriculture

La France n'a rien cédé et revient de Bruxelles avec des prix sinon satisfaisants, du moins honorables pour les trois quarts de ses productions. Telle pourrait être, résumée, la position du ministre français de l'agriculture, M. Henri Nallet, après le marathon sur les prix agricoles pour 1985-1986. Certes, le prix des céréales n'est pas fixé, et cette lacune représente, comme l'a déclaré M. Laurent Fabius, premier ministre, *« sur le plan politique, un mauvais coup pour l'Europe ».*

Mais, si l'on reste sur le strict chapitre des victoires ou des défaites de chaque Etat membre, l'Allemagne fédérale, estime encore M. Henri Nallet, n'a pas gagné. Au contraire, en usant de la menace du veto, elle a tiré, selon lui, sa dernière cartouche. En outre, toutes les propositions de compromis sur les céréales sont retirées. En juin prochain, la négociation reprendra avec le projet initial de la Commission (– 3,6 % pour le blé).

Le ministre de l'agriculture a justifié la technique de la dissociation des paquets qui a permis d'adopter les prix européens pour la plupart des productions. Autrefois, explique-t-il, l'unanimité des délégations s'obtenait par le haut, en débordant les perspectives budgétaires.

A l'exception de deux exercices, il y eut toujours dépassement, entre l'épure des prévisions des ministres du budget et l'arrêté des prix par les ministres de l'agriculture, dépassement allant de 300 millions à 1 milliard d'ECU.

Cette année, il n'y avait plus d'écart possible, les Dix étant convenus de préfixer les dépenses budgétaires avant de définir les prix. Cette méthode avait en son temps été qualifiée par Michel Rocard d'« *imbécillité collective* ». M. Nallet, prudent, se refuse à la définir, se bornant à constater l'héritage.

Comme les Dix, Allemagne comprise, ont fixé les prix de la majorité des produits agricoles, que l'enveloppe budgétaire elle-même est fixe, on voit mal de quelle nouvelle marge de manœuvre la RFA pourrait disposer pour obtenir une baisse des céréales moins forte que celle initialement prévue. A moins que la préfixation budgétaire ne soit élastique ; à moins que la RFA ne revienne aussi sur sa volonté de contenir les dépenses européennes ; à moins encore qu'elle ne suggère un transfert à l'intérieur du budget lui-même des restitutions (subventions) à l'exportation vers les subventions pour le stockage des blés mis à l'intervention.

Cohérence à Bonn

L'Allemagne a affirmé, tout au long du marathon, que cette question du prix du blé est importante pour ses agriculteurs, alors que la production céréalière ne représente que 10 % de la valeur de la production agricole totale de la RFA. En outre, le ministre allemand, M. Kiechle, a reconnu qu'entre le dernier compromis proposé et ce qu'il était sur le point d'accepter il n'y avait qu'un point de différence. Est-ce là l'intérêt vital de l'Allemagne fédérale, demande-t-on à Paris ?

La France, elle, par la voix de M. Nallet, avance que la baisse des prix des céréales retire aux Etats-Unis un argument dans la guerre commerciale qui redouble. En diminuant le coût des céréales et donc le montant des restitutions à l'exportation, l'Europe affirmerait plus que symboliquement, et avant même l'ouverture d'éventuelles négociations commerciales multilatérales (NCM), sa volonté de continuer à être une puissance exportatrice. Ne serait-ce pas cette volonté-là qui fait défaut à la RFA ?

Le gouvernement de Bonn apparaît sans doute plus cohérent qu'on ne le croit, quand il accepte, lors du dernier sommet, l'ouverture des NCM, demandées par les Etats-Unis, et lorsqu'il refuse à Bruxelles la baisse du blé.

Les acquis

Pour les autres produits agricoles, le ministre français s'est montré *« assez satisfait »*, insistant sur les acquis : dans le domaine laitier (hausse de 4 % du prix, baisse de la taxe de coresponsabilité, transferts de quotas entre régions), pour la viande ovine et sur le démantèlement « total » des montants compensatoires monétaires négatifs en France. Total ? Pas tout à fait cependant, car il reste, au titre d'une mesure de technique financière, baptisée « franchise », 1,5 point sur les produits autres que le lait. Le démantèlement de cette franchise-là, M. Nallet ne l'a pas obtenue. Sans doute moins par hostilité de ses partenaires européens que du fait des réticences exprimées au ministère des finances et à Matignon même, où l'on garde l'œil rivé sur l'indice des prix. De ce front-là, le ministre de l'agriculture n'a pas fait état.

JACQUES GRALL.

AUGMENTATION DES PRIX AGRICOLES EN FRANCS FRANÇAIS POUR LA CAMPAGNE 1985-1986

(en %)

Betteraves	3,250
Tournesol	0,396
Soja	2,944
Lin	2,944
Vin	0,000
Tabac	0,906
Raisins	1,925
Pommes	1,925
Poires	1,925
Pêches	0,396
Choux-fleurs	2,944
Tomates	– 1,133
Lait	3,957
Viande bovine	1,925
Viande porcine	0,000
Viande ovine	1,925

M. BARRE SOUTIENT LE PROJET EURÊKA

M. Raymond Barre commente, dans son bulletin mensuel *Faits et Arguments*, l'initiative française sur l'Europe technologique (programme Eurêka) et l'initiative de défense stratégique des Etats-Unis. L'ancien premier ministre écrit notamment : *« L'Europe occidentale est doublement interpellée par l'initiative des Etats-Unis : du point de vue de l'avenir de sa sécurité et du point de vue de sa capacité à relever le défi technologique qui lui est présenté. »* Il convient, selon lui, *« de faire preuve à la fois d'une grande vigilance et d'une volonté d'apporter au programme de recherches américain une coopération concertée et organisée ».*

La vigilance concerne la sécurité, car, pour M. Barre, *« l'Europe est, à la différence des Etats-Unis, menacée non seulement par des missiles balistiques mais par des armes nucléaires de toutes sortes, des forces conventionnelles massives, des armes chimiques ».* Aussi cette sécurité de l'Europe *« repose et reposera pendant longtemps sur la dissuasion nucléaire ».*

M. Barre ajoute : *« Le défi lancé à l'Europe par l'initiative de défense stratégique est au premier chef technologique. » « En proposant à ses partenaires européens la mise en place d'une Europe de la technologie, le gouvernement français a entendu, à juste titre, rappeler que la réponse à l'offre de participation à l'initiative de défense stratégique ne devrait pas affecter une démarche essentielle pour l'avenir de l'Europe, c'est-à-dire la coopération technologique européenne. »*

Pour M. Barre, *« il appartient à la France et à la République fédérale d'Allemagne de veiller à ce que la personnalité européenne s'affirme dans le domaine de la technologie et, par voie de conséquence, dans celui de la sécurité ».*

M. JEAN-BERNARD OUVRIEU AMBASSADEUR DE FRANCE EN CORÉE DU SUD

M. Jean-Bernard Ouvrieu a été nommé ambassadeur de France en Corée du Sud, en remplacement de M. André Baeyens, annonce le *Journal officiel* de ce samedi 18 mai.

[Né le 13 mars 1939, ancien élève de l'ENA, M. Ouvrieu a été notamment chargé de mission au cabinet du premier ministre (1968-1969), puis en poste à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1971-1974), à Bagdad (1975-1977), à Washington (1977-1979), puis directeur adjoint au cabinet du ministre des affaires étrangères (1979-1980).

Depuis janvier 1981, il était représentant pour la France au conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique.]

Nouvelles frondes chez les conservateurs britanniques

Mauvaise nouvelle en Grande-Bretagne : les prix à la consommation ont augmenté de 2,1 % en avril (+0,9 % en mars, + 0,8 % en février, + 0,4 % en janvier) en raison notamment de la hausse du taux des prêts immobiliers. En un an, le coût de la vie s'est renchéri de 6,9 %, ce qui constitue le taux le plus élevé depuis septembre 1982.

En revanche, le gouvernement britannique a eu la satisfaction d'enregistrer un bon indice de la production industrielle, en hausse de 1,9 % en mars (0,4 % en février), ce qui correspond à une augmentation de 3,7 % par rapport au même mois de 1984. Selon la Midland Bank, le taux de croissance devrait atteindre 3 % cette année.

De notre correspondant

Londres. — Les conservateurs britanniques, pourtant confortablement installés au pouvoir depuis six ans, ne cessent d'être agités par leurs par leurs propres sautes d'humeur, ce qui fait dire à certains chroniqueurs que la majorité, faute d'une opposition réellement menaçante, s'invente un semblant de contestation en son sein et illustre le proverbe selon lequel on n'est jamais mieux servi que par soi-même. Les *Tories*, gens réputés soucieux de leur tranquillité d'esprit, n'étaient pourtant pas, par le passé, coutumiers des querelles de tendances, ce luxe ruineux auquel s'adonnent fréquemment les travaillistes. Mais on ne compte plus, depuis quelques mois, les « mini-rébellions » dans les rangs conservateurs. Manifestations de mécontentement, plutôt que véritable protestation, qui se traduisent au pire par quelques abstentions lors d'un vote aux Communes et qui émanent de la petite minorité « modérée », opposée depuis des années au « radicalisme » du premier ministre.

Dernière incartade en date : la création par M. Francis Pym, ancien ministre des affaires étrangères, d'un groupe qui se donne le titre de Centre conservateur de progrès. M. Pym veut promouvoir une « *critique constructive* » de la politique économique et sociale du gouvernement qu'il juge trop sévère. Ce n'est pas la première organisation de ce genre à l'intérieur du parti. Par exemple, les députés déçus par l'arrivée de Mme Thatcher à leur tête et par la dérive à droite qu'elle marquait avaient déjà créé, il y a dix ans, le Tory Reform Group, autrement plus important.

M. Pym n'a réuni qu'une partie de ces modérés, une trentaine seulement sur un effectif de près de quatre cents députés conservateurs. Dès le lendemain de la création du « centre », en outre, deux de ses membres ont préféré se retirer et d'autres ont pris leurs distances à l'égard de l'ancien ministre parce que celui-ci, le 14 mai, s'en était pris au chef du gouvernement, de façon excessive à leurs yeux. Dans un discours prononcé à Oxford, M. Pym s'était permis de dire : « *J'admire la constance. J'admire la conviction. Mais il y a un moment où les certitudes deviennent dangereuses quand elles vont à l'encontre de la réalité.* » Cela n'allait pas bien loin, mais il n'en fallait pas plus pour condamner une initiative à peine ébauchée. La plupart des amis de M. Pym ont estimé que le ton était déplacé alors que l'analyse critique des choix gouvernementaux manquait de précision.

Le chômage, toujours

Si le malaise des conservateurs ne tenait qu'à de telles manifestations, Mme Thatcher n'aurait pas à s'en inquiéter et pourrait les traiter avec la désinvolture et la dérision qu'elle a toujours réservées aux précédentes. Au 10 Downing Street, certains soulignent que la fronde des modérés est toujours menée par « *les mêmes* », des « *have been* » d'une moyenne d'âge « *respectable* », « *frustrés* » parce qu'ils ont perdu leurs postes du fait de Mme Thatcher : M. Edward Heath, ancien premier ministre, battu aux élections internes au parti en 1975, M. Pym, limogé du Foreign Office en plein conflit des Malouines, Sir Ian Gilmour, remercié à la faveur d'un remaniement. On est plus aimable avec un nouveau contestataire, M. James Prior, peut-être parce qu'il est pour l'instant plus discret et parce que cet ancien secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord a eu la sagesse de quitter le cabinet de lui-même, avant qu'on ne l'en prie.

Plus préoccupantes, sinon alarmantes, avaient été les objections formulées le 2 mai par M. Peter Walker, ministre de l'énergie, le dernier des modérés encore au cabinet et dont Mme Thatcher ne peut décemment pas se défaire puisque c'est lui qui est parvenu à contrôler la grève des mineurs. A cinquante-trois ans, M. Walker semble avoir encore un bel avenir, d'autant que beaucoup de thatchéristes inconditionnels apprécient son talent et sa loyauté.

Tout en voilant habilement son propos, M. Walker n'avait pas dit autre chose que les « rebelles » : il est temps de se départir d'une application trop rigide des principes du thatchérisme, il faut savoir atténuer la rigueur budgétaire pour dépenser un peu plus afin de lutter contre le chômage qui s'aggrave rapidement. Le gouvernement donne l'impression de ne pas se soucier du sort des 3 177 200 Britanniques sans emploi (13,1 % de la population active), un triste record parmi les pays industrialisés d'Europe. M. Pym a fait remarquer que seule l'Italie, parmi les sept nations représentées au dernier sommet de Bonn, avait des résultats plus mauvais en matière de chômage et de compétitivité industrielle.

« Too much »

Le jour même où M. Walker se livrait à cette critique, les Anglais allaient aux urnes pour des élections de comtés qui se sont traduites par une rude déconvenue pour le Parti conservateur (*Le Monde* du 4 mai). Au vu de ce scrutin, l'opposition peut raisonnablement espérer devancer la présente majorité lors des prochaines élections législatives dans deux ou trois ans. Qu'ont fait pour cela les travaillistes et leurs éventuels partenaires des deux formations de l'alliance ? Apparemment, très peu. Le Labour, convalescent, n'est toujours pas à l'abri d'une rechute. Quant au Parti libéral et au Parti social-démocrate, ils manquent d'idées originales qui les distinguent vraiment des conservateurs et, lorqu'ils en ont, ils ne sont pas d'accord entre eux.

Le parti de Mme Thatcher n'a à s'en prendre qu'à lui-même... ou à elle-même. Tous les sondages se recoupent sur le même point : les personnes interrogées placent maintenant le chômage de très loin au premier rang de leurs préoccupations, ce qui n'était pas le cas il y a quelques mois.

Mme Thatcher va-t-elle alors modifier sa politique ou au moins l'infléchir en ce qui concerne l'essentiel ? C'est peu probable. Elle, qui a de plus en plus tendance à parler à la troisième personne, persiste à dire que « *la dame n'est pas du genre à faire marche arrière* ». Elle répète avec une insistance lancinante qu'« *il n'y a pas d'autre solution* » et que le chômage diminuera un jour grâce au respect de ses principes de « *saine gestion budgétaire* ». A l'évidence, une partie des électeurs conservateurs commencent à en douter, surtout au moment où se révèle assez inefficace la lutte contre l'inflation, « *priorité des priorités* » qui, selon Mme Thatcher, justifie la plus grande rigueur. On vient d'apprendre, le 17 mai, que la hausse de l'indice des prix a atteint 6,9 % en avril, dépassant largement les prévisions, pourtant pessimistes, du ministère des finances. Le premier ministre s'obstine cependant à répondre aux questions inquiètes des siens « *par des slogans* », ainsi que l'a fait observer M. Pym.

La démarche de M. Pym ne représente pas un danger, mais c'est un avertissement supplémentaire que Mme Thatcher ne peut pas tout à fait négliger. Est-ce un hasard si, au moment de l'annonce de la formation du nouveau groupe conservateur, le premier ministre, dans deux discours, a paru adopter un ton moins strict, moins cassant, voire plus « *doux* » ou plus « *souple* », comme l'a noté toute la presse ?

Mme Thatcher ne changera pas de politique. Elle suit obstinément son programme et vient encore de lancer son gouvernement dans le processus de « *révision* » complète du sacro-saint *Welfare State* (l'Etat providence) en faisant comprendre que le régime des retraites serait transformé, en quelque sorte privatisé. Voilà un nouveau sujet, ô combien épineux, qu'elle ne craint pas d'aborder. Mais saura-t-elle, au minimum, changer certaines de ses attitudes et pas seulement son langage, faire des gestes ? Saura-t-elle tenir compte des avertissements répétés de ces conservateurs qui, mesurant la fragilité de l'énorme succès électoral de 1983 et celle du rétablissement économique, sont à la recherche d'un thatchérisme à visage humain. Ils ne lui reprochent pas d'être elle-même (quel autre leader ?), mais de l'être trop. La dame est « *too much* ».

FRANCIS CORNU.

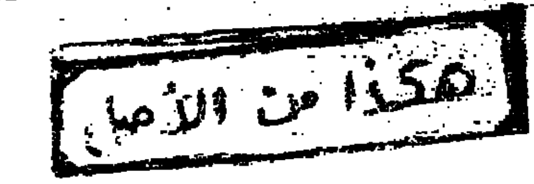
LE PORTUGAL CRITIQUE A SON TOUR L'ÉVOLUTION DE L'UNESCO

M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a rejeté vendredi 17 mai devant le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, les critiques formulées contre lui au sujet de ses fréquents déplacements à l'étranger.

« *Ces visites contribuent à renforcer la présence de l'UNESCO dans les Etats membres et à resserrer les liens de la communauté intellectuelle internationale* », a déclaré M. M'Bow, répondant notamment aux critiques formulées lundi par le représentant britannique, M. William Dodd.

A Lisbonne, d'autre part, le ministre portugais des affaires étrangères, M. Jaime Gama, a publié vendredi le texte d'une lettre qu'il a adressée à M. M'Bow. « *Le malaise qui s'est installé à la suite d'un éloignement progressif par l'Organisation de ses buts et de ses principes ne peut être ignoré (...), c'est pourquoi le gouvernement portugais ne peut que s'associer aux critiques formulées par plusieurs pays* » à son encontre, indique le ministre portugais.

Selon M. Gama, « *il est temps que l'UNESCO retrouve le sens originel de sa vocation et qu'elle se consacre entièrement aux activités que ses pères fondateurs lui ont assignées* ».



La Thaïlande, royaume à la page

LA Thaïlande et la France célèbrent le tricentenaire de leurs relations diplomatiques. En 1684 et 1685, en effet, ont eu lieu les premiers échanges d'ambassadeurs entre l'ancien Siam et la cour de Versailles. Depuis, les rapports entre les deux pays ont connu des fortunes diverses, en particulier pendant la colonisation française au Cambodge et au Laos.

Ces dernières années, les points de vue de Bangkok et de Paris, notamment sur le conflit du Cambodge, se sont rapprochés, et la commémoration du tricentenaire fait l'objet de plusieurs manifestations, en France comme en Thaïlande. Prévue début avril 1985, la première visite officielle d'un chef de gouvernement français à Bangkok a été reportée parce qu'elle coïncidait avec une période de deuil à l'occasion de la crémation d'une ancienne reine de Thaïlande. En Asie du Sud-Est, ce royaume, dont traditions et coutumes semblent davantage frapper les esprits que la rapide modernisation, occupe une position-clé. Les géographes le situent volontiers dans l'ensemble péninsulaire indochinois. Son territoire est frontalier de la Birmanie à l'ouest. Dans le Sud, il déborde sur la péninsule malaise, ce qui donne à Bangkok un accès au golfe du Bengale. Enfin, les côtes du royaume entourent l'essentiel du golfe du Siam.

A l'exception de quelques ethnies septentrionales et d'une minorité de Malais musulmans dans le Sud, la population thaïlandaise – issue d'un peuple originaire du Yunnam – est très solidaire, pratiquant un bouddhisme fort tolérant, ce qui explique en partie la meilleure intégration qu'ailleurs dans la région d'une minorité commerçante chinoise. Même si les fastes de la cour du Siam demeurent bien vivants, ce pays de plus de cinquante millions d'habitants s'est considérablement modernisé ces trente dernières années, et son potentiel économique devrait l'assurer de continuer sur cette lancée, en dépit de l'inquiétude suscitée par la tension sur sa frontière avec le Cambodge.

La France aurait tout intérêt, aujourd'hui, à resserrer ses liens, encore bien ténus, avec ce royaume en plein essor et qui, en dépit d'une histoire politique mouvementée, n'en demeure pas moins, jusqu'à nouvel ordre, l'un des piliers d'un équilibre régional.

J.-C. P.

Les fruits d'une longue phase d'expansion

LA Thaïlande ? Bien des Français s'en font une idée un peu mince, celle d'un havre pour touristes relativement fortunés, d'un pays exotique et souriant, avec ses danseuses, les plages du golfe, les pagodes de Chiang-Mai et, bien entendu, les massages-parloirs de Bangkok. Peu réalisent que le charme de ce royaume réside ailleurs, dans les relations qui marquent la vie quotidienne. La Thaïlande, qui a pu préserver son indépendance aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, lors de la constitution des empires occidentaux, est avant tout un pays de savoir-vivre, dont la vie sociale est profondément marquée par un bouddhisme tolérant, qui contribue à calmer passions et violences.

Surtout, avec la fixation française sur d'anciennes possessions indochinoises – et les démêlés consécutifs entre Paris et Bangkok, – bien peu de Français réalisent que, depuis un quart de siècle, ce royaume, qui compte aujourd'hui plus de cinquante millions d'habitants, a connu un développement sans précédent. Entre 1950 et 1980, le produit national brut a été multiplié par sept, l'expansion économique se situant, en moyenne annuelle, aux alentours d'un taux de 6,5 %.

Tandis que l'Indochine demeurait un théâtre de combats, la Thaïlande, à l'instar d'autres Etats de la région, connaissait un boom économique exceptionnel tout en préservant l'essentiel d'un équilibre social dont la monarchie, très respectée, constituait le principal symbole.

L'essoufflement du PCT

Cet essor ne s'est pas fait sans quelques remous. L'ancien Siam, agricole et marchand – deux traditions qui marquent encore le pays de nos jours, – était avant tout une civilisation ancrée sur les berges et dans la vallée du Menam-Chao-Praya, sur lequel se trouvent les ruines de l'ancienne capitale, Ayuthiya, et, en aval, la capitale actuelle, Bangkok, une métropole qui abrite près de huit millions d'habitants. Après la deuxième guerre mondiale et, surtout, dans les années 60, la périphérie de ce royaume, dont la superficie est à peu près identique à celle de la France, a été conquise par une administration dont les rapports avec les populations locales n'ont pas toujours été heureux.

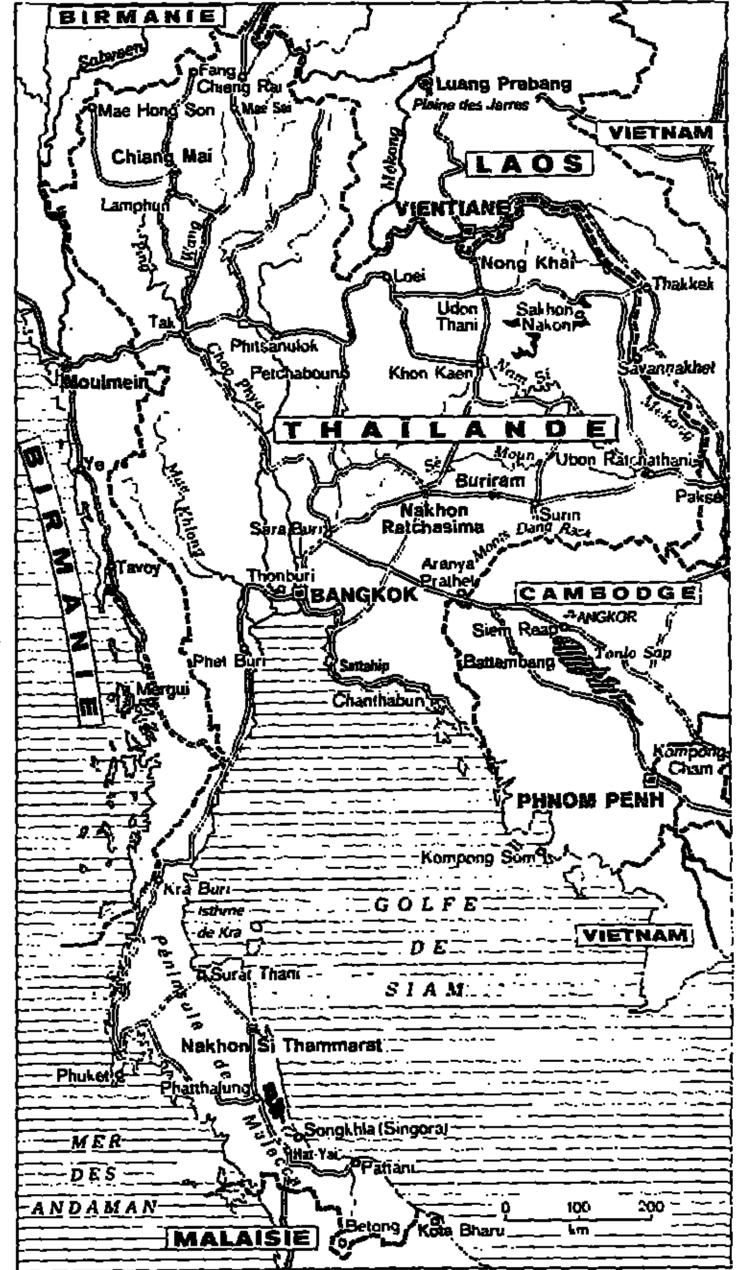
Aujourd'hui, il suffit de sortir de Bangkok pour réaliser l'étendue des progrès accomplis. Dans le Sud excentrique et islamisé, la prospérité des centres de Hat-Yai et de Song-Khla explique en partie l'échec assez récent du séparatisme et des rébellions armées, appuyées, dans les années 60, par le PC malaisien insurgé. En règle plus générale, un tissu de communications a favorisé l'intégration dans la vie nationale de communautés autrefois à part mais dont les traditions ont toujours été tolérées. La Thaïlande reste entourée d'Etats, comme la Birmanie, le Laos et le Cambodge, qui sont rongés par des mouvements séparatistes, gouvernés par des régimes hostiles ou qui sont la proie de conflits armés. Cela n'a pas empêché le royaume de se consolider, même sur le plateau de Korat, une vaste région déshéritée où vit une importante population de Lao-Thaïs.

Au début des années 70, notamment dans ce secteur qui occupe le nord-est du territoire, contourné par la vallée du Mékong, une insurrection communiste a causé de sérieux soucis à Bangkok. Après le Laos et le Cambodge, la Thaïlande allait-elle être un nouveau « domino » prêt à tomber ? Une série de facteurs ont contribué, dans les années suivantes, à désamorcer cette bombe. Les troupes américaines se sont retirées de Thaïlande, et le contingent thaïlandais a été rapatrié du Vietnam du Sud. Sans attendre la fin de la guerre du Vietnam, des divergences croissantes entre Pékin et Hanoï ont désorienté les dirigeants du PC thaïlandais, souvent formés au Vietnam du Nord mais de tendance pro-chinoise.

Surtout, le rapprochement entre la Chine et la Thaïlande – et l'établissement, en 1975, de relations diplomatiques entre des pays d'une égale hostilité, aujourd'hui, envers l'occupation vietnamienne du Cambodge – a considérablement affaibli le PCT, auquel les Chinois ont retiré tout appui. En outre, des militaires thaïlandais avaient eu leur part de responsabilité dans le renforcement des communistes locaux, un massacre d'étudiants sur le campus de Thammasat, en 1976, à Bangkok, ayant sérieusement contribué, après de graves événements trois ans plus tôt, à rejeter dans la clandestinité une partie de l'élite intellectuelle du royaume.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 10.)



Au cœur de l'Asie du Sud-Est, le royaume de Thaïlande abrite une cinquantaine de millions d'habitants sur un territoire de 514 000 kilomètres carrés. En dépit d'une diversification croissante de l'économie, les deux principales ressources du pays demeurent l'agriculture – surtout le riz – et le tourisme. Le revenu annuel par habitant est estimé à quelque 800 dollars et le taux d'expansion démographique a été ramené à 2 % grâce au succès d'une campagne de contrôle des naissances.

Depuis le renversement de la monarchie absolue, en 1932, les militaires jouent un rôle crucial dans la vie publique. Le régime politique est de type parlementaire mais le roi Bhumibol Aduljadej, qui règne depuis trente ans, continue d'exercer une influence non négligeable, l'institution monarchique demeurant étroitement liée au bouddhisme, religion prédominante.

La présence française

ILS sont trois à Bangkok à porter le même nom. Le premier est un prêtre catholique, le second un banquier et le troisième le dirigeant d'une boîte de nuit en vogue. Un assez bon résumé, en somme, de la présence française en Thaïlande. Traditionnellement tournée vers l'Indochine, la France n'est pourtant pas absente d'un royaume qui regarde Paris avec un mélange d'affection et d'irritation. Peut-être parce que, au fond, Français et Siamois se ressemblent par leur goût de la bonne chère, une certaine faiblesse pour les plaisirs de l'existence, associés à une fière passion pour l'indépendance nationale.

On trouve à Bangkok quelques petits restaurants qui évoquent le bistrot de campagne, avec boiseries, pot de rillettes et coup de rouge au comptoir. Quelques-uns des neuf cents Français résidant en Thaïlande se retrouvent ainsi régulièrement avec leurs amis chez Jean La Grenouille, chez Paulette ou chez Daniel Le Normand. A moins que ce ne soit chez ces deux pionniers de la cuisine française à Bangkok, Mme Suzanne, du Vendôme, et Pierre Séguy, au Métropolitain. La Siam Wine Society débat gravement, dans une agréable maison proche de l'avenue Sukhumvit, des mérites et des inconvénients de la fermentation carbonique, preuve à la main.

La projection de films français fait régulièrement le plein d'une Alliance française très présente. Le *Bangkok Post*, chaque année, présente, en couleur, les tendances nouvelles de la haute couture parisienne tandis que, dans le saint désordre de l'atelier de reliure des assomptionistes, le Père Vernier protège en vrai cuir des livres qu'on lui apporte – via Air France – des quatre coins du monde. La France est donc visible à Bangkok.

Présence culturelle incontestable qu'un chiffre pourtant vient tempérer d'un rien de modestie : dans la panoplie des investissements étrangers en Thaïlande, les capitaux français comptent seulement pour 0,3 %. Les Japonais font cent fois mieux et les Américains trente fois. La plupart des pays du Marché commun sont en position plus favorable. Comment expliquer une telle discrétion française dans un pays prospère au centre d'une Asie du Sud-Est en pleine épanouissement ?

Un changement d'attitude ?

Il serait exagéré de dire que la France et la Thaïlande furent des ennemis. Ce ne furent qu'exceptionnellement de grands amis. Engagée dans l'aventure indochinoise, la France, ainsi que le souligne Pierre Fistie (1), une fois installée au Vietnam, poursuivit à l'égard du Laos et du Cambodge une politique qui n'était guère différente de celle menée auparavant par le Vietnam. Politique qui souvent heurta directement les intérêts de Bangkok.

Depuis quelque temps, on assiste, semble-t-il, à un effort de réévaluation de l'attitude de Paris dans la région. Les relations avec la Thaïlande et d'autres pays de l'ASEAN (2) devraient en bénéficier. Peu présente économiquement, très discrète au niveau commercial, la France a eu pourtant autrefois une incontestable influence intellectuelle. Même le code Napoléon se retrouve au cœur du droit thaïlandais.

« Nous commençons à recevoir de France des visiteurs beaucoup mieux préparés », nous a expliqué le responsable d'une délégation bancaire. Et d'ajouter combien il est important, pour le futur investisseur, de choisir le bon agent, celui qui dispose des contacts qui vous permettront éventuellement de passer du souhait à la réalité.

Les échanges commerciaux demeurent cependant réduits. En 1983, la Thaïlande a exporté vers la France pour 1 493,3 millions de francs alors que Bangkok a importé pour 1 005 millions de francs de produits français. C'est pratiquement le niveau du commerce avec l'Italie, bien moins que celui avec les Pays-Bas ou la République fédérale allemande. Ce n'est même pas le double de celui avec la Belgique. Pourtant, la CEE est le deuxième partenaire commercial de Bangkok après le Japon et avant les Etats-Unis.

En 1979, la France était le dixième pays importateur de produits thaïlandais. Quatre ans plus tard, elle s'est retrouvée au onzième rang. Ces importations comprennent pour 41,2 % des produits alimentaires et pour 50 % des produits manufacturés (textiles et meubles surtout). Les chiffres les plus récents indiquent une augmentation des exportations de fruits de mer en conserve vers la France, tandis que le vin et les alcools français trouvent en Thaïlande un accueil de plus en plus favorable. Mais il ne suffit pas d'être gourmet pour bâtir une relation économique stable.

Le marché des Airbus

Six banques françaises sont actuellement représentées à Bangkok (Indosuez, la plus importante, la seule à disposer d'une licence de plein exercice ; la BNP ; le Crédit lyonnais ; la Société générale, en collaboration avec la Bangkok Bank ; la Banque française du commerce extérieur et la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui a acquis une partie de la Yip In Tsoi Finance). Signe des temps, une trentaine de banques étrangères disposent déjà à Bangkok d'un bureau de représentation, une quinzaine au moins espèrent décrocher un jour le droit au plein exercice.

Des investissements ont été réalisés par la Thaï-Franco Holding Cie et la Thaï-Franco Investment, qui participent à l'Asia Credit Ltd. May and Baker représentent en partie le groupe Rhône-Poulenc dans le domaine des produits pharmaceutiques.

JACQUES BEKAERT.

(Lire la suite page 10.)

(1) Dans une communication faite, en janvier 1985, lors d'un séminaire à Bangkok sur les relations économiques entre la France et la Thaïlande.

(2) Association des nations de l'Asie du Sud-Est qui comprend, outre la Thaïlande, Brunei, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour.

A VERSAILLES, AU TEMPS DE LOUIS XIV

La fastueuse réception des ambassadeurs siamois

IL y a deux ans, j'ai entrepris un voyage sentimental à Paris. Après m'être comporté en fantôme errant, autour du quadrilatère formé par mon ancienne école, le lycée Jeanson-de-Sailly, j'ai longuement traîné rue de Siam, juste derrière le lycée. Je me suis enfin décidé pour un bon déjeuner au Roi de Siam, au coin de la rue. Ce fut mon humble manière de célébrer le centenaire de l'ambassade en France de mon arrière-grand-oncle. Car ce fut en 1883, et à quelques pas de l'endroit où j'étais assis, que le prince Prisdang, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, était venu établir la légation siamoise.

L'ambassade en question intervint en conclusion d'échanges entre la France et le Siam, qui commencèrent en 1662, avec l'arrivée des premiers missionnaires français à Ayuthia, l'ancienne capitale du Siam. Là, le roi Narai les reçut en audience et leur donna une terre et des matériaux pour construire l'église Saint-Joseph, qui existe toujours. Les Français créèrent également d'autres établissements, une école française, un collège pour l'étude des langues orientales et un hôpital.

D'autres missionnaires français se rendirent au Siam en 1673, cette fois, avec des lettres et des présents du pape Clément IX et du roi Louis XIV. Malheureusement, les présents ne parvinrent jamais à leur destination car ils furent saisis par les Hollandais quelque part sur le chemin.

A la suite de ces ouvertures, le roi Narai décida de dépêcher une somptueuse ambassade en France et au Vatican, en 1680. De nombreux présents pour Louis XIV, parmi lesquels deux éléphants et deux rhinocéros, accompagnèrent les ambassadeurs siamois. Le navire, cependant, coula au large de Madagascar et rien ne resta de cette mission.

La rencontre dans la galerie des Glaces

Entre-temps, en 1682, Mgr Pallu, évêque d'Héliopolis, se rendit à Ayuthia avec d'autres lettres et présents du pape et du roi de France. Une nouvelle fois, les présents n'atteignirent pas leur destination. Ils furent pillés pendant le voyage. Mais la missive de Louis XIV fit plus que l'affaire, avec l'expression de sentiments très fraternels à l'égard du souverain siamois. Cette lettre se termine par l'expression suivante : « *Très haut, très excellent, très puissant prince, notre cher et bon ami...* », signé : « *Louis* ».

Afin de ne pas être de reste à l'égard de son partenaire français, le roi Narai organisa une nouvelle mission en France. Elle devait, cependant, constituer une ambassade de second ordre, chargée avant tout d'enquêter sur le sort de la précédente mission, celle de 1680, et, si le naufrage était confirmé, remplir alors son rôle d'ambassade. Néanmoins, cette mission fut généreusement pourvue en présents du roi siamois pour Sa Majesté le roi de France Elle fut également dotée de missives et de cadeaux pour d'importants ministres français, de la part de Phaulcon, le premier ministre siamois. Surtout, elle fut enfin chargée de présenter des cadeaux de la part du roi à Charles II d'Angleterre, et de négocier un traité, probablement en relation avec une importante somme d'argent que les Anglais réclamaient alors aux Siamois.

Le 25 janvier 1684, cette mission quitta Ayuthia à bord d'un bateau britannique. Elle était dirigée par deux envoyés extraordinaires, Ok Khun Pichai Valit et Ok Khun Pichitr Maitri. Ils étaient accompagnés par deux missionnaires français, les Pères Vachet et Pascot, chargés de l'interprétariat, et de six étudiants, les premiers parmi les onze étudiants siamois qui furent envoyés en France au dix-septième siècle.

Les exploits incroyables de cette ambassade furent méticuleusement rapportés par les deux prêtres français, dont les écrits sont conservés aujourd'hui aux Missions étrangères, rue du Bac à Paris. La traversée de l'océan Indien et le contournement du continent africain se passèrent sans incident. Cependant, alors que le navire approchait de la Manche, il fut pris en chasse par des pirates. Ces derniers étaient sur le point de le capturer quand la flotte britannique vint à son secours. L'ambassade fut alors escortée jusqu'à Margate.

Plusieurs registres des douanes britanniques, datant d'août et de septembre 1684, montrent une longue liste de malles appartenant à l'ambassade qui furent saisies par les douaniers. Bien entendu, sur cette liste figuraient les présents du roi du Siam à l'intention de Louis XIV et de Charles II.

De nombreuses et interminables protestations, des audiences royales au château de Windsor et des incidents diplomatiques au Parlement intervinrent avant que ces biens soient rendus à leurs propriétaires. En septembre, le différend s'était réglé à l'amiable, et les ambassadeurs siamois traversèrent la Manche pour rejoindre le port de Calais à bord du yacht personnel de Charles II, la *Charlotte*.

A Calais, les Siamois furent salués par des salves d'honneur et invités à gagner Paris à bord d'attelages dépêchés par Louis XIV. A Paris, ils furent logés à l'hôtel Colbert, et *la Gazette de France* annonça, le 25 novembre 1684, qu'ils avaient été reçus par le ministre de la marine. Le 27 novembre, le Père Vachet présenta les ambassadeurs au ministre des affaires étrangères, Colbert de Croissy. Ils informèrent ce dernier qu'ils étaient venus demander au roi d'envoyer une ambassade au Siam, et exprimer leur joie à la suite de la naissance du duc de Bourgogne. Les ambassadeurs furent alors conduits à la galerie des Glaces, à Versailles, à peu près à l'heure à laquelle Louis XIV effectuait son habituelle promenade quotidienne.

Quand le roi apparut, les deux ambassadeurs se prosternèrent face contre le sol et leurs mains réunies en signe de supplication. Ils demeurèrent longtemps dans cette posture. Le roi commença à s'impatienter et demanda s'ils comptaient jamais se relever. Le Père Vachet expliqua alors que la posture était obligatoire en présence de la personne du roi, et s'offrit comme interprète entre Sa Majesté et les ambassadeurs. En fin de compte, le roi ordonna à l'interprète d'aider les mandarins à se relever et se retira. Après une visite des jardins de Versailles, les Siamois furent reconduits à Paris.

La mission de Chaumont

A l'occasion d'une nouvelle rencontre avec le ministre français des affaires étrangères, Colbert de Croissy, les ambassadeurs insistèrent pour qu'une ambassade française se rende au Siam. Ils donnèrent l'assurance au ministre que les Français disposeraient de privilèges commerciaux et que les chrétiens étaient non seulement tolérés mais également protégés dans leur royaume. Avec la collusion du Père de La Chaise, confesseur du roi, le projet de dépêcher une ambassade à Ayuthia fut soumis à Louis XIV. En décembre de la même année, le roi y consentit et choisit le chevalier de Chaumont pour diriger la première ambassade française au Siam.

La mission de Chaumont arriva au Siam le 23 septembre 1685 et le premier traité franco-siamois fut signé le 10 décembre. Il fut suivi d'un autre traité par lequel le roi du Siam confia à la Compagnie française des Indes Songkhla, un port animé du Sud. Le 22 décembre 1685, Chaumont quitta le Siam avec une deuxième ambassade siamoise dirigée par Kosa Pan, un parent du roi Narai et un ancêtre direct de l'actuel roi de Thaïlande. Ce fut, de très loin, l'ambassade la plus somptueuse jamais envoyée par le Siam en Europe. La réception exceptionnelle que lui réserva le gouvernement français et le caractère très facile et ouvert de l'ambassadeur Kosa Pan laissèrent un vif souvenir en France.

En juillet 1686, la délégation siamoise fut d'abord accueillie à Brest en grande pompe, avec salves d'honneur, et la chaussée en direction de Paris empruntée par le cortège, fut baptisée rue de Siam pour célébrer l'événement. A Paris, le gouvernement organisa des fêtes, des bals et bon nombre d'autres réjouissances. Lors de la cérémonie d'accueil, les ambassadeurs des nations européennes furent invités à écouter vingt-quatre discours adressés à Kosa Pan dans vingt-quatre différentes langues. L'ambassadeur et son entourage furent invités à la Sorbonne pour assister à la défense, par un étudiant siamois, d'une thèse consacrée à Louis XIV et obtenue avec mention. On fit également visiter aux ambassadeurs siamois des lieux comme Saint-Cyr, Marly, Meudon, Saint-Cloud et les Flandres, où les Siamois furent censés être impressionnés par la conquête française. Partout où Kosa Pan se rendit, les honneurs lui furent rendus, ce dont aucun autre ambassadeur, européen ou non, n'avait été jusqu'alors gratifié.

L'audience avec le roi eut lieu le 1er septembre 1686, dans la galerie des Glaces. Kosa Pan prononça un total de quatorze discours, le premier à l'adresse de Sa Majesté et les autres à celle des membres de la famille royale. Honneur exceptionnel, Kosa Pan, le deuxième et le troisième ambassadeur siamois bénéficièrent d'une audience avec Madame, la dauphine, à l'heure du lever. En toute honnêteté, être introduits dans la chambre à coucher royale a dû éberluer les Orientaux.

Que cette ambassade ait fait sensation est une évidence dont témoignent portraits et impressions reproduits dans plusieurs publications de l'époque. *Le Mercure galant* rapporta fidèlement les activités variées de l'ambassadeur et l'excitation que sa présence provoqua parmi les dames de la cour. Un médaillon spécial fut réalisé pour commémorer l'événement. Kosa Pan lui-même apparut en grand format dans le calendrier de Versailles de 1687, serrant la main d'un dignitaire français, avec cette légende : « *L'alliance de la France avec le Roy de Siam.* »

La grande pagode de Wat-Chan à Bangkok (*Le Tour du monde*, 1863, Hachette).

Une longue interruption

Le 14 janvier 1687, Kosa Pan et sa délégation prirent congé du roi à Versailles et retournèrent au Siam en compagnie d'une deuxième ambassade française dirigée par La Loubère. Entre-temps, le Siam était devenu très profrançais, et le chef du gouvernement, Phaulcon, fit venir des militaires français pour construire des fortifications, en particulier à Bangkok, Lopburi et Mergui, un port important situé aujourd'hui en territoire birman. La mission La Loubère comprenait également un attaché militaire, le général Desfarges, disposant d'un contingent de troupes, et un attaché commercial, Cébéret. A Ayuthia, la fraction profrançaise jouait un jeu dangereux, mais même la marine siamoise disposait de son noble français, le comte de Forbin, nommé amiral !

Laissant les troupes françaises sur place, La Loubère retourna en France en 1688, avec trois émissaires siamois chargés de se rendre au Vatican et cinq nouveaux étudiants à destination de la France. Cette année-là, une révolution se produisit au Siam. Un nouveau roi, à la tête du parti nationaliste, monta sur le trône, et la garnison française, installée dans la forteresse de Bangkok, après un siège et des négociations, fut rapatriée dans des circonstances qui firent l'objet de nombreux comptes rendus dans des publications européennes.

Ces événements ne découragèrent pas Louis XV d'adresser, en 1738, une délégation et une lettre au nouveau régime d'Ayuthia. Mais cette mission n'atteignit jamais les côtes siamoises, et une longue interruption dans les relations entre les deux pays s'ensuivit. Entre-temps, Ayuthia fut rasée par les Birmans en 1767, et, en France, la révolution de 1789 ainsi que les guerres européennes occupèrent tous les esprits.

En dépit de la réinstallation des missions catholiques françaises dans la nouvelle capitale, Bangkok, et de l'ouverture d'une imprimerie qui publia le premier livre en siamois romanisé en 1796, les relations diplomatiques ne furent pas reprises pendant plus d'un siècle. En 1853, le roi Mongkut du Siam envoya des présents à Napoléon III. L'Empire en fit autant à l'occasion d'une mission, en 1856, dirigée par M. de Montigny. Un traité fut signé. En 1861, une ambassade du Siam se rendit en France et fut reçue en audience par Napoléon III. Cette réception fit l'objet d'une peinture au château de Fontainebleau, où l'audience se déroula, et d'un médaillon.

Même si la France et le Siam se rappelèrent alors la somptuosité de leurs échanges diplomatiques du dix-huitième siècle, les circonstances avaient modifié le caractère et le style de leurs relations. Dans une ère nouvelle de suprématie et d'expansion coloniale européennes, la tradition de courtoisie diplomatique était rapidement devenue obsolète et inefficace.

Le Siam envoya en Europe son premier ambassadeur permanent, le prince Prisdang, en 1881. Il avait fait des études universitaires et s'était distingué au King's College, qui fait aujourd'hui partie de l'université de Londres. Il présenta ses lettres de créance au président de la République, Jules Grévy, en 1882 et installa la première légation permanente siamoise à Paris en janvier 1883. Tout en réussissant des négociations difficiles, il obtint même de la municipalité de Paris que la rue où donnait la légation fût rebaptisée rue de Siam.

Pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et jusqu'aux années précédant la première guerre mondiale, le Siam connut une période difficile pendant laquelle il perdit la moitié de ses territoires, une superficie presque équivalente à celle de la France. Mais les relations avec Paris n'en furent pas affectées. La France accueillit même en visite d'Etat, à deux reprises, en 1897 et en 1907, le roi Chulalongkorn. Plus tard, pendant la Grande Guerre, le Siam envoya en Europe un corps expéditionnaire qui combattit aux côtés des Français.

L'histoire des relations franco-siamoises est l'une des plus anciennes entre des nations d'Europe et d'Asie. Dans l'ensemble, c'est l'histoire d'un succès, que nous devons à ceux qui, voilà trois cents ans, eurent l'imagination et l'audace d'établir un pont entre deux pays et deux cultures des plus éloignés de cette planète.

SUMET JUMSAL,
architecte, auteur et éditorialiste de plusieurs publications de Bangkok.

A BANGKOK

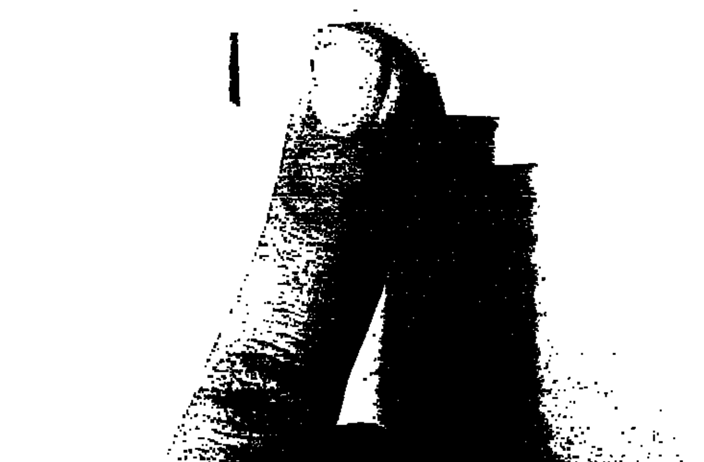
La réimpression de récits français du dix-septième siècle

HISTORIEN, linguiste, grand voyageur, libraire à l'ancienne, fils de prince, Manich Jumsay a largement contribué à introduire le livre français à Bangkok. Sa boutique, la Maison Chalermnit, à l'ombre de l'Hôtel Erawan, a résisté aux efforts des bâtisseurs d'empires immobiliers. Sur quelques mètres carrés, il accumule les livres introuvables ou inattendus qui font le bonheur de patients visiteurs, pour la plupart de vieux fidèles.

Pour célébrer à sa façon le tricentenaire des relations diplomatiques entre Paris et le Siam, il vient de rééditer, avec un soin remarquable, des ouvrages depuis longtemps disparus, telle cette *Relation de l'ambassade de M. le Chevalier de Chaumont à la cour du roi de Siam* publiée à Paris en 1687, ou ces *Particularités de la révolution de Siam arrivée en l'année 1688*, de Vollant de Vesquaint. Pour un peu, on croirait découvrir l'original.

En collaboration avec les éditions de sa belle-fille, Suthini (DD Book), qui dirige Soi Asoke, une librairie très moderne spécialisée dans l'Asie du Sud-Est, Manich Jumsay, a reproduit, avec somptuosité, quelques pages de la *Dissertation sur le royaume de Siam*, imprimée en France « *vers 1688* ». On y découvre que les Siamois n'ont « *aucun penchant pour la vertu* », ce qui était probablement aussi faux il y a trois siècles qu'aujourd'hui.

Duang Kamol (DK) est un autre vieil ami de la littérature et de la presse françaises, qu'il défend avec fougue depuis des années dans ses multiples librairies (il s'est même mis en tête de faire lire les estivants de la station balnéaire de Pattaya). Dans sa boutique de l'Alliance française, on trouve les dernières nouveautés de l'édition parisienne ainsi que la presse quotidienne et hebdomadaire. Sa librairie de Siam Square fait une brève apparition dans le chef-d'œuvre de John Le Carré, *The Honourable Schoolboy*, où elle est décrite « *comme un capharnaüm des plus distingués* » (« *a most distinguished emporium* »).



هكذا من الأصل

siamois

Double ban pour Thai!



Lors de sa création en 1960, Thai n'avait qu'une philosophie - très simple - être la meilleure en tout. Les meilleurs avions, le meilleur service pour les meilleurs passagers.

Le service "Orchidée Royale" Thai a donc pris son envol, et depuis n'a jamais cessé de s'élever dans la qualité.

Première compagnie aérienne à rallier Bali et Katmandou vers la fin des années 60, Thai est toujours restée fidèle à son esprit pionnier. C'est Thai qui "invente" la classe Business, Thai qui inaugure les vols non stop à destination de l'Europe, Thai toujours qui offre 4 vols hebdomadaires Paris-Bangkok (dont un direct le samedi) et ça, il faut être Thai pour le faire.

Admirablement servi par une flotte de gros porteurs (Boeing 747 et A 300 Airbus) le réseau Thai compte aujourd'hui plus de 40 villes dans 32 pays et sur 4 continents.

Et le plaisir est à la hauteur de l'efficacité... Dom Pérignon en première classe, détente en classe Business, et sympathique atmosphère en classe économique... Il y a plus d'une manière de profiter de "l'art de voler" tel que Thai le conçoit... depuis 25 ans!

Alors bon anniversaire Thai et restez les meilleurs pour 25 années et plus!...

Les fruits d'une longue phase d'expansion

(Suite de la page 7.)

Mais 1976 devait également marquer, un peu paradoxalement, le début d'un essoufflement d'un PCT divisé et à la structure fragile. En octobre, l'arrestation de la « bande des quatre » en Chine, signifiant la victoire de la faction Deng Xiaoping, est annonciatrice de changements dans la politique de Pékin. A la même époque, les réfugiés affluent du Vietnam, du Laos et du Cambodge, fuyant des régimes communistes. Enfin, la hausse brutale, à compter de 1973-1974, des prix du pétrole — dont l'importation demeure la principale source d'énergie du royaume — n'a pas sensiblement freiné l'expansion économique du pays.

Les autorités de Bangkok ont alors eu l'habileté d'appliquer une politique d'amnistie qui portera ses fruits, les années suivantes, des centaines d'anciens maquisards acceptant le pardon des bonzes, surtout après l'invasion militaire du Cambodge par les Vietnamiens, qui ont été traditionnellement, dans la région, les ennemis héréditaires des Thaïlandais. Aujourd'hui, l'insurrection communiste a peut-être fait long feu, et seules quelques bandes armées continuent de se réfugier dans des régions excentriques et d'accès difficile.

Depuis le renversement, en 1932, de la monarchie absolue par une clique de militaires et de fonctionnaires, le pays a connu treize Constitutions, quatorze élections générales, treize coups d'Etat et quarante-deux cabinets ministériels. En 1985 encore, les militaires jouent un rôle-clé dans la vie publique, puisqu'ils contrôlent de nombreuses affaires et sont très présents au sein du Parlement. Le premier ministre, depuis 1980, est M. Prem Tinsulanond, qui était, auparavant, commandant en chef des armées. Son principal rival, au moins jusqu'à une date récente, est son successeur au « commandement suprême » des armées, le général Arthit Kamlang-ek.

Mais l'ère des officiers quasi omnipotents semble s'être éteinte dès 1973, avec le renvoi du maréchal Thanom Kittikachorn et du général Praphat Charusathien, premier ministre et vice-premier ministre de l'époque, qui avaient gouverné sans partage pendant plusieurs années. De nos jours, la vie politique dans le royaume est beaucoup plus complexe, même si une caste politico-militaro-affairiste en tire toujours les rênes. L'indiscutable prestige d'une monarchie débarrassée, depuis 1932, de l'expédition des affaires courantes, a été, de l'avis général, rehaussé par la personnalité du roi actuel — le neuvième de la dynastie des Chakri fondée en 1782 et qui règne depuis 1955, — un conservateur avisé qui a su, au-delà de la mêlée, demeurer le symbole de l'unité nationale et qui continue, à l'approche de la soixantaine, de courir le pays dont il a visité pratiquement tous les villages.

Modernisation et goût du rite

Dans l'univers thaïlandais, la pagode joue également un rôle de régulateur. Cérémonies de purification et retraites religieuses sont lieu commun et, au petit matin, à travers tout le territoire, les ménagères sont tôt levées pour offrir aux bonzes qui défilent dans les rues un bol de riz. La modernisation rapide du pays a sans doute modifié les équilibres sociaux — notamment à Bangkok, où se concentrent plus de la moitié des citadins, — mais, en règle générale, le goût pour le rite demeure très vivace. Le respect de règles centenaires, dans ce pays qui a évité le traumatisme de la colonisation, permet d'évacuer une violence souvent latente.

Faut-il trouver, dans ce comportement, une acceptation d'inégalités sociales parfois criantes, une minorité ayant, au moins au départ, tiré le plus grand profit du développement récent du pays ? L'école est ouverte à tous, même si elle n'est pas gratuite. La formation d'une petite bourgeoisie matérialiste ne s'est pas opérée au détriment d'une vie intellectuelle, puisque les universités thaïlandaises sont en train d'acquérir une réputation qui n'est pas surfaite. Une relative liberté de presse semble passée dans les mœurs. Le *Siam Rath*, le quotidien le plus populaire, tire à quelque sept cent mille exemplaires et il existe de nombreuses publications plus sérieuses, dont trois quotidiens de langue anglaise.

La Thaïlande s'est ouverte au milieu du dix-neuvième siècle avec l'imposition, par le Royaume-Uni, d'un traité de commerce « inégal » liant le pays, jusqu'à nos jours, à l'Occident. L'économie demeure marquée par l'importance de son commerce extérieur. Même si le tourisme est en passe de devenir la première source de devises, le royaume reste un grand exportateur de produits agricoles — le premier en ce qui concerne le riz — et de matières premières.

Mais, depuis trente ans, on assiste à une diversification. En 1950, le secteur agricole occupait 90 % de la population et représentait 50 % des revenus. Ces taux sont, aujourd'hui, respectivement de 70 % et de 25 %. Entre-temps, la production de paddy est passée de 7 millions de tonnes à 18 millions de tonnes — en dépit de rendements faibles et d'un maigre taux d'irrigation, — alors que d'autres cultures se développaient : tapioca, kenaf, hévéa, maïs, canne à sucre, fruits et légumes.

La Thaïlande est le quatrième producteur mondial d'étain. Elle commence à produire du zinc et dispose des réserves les plus importantes d'Asie en potasse. Elle exporte également, chaque année, 200 000 tonnes de poissons. Mais, si le pays est riche, le développement de ces trois dernières décennies a laissé quelques sérieuses cicatrices. La surexploitation des forêts — qui n'occupent plus que 25 % de la superficie du territoire, contre 50 % autrefois — a bouleversé l'écosystème. Les eaux du golfe sont nettement moins poissonneuses que par le passé.

Le pessimisme n'est donc pas de mise à Bangkok, même quand l'évolution de la guerre au Cambodge provoque des inquiétudes justifiées. Les Vietnamiens ont peut-être pour seule ambition de consolider leurs positions dans l'ancien royaume Khmer. Les Thaïlandais n'en sont pas moins préoccupés de voir des troupes hostiles se renforcer sur la frontière entre les deux pays.

L'occupation vietnamienne du Cambodge contribue à rejeter la Thaïlande dans le camp de la Chine et l'invite à consacrer davantage de ressources aux problèmes de sécurité et de défense, qui représentent déjà le quart du budget global de l'Etat. Dans l'immédiat, comme aucun règlement politique ne s'annonce au Cambodge, les Thaïlandais continuent d'appuyer la résistance khmère organisée sous la houlette du prince Sihanouk.

Dans la perspective de l'an 2000, la Thaïlande est un bon exemple de l'essor rapide de l'Asie du Sud-Est non communiste — Birmanie exceptée, — seule région du tiers-monde qui se soit développée de façon relativement harmonieuse ces trente dernières années. Dans l'ensemble, cette société traditionaliste paraît s'être adaptée au changement et avoir trouvé un dynamisme dont on ignore encore trop souvent les ressorts en France.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

La présence française

(Suite de la page 7.)

Air France a installé à Bangkok son bureau régional, tandis que RVI souhaiterait participer à l'importante rénovation du réseau de bus urbain décidée par la Bangkok Metropolitan Transit Authority, mais British Leyland semble mieux placé — si ce n'est déjà fait — pour décrocher cet impressionnant contrat qui porte sur quatre mille cinq cents véhicules.

Airbus et locomotives

La vente d'Airbus-300 et 300/600 constitue le gros des achats thaïlandais. Certes l'Airbus est un avion européen, mais la France y participe à raison de 38 %, et c'est à Toulouse-Blagnac qu'est monté l'appareil. Il est donc perçu ici comme un produit français. A ce jour, dix appareils ont été livrés à la compagnie Thai Airways International. Deux autres doivent l'être à la fin de cette année. Un contrat a été signé en décembre 1984 pour deux avions A-310 supplémentaires et Thai Airways International en prendra possession en 1986. Il existe une option pour quatre autres avions livrables en 1987, tandis que la compagnie Thai Airways, qui assure le trafic domestique ainsi que la liaison hebdomadaire avec Hanoï, a retenu deux Airbus pour son propre compte.

Dans le domaine du tourisme, l'ouverture d'un Club Méditerranée est prévue pour la fin de l'année à Phuket.

Un protocole général de 600 millions de francs a été signé le 21 décembre 1983. Il a été utilisé, jusqu'à présent, à concurrence de 210 millions de francs pour l'acquisition de vingt locomotives.

La Thaïlande s'industrialise rapidement, le taux de croissance dans ce domaine ayant été de 10,1 % dans les années 70. Alors que, en 1960, l'industrie, qui représentait seulement 13 % du revenu national, fabriquait surtout des produits légers (boissons non alcoolisées, tabac et matériaux de construction), le pays aujourd'hui possède à Padaeng la première usine de raffinage de zinc de l'Asie du Sud-Est et développe considérablement les secteurs machines-outils et matériel de transport.

« Si la France veut mieux s'implanter en Thaïlande, elle doit comprendre qu'il est important d'apporter ici des financements par compensation. L'aide de l'Etat est indispensable et il doit s'agir d'investissements dont la rentabilité ne sera pas immédiate. Mais l'avenir devrait leur être favorable. N'est-ce pas la Banque mondiale qui a décidé que la Thaïlande était un « bon risque ? », explique un expert français.

Si les autorités accordent des avantages fiscaux et facilitent l'accès aux prêts de la Banque de Thaïlande aux entreprises qui se tournent vers l'exportation, elles veulent également, à travers notamment le Board of Investment (BOI), promouvoir les investissements étrangers. *« Le moteur du dynamisme économique thaïlandais demeure le secteur privé »*, nous a dit un expert français avant d'ajouter : *« C'est de lui que viennent les idées, et les fonds. C'est aussi, hélas ! celui que nous connaissons le moins bien. »*

JACQUES BEKAERT.

هكذا من الأصل

L'essor du tourisme devrait se poursuivre

CES derniers temps, les touristes américains bouderaient quelque peu la Thaïlande, car, dit-on, certains s'imaginent le pays à feu et à sang. Mais, à l'exception de deux ou trois zones frontalières du Cambodge, *domaines réservés de* l'armée, de la police des frontières et de la presse, le pays est calme et accueillant.

Le tourisme est, pour la Thaïlande, un atout économique de première importance. Pas moins de 150 000 personnes ont trouvé un emploi dans ce secteur. Le nombre de visiteurs était à peine *de 81 000 en 1960, alors que* Bangkok était encore une modeste cité de canaux et de verdure. Neuf ans plus tard, ils étaient un demi-million. Le million de visiteurs *a été franchi* en 1973.

Avec 2 346 709 entrées en 1984, le tourisme est devenu la seconde source de revenus du pays après le riz. On compte plus de trente-six mille chambres d'*hôtel de première* classe (dont vingt mille rien que pour Bangkok). De nouveaux hôtels de grand luxe, comme le Shangri-La, au bord du Chayo Praya, sont en *construction*. Près *de quarante* compagnies d'aviation font escale à l'aéroport international de Don Muang, près de Bangkok. Il y en aurait plus si cet aéroport n'était un rien vétuste. Des projets de rénovation et d'agrandissement sont à l'étude. Un nouveau terminal, destiné aux lignes domestiques, est déjà en service depuis quelques semaines. L'Aéroport de Paris vient de soumettre une étude fouillée sur les possibilités d'étendre et de moderniser Don Muang.

Qui dit Thaïlande, trop souvent pense plaisirs défendus. C'est en partie un héritage de la guerre du Vietnam, lorsque Bangkok était devenu le lieu de récréation des GI américains. Il en est resté quelque chose, comme en atteste la prédominance d'hommes parmi les touristes. On compte *quelque* quatre-vingts bars à Patpong, petites rues du centre de la ville, propriété privée de M. Patpong, un ancien du mouvement des Thaï libres qui, durant la seconde guerre mondiale, combattit aux côtés des Alliés.

Mais l'ancien Siam vaut surtout par la beauté de ses provinces. La richesse des lieux archéologiques et de sites historiques comme Sukhotai et Ayuthya sont autant d'attraits.

De Chiang-Mai à Hat-Yai

En outre, peu de pays au monde peuvent revendiquer une telle hospitalité. On est loin des gigantesques usines à dormir des États-Unis. Ici, *le luxe s'associe* avec un service de rêve. L'hôtel Oriental, centenaire, au bord du fleuve, à Bangkok, est devenu le symbole de cette quasi-perfection *dans* l'accueil. Même les auberges plus modestes traitent bien souvent leurs clients avec des égards dont ils ont perdu l'habitude.

Le charme de Bangkok n'est pas évident. Absence de planification urbaine, réseau *routier* insuffisant, embouteillages *spectaculaires* qui ne le cèdent que devant ceux du Caire, voire inondations impressionnantes à la saison des pluies, sont des *inconvénients* sérieux. Mais la récompense est au coin de la rue. Temples somptueux, palais royal féerique, sans parler de la nourriture, qu'on peut déguster en *pleine rue*, *partout*, à toute heure du jour ou de la nuit. Car on adore manger en Thaïlande. Chaud *ou* froid, *épicé ou* doux, un peu par ci et un peu par là.

Les touristes sont également attirés par les pagodes anciennes de Chiang-Mai *dans* le nord, les villes du sud, Songkla ou Hat-Yai, islamisées, ou encore les plages du golfe du Siam, Pattaya bien sûr, trop connue peut-être, mais qui semble toujours faire le bonheur *des charters d'Europe ou du* Proche-Orient, Hua-Hin et Cha-Am, peu touchées encore par le tourisme de masse, et qui allient le charme des villages de *pêcheurs au confort, abordable*, d'hôtels luxueux.

Dans les montagnes du Triangle d'or, les peuples Akka, Hmong et Lisu ont conservé leurs coutumes. Dans la petite ville frontière de Mae-Sai, sur le pont qui sépare la Thaïlande de la Birmanie, des Birmans silencieux vendent cigares, pièces de monnaie et alcools étranges et rugueux *distillés par les descendants du grand* royaume Shan.

Les Malaisiens en tête

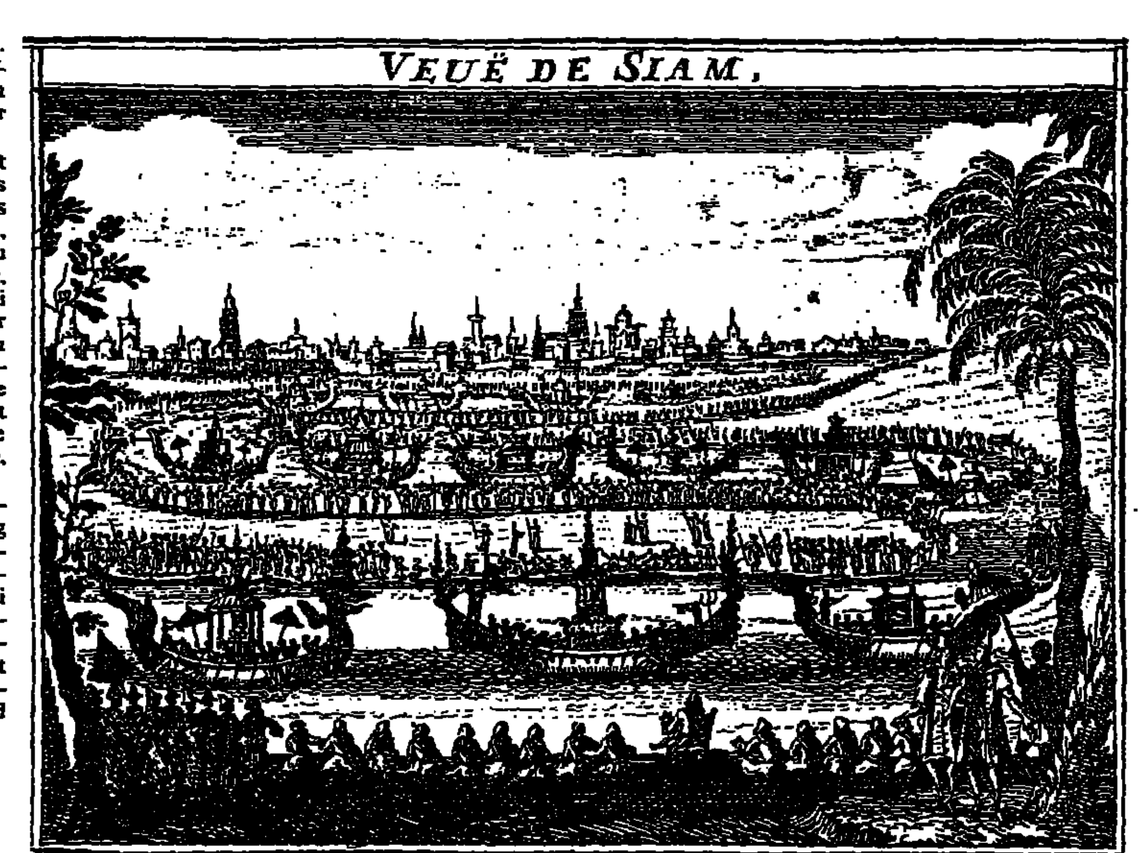
La Thaïlande, comme toute l'Asie du Sud-Est, supporte mal l'impatience et la hâte. Bon enfant, doté d'un robuste sens de l'humour, le sujet siamois pardonne d'ordinaire sans rancune les erreurs d'étiquette. Elles sont cependant *faciles à éviter* – n'importe quel bon guide en dresse la liste – et un brin d'attention permet de ne pas être confondu avec ces touristes un peu lourdauds, la panse glorieuse *par-dessus le short trop court*, qui arpentent les avenues de Bangkok, *donnant* l'impression d'avoir pris la capitale d'un royaume aimable pour une plage du Midi.

Le touriste occidental n'est pas majoritaire. Les voisins malaisiens sont au premier rang. Un demi-million d'entre eux franchissent chaque année la frontière *commune* et font la fortune des villes du Sud. Pour les Japonais, également nombreux, s'est développé à Bangkok un réseau de bars spéciaux. « *Nos clients sont timides*, explique le patron de l'une de ces boîtes de nuit, *et il leur est difficile de se détendre sous le regard d'autrui* ». Les jeunes demoiselles y pratiquent la courbette, disent « *aligato* », et le cognac y coûte trois fois plus cher qu'ailleurs. « *Sinon nos clients auraient l'impression de ne pas être pris au sérieux* », ajoute-t-il.

Plus de 460 000 Européens sont venus en Thaïlande en 1984, dont *51 017 Français (21 % de moins* que l'année précédente, car c'était l'époque des restrictions à l'exportation de devises). En revanche, les Britanniques (*143 299*) sont *plus nombreux* que les Américains, tandis que les Singapouriens (120 879) viennent de plus en plus trouver en Thaïlande un soupçon de cette anarchie paisible qui fait tant défaut chez eux.

La Thaïlande dispose d'un réseau intérieur de communications de grande qualité. *Les avions de Thai Airways relient* Bangkok aux quatre coins du royaume, tandis que les trains ajoutent la ponctualité au confort. On les préfère aux autocars, dont les conducteurs, trop souvent, cajolent au volant une carrière rentrée de champion automobile.

J. B.



Extrait d'une *Dissertation sur le royaume de Siam* réimprimée à Bangkok en 1984 par Chalermnit/DD Books, à partir d'un original datant des « *alentours de 1688* ».

L'orchidée volante

EN Asie, l'histoire est connue. La jeune compagnie aérienne nationale de Thaïlande – elle vient tout juste de *fêter son vingt-cinquième anniversaire* – est devenue le meilleur ambassadeur du royaume à l'étranger. La qualité des services à bord est même *considérée comme l'une* des toutes premières au monde. Depuis vingt ans, Thai Airways International est demeurée bénéficiaire *chaque année, même quand* les hausses brutales du pétrole ont provisoirement rétréci un marché sur lequel la concurrence internationale est vive.

Depuis l'ouverture, en mai 1960, des premières liaisons régionales, la compagnie a constitue un réseau qui couvre, aujourd'hui, *l'Europe occidentale, le Proche-Orient*, le Pacifique, avec également des vols jusqu'à Seattle et Dallas aux Etats-Unis. Sa flotte est constituée de douze Airbus A-300-84, de trois DC-10, de six Boeing-747 et *de deux DC-8. Pour prendre un* exemple, Paris est actuellement relié à Bangkok par trois vols hebdomadaires, dont un direct, qui met les deux capitales à douze heures seulement de distance.

Ce succès, assez *exceptionnel*, est sous-tendu par le boom touristique que connaît la Thaïlande. Bangkok *s'est également équipée pour* devenir un centre important de rencontres internationales.

Thai AI emploie actuellement une dizaine de milliers de per*sonnes*. Les 15 % de parts détenues, au départ, par SAS (Scandinavian Airlines System) ont été rachetées, en 1977, par l'Etat thaïlandais, *seul propriétaire de la compagnie*. L'an passé, ses avions ont transporté plus de 2,6 millions de passagers, un trafic en augmenta*tion de 5,2 % per rapport à l'année précédente*. Elle vient d'inaugurer un centre ultra-moderne d'entretien de ses appareils à l'aéroport de Dong-Muang-Bangkok, de créer *trois liaisons hebdomadaires* entre la capitale thaïlandaise et l'émirat de Brunei, et de décider de commander quatre Airbus A300-600, *ce qui la dotera de la flotte* la plus importante en service sur des lignes régionales.

La direction de la compagnie ne manque pas d'ambitions. Elle table sur sept millions de visiteurs en *Thaïlande au tournant du siècle* – soit 6,5 millions de passagers en ce qui la concerne – et projette, dans cette perspective de l'an 2000, de se doter d'une flotte de quinze Boeing-747 et de trente-cinq à quarante Airbus, ce qui, au passage, fera d'Airbus Industrie de loin son premier pourvoyeur en appareils.

Thai AI – dont l'emblème est *l'orchidée royale*, de couleur mauve – *est* l'un des symboles de la rapidité avec laquelle plusieurs Etats de l'Asie du Sud-Est deviennent des concurrents sérieux sur des mar*chés qui leur ont longtemps* échappé.

Étranger

RFA

L'étoile montante du socialisme allemand

En décembre prochain, les socialistes allemands devront désigner leur candidat à la chancellerie pour les élections générales de 1987. Jusqu'à une date récente, ils étaient bien embarrassés. Mais voici que, le 12 mai, le candidat du SPD, Johannes Rau, a taillé, dans le Land le plus peuplé du pays, des croupières aux chrétiens démocrates. Tous les espoirs lui sont permis...

De notre correspondant

Bonn. — « Frère Johannes » tiendrait, à première vue, davantage d'un curieux mélange de prêcheur presbytérien et d'Irlandais fort en gueule auquel on donnerait le Bon Dieu sans confession. Il en a la mâchoire carrée, le rire facile, la « descente » impressionnante et le cœur sur la main.

Champion des petites anecdotes, des bonnes blagues et des bocks de bière, le ministre-président de Rhénanie-du-Nord s'y entend fort bien également pour faire la lecture de la Bible et prêcher l'amour du prochain. Aussi déroutant pour ses adversaires politiques que pour ses amis, celui qui vient d'infliger au chancelier Kohl son plus cuisant revers depuis le changement de coalition gouvernementale à Bonn s'est aujourd'hui rué sur la scène politique nationale allemande.

Après son succès de dimanche dernier, l'investiture du Parti social-démocrate pour la course à la chancellerie en 1987 lui est grande ouverte. Elle est inévitable, reconnaît un député social-démocrate de la gauche du SPD, tout en constatant qu'il n'a pris partie dans aucun des grands débats qui ont secoué sa formation au cours des quinze dernières années.

A peine remis de ses déchirements sur la politique économique et sociale du chancelier Schmidt, sur les missiles, sur l'intégration dans l'OTAN, sur la collaboration avec les Verts, le parti social-démocrate s'offre, sans broncher, à un homme qui est tout juste du sérail et qui a une sainte horreur des grandes théories politiques. Il est vrai que l'autre candidat possible, Hans-Jochen Vogel, chef du groupe parlementaire et vice-président, comme Johannes Rau, du SPD, manque singulièrement de charisme, malgré des qualités intellectuelles indéniables. Quant aux jeunes loups, comme Oskar Lafontaine, élu brillamment lui-aussi, il y a deux mois, ministre-président de Sarre, ils n'ont pas encore fini de faire leurs classes. En attendant de savoir quelle sera la décision de l'intéressé lui-même, le parti reconnaissant savoure la joie d'avoir retrouvé un « gagneur », et on le comprend.

Les années itinérantes

Né à Wuppertal en 1931, fils d'un pasteur protestant, le jeune Johannes Rau ne perdra pas trop de temps à user ses fonds de culotte sur les bancs universitaires. A peine sorti de l'école, on l'envoie s'initier aux choses de la vie comme représentant dans une maison d'édition appartenant, bien sûr, à l'Eglise protestante allemande. C'est là son premier contact avec le pays profond, dont il parcourt en quelques années les moindres recoins.

Ces années itinérantes sont les premiers pas de Rau en politique. Déjà très actif dans l'Eglise locale — il est aujourd'hui membre du synode de l'Eglise évangélique. — le jeune représentant a vingt-deux ans quand il se lie d'amitié, au hasard d'une rencontre, avec Gustav Heinemann. Le futur président de la République fédérale tente à cette époque de faire vivre le « Parti populaire pour l'ensemble de l'Allemagne », créé en 1952 pour lutter contre le réarmement en faveur de la réunification. Heinemann avait participé en 1934, au synode de Barmen, à la création de l'Eglise confessante, aile de l'Eglise évangélique opposée au nazisme.

Après la guerre, il avait tout d'abord adhéré à la CDU, mais était surtout connu pour son rôle important dans l'Eglise protestante, dont il préside le synode de 1939 à 1955. En 1957, après l'échec du Parti populaire, il rejoint finalement le SPD, entraînant Johannes Rau dans ses bagages.

La nouvelle recrue du Parti social démocrate doit au départ s'adapter à un monde complexe où il ne se sent qu'à moitié à l'aise face à l'ouvriérisme ambiant et au goût pour les grandes théories idéalistes. Cela ne l'empêche pas de gravir peu à peu les échelons du SPD local, d'abord comme chef des Jeunesses socialistes, puis comme membre du conseil municipal, et enfin comme maire de Wuppertal. « Rau », se souvient un de ses contemporains, *« avait alors une image très différente de maintenant »*.


Johannes Rau.

DAULLÉ

C'est un gestionnaire clairvoyant, qui dote sa ville d'une université et crée de toutes pièces une vie culturelle animée. Ce qui lui vaut, en 1970, d'être appelé par le ministre-président Heinz Kühn comme ministre de l'éducation et de la culture de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à Düsseldorf. Il y joue un rôle important en développant le secteur universitaire, et lorsque Kühn démissionne en 1978, il est l'un des trois candidats à la succession. Il l'emporte de justesse sur l'ami de ses débuts, Posser, à la suite d'un discours remarqué sur l'avenir du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW).

Deux ans plus tard, lors de la première échéance électorale, il bénéficie de la proximité des élections législatives fédérales, où le candidat de la droite à la chancellerie, Franz Joseph Strauss, fait figure d'épouvantail. Le SPD réussit son meilleur score en NRW, et conquiert, avec 48,4 % des voix, sinon la majorité des voix, du moins celle des sièges au parlement régional.

A quarante-neuf ans, voici ce quasi-inconnu de la scène politique nationale confirmé comme étoile montante de son parti, mais avec la tâche peu envieuse de gérer en pleine crise économique, un Land dont les industries traditionnelles sont en perte de vitesse. Les restructurations qui s'imposent dans tous les secteurs dominants (acier, charbonnages, chimie) provoquent un chômage massif difficilement évitable dans un premier temps. La tentation est grande, aussi bien pour le gouvernement de Düsseldorf que pour les syndicats et les grandes firmes traditionnelles comme Krupp, Thyssen et autres, de retarder les échéances à coups de millions de deutschemarks de subventions.

Mais c'est créer du même coup un déficit des finances régionales de plus en plus difficile à maîtriser, sans pour autant résoudre la quadrature du cercle. La croissance économique régionale, surtout en Ruhr, traîne loin derrière le niveau national, et les industries modernes, attirées par le Sud, boudent ce qui avait été le cœur industriel de l'Allemagne.

Contraint par les événements, talonnée par la poussée écologiste, qui, là aussi, commence à se faire de plus en plus sentir, Johannes Rau se doit de réagir, et rapidement. C'est ce qu'il fera — tardivement, affirment ses adversaires — en lançant toute une série de programmes en matière d'environnement et d'aides aux petites et moyennes entreprises pour leur permettre de prendre le train de la modernisation. Il n'y a pas de miracle. Alors que les États du Sud, portés par leurs industries performantes, affirment leur prétention à prendre la tête du renouveau industriel allemand, les villes de la Ruhr, bastion traditionnel du Parti social-démocrate, continuent de ployer sous un chômage qui atteint 17 % pour certaines d'entre elles. Mais l'impulsion est donnée, et Johannes Rau, faute de mieux, réussit à faire partager son optimisme naturel à ses concitoyens.

Le « système Rau » reste pour beaucoup un mystère. Le ministre-président de la NRW ne brille pas spécialement par une pensée politique originale, ni par des dons de chef. On s'est toujours demandé comment il trouvait le temps de diriger son gouvernement entre deux tournées électorales, ses collaborateurs, généralement bien choisis, assurant que leur patron s'entend à dynamiser une équipe sans intervenir de manière autoritaire à tout moment. Son rôle est essentiellement de mettre de l'huile dans les rouages et de faire en sorte que les sacrifices et les efforts nécessaires soient bien compris de tous.

Un message très simple

Le message politique est d'une simplicité à toute épreuve : plus de justice sociale, plus de solidarité et pour le reste, savoir profiter de la vie. Il est inutile de chercher à entamer avec Johannes Rau une grande discussion idéologique. Celui qui s'y risque a vite fait de se retrouver attablé devant une chope, écoutant la dernière « bien bonne » d'un répertoire impressionnant. Un voyage avec Johannes Rau est la meilleure école possible pour apprendre, à défaut d'autre chose, à jouer au skat, cher aux arrière-bistrots allemands. « Frère Johannes » tient d'ailleurs table ouverte dans sa taverne préférée de Wuppertal, où il continue de résider avec sa famille, et ne se prive pas de le faire savoir. Ce n'est pas lui que le protocole encombre, et ses gardes du corps ont parfois du mal à le suivre à la trace.

Son mariage, il y a trois ans, avec la petite-fille de Gustav Heinemann, Christine, docteur en sciences politiques, de vingt-six ans sa cadette, a été un événement au pays. Les gazettes s'en donnent depuis à cœur joie, et c'est en père comblé et rayonnant de deux beaux bébés que Johannes Rau a, ce printemps, battu la campagne pour sa réélection. *« Comment voulez-vous mener un combat politique quand deux bébés servent d'argument électoral ? »*, maugréait au lendemain de l'élection le président du Parti libéral, Martin Bangemann.

Ses adversaires, dépités, ont dû, pour expliquer leur défaite, lui reconnaître ce titre de « père du peuple » qui a déjà fait les succès d'un Franz Joseph Strauss en Bavière. Mais c'est un beau compliment dans un Land qui, lui, ne constitue pas une entité propre, et est un bric-à-brac de régions diverses, du Nord westphalien, avec ses grandes propriétés agricoles, au Sud rhénan et industriel, en passant par les bastions ouvriers de la Ruhr.

Ce succès est-il transposable à l'échelon national ? *Rien* ne dit que la magie de M. Rau en son pays aura autant d'effet ailleurs. Lui-même redoute, dit-on, de se risquer dans une capitale fédérale où il ne s'est jamais senti à l'aise. Sans doute s'est-il formé à d'autres responsabilités, comme président du Bundesrat, la deuxième chambre du Parlement, ou en se rendant à l'étranger, comme cette année à Berlin-Est et à Washington, où il a été reçu au plus niveau.

La gestion du premier Land allemand, avec ses dix-sept millions d'habitants et ses quelque vingt mille entreprises, donne de solides lettres de créance pour gouverner tout le pays. Mais les pièges du débat politique national ne sont pas ceux de Düsseldorf. L'ancien gouverneur du Land de Rhénanie-Palatinat, Helmut Kohl, en a fait lui-même la douloureuse expérience à la chancellerie. Dans des registres différents, les deux hommes ont un même sens du public. La perspective de leur affrontement en 1987 promet « du spectacle », à défaut d'une très haute tenue politique.

HENRI DE BRESSON.

CAMEROUN

Loup de mer en eau douce

Plusieurs Etats d'Afrique noire, Côte-d'Ivoire en tête, se sont dotés d'une marine marchande importante. Tous ne disposent pas, pour mettre le sac à bord, de loups de mer et de fleuve aussi qualifiés que celui-ci.

De notre envoyé spécial

Garoua. — Certains l'appellent « Mon Commandant ». M. Dong-A-Ngon Ambroise, « chef de la circonscription maritime et fluviale » pour les trois provinces du Nord, « chargé des immatriculations des engins flottants », sait bien qu'il n'a aucun droit à ce titre, mais allez expliquer cela aux gens ! Pour tout le monde, en l'absence du « vrai » commandant, il est le « Commandant » et, après tout... M. Dong-A-Ngon Ambroise a posé son sac dans bien des ports avant de venir se « reposer un peu » à Garoua. Douala d'abord, où il a « appris à naviguer », puis Concarneau, en 1970, à l'école des patrons de pêche, puis Saint-Malo et Lorient, comme matelot, Douala à nouveau, en 1971, Bordeaux enfin, en 1973, pour un stage à l'administration des affaires maritimes d'où il repartira avec le diplôme de lieutenant de pêche.

Chef de circonscription maritime à Douala, de 1974 à 1977 — *« là, il y avait beaucoup de travail »*, — il prendra son poste de Garoua en octobre 1977. Depuis, il n'a pas bougé. Il y a une raison majeure qui explique le visible spleen de M. Dong-A-Ngon Ambroise : la Bénoué est à sec et le port de Garoua s'est figé dans l'attente.

L'air, ici, est immobile, ouaté. Sur le grand pont qui enjambe la Bénoué, des files de camions s'écoulent lentement vers le sud, vers Ngaoundéré, transportant le coton, la richesse de la province du Nord. Le spectacle de carte postale qu'offre ce pont est immuable, avec ces hommes et ces femmes dont les silhouettes se découpent sur l'horizon, et qui marchent, toujours, les femmes surtout avec leurs paquets posés sur la tête, raidies et lentes. L'écho de leurs voix parvient de loin en loin sur les quais du port. En face, de l'autre côté du fleuve, la brousse. La sécheresse a troué le lit du fleuve d'îlots herbeux et les grands échassiers avancent, comme au ralenti, dans l'eau si peu profonde. Une fumée monte toute droite dans l'air chaud, une pirogue glisse à peine, des femmes lavent du linge là où, deux ans plus tôt, des bateaux accostaient. Sur la droite, près du quartier Swari, à environ 1 kilomètre, on distingue dans la brume des réservoirs pétroliers.

Une période florissante

« *Avant la guerre* (celle du Biafra, en 1967), *il y avait même des petits pétroliers nigérians. Il y a deux ans, il y avait seize barges et sept remorqueurs. Un seul remorqueur pouvait pousser trois barges, de 646 tonneaux chacune et de 55 mètres de long. En tout, un convoi pouvait atteindre 200 mètres de long. Et il ne fallait que six hommes à bord !* » Et même si la voie ferrée qui, en 1972, a relié Garoua à Ngaoundéré, a considérablement réduit l'activité fluviale, le « quatrième port camerounais » constituait encore, il y a peu, un pôle de désenclavement non négligeable, à la fois pour le Cameroun et le Tchad.

Dès la fin du dix-neuvième siècle, le réseau fluvial Niger-Bénoué a été utilisé par les colonisateurs allemands, puis français. Les arachides du Nord-Cameroun et le coton tchadien empruntèrent le fleuve, au départ de Garoua, jusqu'aux ports du delta du Niger, Warri et Burutu et, plus tard, Port-Harcourt. Le voyage, long de 1 500 kilomètres (avec une faible dénivelée tout au long du parcours), se faisait à l'origine par des vapeurs avec roues à aubes puis, par la suite, par des remorqueurs à vapeur, enfin par des pousseurs Diesel. Les délais furent, dès lors, ramenés de cinq à trois semaines. Faible jusqu'en 1930, l'activité du port a nettement augmenté jusqu'en 1966. Ainsi, en 1964 (année record), 30 422 tonnes sont exportées, contre 33711 tonnes de marchandises importées (ciment, sel, hydrocarbures, engrais, aliments divers). Cette période florissante s'interrompt en 1967, et le trafic devient presque nul jusqu'en 1970. L'arachide emprunte alors la voie routière, à travers le Cameroun et, de 1970 à 1980, le fret se limite au coton et aux engrais. Peu à peu, la Sodécoton (société camerounaise), laissera sa place à son homologue tchadienne, la Coton Tchad, préférant utiliser la voie ferrée transcamerounaise.

L'utilisation de la voie d'eau était en effet limitée dans le temps. Pendant la saison des pluies, les crues de la Bénoué permettent — théoriquement — la navigation de la mi-juillet à la mi-octobre. Mais l'irrégularité des pluies et la rapidité de la décrue, raccourcissent cette période à Garoua, à un peu plus de deux mois (mi-août-mi octobre). Or le coton et l'arachide sont récoltés environ six mois avant la période de pleines eaux du port ! Le barrage hydro-électrique de Lagdo, situé à une cinquantaine de kilomètres en amont et dont une seule des trois turbines fonctionne encore, devrait permettre une régularisation du flux.

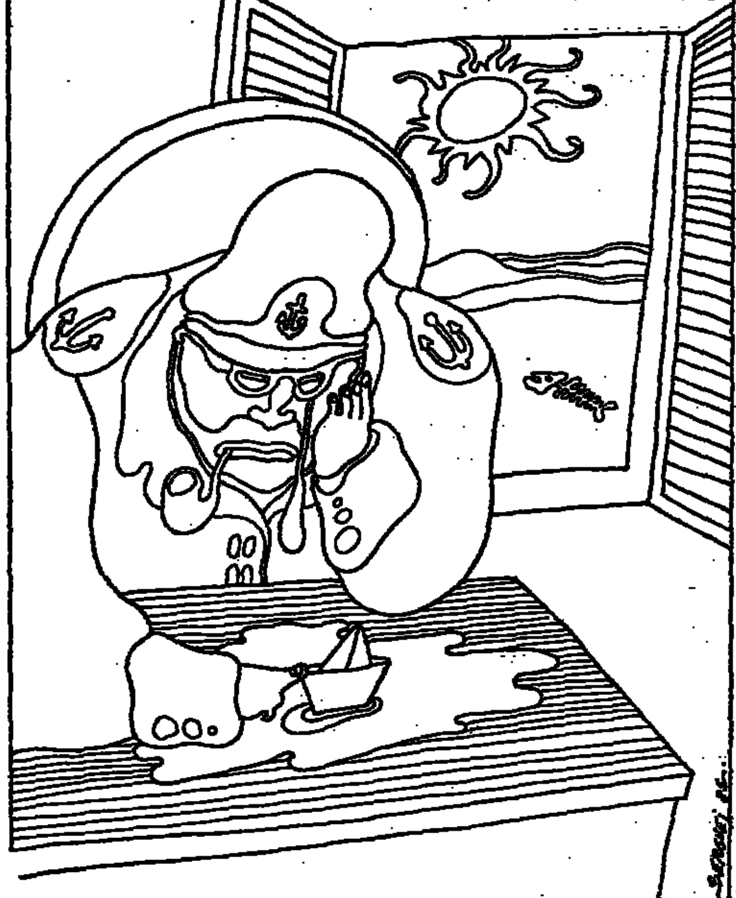
Mais, depuis 1983, la Bénoué meurt lentement, pour cause de sécheresse. Cette année-là, 6 000 tonnes d'engrais auraient dû « monter » du Nigéria et 6 000 tonnes de tourteaux de coton devaient « descendre ». Le trafic s'est arrêté complètement après qu'une barge fut restée à sec. Dans le passé, il n'était pas rare que les barges restent au quai d'une saison sur l'autre, ainsi que les marchandises. Le niveau de l'eau pouvant atteindre la cote d'alerte en une nuit, les remorqueurs étaient souvent contraints de s'enfuir précipitamment !

Les quais, longs de 256 mètres, sont aujourd'hui déserts et aucun câble n'entrave plus les onze grosses bittes d'amarrage qui sont scellées dans le ciment. Lors des années « historiques », près de mille personnes — pour la plupart des saisonniers — s'affairaient sur le port, transportant les marchandises des entrepôts aux barges. L'échelle de profondeur, le long du quai, a les pieds à sec, dix mètres plus bas. Les quais se prolongent par un terre-plein (13 000 m^2 avaient été aménagés lors de la modernisation du port, en 1947-1948), où se dressent huit hangars.

« C'est presque un océan »

Quelques-uns d'entre eux abritent des balles de coton qui sont entreposées là avant d'être acheminées par la route jusqu'à Ngaoundéré. Dans un autre, une petite vedette à moteur achève de pourrir. La « belle époque », c'était aussi celle des piroguiers : à bord de leurs embarcations à moteur, ils remontaient le fleuve, de Yola (au Nigéria) à Garoua, se livrant à un fructueux trafic de contrebande. Avec une seule chaloupe, le service des douanes ne pouvait, la plupart du temps, que fermer les yeux.

Dans son bureau encombré de dossiers poussiéreux, de quelques avirons et d'un moteur hors-bord, le « commandant » souligne que son rôle consiste « *à faire la police de la navigation : la pêche et la réglementation* ». Il exerce notamment ses responsabilités sur le réservoir du barrage de Lagdo. Là, « *c'est presque un océan* » et il y a « *plus de cinquante pirogues à moteur* ». En plus, « *nous avons une « plaisance » qui est en train de se constituer, avec plus de dix bateaux* ». Ceux-ci appartiennent aux « *expatriés* », les Camerounais, eux, préférant « *pêcher des capitaines de vingt kilos* »...

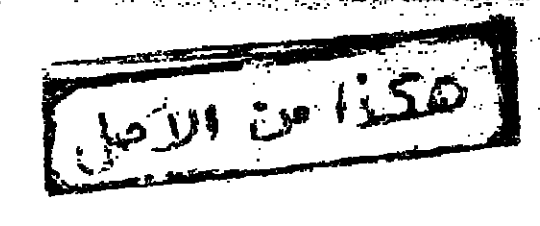

SERGUEI

Le « commandant » contrôle aussi les rivières, comme le Dyerem, qui se jette dans le réservoir de M'Bakaou, au sud-ouest de Ngaoundéré. Au nord, sa circonscription s'étend jusqu'au lac Tchad, et à l'est au Logone, dans la retenue de Maga, on expérimente l'élevage de capitaines. Le « commandant » se déplace régulièrement dans toute la zone dont il a la charge, vérifiant que les pêcheurs ont bien acquitté les 5 000 francs CFA (1) de leur permis annuel, et n'hésitant pas parfois à transporter son Zodiac, du moins quand il n'a pas prêté celui-ci au service des douanes... La flotte camerounaise s'est aujourd'hui repliée de l'autre côté de la frontière. C'est, en quelque sorte, un « retour aux sources », puisque avant 1967 tous les bateaux étaient immatriculés au Nigéria. C'est la guerre qui a convaincu les Camerounais de créer un service de la marine marchande et de « camerouniser » leurs bateaux.

M. Dong-A-Ngon Ambroise, bien qu'ayant encore un travail « *très important* » à faire, éprouve quelque nostalgie à contempler ses quais désertés. Il y a un si long chemin de Concarneau à Garoua...

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 franc CFA vaut 0,02 franc français.



هكذا من الأصل

France

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Forni précise le calendrier d'examen du plan gouvernemental

De notre correspondant

Nouméa. – M. Raymond Forni, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a terminé samedi 18 mai un séjour de trente-six heures en Nouvelle-Calédonie, au cours duquel il a multiplié les contacts politiques avec les élus du territoire ; avant son départ pour Nouméa, M. Forni avait déjà rencontré, à Paris, le député RPR M. Jacques Lafleur, et il devrait s'entretenir avec le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, au début de cette semaine.

Le but de ce bref passage en Nouvelle-Calédonie était, selon M. Forni, « *de présenter à l'Assemblée nationale une vue aussi complète et objective que possible de la situation sur le territoire. Mon intention consiste à améliorer ce statut temporaire chaque fois que cela est possible, en fonction de ce qui m'aura été dit, et d'y apporter les amendements qui semblent aujourd'hui s'imposer, tout en respectant son objectif politique initial* ». M. Forni n'a pas voulu s'étendre sur le contenu des amendements qu'il envisage, mais une extension des prérogatives des conseils régionaux coutumiers pourrait être envisagée. Ces conseils pourraient avoir la possibilité de se regrouper à l'échelon territorial.

Sur l'épineuse et décisive question du découpage en quatre régions, la position défendue par M. Forni est claire : « *Il n'y a pas de solution idéale possible dans un territoire où la caractéristique essentielle est le regroupement de l'immense majorité de la population sur une seule ville ; compte tenu de l'étendue de ce territoire, il est clair que tout découpage est arbitraire et que toute représentation contient à l'évidence des disparités. Ce projet a toutefois le mérite de reprendre à la fois certaines propositions formulées par le FLNKS et aussi celles de M. Ukeiwé sur la régionalisation.* » Sur le nombre de sièges attribués à chaque région, M. Forni a indiqué qu'il n'avait été saisi d'aucune demande concernant la modification de la représentativité de chaque région au sein du congrès.

Répondant aux souhaits exprimés par les élus du RPCR sur la régularité des élections, M. Forni a précisé qu'il proposerait un dépouillement de vote non pas à l'échelle des communes, mais au niveau de la région, cela afin de garantir « *les conditions de légalité, de démocratie et de respect de l'expression du suffrage universel* ».

Le député du Territoire de Belfort a tenu aussi à rendre un hommage appuyé au travail réalisé par le délégué du gouvernement, M. Edgard Pisani : « *Il a mis à plat une situation extrêmement complexe et, malgré les difficultés qu'il peut rencontrer aujourd'hui dans le cadre de sa mission, il a permis au gouvernement et à sa majorité d'avoir une vision complète d'une situation particulièrement difficile à cerner. Et, avant même que le projet de loi soit voté, M. Pisani a préparé toute une série d'ordonnances qui seront prises immédiatement après le vote du Parlement, lequel interviendra, je pense, avant la fin du mois de juin.* »

M. Pisani à Paris

M. Forni a d'ailleurs donné quelques précisions sur le calendrier d'examen du projet de loi. « *Nous souhaitons respecter l'opinion qui sera émise par l'Assemblée territoriale* », a-t-il souligné. Il faut donc pour cela que le législatif local, désormais contrôlé en totalité par le RPCR, ait rendu son avis avant le 29 mai. Des assurances ont, semble-t-il, été données dans ce sens à M. Forni par le président de l'Assemblée territoriale, M. Jean Lèques. L'administration centrale apprécie en tout cas le souci de rigueur manifesté par les membres de la commission spéciale de l'assemblée locale, chargée de l'examen du projet de loi. Cette attitude n'est pas sans rapport avec l'évolution de l'approche des parlementaires de l'opposition nationale sur le dossier calédonien, comme semble l'avoir constaté M. Forni.

Mardi 21 mai, a-t-il précisé, le premier ministre, M. Fabius, sera entendu par la commission des lois qui examinera ensuite les conclusions de son rapporteur ainsi que les amendements qu'il suggèrera. Et le 28 mai, débutera l'examen par l'Assemblée nationale, du projet qui sera défendu par M. Fabius. Après cela, le texte sera examiné par le Sénat, « *en souhaitant vivement*, a indiqué M. Forni, *qu'il ne complique pas plus les choses qu'il ne l'a déjà fait jusqu'à présent...* »

Parallèlement, M. Pisani sera à Paris dès la fin de la semaine prochaine pour étudier avec le premier ministre le contenu des ordonnances qui suivront immédiatement le vote du Parlement.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

DEVANT LA SECTION EUROPÉENNE DU CONGRÈS JUIF

M. Chirac : la lutte contre le terrorisme doit être « centralisée » et « spécifique »

De notre correspondant

Strasbourg. – M. Jacques Chirac a déclaré, le vendredi 17 mai, devant l'assemblée du Congrès juif mondial (CJM) - Europe, qu'il est primordial, pour lutter contre le terrorisme en France, « *d'instituer une procédure de poursuite et d'instruction centralisée et spécifique, seule capable de pouvoir s'attaquer efficacement aux réseaux terroristes* », sous l'autorité du premier ministre. Il conviendra ensuite, selon M. Chirac, d'inclure dans le code pénal un article spécial incriminant le terrorisme et des dispositions permettant de favoriser les terroristes « repentis ».

L'ancien premier ministre, qui intervenait dans un débat sur les droits de l'homme et sur la lutte contre le terrorisme en Europe a évoqué la « *sagesse commune* » et la « *morale universelle (...) propres à s'imposer aux tenants des oppressions de toute nature* ». « *C'est au nom de cette sagesse (...) que j'ai refusé tout contact avec les éléments extrémistes de ce pays* », a précisé le président du RPR. M. Chirac souhaite que la France ratifie la convention européenne d'extradition, ainsi que celle qui porte sur la répression du terrorisme, et qu'elle demande, s'il le faut, à « *renégocier celles-ci (...) en vue de créer un espace judiciaire européen* ».

Le discours de M. Chirac a été un temps fort des travaux du CJM-Europe, ouvert jeudi soir *le Monde* du 18 mai). Les quelque deux cents délégués d'Europe de l'Ouest et de l'Est avaient entendu, auparavant, M. Jean Gol, ministre belge de la justice, annoncer la réunion des dix ministres européens de la justice et des dix ministres de l'intérieur, les 20 et 21 juin prochain à Rome, sur ce dossier de l'espace judiciaire européen. La position de M. Robert Badinter – qui préfère à la convention d'extradition la création d'une cour pénale européenne – est une « *fuite en avant* », a dit M. Gol, qui espère voir les points de vue se rapprocher rapidement. M. Olivier Stirn, député du Calvados, président de l'Union centriste et républicaine, a suggéré, pour sa part, la nomination d'un ministre européen des droits de l'homme, pour tenter d'unifier les législations et tenir le rôle de porte-parole moral de l'Europe dans ce domaine.

Les travaux du CJM-Europe ont surtout porté sur les rapports entre les différentes communautés juives dans le monde, sur la situation internationale et sur la position de l'Etat d'Israël. L'unanimité n'est pas acquise, si l'on en croit les propos de M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Le CRIF, selon M. Klein, n'est pas membre du CJM, ni de la branche européenne de celui-ci « *pour ne pas avoir l'impression d'être entraîné dans des prises de positions politiques auxquelles il n'adhérerait pas* ».

L'assemblée a fait l'inventaire de situation des communautés juives, notamment celles de l'Europe de l'Est, largement représentées, à l'exception de celle de l'Union soviétique. La situation des juifs syriens a aussi été évoquée, ces cinq mille personnes formant « *une communauté-otage, soumise à un lent pogrome* », a déclaré M. Edmond Mechali, membre du Comité international pour la liberté des juifs de Syrie.

Enfin, le congrès est revenu plusieurs fois sur le thème de la « guerre des étoiles ». Quarante ans après la fin de la seconde guerre mondiale, « *nous, les juifs, pouvons être un pont pour aider le monde à parvenir à une entente* », a dit M. Desider Galsky, représentant la communauté de Tchécoslovaquie.

JACQUES FORTIER.

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS SOCIALISTE

La direction du parti fait obstacle à la diffusion de la contribution « trans-courants »

Les auteurs de la contribution dite « trans-courants », présentée, en vue du congrès de leur parti, par des socialistes se situant dans des tendances différentes (*le Monde* du 16 mai), se voient opposer des difficultés administratives par la direction du parti.

Au cours de la réunion du bureau exécutif du PS, le 15 mai, M. Lionel Jospin a fait observer que M. Alain Hautecœur, membre du comité directeur, dont la signature devait rendre possible la prise en considération de cette contribution comme nationale et sa publication dans l'organe interne du PS, *le Poing et la rose*, n'avait pas indiqué, lors de la réunion du comité directeur, le 11 mai, son intention de déposer un texte. M. Jospin a relevé, surtout, que M. Hautecœur, membre du courant Mauroy, est déjà signataire de la contribution déposée par celui-ci.

M. Hautecœur a décidé, en conséquence, le vendredi 17 mai, de retirer sa signature de la contribution « trans-courants », afin d'éviter que le courant Mauroy ne paraisse, à travers lui, impliqué dans cette initiative. Faute d'un compromis avec la direction du parti, les auteurs de la contribution devront se charger eux-mêmes de la diffusion de leur texte, qui sera réduite par rapport à celle des cinq contributions nationales. Parmi celles-ci, la contribution des néo-rocardiens du courant AGIRS a aussi valu à ses auteurs un rappel à l'ordre de M. Jospin, en raison de sa longueur.

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, a présenté au bureau exécutif un premier rapport du groupe de travail chargé de la préparation des listes du PS pour les élections législatives. Dans le projet, proposé par M. Jean Poperen, les commissions exécutives fédérales (CEF) – c'est-à-dire la majorité au sein de celles-ci – joueraient un rôle prépondérant dans la composition des listes.

Les rocardiens souhaitent que l'avis des militants, appelés à voter sur les propositions des CEF, soit davantage pris en compte en cas de désaccord au sein de celles-ci. Il a été décidé que le groupe de travail va procéder à un examen de la situation dans chaque département, avant que ne soit arrêtée la procédure qui sera appliquée pour désigner les candidats.

P. J.

● *M. Michel Poniatowski* a déclaré vendredi 17 mai à Paris : « *François Mitterrand nous a bassiné pendant deux ans avec la politique en Europe. Il a lamentablement échoué dans son entreprise européenne. Il vient de nous brouiller avec l'Allemagne. L'objet de la politique étrangère n'est pas de parler avec arrogance, mais de ménager l'intérêt de la France.* »

● *Le RPR :* L'« irresponsabilité » *du gouvernement.* – Le RPR a dénoncé vendredi soir 17 mai, dans une déclaration « *la politique européenne irresponsable du gouvernement qui a accepté la remise en cause de l'acquis de la politique agricole commune* ».

« *Les concessions, sans aucune contrepartie auxquelles depuis deux ans a consenti le gouvernement français en matière de politique agricole commune, n'auront servi à rien* », est-il écrit dans le texte du RPR, pour qui « *les intérêts agricoles essentiels de la France sont, une nouvelle fois, sacrifiés* ».

Le RPR « *s'indigne du peu de réactions des plus hauts responsables gouvernementaux devant une dégradation aussi inquiétante de la position européenne et internationale de la France* ».

● *L'élection cantonale de la Seyne-Nord est annulée.* – Le tribunal administratif de Nice s'est prononcé, vendredi 17 mai, pour l'annulation du scrutin des 10 et 17 mars dernier dans le canton de la Seyne-Nord (Var).

Au second tour, M. Charles Scaglia, UDF-PR, n'avait devancé, M. Maurice Paul, PC, conseiller sortant que de cinq voix. L'examen des procès-verbaux et le décompte des bulletins de vote a fait apparaître que le nombre de ceux-ci dépassait de huit le nombre des suffrages exprimés recueillis par les deux candidats.

Le Conseil d'Etat a récemment annulé les élections municipales de La Seyne qui avaient été remportées par M. Scaglia en mars 1983 (*le Monde* du 8 mai).

M. BERTRAND DELANOE

« Mickey » devenu grand

Quand il était petit, à Bizerte, on l'appelait « Mickey », l'espiègle qui n'a pas peur des gros. Le sobriquet s'est perdu en route, depuis que Bertrand Delanoë, aujourd'hui député de Paris et membre du secrétariat national du Parti socialiste, a quitté la Tunisie à quatorze ans (en 1964) pour l'Aveyron, puis pour Paris. On ne l'appelle plus « Mickey » – ce serait désastreux, – mais, au fond il lui en est resté quelque chose.

Longtemps, il a été considéré comme un petit garçon vite monté en graine mais qui ne s'intégrerait pas de sitôt dans le monde des grands, celui des gens sérieux, des « gros bras », voire des « tueurs » de la politique.

Brillant, ambitieux, cabochard, travailleur quand il le faut mais dilettante le reste du temps, un peu tendre encore : la chanson a duré onze ans, du jour où il a adhéré au Parti socialiste, fin 1972, après la signature du programme commun, jusqu'au congrès de Bourg-en-Bresse, en 1983 lorsqu'il a été chargé des fédérations au secrétariat du PS, par Lionel Jospin. On s'est aperçu alors que le petit « Mickey », mine de rien, était devenu grand ; que Lionel Jospin tenait là un homme de confiance au poste-clé qui permet de contrôler le parti ; que Bertrand Delanoë est un organisateur, et que le PS en avait besoin, que ses apparentes fantaisies et son « look dandy » tempèrent l'austérité du premier secrétaire, que ses colères célèbres au Parti socialiste ne sont pas que des caprices. Et l'on passe, peu à peu, sur le reste : sa hantise obsessionnelle du complot – il voit des « méchants » partout –, ce mélange agaçant de séduction et de brutalité, la forfanterie de ceux qui éprouvent, plus que la moyenne, le besoin d'être reconnus

Si, à trente-cinq ans, il est le numéro trois du Parti socialiste – hiérarchie informelle et publiquement démentie par l'intéressé, – député de Paris et conseiller municipal de la capitale, ce n'est pas tout à fait par hassard ou parce que cette carrière lui aurait été offerte sur un plateau. Bertrand



SZLAKMANN

Delanoë s'est battu flamberge au vent et a gagné au prix de quelques plaies et bosses. La politique, ce n'est pas un cadeau.

Dans la famille, à Bizerte – ascendances franco-italienne par son père, issu d'une lignée de marins malouins, anglaise par sa mère, – on le voyait, ce cadet, diplomate ou avocat. Pas franchement politique en tout cas, ce petit chanteur à la croix de bois, sofiste soprano, élevé chez les bonnes sœurs et les curés, à l'exception d'un an au lycée – « *une année de bonheur* » – certainement pas socialiste, de toute façon, ce jeune homme issu d'un milieu conservateur qui regardait comme « *un film de cow-boy* » la bataille de Bizerte – à plat ventre, par la fente d'un store, avec l'avenue de France en enfilade, – les paras, les drapeaux et – bouleversé quand même – les jeunes gens qui tombaient.

Eh bien, si ! il s'engage en politique, et socialiste encore ! Un sentiment d'injustice, d'abord, à Bizerte. Puis, le Mitterrand du second tour de l'élection présidentielle de 1965 (il avait eu un faible pour Lecanuet au premier tour ; mai 1968, pendant l'année du bac, à Rodez ; une sorte de sympathie intellectuelle pour le PSU dans les années 1969-1970.

Bertrand Delanoë n'a pas l'âme minoritaire. Le programme commun de 1972 enlève le morceau : il ira au Parti socialiste parce qu'il s'agit d'un parti de masse qui dispose d'une stratégie de pouvoir.

Un petit tour du côté du CERES de Jean-Pierre Chevènement – une seule réunion, sans suite, – puis du côté de Jean Poperen – une autre réunion, sans suite – et un stage de formation à Paris animé par Albert Gazier et Yvette Roudy. Bertrand Delanoë monte le même stage dans l'Aveyron, et il en fait des tonnes (campagne de presse, etc.). On lui envoie des « Parisiens » qui, alléchés, font affaire. Consigne est donnée à Bertrand Delanoë, vingt-trois ans d'âge et quelques mois de parti, de se débrouiller pour faire battre la direction molletiste de la Fédération à l'occasion du congrès de Grenoble. Aussitôt fait, et il devient patron de la fédération en juin 1973.

Sans doute se sent-il à l'étroit dans le département. Un an plus tard, pressé par une subite inspiration, il embarque son balluchon dans sa voiture, monte à Paris, s'y installe et devient cadre commercial dans une entreprise de produits chimiques. Le reste est encore tout neuf : François Mitterrand, alors premier secrétaire du PS l'installe en 1975 auprès de Louis Mermaz afin qu'il se charge du secteur entreprises. Puis il participe aux batailles internes de la fédération de Paris, travaille avec Lionel Jospin et François Mitterrand, devient conseiller de Paris en 1977, se fait faucher « sa » circonscription législative du XVIIIe arrondissement par Lionel Jospin en 1978. Ce dernier y sera battu, et les relations entre les deux hommes prendront un fâcheux départ.

Aujourd'hui, c'est, à entendre l'un ou l'autre, quasiment idyllique, bien que – forte tête pour forte tête – ordinairement conflictuel. Fidèle à François Mitterrand, Bertrand Delanoë est un fidèle de Lionel Jospin. Il ne risque pas – question de style – d'apparaître comme son décalque mais il souffre, aux yeux des observateurs extérieurs, de n'en être que le loyal serviteur et l'obligé. Loyal serviteur, certes, mais turbulent et parfois rebelle. Obligé, pas vraiment : Bertrand Delanoë s'est fait tout seul, au moins autant que, dans la dernière période, Lionel Jospin l'a fait.

Son avenir immédiat n'est pas du plus beau rose. Député de Paris, dans une circonscription probablement perdue au scrutin majoritaire, il sera broyé par la proportionnelle. Plus de place pour « Mickey ». Chercher ailleurs ? Sans doute, mais à condition, assure-t-il, de ne pas devenir un « député alimentaire ». C'est que le plaisir est essentiel, et que la politique en est un.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Propos et débats

M. Chirac : le sexe des anges

« Il faut maintenant revenir à la vérité par une victoire indiscutable de l'opposition aux prochaines élections législatives », *a déclaré M. Jacques Chirac, au cours d'un* « déjeuner républicain » *à Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin).*

Rappelant qu'une courte victoire d'une droite désunie permettrait à M. Mitterrand de « reprendre l'initiative », *le président du RPR a invité l'opposition à se préparer avec* « cohérence, solidité et solidarité » *à* « mettre un terme » *à l'expérience socialiste et à* « délaisser les discussions sur le sexe des anges ».

M. Barrot : non à la tiédeur

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, réaffirme, jeudi 16 mai, dans l'éditorial de Démocratie moderne *son hostilité à la cohabitation.* « Si, par impossible, un compromis intervenait, *écrit-il,* nous serions inévitablement condamnés aux demi-mesures politiques, à la tiédeur, au choix des hommes les moins gênants, c'est-à-dire souvent les moins efficaces. »

« Admettre la cohabitation comme une fatalité inéluctable, voire comme une issue crédible, *ajoute-t-il,* c'est dédouaner par avance le Président de la République. C'est se mettre en situation d'avoir un jour à supporter le discrédit qui s'attachera aux responsables d'une situation si néfaste pour le pays ». *Refusant toute confusion et tout compromis, M. Barrot invite donc les responsables de l'opposition à la clarté et à la prudence. Ceux-ci doivent, selon lui,* « éviter de tomber dans les pièges que vont leur tendre les médias en les mettant en demeure d'écrire à l'avance les scénarios de l'après 1986. En politique, comme dans l'art militaire, *souligne le secrétaire général du CDS,* en admettant qu'on arrête la stratégie longtemps à l'avance, elle doit rester secrète. »

Mons-en-Barœul : les immigrés aux urnes

(Suite de la première page.)

Cette fois, son objectif est simple : « *Donner le droit de vote et de représentation politique aux Monsois qui n'ont pu participer aux élections municipales.* » C'est-à-dire aux étrangers qui résident dans cette commune-dortoir de vingt-six mille habitants, endormie aux portes de Lille. Ce sont, dit le maire, des Monsois « *comme les autres* », qui paient des impôts mais « *n'ont pas leur mot à dire* ». Elire des représentants au conseil municipal leur permettra « *de mieux s'intégrer, d'enrichir la démocratie locale et de faire avancer les idées de solidarité* ». Ces représentants étrangers participeront aux séances du conseil et feront des propositions — on suspendra la séance chaque fois qu'ils prendront la parole pour ne pas violer la loi — mais, bien entendu, ils ne voteront pas.

Il a fallu d'abord recenser les étrangers de Mons. Pas question de recourir aux fichiers de police qui, d'ailleurs, ne sont pas fiables. On a donc utilisé les listes d'adresses des services de logement et d'animation. Le recensement de 1982 faisait apparaître un nombre de 2 008 étrangers à Mons, soit 7,6 % de la population (une proportion à peu près égale à celle de la France entière). Les communautés algérienne et marocaine représentent chacune 29 % du total, suivies par les réfugiés d'Asie du Sud-Est (15 %).

Quinze minutes d'antenne

Sur ces bases, le maire et ses collaborateurs ont établi « *une procédure respectant pleinement les traditions électorales françaises* ». Sont électeurs tous les étrangers âgés de plus de dix-huit ans, détenteurs d'un titre de séjour, n'ayant pas fait l'objet de condamnation pour délit ou crime, résident à Mons avant le 1er janvier 1985, susceptibles d'y payer les impôts locaux (ce qui laisse à l'écart les étudiants) et ne possédant pas, d'autre part, la nationalité française, soit sept cents à personnes.

Les intéressés ont été invités à s'inscrire sur les listes et à retirer une carte d'électeur sur laquelle est imprimée la déclaration des droits de l'homme. Au début, l'appel a reçu peu d'échos. En s'inscrivant, un certain nombre d'étrangers craignaient, semble-t-il, de déplaire à leur gouvernement. Mais le feu vert des amicales algérienne et marocaine les a rassurés. Finalement, quatre cent quatre-vingt-neuf personnes se sont inscrites, soit les deux tiers des électeurs potentiels, mais avec des taux variant de 80 % (les Marocains) à 5 % (les Turcs).

Pour éviter que les trois sièges à pourvoir reviennent à la communauté la plus nombreuse, les candidatures ont été réparties en trois colonnes sur le bulletin de vote : il faut obligatoirement choisir un Marocain, un Algérien et un Asiatique, qui, chacun, représenteront l'ensemble des étrangers. Parallèlement, pour associer les nationalités les moins nombreuses, seront élus des délégués de toutes les communautés qui prépareront, avec les représentants, les séances du conseil municipal.

Les candidatures n'ont pas manqué. Chez les Marocains en particulier, quatorze personnes se sont présentées. Il a fallu organiser des primaires pour les départager. Pas d'affichage public. En revanche, la mairie a imprimé et diffusé les programmes des dix candidats (trois Marocains, trois Algériens et quatre Asiatiques). Chacun d'eux a disposé d'un quart d'heure sur les ondes de Radio-Mons pour s'adresser aux électeurs.

« Une ville de cobayes »

Les clivages politiques n'apparaissent pas. Les électeurs ont surtout à choisir entre des « anciens » (installés à Mons depuis longtemps) et des « jeunes » (quelques étudiants). Tous de sexe masculin, à l'exception d'une Algérienne qui brigue un poste de délégué. Dans les programmes des candidats maghrébins figure en bonne place la création d'un lieu de culte. « *Un lieu de culte, mais pas une mosquée, pour ne pas effaroucher les gens* », explique M. Mustapha Rechdi, candidat marocain, père de trois enfants et mécanicien chez Peugeot. M. Pierre Nhunb Thepkaisone, candidat laotien, propose d'« *aider les personnes âgées de toutes nationalités à se rencontrer* », tandis que M. Tai Luc Trinh, candidat vietnamien, veut se battre notamment pour l'installation de vide-ordures dans certaines HLM pour qu'on ne jette plus des détritus « *par la fenêtre ou dans les dessertes d'escalier* ».

Les candidats ont invité leurs électeurs à ne pas voter dimanche entre 11 heures et 15 heures pour éviter tout incident avec le Front national. Ce parti avait recueilli 16,50 % des voix dans le secteur aux dernières élections cantonales. « *Mons-en-Barœul*, affirme-t-il dans ses tracts, *sert de ville-test ou de ballon d'essai, pour étendre ensuite à tout le pays cette procédure. Accepter celà, c'est consentir à ce que la France soit gouvernée par l'étranger.* »

Le RPR et le CDS ont demandé à leurs électeurs de ne pas participer à cette manifestation. Malgré leurs tracts vengeurs — « *Non, messieurs, Mons n'est pas une ville de cobayes* », — ils n'ont aucune intention d'opposer la politique de la chaise vide au conseil municipal. Leurs élus se pousseront un peu pour faire place à un Algérien, un Marocain et un Asiatique.

Il faut dire que Mons est une commune plutôt paisible. Si le petit vandalisme de la ville nouvelle est souvent attribué aux bandes de jeunes Maghrébins, la tension raciale n'y a jamais atteint les niveaux de Roubaix ou de Tourcoing. On peut tenter une expérience — « *lancer un gadget* » disent les adversaires de M. Wolf — sans mettre le feu aux poudres.

ROBERT SOLÉ.

POUR ACCÉLÉRER LE TRAFIC

La RATP veut accroître la répression contre les automobilistes stationnant dans les couloirs d'autobus

Coiffés de casquettes plates, vêtus de blousons gris et jaune, des chasseurs de voitures-ventouses vont faire leur apparition sur le bitume parisien, dès le retour des vacances d'été. Soixante inspecteurs de la RATP assermentés et en uniforme patrouilleront le long des artères les plus engorgées de la capitale : les grands boulevards, la rue du 4-Septembre et la rue Réaumur pour commencer. Leur mission : traquer impitoyablement les conducteurs qui stationnent dans les couloirs de bus (*le Monde* du 12 février). Décidément, après les décisions du préfet de police qui veut réprimer plus sévèrement le stationnement sauvage (*le Monde* du 9 mars), la vie des automobilistes parisiens va devenir difficile.

Si M. Claude Quin, le président de la RATP, a décidé de montrer lui aussi les dents, c'est que ses neuf mille cinq cents machinistes sont excédés, démoralisés, nerveusement à bout. Les conducteurs de la capitale ne respectent plus rien. Quarante mille d'entre eux se garent chaque jour dans les sacro-saints couloirs réservés aux bus. Les machinistes en trouvent devant leur capot dix par kilomètre. Dans ces conditions, mener un bus dans la jungle parisienne ressemble à un gymkhana et parfois même à une épreuve de stock-car.

Voilà pourtant vingt ans que les ingénieurs de la RATP luttent pied à pied pour obtenir que les pouvoirs publics parisiens mettent leurs actes en concordance avec leurs propos. Les élus responsables de l'aménagement des rues et les préfets de police qui ont la charge de la circulation affirment depuis des lustres qu'il faut privilégier les transports en commun.

Les bus, par exemple, assurent le tiers des déplacements journaliers à l'intérieur de la capitale. Aux heures de pointe, ils transportent 40 % des personnes qui rentrent dans leur arrondissement et cela en occupant 3 % de la chaussée.

Moins de dix kilomètres à l'heure

Pour les rendre plus attrayants, chacun convient qu'il faut diminuer l'attente aux arrêts et réduire les temps de parcours. Or, régularité et vitesse ne peuvent s'améliorer qu'en créant des couloirs réservés.

Depuis 1964, on a ainsi délimité sur la chaussée une centaine de kilomètres de voies exclusives. Les lignes de bus sont théoriquement protégées sur le cinquième de leur parcours. Mais on a vu ce qu'il en est réellement. Résultat : la vitesse moyenne des voitures de la RATP reste au-dessous de 10 kilomètres par heure, et la régularité des passages est un rêve. Exactement comme il y a vingt ans. Pour compenser, la régie est obligée de lancer cent véhicules supplémentaires aux heures de pointe. Facture : quarante millions de francs par an.

L'indiscipline des automobilistes a fait échouer l'opération « couloirs réservés » et elle a rendu partiellement inopérante la politique en faveur des transports en commun de surface.

Constatant que cette indiscipline est favorisée par l'effacement progressif de la police qui a « d'autres chats à fouetter », les transporteurs ont obtenu du Parlement, en 1971, le droit de dresser contravention. A Paris, cinq cents agents de la RATP sont assermentés et peuvent verbaliser les conducteurs qui encombrent les couloirs et les arrêts de bus. En réalité, ces gradés ont bien d'autres tâches et ils répugnent à jouer les gardes-chiourme. Les contrevenants, qui écopent de 150 à 600 francs d'amende, ne dépassent pas cent soixante-dix par jour. L'effet dissuasif est quasiment nul.

D'où l'idée de spécialiser quelques brigades et de les lancer sur les artères les plus encombrées. Une expérience a été tentée pendant un an sur la ligne du 54 entre la place Clichy et la République. Constatation : les temps de parcours ont diminué de 10 %, la régularité s'est améliorée, le nombre des voyageurs a augmenté et le coût d'exploitation de la ligne a baissé de 6 %. La RATP a donc décidé de généraliser la méthode à partir d'octobre 1985.

Police corporative ?

La répression ne risque-t-elle pas de déclencher une sorte de guérilla entre les conducteurs particuliers et les machinistes ? « *De toute façon*, dit-on à la RATP, *nous ne pouvons plus nous en sortir autrement.* »

La régie va même plus loin. Elle sollicite des pouvoirs publics le droit de verbaliser les automobilistes qui roulent dans ses couloirs. Mais le ministère de la justice fait la grimace. Si tous les services publics exigent de faire leur police eux-mêmes, où s'arrêtera-t-on ? Déjà la Ville de Paris possède ses inspecteurs musclés des parcs et jardins. Elle va doubler leurs effectifs. M. Jacques Chirac réclame à présent pour les inspecteurs de la propreté le droit de dresser contravention à l'encontre des propriétaires dont les chiens salissent les trottoirs. Va-t-on vers une prolifération des polices corporatives ?

La RATP sent bien que sa requête n'a guère de chance d'être exaucée, surtout en cette période pré-électorale. Aussi s'efforce-t-elle d'ouvrir des couloirs de bus qui puissent se défendre seuls contre le stationnement abusif. Elle demande depuis des années la permission d'élever des murettes séparant certaines portions de ses itinéraires du flot de la circulation. Après de longues tractations, on ne lui a accordé, sur la ligne du PC, que 4 400 mètres de couloirs protégés par une bordurette de béton de quelques centimètres de haut.

Cette protection plus psychologique que matérielle suffira-t-elle à décourager les pirates du volant ? Car cela entraîne la suppression de deux cent vingt places de stationnement et certains commerçants, appuyés par leurs élus de quartier, s'y sont opposés jusqu'au bout. La RATP assure que la vitesse du PC va augmenter de 8 % et que les cent vingt mille usagers de la ligne attendront moins aux arrêts.

Si l'expérience se révèle concluante, la régie proposera des aménagements équivalents sur d'autres parcours à l'intérieur de Paris. Entre le bus et l'automobile, c'est une véritable partie de bras de fer qui est a nouveau engagée.

MARC AMBROISE-RENDU.

1 200 machines pour la toilette de Paris

Regardez bien les manœuvres-balais. Ils sont bons pour le musée Grévin. Les hommes, qui depuis des siècles assurent le ménage quotidien du pavé parisien, font partie d'une espèce en voie de disparition. La toilette de la capitale se fait aujourd'hui à l'aide de shampooing et de brosses mécaniques, de jets de vapeur, d'aspirateurs et de bras hydrauliques. M. Jacques Chirac, maire de Paris, s'est fait présenter, devant l'Hôtel-de-Ville, l'étonnante panoplie des engins blanc et vert qui prennent la place du vieux balai de bruyère.

La moto Decaux qui étale la crotte sur les trottoirs ? Dépassée. Le nouveau modèle que les Parisiens vont voir à l'œuvre est doté de deux ventouses mobiles disposées de part et d'autre de la roue avant. Elles coiffent délicatement les déjections canines, les arrosent d'un liquide désinfectant, puis les aspirent dans un réservoir. Après leur passage, il ne reste, paraît-il, ni trace ni odeur. Et la machine parcourt 30 kilomètres par jour au lieu de 25. Pour le même prix.

Les têtes de loup géantes qui brossaient les 18 kilomètres de voies souterraines que compte la capitale ? C'est fini. Les nouveaux véhicules travaillent exactement comme des shampouineuses. Elles commencent par projeter un détergent sur la crasse déposée par les pots d'échappement. Puis, au cours d'un second passage, elles rincent à grande eau. Le tour est joué. Mais la pollution est telle qu'il faut recommencer toutes les trois semaines.

Les affiches et les graffitis sont à présent la plaie des murs de Paris. Finis les grattages laborieux ! Un seul engin guidé par deux hommes fait place nette. Equipé de trois moteurs différents, il peut cracher de la vapeur à 150 degrés, de l'eau bouillante, des produits détergents, du sable mouillé ou des substances décapantes. Le tout au bout d'une lance de 3 mètres. Pour s'approcher des parois à traiter, la machine, équipée de six pneus basse pression, se joue des trottoirs, monte les escaliers et roule sans dommage sur les pelouses.

On a encore montré au maire de Paris la dernière invention. Un engin aux bras d'acier ramasse à présent en un clin d'œil les monceaux de cageots et d'emballages abandonnés par les forains sur les marchés en plein air.

Depuis la création, il y a cinq ans, de la direction de la propreté, les services nettoyant Paris n'ont cessé de se mécaniser. Les cinq mille hommes de la propreté sont aujourd'hui à la tête de mille deux cents véhicules qui vont de l'aspirateur de feuilles mortes à la saleuse perfectionnée capable de liquéfier la neige la plus coriace. Il en coûte chaque année 1,3 milliard de francs au budget municipal.

C'est le prix que les Parisiens doivent payer pour que leur ville garde un visage avenant. « *Mais*, ajoute-t-on à l'Hôtel de Ville, *il leur appartient aussi de montrer l'exemple.* » Et, d'abord, en obligeant leurs chiens à user du caniveau pour faire leurs besoins. C'est bien la minimum lorsqu'on sait que les motos Decaux, qui ne nettoient que le quart des trottoirs parisiens, coûtent 23 millions de francs par an.

Les citoyens de la capitale sont pourtant attentifs à la toilette de leur ville. Près de trente-cinq mille d'entre eux ont appelé l'an dernier Allô propreté (1), le service d'alerte et de renseignements téléphoniques créé par la ville. Cela a déclenché souvent l'intervention immédiate d'équipes mobiles qui ont récuré tel ou tel recoin oublié.

M. A.-R.

(1) Allô propreté : 341-99-99. De 9 h 30 à 18 heures.

LE CONGRÈS DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES

L'action sociale confrontée à la décentralisation

Le trente-quatrième congrès de l'Association nationale des communautés éducatives (ANCE) (1) s'est tenu à Valence les 15, 16 et 17 mai en présence de quelque deux cents éducateurs, juges pour enfants, enseignants, psychologues et représentants d'établissements spécialisés.

De notre correspondant

Valence. — Si le congrès de 1982 avait eu pour objectif de situer l'ANCE dans une politique de solidarité nationale, celui de 1985 aura été l'occasion de faire le point sur la place de cette association dans l'action éducative et médico-sociale, compte tenu des modifications qu'apporte la décentralisation dans le domaine social. Sans en renier les avantages, les congressistes ont fait part de leur inquiétude de voir les nouveaux décideurs — en l'occurrence les conseils généraux — confrontés à un dilemme : augmenter la pression fiscale pour faire face à une demande sociale croissante ou bloquer les dépenses et sacrifier une part de ce budget social qui pèse lourdement dans les charges des départements. Autrement dit, la crainte clairement formulée de voir le domaine social se transformer en champ de bataille électorale.

Profitant de la venue de Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, à l'issue de leur rencontre, les congressistes lui ont demandé des précisions sur la « *loi particulière* » actuellement en préparation et destinée à assurer l'harmonisation des textes de décentralisation avec les lois de 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales. Le ministre a tenu à les rassurer en rappelant son attachement à une politique générale. « *La loi*, a-t-elle précisé, *fixera le cadre conventionnel dans lequel les institutions et le personnel exercent leur activité. Il me paraît particulièrement nécessaire par exemple de préserver l'unité des conventions collectives agréées à l'échelon national et d'éviter que les financeurs puissent s'en exonérer.* »

Parmi les motifs de satisfaction évoqués par le président de l'ANCE, M. Audigier, inspecteur général de l'éducation nationale, on peut citer l'amélioration de la prévention prénatale des handicaps, l'accroissement des capacités d'accueil dans les structures spécialisées, pour les adultes notamment, la nette augmentation (+ 25 %) des prestations servies aux handicapés, l'assouplissement de leurs conditions d'entrée dans la fonction publique.

Mais dans l'ensemble les congressistes ne cachent pas que l'insertion des handicapés se pose toujours avec autant d'acuité. La place manque dans les centres d'aide par le travail (CAT) ; les entreprises intermédiaires et les ateliers protégés ne doivent pas empêcher le changement des mentalités et le travail dans les entreprises normales, considéré comme primordial pour une véritable réinsertion.

FRANÇOIS CHEMEL.

(1) Fondée en 1949, section française de la Fédération internationale des communautés d'enfants, créée et soutenue par l'UNESCO, l'ANCE regroupe aujourd'hui en France près d'un millier d'établissements et services d'enfants, d'adolescents et d'adultes souffrant de handicaps très divers (physiques, intellectuels ou sociaux). Mouvement de réflexion et d'action, l'association touche autant les établissements à gestion publique qu'à gestion privée mais dispensant une éducation laïque.

Découvert en Arizona

UN DINOSAURE AURAIT VÉCU IL Y A 225 MILLIONS D'ANNÉES

Les dinosaures auraient déjà existé il y a 225 millions d'années, soit quelques millions d'années plus tôt qu'on le pensait jusqu'à présent. Rappelons que les dinosaures ont disparu il y a environ 65 millions d'années.

Une bonne partie du squelette (os de la cheville, côtes, vertèbres, fémurs et une patte arrière entière y compris les griffes) de ce qui semble être une nouvelle famille de dinosaures vient d'être découverte dans le « Désert Peint » d'Arizona (Etats-Unis) par une équipe de paléontologistes de l'université de Californie à Berkeley. Cette créature était longue d'un peu plus de un mètre et devait peser dans les 90 kilogrammes. Elle était herbivore.

Si l'identification et la datation sont confirmées, ce nouveau dinosaure serait un peu plus ancien que les staurikosaures découverts en 1970 dans le sud du Brésil. Mais il faut attendre que le fossile d'Arizona soit bien étudié pour être sûr qu'il s'agit bien d'un dinosaure primitif et non d'un théocodonte (ancêtre des dinosaures) évolué.

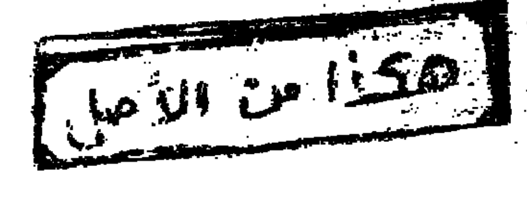
Y. R.

SPORTS

● TENNIS : *Internationaux d'Italie.* — Yannick Noah s'est qualifié, vendredi 17 mai à Rome, pour les demi-finales des championnats internationaux d'Italie en battant l'Argentin Jose Luis Clerc 6-1, 7-5. Le Français devait affronter, ce samedi 18 mai, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker qui a éliminé le Suédois Jan Gunnarson 6-4, 6-4. Le Tchécoslovaque Miloslav Mecir doit rencontrer le Suédois Mats Wilander dans l'autre demi-finale.

● FOOTBALL : *Coupe de France.* — Paris Saint-Germain, Monaco et Toulouse se sont qualifiés, vendredi 17 mai, pour les demi-finales de la Coupe de France. Les Parisiens ont confirmé à Nantes la victoire qu'ils avaient obtenue sur leur terrain à l'occasion du match aller (1-0). De la même manière, Monaco a battu le Racing-Club de Paris (3-0). Toulouse, vainqueur au terme du premier match (2-0) a été tenu en échec à Sochaux (3-3).

Saint-Etienne ne jouera pas la saison prochaine en première division. Les « Verts » ont été battus, le 17 mai à Saint-Etienne par Rennes (2-0) en match de barrage.



CAFETIER HOSPITALISÉ, INFORMATION JUDICIAIRE, ENQUÊTE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE

Tourcoing : «Si tu laisses entrer des Arabes dans ton bar...»

Dans la nuit du 12 au 13 avril, un cafetier de Tourcoing, M. Omar Lahrir, était interpellé dans son établissement, l'Escargot. Quelques heures plus tard, il était transporté d'urgence à l'hôpital. Après deux opérations et quinze jours d'hospitalisation, il a un anus artificiel. Le cafetier a porté plainte et une information judiciaire a été ouverte. Le juge d'instruction a délivré une commission rogatoire à l'inspection générale de la police nationale, qui est aussi chargée d'une enquête administrative.

De notre envoyée spéciale

Tourcoing. – Posées sur l'herbe maigre, les « barres » – les immeubles – de la cité du Pont-Rompu sont petites, basses. Rien de monstrueux, mais tout est cassé. Le centre social est béant, vitres brisées, ravagé. Dans une voiture déglinguée, ils sont sept ou huit, entassés. Ils revendiquent dix-huit ou vingt ans et n'en paraissent pas plus de seize. Rigolards, grossiers, dragueurs, ils se poussent du coude : *« L'Escargot ? Sûr, on le connaît. Les bleus lui ont fait sa fête. Et alors ? On s'en fout, nous. »* Pas émus pour deux sous, car chacun ici a « eu » son histoire avec « les bleus », les policiers en tenue. Tous se sont retrouvés au moins une fois au commissariat de Tourcoing. Alors, que le patron arabe d'un café arabe porte plainte contre X... et accuse les policiers de l'avoir passé à tabac ne les émeut guère, comme si cela faisait partie de leur paysage. Une vieille habitude.

« On jouait les Johnny, dit un ancien. *On faisait des coups, c'est sûr. Mais ce n'était pas la même chose. Nous, on ne faisait pas de pipette au voisin (on ne lui siphonnait pas son essence). Quand on piquait une voiture, on la remettait devant la maison du propriétaire, et lui on faisait un plein ».* De l'art des bonnes manières... *« Regardez-les, tous les petits. Les flics ne peuvent rien leur faire, quand ils volent une bagnole à douze ans, alors ils se vengent sur nous, les aînés. »*

Harcèlement incessant, disent ceux qui ont dépassé les vingt-cinq ans. Pour « un rien ». Une voiture mal garée, un verre dans le nez, une parole agressive. Et c'est le PV, le petit tour au commissariat. *« Les jeunes sont de nationalité française. On ne peut pas les expulser ; nous, c'est pas pareil et on trinque pour les petits. »* Est-ce l'explication ? Est-ce pour cela que chacun dans cette cité parle des *« flics racistes »*, dénonce les paires de claques, les brimades...

« Les voisins m'avaient prévenu »

Dans ce climat, l'affaire de l'Escargot n'étonne personne. Et puis, après tout, « *ça* » ne s'est pas passé au Pont-Rompu, mais à des années-lumière de là, aux Phalempins, dans l'un de ces quartiers ouvriers de Tourcoing : église de brique rouge, maisons de brique peinte. Ancien mécanicien, M. Omar Lahrir a acheté son café, l'Escargot, *l'année dernière*. Sa femme Micheline, française, et leurs six enfants l'ont aidé à rénover l'établissement.

La clientèle, exclusivement européenne, a changé. L'Escargot est devenu un café arabe. *« Les voisins m'avaient prévenu : ils m'ont dit : Omar, on n'a rien contre toi, mais si tu laisses entrer les Arabes dans ton café, nous, on ne viendra plus. »* Et ils ne sont plus venus. Ce sont les jeunes du Pont-Rompu, ceux de la Zup de la Bourgogne, qui sont arrivés. Des petits « loubards » aussi, quelques voleurs sûrement. Mais M. Omar Lahrir s'est refusé à faire le tri. Difficile de demander à ses clients s'ils sont en règle avec la police, la justice. Difficile d'éviter que le café ne devienne un lieu de rendez-vous où peut-être on prépare des « coups ». Où on « deale », du « H » ou de l'héroïne, dont la route, désormais, passe aussi par Tourcoing.

Alors les ennuis ont commencé. L'Escargot s'est acquis une place de choix dans la liste des bars à surveiller. Les policiers se sont, peu à peu, intéressés aux allées et venues des clients. Ils ont voulu faire respecter, à la lettre, les règlements et les heures de fermeture. La voiture de M. Omar Lahrir s'est mise à collectionner les PV. Rien que de très légal, sans doute. Jusqu'à cette nuit du 12 au 13 avril dernier où, peu avant la fermeture, les policiers sont entrés dans le café.

Interpellé avec quatre consommateurs (deux étaient recherchés par la police et deux autres seront relâchés après vérification de leur identité), M. Omar Lahrir s'est retrouvé au commissariat de Tourcoing. *« Il a été interpellé pour ivresse publique et manifeste »*, explique M. Hubert Agogué, le directeur départemental des polices urbaines. *« Les policiers étaient intervenus pour interpeller deux personnes qu'ils avaient aperçues dans l'établissement. Lahrir a reçu les policiers comme des chiens dans un jeu de quilles. Il a sauté à la cravate d'un gardien. Il a fallu l'emmener. »* Il a été conduit à l'hôpital, où il a été établi que son état ne nécessitait pas une hospitalisation, *puis ramené au commissariat*, où il devait être dégrisé, en cellule.

Mais M. Lahrir s'est *« rebellé »*, selon l'expression consacrée. Il a fallu plusieurs gardiens pour le maîtriser au moment de la fouille. Une bagarre a fait rouler par terre le cafetier et un brigadier-chef, devant témoins. Enfin, le récalcitrant a pu être enfermé. Deux heures plus tard, M. Lahrir était retrouvé, baignant dans de suspectes *« vomissures brunâtres »* et vivement ramené à l'hôpital Clemenceau.

Dans son certificat, le docteur Cousin précise que M. Lahrir lui a été adressé pour *« contusion »* de l'abdomen. *« Je devais l'opérer »*, écrit-il. Le médecin constate *« une plaie du côlon transverse dans sa partie moyenne, ayant entraîné une péritonite sterconale généralisée ».* Le côlon est « extériorisé », autrement dit, M. Lahrir a un anus artificiel. Le médecin ne relève aucune trace de coup ou d'hématome sur la paroi abdominale. Le 22 avril, il faudra l'opérer à nouveau, d'une hernie étranglée, cette fois. Au mois de juillet, il sera, espèrent les médecins, débarrassé de son anus artificiel. Le 16 avril, M. Lahrir porte plainte pour coups et blessures volontaires contre X..., X... *désignant* bien entendu les policiers du commissariat de Tourcoing. Le 17, le parquet ouvre une information judiciaire, confiée à Mme Christine Knecht, qui, à la fois, ordonne une expertise médicale et délivre, le 3 mai, une commission rogatoire à l'inspection générale de la police nationale (parallèlement chargée d'une enquête administrative).

« Je n'étais pas ivre, affirme M. Lahrir. *Les policiers s'en sont pris directement à moi, et n'ont contrôlé les autres qu'après. Je leur ai dit que j'étais le patron du café, je ne sais pas ce qu'ils me voulaient. Au commissariat, c'est vrai, je me suis énervé, je voulais qu'ils me laissent partir. Ma femme – enceinte de cinq mois – était restée seule avec les enfants, mais ils n'ont rien voulu savoir. Ils voulaient que j'enlève mes bagues, ma chaîne. Il n'y a que ça qui les intéressait. Alors, j'ai arraché ma chaîne. Le chef m'a fait une clef au cou, je suis tombé. Il m'a mis son pied sur la figure. Et ils ont commencé à me frapper le ventre avec le plat de la chaussure. Très fort. Je hurlais. Il a fallu qu'ils me traînent jusqu'à la cellule. Et là, j'ai vu la mort avec mes yeux. Je pouvais ni m'asseoir ni me lever. Je les appelais au secours. Ils me regardaient par l'œilleton, je les suppliais, et ils riaient. »* C'est l'un des clients interpellés qui, à force de donner des coups de pied dans la porte de la cellule voisine, finira, selon M. Lahrir, par décider les policiers à intervenir.

Bavure ? L'enquête judiciaire le déterminera. Tous lui font confiance : à Tourcoing, le commissaire principal Frascatti, qui *« n'a pas de conviction »* ; à Lille, le directeur départemental des polices urbaines, qui souligne tout de même que, dix jours avant son interpellation, M. Omar Lahrir avait déposé une plainte contre des jeunes du Pont-Rompu qui l'avaient frappé.



PESSIN

Ce ne sont pas des « ripoux »

Le directeur attend avec confiance le résultat de l'instruction, convaincu qu'il n'y avait pas lieu d'ouvrir une enquête administrative et souligne, d'autre part, que les Arabes *« ont la particularité bien connue de souffrir de fragilités abdominales dues aux conditions de vie en Afrique »*... Confiant aussi, le maire de Tourcoing, M. Stéphane Dermaux, qui s'est empressé, une fois l'affaire rendue publique par la presse, de souligner au Conseil de prévention de la délinquance qu'il maintiendrait sa confiance à la police tourquenoise tant que la justice ne se serait pas prononcée.

Certains sont moins rassurés : ce sont des travailleurs sociaux, des avocats, dont la plupart ont voulu garder l'anonymat et qui rappellent nombre d'« affaires » similaires. *« Il ne faut pas en rajouter. Les policiers de Tourcoing ne sont pas des « ripoux »*, dit Me Cochet. *Mais le climat est malsain. Les policiers se comportent comme des intouchables. Ils ne craignent pas de sanction judiciaire. Et ils ont raison : ils ne sont jamais sanctionnés »*, comme si « rébellion à agent » et « violences policières » étaient synonymes. *« Toutes les affaires dans lesquelles des jeunes ou des moins jeunes ont porté plainte contre des policiers dans la région ont abouti à des non-lieu. Les victimes, la plupart du temps des immigrés, vont rarement jusqu'au bout de leur démarche. »*

Ainsi, dès que l'on évoque l'affaire de l'Escargot, d'autres histoires refont surface. C'est ce qu'un éducateur appelle les *« pratiques infamantes »* : perquisitions, coffres de voiture transformés en panier à salade, aveux extorqués sous les coups (des jeunes avaient reconnu avoir attaqué une vieille dame : les véritables agresseurs ont été retrouvés plus tard). Tout le monde a encore en mémoire l'affaire de la rue des Fossés, en mars 1982, où, au cours d'une bagarre avec un policier dans une rue de Lille, un jeune homme se tuait avec son propre couteau de trois coups, dont un dans le dos... Là encore, le policier bénéficiait d'un non-lieu, la famille de la victime a fait appel. Le policier exerce toujours son métier dans la région et vient d'être l'objet d'une nouvelle plainte pour coups et blessures...

Commissariat de choc, celui de Tourcoing, comme le dit un éducateur ? Peut-être. Mais, comme l'explique l'adjoint au maire chargé des questions de sécurité, M. Michel Van Tichelen : *« Les policiers y sont en nombre insuffisant : 1 pour 355 habitants, contre 1 pour 180 à Lille et Roubaix. »* Il a *« fallu »* créer une police municipale l'année dernière, ils seront ainsi bientôt trente, dont deux maîtres-chiens, à seconder les policiers de la sécurité publique. *« Le travail des policiers est lourd, difficile. Ils sont découragés, certains envisagent de demander leur mutation. Et nous avons toujours un poste de commissaire non pourvu, faute de candidat. »* Dans ces conditions, comment, en effet, reprocher à des policiers, selon le mot de M. Michel Van Tichelen, des arrestations *« viriles »* ?

AGATHE LOGEART.

S.O.S. ESPÈCES MENACÉES

Dix ans d'efforts pour une meilleure protection internationale

Le seul moyen d'éviter l'extinction complète des espèces les plus menacées est d'en interdire le commerce. Que le Yémen ou Singapour cessent d'importer la corne de rhinocéros, prétendument aphrodisiaque (7000 F le kilo pour le rhino africain, 90000 F le kilo de corne de rhino d'Asie, très rare), et l'animal peut être sauvé. Que l'on contingente sérieusement le marché de l'ivoire à Hongkong, à Hambourg ou à Bruxelles, plaques tournantes de l'or blanc, et l'éléphant sera épargné, de même que l'hippopotame et le morse.

C'est la tâche depuis dix ans de la CITES, sigle anglais de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction, signée à Washington en 1973 et entrée en vigueur en 1975.

De son siège de Gland, près de Lausanne, la CITES dresse régulièrement la liste des espèces les plus menacées à travers le monde, et, tous les deux ans, elle réunit les délégués des parties signataires (quatre-vingt-sept pays en 1985) pour mettre à jour la réglementation du commerce des peaux, défenses, écailles, viandes d'animaux en voie d'extinction. Elle vient de se réunir à Buenos-Aires, où elle a notamment défini des quotas pour l'exportation de l'ivoire africain, des peaux de léopard, l'entrée en Europe des grenouilles d'Asie (non pas menacées, mais indispensables à l'équilibre écologique des rizières) et fixé des règles pour le commerce d'animaux dits d'élevage, comme certains crocodiles et tortues marines. C'est ainsi que la France s'est vu interdire l'exportation de la tortue verte de la Réunion (*le Monde* du 8 mai), de même que le Suriname et le Royaume-Uni (île de Grand-Cayman).

La part du lion

Pour l'ivoire, treize pays africains parmi les plus gros « producteurs » ont accepté à Buenos-Aires de contingenter leurs exportations, grâce notamment à un marquage des « pointes » mises sur le marché. Selon un expert de l'Union internationale de conservation de la nature (UICN), ce seraient environ 1000 tonnes d'ivoire qui sortiraient d'Afrique chaque année, correspondant à quelque 70000 éléphants tués (sur un cheptel total d'un million et demi). Selon d'autres, la quantité de défenses en circulation n'excéderait pas 500 tonnes, ce qui représente tout de même une somme d'au moins 400 millions de francs.

Un pas important a été fait dans la protection de l'éléphant avec la signature de la convention de Washington par la Belgique, en 1984. Selon le WWF (World Wildlife Fund, ou Fonds mondial pour la protection de la nature, également établi à Gland), la compagnie aérienne belge Sabena a transporté entre 300 et 500 tonnes d'ivoire à Bruxelles pendant la dernière décennie ! Le Conseil de l'Europe estime que, en cinq ans, la Belgique a importé pour 500 millions de francs belges de peaux de léopard et pour 750 millions d'animaux vivants, comme le chimpanzé (85000 FB) ou le perroquet (65 000 FB).

La Belgique d'avant 1984 n'a pas le monopole du trafic en Europe. L'Allemagne fédérale, grâce notamment au port franc de Hambourg, est aussi un centre d'accueil privilégié des dépouilles chères. Une évaluation de 1982 chiffrait à 137 000 le nombre de peaux de félins tachetés (panthère et léopard) entrées en Europe par le grand port allemand, sans compter les peaux de phoque et autres fourrures qui alimentent le marché légal.

Même la France, à cause de la Guyane, n'est pas à l'abri de tout reproche. Ce département sert, en effet, aux contrebandiers de peaux de reptiles et d'oiseaux tropicaux, comme aux innocents marchands de papillons. A cet égard, ce sont deux autres pays riverains du Brésil qui se taillent la part du lion : la Bolivie et le Paraguay.

Ces pays, très laxistes en matière de protection des espèces, servent à écouler les trésors brésiliens (peaux de jaguar et de « jacaré » – un alligator local, – perroquets, singes, etc.). A Buenos-Aires, le Paraguay a promis de faire un effort pour réprimer la contrebande. La Bolivie, *menacée de sanctions*, a annoncé qu'elle suspendait ses exportations d'animaux pendant trois mois ; après quoi, elle les reprendra en douceur, selon des quotas réduits de moitié par rapport aux cinq dernières années.

Les travaux de la CITES reposent pour l'essentiel sur les observations recueillies à Gland par l'UICN (le WWF est son collecteur de fonds). Il est publié régulièrement un petit Livre rouge où sont énumérées les espèces menacées ou en voie de disparition (animaux et plantes).

Sur la liste rouge

Le bestiaire – ou l'herbier – ainsi constitué est extraordinairement riche de diversité, inversement proportionnelle au nombre des spécimens. On y trouve aussi bien un pachyderme de plusieurs tonnes comme le rhinocéros blanc du Nord – dont il ne resterait plus que dix exemplaires dans le parc national de la Garamba, au Zaïre – que *« le plus petit mammifère de la terre »*, une chauve-souris de 2 grammes découverte en 1974 dans une grotte de Thaïlande (*Craseonnycteris thonglongyai*).

Figurent aussi sur la liste rouge le rhinocéros de Sumatra, le singe-araignée laineux (quelques centaines dans ce qu'il reste de forêt côtière, au Brésil), le kouprey (un bovidé sauvage du Sud-Est asiatique), le phoque moine de Méditerranée.

Parmi les plantes en sursis, on note la violette du Cap, très répandue chez les fleuristes mais pratiquement éteinte dans son milieu d'origine (les forêts de montagne de Tanzanie) ; l'orchidée de l'Inde, elle aussi répandue sur le marché, mais, semble-t-il, disparue depuis 1972 à l'état sauvage ; le cyprès *duprexiana* d'Algérie, décimé pour son bois ; et la plus grande fleur du monde (1 mètre d'envergure), une plante parasite des forêts de Sumatra (*Rafflesia arnoldii*).

Risquent de figurer bientôt sur la liste rouge des « animaux records » comme le crabe des cocotiers (5 kilos), l'abeille de Wallace (4 cm) en Indonésie ; le perce-oreille de Sainte-Hélène (8 cm), et le ver de terre de Gippsland (Australie), qui peut atteindre 4 mètres de long !

Grâce aux efforts internationaux de sauvegarde, certaines espèces, aujourd'hui, semblent tirées d'affaire. C'est le cas du bison (d'Europe, comme d'Amérique), du tigre indien, de l'ours blanc, de l'otarie à fourrure, de la vigogne des Andes, de l'oryx d'Arabie, du pétrel des Bermudes, du merle noir de Nouvelle-Zélande ou de la grue blanche d'Amérique. En France même, un animal rarissime a été sauvé, le desman, une sorte de musaraigne d'eau qui vit dans les lacs pyrénéens. En dehors de l'Hexagone, on ne la trouve plus que sur le versant espagnol des Pyrénées, et dans l'Oural russe.

ROGER CANS.

« Croco » nucléaire

L'eau chaude des centrales nucléaires est décidément bonne fille. *Elle permet déjà d'élever des anguilles en un temps record et transforme des terres maraîchères en serres tropicales où la jacinthe d'eau pousse à vue d'œil.* C'est ce qui a donné une idée au comité local pour l'emploi de Bollène (Vaucluse) : *pourquoi ne pas utiliser cette eau chaude pour élever des crocodiles ?*

Il se trouve que les tanneries d'Annonay (Ardèche) et l'industrie de la chaussure de Romans (Drôme), qui éprouvent des difficultés économiques, doivent importer ce genre de peau au prix fort. Il se trouve aussi que la centrale nucléaire du Tricastin (Drôme) a des thermies à revendre.

La SAFER locale a donc conçu un plan audacieux : moyennant un investissement d'environ 150 millions de francs, des bassins d'élevage seront construits *sur un terrain de 37 hectares. On importera ensuite des petits crocodiles d'Afrique du Sud et de* Guyane – entre 5 000 et 10 000 têtes – qui, dans les eaux chaudes de la centrale, ne manqueront pas de prospérer. A deux pas des tanneurs et des fabricants d'articles en « croco ».

EN VISITE A YPRES, LA VILLE MARTYRE

Jean-Paul II : « Plus jamais la guerre ! »

Le pape, qui poursuit son voyage en Belgique, a fêté, ce samedi 18 mai, ses soixante-cinq ans en allant se recueillir devant la statue de la vierge de Beauraing, près de Namur, l'un des deux lieux de pèlerinage en Belgique. Cette vierge, qui est la cible privilégiée de la contestation antipapale, a été endommagée à plusieurs reprises : on l'a amputée des deux mains, avant de lui casser un bras. Restaurée et replacée sur son piédestal, elle a été souillée par des inconnus qui ont déversé sur elle un seau d'huile de vidange.

Samedi en fin d'après-midi, Jean-Paul II devait se rendre à Namur pour participer à une fête des jeunes et lancer à cette occasion un message destiné à la jeunesse de Wallonie et de Bruxelles.

De notre envoyé spécial

Ypres. – La première journée passée en Belgique par Jean-Paul II, vendredi 17 mai après son arrivée à Bruxelles la veille au soir, était consacrée à la Flandre, pays à cheval sur la frontière franco-belge, région de collines et d'étangs avec une population de souche catholique, même si, comme toute l'Europe occidentale, elle est gagnée depuis les années 60 par une vague de sécularisation. Anvers, Ypres, Gand le même jour : trois villes historiques trop riches pour livrer leurs secrets au pape en si peu de temps...

Le matin, à Anvers, c'était la rencontre avec les laïques dans la cathédrale Notre-Dame. L'engagement de ses derniers ne date pas d'hier en Belgique. L'action catholique y est née avec la création en 1925, par Joseph Cardijn, de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), ce qui explique sans doute le sérieux du discours prononcé devant Jean-Paul II par M. Aurélien Thijs, président du conseil pastoral interdiocésain d'Anvers, au nom des deux mille laïques présents dans la cathédrale.

Rappelant le caractère très structuré de l'Eglise en Flandre, M. Thijs a demandé au pape d'accorder « *une plus grande confiance et une plus large responsabilité* » aux jeunes ainsi qu'aux femmes. « *Nous craignons que le mouvement d'émancipation de la femme ne se retourne contre l'Eglise si on ne cherche pas sérieusement à laisser jouer aux femmes un rôle équivalant à celui des hommes au sein de l'Eglise, même au niveau institutionnel*, a-t-il déclaré. *Nous vous demandons respectueusement, mais instamment, de laisser poursuivre l'étude de ce problème* », ainsi que « *l'étude du dossier traitant du mariage des prêtres* ».

Dans sa réponse, Jean-Paul II a encouragé la collaboration des laïques dans la vie paroissiale, sous forme d'« *une véritable coresponsabilité* » avec les prêtres. Quant aux femmes et à leur « *apport indispensable à l'Eglise* », le pape a dit : « *On comprend que des femmes souffrent de certaines formes de paternalisme et de discrimination. La communauté chrétienne doit valoriser la contribution et la responsabilité des femmes et leur en être reconnaissante* ».

Accent nouveau chez Jean-Paul II, qui a reconnu que « *l'apport enrichissant de la femme* » doit se faire « *non seulement dans la famille – où son rôle demeure primordial pour l'époux et pour les enfants, – mais dans tous les domaines de la vie : dans la spiritualité, dans la réflexion théologique, dans la vie communautaire, dans la vie missionnaire...* ».

Cette journée s'est terminée par une grand-messe célébrée devant cent quatre-vingt mille personnes, en plein air sur l'aéroport de Gand, grand centre industriel, second port belge et centre spirituel de la Flandre. Mais le clou de cette journée flamande, et le plus émouvant, était la cérémonie de la paix à Ypres, en fin de matinée. Ville martyre de la première guerre mondiale – complètement détruite, puis reconstruite pendant plus de quarante ans – Ypres, entourée de quelque cent cinquante cimetières militaires, est devenue un symbole de la paix.

Pour marquer l'arrivée du pape, on lâche une colombe de la paix et des milliers de pigeons. D'abord une brève cérémonie à la porte de Menin, en hommage aux morts de la grande guerre, à la musique austère du *Last post* (sonnerie du soir à la trompette de l'armée britannique pour signaler le couvre-feu). Ensuite Jean-Paul II se rend en « papamobile » sur la grande place. Vingt mille personnes l'y attendent sur cette place majestueuse. Une des plus grandes du pays, elle couvre 1 hectare, encadrée par son robuste beffroi, sa halle aux draps de style néogothique flamand et sa cathédrale Saint-Martin. La ville de l'évêque Jansenius respire toujours une respectabilité bourgeoise. Et la cérémonie bâtie sur le thème de la paix sera célébrée par les jeunes avec une précision d'horloge.

« Pèlerin de la paix »

C'est la fête populaire, et la Hollande est oubliée : drapeaux pontificaux, fanions, le lion de Flandre noir sur fond jaune et... les marchands de frites. Des gens aux fenêtres et aux balcons, des écoles rassemblées derrière leurs bannières, des religieuses tout émoustillées sorties exceptionnellement de leur couvent, des jeunes vautrés par terre un transistor à la main... Parmi les évêques étrangers invités, on reconnaît le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, et Mgr Vilnet, évêque de Lille.

Après des danses symboliques – un jeu de drapeaux par un groupe de Bruges et un mime sur l'angoisse par des étudiants, – le président de la Fédération des mouvements de jeunesse lit une lettre dans laquelle les jeunes écrivent : « *Nous promettons de ne jamais faire ou approuver ce qui menacerait la paix entre les peuples. C'est notre ferme décision, et nous en informerons les responsables politiques et économiques de notre pays.* » D'autres messages sont lus, en provenance d'Hiroshima et de Dublin, puis un autre de M. Esquivel, Argentin et prix Nobel de la paix, et du cardinal Tomasek, archevêque de Prague.

Des prières pour la paix, des lectures de la Bible, tel le passage d'Isaïe prédisant le jour « *où les peuples de leurs épées forgeront des socs et de leurs lances des faucilles* ». Enfin, Jean-Paul II prononce son homélie sur la paix : « *En cette région, une région parmi tant d'autres où la guerre a creusé pour des siècles des profonds sillons, je viens en pèlerin de la paix. En cette terre de cimetières monte silencieusement, dans notre cœur, cette prière : donne-nous la paix, Seigneur ! Plus jamais la guerre !* Nooit meer oorlog ! War never again ! ».

ALAIN WOODROW.

CONSULTATION SUR LA PROCRÉATION ARTIFICIELLE

Les techniques de procréation artificielle vont faire l'objet d'une « *consultation générale* » à laquelle participeront des chercheurs, des spécialistes, des représentants des « *courants de pensée* » et des « *composantes de la société* ». Décidée par le gouvernement cette consultation fait suite au colloque « Procréation, génétique et droit » qui s'est tenu en janvier à Paris. Elle sera organisée par le secrétariat général du Comité national d'éthique et sera animée par cinq personnalités : Mme Catherine Labrusse, professeur de droit ; Marie-Odile Alnot, médecin-biologiste ; Anne-Marie de Vilaine, écrivain journaliste ; Jacqueline Mendelbaum, médecin-biologiste et M. Jean-Pierre Rosenszweig, magistrat, directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille.

Elle aura pour objet de recueillir les avis et les réflexions sur les nouvelles techniques de procréation artificielle, le statut de l'embryon humain. Les résultats devront être connus avant le 15 octobre.

POUR SAUVER SA CLASSE DE DÉCOUVERTE

Un instituteur de l'Oise invente les assignats scolaires

Depuis plusieurs mois, de graves querelles intestines entravaient le bon fonctionnement du conseil municipal d'Allonne (Oise). Le groupe d'opposition alla jusqu'à demander la démission du maire, M. Bauwin, qu'il jugeait incompétent. Injures, invectives diverses... Résultat : le budget communal ne fut pas voté et, en conséquence, les dix-neuf élèves de la classe de Villers-sur-Thère (un des trois hameaux qui constituent Allonne) risquaient d'être privés de classe de découverte.

M. Jean-François Martel, instituteur dans le hameau, en décida autrement. Il nous manque 10 000 francs pour faire fonctionner la classe de découverte. Empruntons-les, se dit-il, en notant que la « classe de découverte » avait lieu dans les communes depuis quatre ans et faisait l'unanimité. Il contacta donc l'Office central de la coopérative de l'OCCE et mit en place un plan financier qui repose sur un « *fonds spécial classe de découverte* » : les 10 000 F seront réunis sous forme de dons et de prêts.

Les prêts seront sollicités auprès des conseillers municipaux qui, après s'être disputés, ont accepté de se transformer en généreux bailleurs de fonds. Ces prêts seront remboursés fin 1985, après le versement d'une subvention communale quand les dissensions auront pris fin.

D'autre part, des bons de soutien de 50 F, souscrits par des parents, des enseignants et d'anciens élèves, alimenteront le coût de fonctionnement de la classe de découverte. L'instituteur vient ainsi de créer les assignats scolaires.

L'inspection académique de l'Oise a aussi donné le feu vert. Lundi 13 mai, on fêtera le lancement de la campagne autour d'un amical fin d'honneur. Les enfants du hameau de Villersm sur-Thère pourront aller en classe de découverte dans les Vosges, grâce à des fonds privés.

PHILIPPE LAROCHE.

Tuerie d'Auriol : les condamnations

(Suite de la première page)

Il est condamné seulement pour complicité dans l'assassinat du seul Jacques Massie. Il a été admis que son dessein, ses ordres se limitaient à la réalisation de ce crime et qu'il n'avait, ainsi, pas voulu ni même imaginé que ceux auxquels il confia cette « mission » allaient être conduits, avant de l'accomplir, à massacrer les cinq membres de la famille Massie, dont un enfant de huit ans. Maria n'en est pas moins frappé de la peine maximale comme si, à défaut d'une responsabilité pénale dans la tuerie, il en portait, malgré tout, la responsabilité morale. Sans sa volonté d'éliminer Jacques Massie, il n'y aurait, en effet, jamais eu de tuerie d'Auriol.

Les rôles les plus affreux

Que la peine perpétuelle frappe Lionel Collard et Ange Poletti est dans l'ordre des choses. L'un et l'autre furent à la bastide d'Auriol et y jouèrent les rôles les plus affreux. Le premier, en ordonnant le massacre des otages, en étranglant certaines victimes, le second, en portant au petit Alexandre ces coups de tisonnier qui lui fracassèrent le crâne, se trouvaient assurément les plus compromis. De plus, ce sont l'un et l'autre qui furent au domicile de Maria le matin du 18 juillet 1981 avant de partir pour Auriol et ce sont l'un et l'autre qui devaient y revenir le 19 après la nuit tragique. Leur sort était ainsi lié de bout en bout. Leur comportement en faisait les deux lieutenants immédiats de Jean-Joseph Maria. Cet ensemble d'évidences conduisait naturellement à leur refuser toutes circonstances atténuantes.

L'avocat général les avait aussi refusées à Jean-Bruno Finochietti comme à Didier Campana, qui, pourtant, les ont, l'un et l'autre, obtenues. Pour Didier Campana, après la plaidoirie de Me Eliane Keramidas, ce n'est pas à vrai dire une surprise. Les débats, en dépit de l'acharnement mis contre lui par Lionel Collard relayé par ses avocats, ne permettaient pas de placer ce postier sur le même plan que les autres membres du commando. S'il ne fut certes pas inactif, il ne fut pas tueur. Il livra aussi au cours de l'instruction des aveux et des déclarations qui permirent des recherches et révélèrent un certain nombre de réalités.

En revanche, Jean-Bruno Finochietti paraissait moins bien loti. D'abord parce que, après Poletti, c'est lui qui concourut à la mort de l'enfant en l'achevant de cinq coups de poignard. Il est vrai que ce geste le souvenir qu'il en garde l'ont anéanti. Les psychiatres, les psychologues, avaient parlé de la sincérité de son remords, de l'acceptation totale de son destin et de son expiation, et même fait comprendre qu'ils redoutaient de sa part un geste de désespoir irrémédiable. Lui-même, par son attitude, inspirait une certaine pitié. Il n'avait pas voulu non plus désigner nommément Maria et Collard autrement que par des lettres de l'alphabet, Z et A. Mais voilà qu'au moment des ultimes déclarations, vendredi 17 mai, il devait finalement lever un coin du voile.

On avait plaidé pour Maria, puis pour Collard. Leurs avocats, pour les défendre, avaient chargé les « postiers » sans nuance. Finochietti alors se leva et dit ceci : « *Si j'avais été seul, je ne serais jamais venu devant vous* [allusion ici à l'éventualité d'un suicide], *mais j'ai une femme et deux gosses. Après ces quatre semaines de procès et surtout après les dernières plaidoiries, j'ai un goût d'amertume. En allant à Auriol, je croyais sincèrement défendre mon pays. J'ai été dupé. Rien ne peut justifier Auriol. Et je vois que mes chefs se défilent. Ils sont incapables d'assumer leurs responsabilités. Ça fait quatre ans que je les couvre avec des A et des Z. J'ai honte pour eux.* »

« A, c'est Collard ! »

Il marqua un silence, puis ajouta, de la même voix basse et monocorde : « *Eh bien ! celui que j'appelais A. ou la quatrième personne, c'est Collard. J'ai du mal à le dire. On nous traite comme des malpropres, mais Auriol n'avait rien de crapuleux. Nous avions à récupérer des documents, pas à faire cette boucherie. Je ne réclame pour moi aucune clémence.* »

Tels furent donc ses derniers propos. Finochietti, en trente secondes, anéantissait la défense de Lionel Collard pour lequel avaient fait tout ce qui était possible Mes Marc Greco et Alain Furbury. Certes, il n'avait pas nommé Maria. Mais il avait bien dit : « *Mes chefs se défilent* », un pluriel qui en disait long.

Dès lors, la cour et le jury, si tant est qu'ils aient eu besoin de ce propos du dernier instant, se trouvaient confortés, et Finochietti, en se « libérant », ne pouvait qu'ajouter à son personnage en quête de repentir et de sincérité. Etrange et singulier spectacle pourtant...

Quant à Jean-François Massoni, il est le moins frappé, comme le voulait la logique.

Tel est donc l'aboutissement de quatre semaines de débats et de six heures trente de délibérations. Politique par certains de ses aspects, le procès s'achève par un arrêt plus près du droit commun que de la politique. Mais le SAC marseillais, qu'il a permis de révéler, ne mêlait-il pas précisément la politique et le droit commun ? Sans la tuerie d'Auriol par laquelle il a sombré corps et biens, aurait-on jamais pu avoir une pareille illustration de ses mœurs, de sa médiocrité, mais aussi de sa dangerosité, n'en déplaise à M. Debizet, dont on n'oubliera jamais qu'il refusa à ceux qui furent naguère ses auxiliaires le moindre regard. Sans doute s'est-on amusé, à l'occasion de la puérilité de certains de ses membres accusés ou témoins, de leur mythomanie, de leurs fantasmes. Mais, au-delà de ces illustrations d'une espionnite sans bornes dont Jacques Massie lui-même était un adepte exceptionnel, il y avait bel et bien la concrétisation de singuliers projets, d'entreprises tout à fait réelles, allant jusqu'à la préparation d'attentats attribués ensuite à tel ou tel groupe mystérieux. Il y avait bien, étroitement et dangereusement mêlés, des affairistes et des repris de justice, des idéologues et des fanatiques. La tuerie d'Auriol, en les révélant tous, en même temps qu'elle les affolait, restera leur tunique de Nessus.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

EN BREF

Les trois principaux responsables d'une association humanitaire incarcérés pour escroquerie

Trois des principaux responsables d'une association chargée de recueillir des dons destinés à des œuvres humanitaires ont été incarcérés, vendredi 17 mai, par M. Christian Pers, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, sous l'inculpation d'escroquerie.

L'association Cadeau, qui utilise une quarantaine de démarcheurs, recueillait des fonds pour diverses campagnes, telles que la lutte contre la leucémie ou l'enfance polyhandicapée, en prélevant une commission. Mais depuis sa création, au mois de janvier dernier, elle avait collecté 2 350 000 francs, et 260 000 francs seulement avaient été reversés aux œuvres. Les animateurs de l'association, M. Robert Vu Van, trente-neuf ans. Mmes Nadia et Regia Rouchy, ont été écroués, alors que le comptable et une secrétaire, également inculpés, ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire.

A Paris : le directeur d'une banque espagnole est écroué pour abus de confiance

M. André Cervantès, cinquante ans, directeur d'une agence parisienne du Banco Exterior SA France, a été écroué, vendredi 17 mai, par M. Etienne Guillebaud, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, sous l'inculpation d'escroqueries et d'abus de confiance.

Directeur, depuis 1977, de l'agence du 72 rue de la Pompe (16e), M. Cervantès est accusé d'avoir détourné des fonds pour un montant provisoirement évalué à plus de 10 millions de francs, destinés, semble-t-il, à alimenter sa passion du jeu. Convoqué le 25 avril dernier par l'inspection générale de la banque, afin de fournir des explications sur plusieurs anomalies comptables, il avait rejoint précipitamment l'Espagne.

Pourtant, le 15 mai, il est rentré en France en manifestant son intention de se constituer prisonnier, et c'est à sa descente d'avion à Orly qu'il a été interpellé par la brigade financière. M. Cervantès était employé depuis vingt ans par l'établissement bancaire espagnol.

PARIS EN VISITES

LUNDI 20 MAI

« Cent tombeaux de musiciens célèbres à Montmartre », 14 h 45, 16, avenue Rachel (Vincent de Langlade).

« L'hôtel de Lassay », 15 h 30, 2, place Palais-Bourbon.

« Dans les ateliers d'un tourneur d'étain », 15 heures, guichet métro Arts-et-Métiers (Marion Ragueneau).

« La Bourse en activité », 11 h 15, métro Bourse (Michèle Pohyer).

« La Castiglione et Napoléon III », 15 heures, métro Opéra, devant Lancel (C.-A. Messer).

« Cités d'artistes et jardins de Montmartre », 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (G. Botteau).

« L'opéra de Paris », 14 heures, hall d'entrée.

« Le cœur de Paris », 15 heures, 10, rue Saint-Martin (Paris autrefois).

« Quand Paris s'appelait Lutèce : salles souterraines des thermes interdites au public », 15 heures, entrée musée, place Paul-Painlevé.

« Exposition musée imaginaire des arts de l'Océanie », 15 heures, 293, avenue Daumesnil.

« Les passages autour du Palais-Royal », 12 heures, 2, place Palais-Royal.

« Passages de Notre-Dame-des-Victoires à la rue Choiseul », 15 heures, devant l'église Notre-Dame-des-Victoires.

« L'école des Beaux-Arts », 15 heures, 17, quai Malaquais.

« Saint-Etienne-du-Mont et la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, entrée église.

« Les plus belles galeries et passages couverts », 14 h 30, 6, rue Vivienne.

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 30, métro Pont-Marie (I. Hauller).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau.

MARDI 21 MAI

« Histoire, architecture et flore du parc des Buttes-Chaumont », 14 h 45, sortie métro Botzaris (Vincent de Langlade).

« Les médecins du tapis », 15 heures, sortie RER, autobus 161 et descendre arrêt Dieppe.

« Souvenirs révolutionnaires de la rue Saint-Honoré », 15 heures, 410, rue Saint-Honoré, angle rue Richepanse.

« Le palais de justice en activité », 15 heures, 4, boulevard du Palais.

« Les fours poilane », 14 h 15, guichets métro Porte-de-Vanves.

« Les salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 20, devant la poste, place Hôtel-de-Ville (A. Ferrand).

« Hôtels, églises et ruelles du vieux maris », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

« Ile de la Cité », Notre-Dame et Saint-Julien-le-Pauvre », 14 h 30, métro Cité.

Du Moyen Age à nos jours : l'église Saint-Eustache », 15 heures, façade principale de l'église.

« L'Opéra », 13 h 15, dans le vestibule.

« Le café Procope et son quartier », 14 h 30, 13, rue de l'Ancienne-Comédie.

« Les manufactures des Gobelins, de la Savonnerie et de Beauvais », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« L'exposition Tissot », 15 heures, entrée Petit-Palais.

« La place Dauphine, le pont Neuf », 15 heures, 2, rue du Pont-Neuf (Paris autrefois).

« Le vieux village de Charonne », 15 heures, métro Porte-de-Bagnolet, sortie boulevard Mortier (G. Botteau).

« La maison de Victor Hugo », 15 h 30, 6, place des Vosges (P.-Y. Jaslet).

« Le Marais : les intérieurs, peintures, plafonds, œuvres d'art », 15 heures, métro Bastille, sortie rue Saint-Antoine (C.-A. Messer).

« Du canal Saint-Martin à l'hôpital Saint-Louis », 15 heures, métro Jacques-Bonsergent (Marion Ragueneau).

CONFÉRENCES

LUNDI 20 MAI

26, rue Bergère, 20 heures, « La voix libérée », d'Ivan Barthélemy. Présentation du livre par l'auteur. Académie des sciences morales et politiques, « L'ONU face aux menaces qui pèsent sur le monde », 14 h 45 (S.E. M. Roger Seydoux, ambassadeur de France).

15, passage Lathuile, 20 h 30, « L'expérience visuelle », avec Michel de Certeau, directeur de l'Ecole des hautes études (sciences sociales) et professeur associé à l'université de Californie (Association Confluences, tél. (1) 387-67-38 ou 387-66-98).

MARDI 21 MAI

35, rue de Sèvres : 19 heures, groupe Parole poétique (Agora) ; 20 h 30, rencontre avec Frédéric Leboyer, projection de son film *le Sacre de la naissance* et discussion. Places limitées, prendre son billet à l'avance (Agora, 35, rue de Sèvres).

17, avenue d'Iéna, 18 h 30, « Trois illustres inconnus : Bach, Haendel Schütz ».

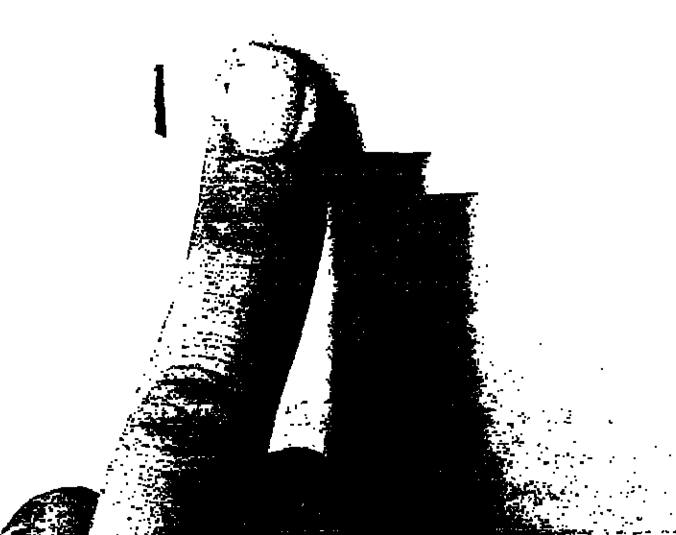
78, boulevard Raspail, 16 heures, « La civilisation gothique en France » (P. Soufflet).

26, rue Bergère, 20 heures, « Chant du cœur : A l'instant où le cœur s'ouvre, il se manifeste » (R. Fávelato).

Mairie du 1er arrondissement, 4, place du Louvre, 17 h 30, « Comment une province irréductible devint bonapartiste : Napoléon III et la Bretagne » (comte A. du Couédic).

1, rue Descartes, 18 h 30, « L'obscure question des Lumières », débat public ouvert par Dominique Lecourt (Collège international de philosophie, tél. (1) 634-37-78 ou 634-36-91).

68, rue de la Folie-Méricourt, 20 h 30, « Etre juif et produire des images », deuxième partie. Table ronde : existe-t-il un cinéma juif ? Projection du film *Kasrilevkie, bourgade de nos pères*, débat, avec Roland Blum, Robert Bober, Richard Dembo *(la Diagonale du fou)*, Jacques Gerstenkorn, Lily Scherr, Charlotte Silvera *(Louise l'Insoumise)* et, sous réserve, Elie Chouraqui et Roger Hanin.



هكذا من الأصل

Cannes, trente-huitième

Le Chabrol aux navets



LA rébellion n'est pas venue du côté où on l'attendait. Godard a été sage, sérieux, finalement bien intégré au Festival. S'il n'y avait eu l'épisode de la tarte à la crème, sa présence à Cannes se serait approchée du profil-type, de Paul Schrader à Youssef Chahine, du grand cinéaste en compétition. Courtoisie obligée, compréhension pour des interviews sans intérêt, gravité un peu souffreteuse de ceux qui ont mis tellement d'énergie dans l'entreprise... Peu d'humour dans tout cela, peu de distance avec l'œuvre présentée. Les metteurs en scène à Cannes donnent toujours l'*impression de jouer leur vie à la roulette russe d'un palmarès.*

Heureusement qu'est *arrivé* Claude Chabrol, *sinon* le rôle du trouble-fête, de l'*enfant terrible*, échappait à la nouvelle vague. Sinon le Festival s'achevait comme il avait commencé, un peu dans l'amidon des convenances, sans les dérapages surprises, en tout cas, du moindre iconoclaste.

Très en verve Chabrol, rajeuni, dynamisé à la fois par ses retrouvailles *récentes* avec la renommée et par l'aigreur des puristes devant la sélection de son film *Poulet au vinaigre déjà sorti dans les salles* (*le Monde* du 11 avril). *Alors, il montre une grogne de chauffeur de taxi bloqué dans* les embouteillages de la Croisette. La stupeur effondrée de celui qui fait semblant de ne voir l'événement que par le plus petit bout de la lorgnette. *« Il faudrait demander aux gens —* explique-t-il en regardant l'agitation d'un hall d'hôtel — *s'ils s'amusent vraiment ici plus qu'ils s'emmerdent. »* Pas un instant impressionné, Chabrol. *Ce qu'il retrouve à Cannes, c'est d'abord une ancienne rancune pour un film sélectionné en 1958 mais éjecté de la compétition par un ministre de la* culture intégriste. Heureusement qu'en 1978 Isabelle Huppert eut le prix d'interprétation avec *Violette Nozières*. Dans le cas contraire, Chabrol faisait manger sept ans plus tard son drapeau à palmes au Festival.

Bien sûr, cette fureur est feinte. Elle cache un cœur gros comme le fourneau de sa pipe. Chabrol s'est fait détracteur par pudeur pour étouffer le bonheur de cette reconnaissance-là. Il vous regarde dans les yeux en lâchant ses vacheries et, pour se faire aimer sur la Croisette, emprunte les chemins les plus détournés. Pour dire qu'il apprécie comme tout le monde les égards dus à son orgueil, il a une façon de hurler avec les loups, d'être en face solidaire de ses détracteurs et d'en rajouter dans la veulerie. Ainsi, au cas où on l'oublierait, il rabaisse lui-même son arrivée à Cannes à un intérêt d'épicier. *« La sélection de Poulet au vinaigre*, confie-t-il, *va permettre au film de se vendre plus vite et plus cher. »*

Veut-on déduire de sa filmographie qu'il n'a pas toujours tourné que des chefs-d'œuvre ? Il est le premier à le reconnaître, prompt à tirer sur le maître et avec les mots les plus mordants. *Le dossier de presse de son film est*, à *coup sûr*, le plus *autocritique du Festival. Il n'a que* le *mot « navet »* à la bouche, au moins pour le tiers de son œuvre. Pour *les Magiciens* (1975), il s'accorde le crédit de *« douze plans géniaux que personne n'a remarqués »*. Pour le reste...

Chabrol ou la philosophie de la misère. La vaillance des médiocres, c'est-à-dire de ceux qui savent qu'on réussit une fois sur deux et que le vrai talent c'est la lucidité de voir la mise en scène comme une bataille jamais gagnée avec la moyenne.

Après deux semaines de Festival, il est clair que les films *cette année n'auront pas soulevé les passions. Mais tout le système cannois, à commencer par les prestations* publiques des *cinéastes, aura tenté* de sauver des apparences plutôt fragiles, à nous faire croire que le cinéma, au moins par son discours oral et ses images publicitaires, restait bien en étroite relation avec l'absolu. Chabrol, le moraliste des petits contes, a servi Cannes vendredi comme personne, en réduisant l'ambition du propos, le sien, donc, celui des autres, à de plus justes proportions.

PHILIPPE BOGGIO.

Atmosphère

Sections parallèles

Mystère d'Alexina, de René Féret, s'inspire des *Mémoires d'un hermaphrodite français au dix-neuvième siècle*, que Michel Foucault a retrouvées.

Alexina Barbin a existé. En fait, il n'était pas hermaphrodite, il n'était pas une erreur de la nature, il était victime d'une erreur d'état civil. C'est en tout cas ainsi que René Féret le présente. Il fait jouer le personnage par un acteur, Vuillemin — son prénom n'est pas indiqué. Au prochain Festival d'Avignon, c'est une actrice, Dominique Valladié qui, reprenant la même histoire, assumera l'ambivalence, et elle sera forcément plus marquée. Le film s'attache surtout à démontrer comment le puritanisme, comment la peur du corps plus encore que de la sexualité, est un instrument de contrainte sociale et amène à des conduites aberrantes.

Elevé(e) au couvent, Alexina ne s'est jamais rendu compte de sa différence, parcequ'il n'a jamais vu un corps féminin. Il se revendique homme le jour où il devient amoureux d'une fille. Et quand le médecin qui l'examine, s'étonne de ce que la mère ait pu se tromper à la naissance, celle-ci répond : *« On ne regarde pas ces choses-là »*.

A force de gommer l'ambiguïté d'Alexina, de faire porter toute la responsabilité de ses malheurs aux mœurs, à l'éducation, à la morale du temps, René Féret à son tour se cache les yeux, dévie le problème. On voit bien qu'il a voulu éviter le comique graveleux — *mais il n'a pas* pu éviter certaines situations vaudevillesques. Il vise « l'objectivité » et prend ses distances, demande aux acteurs un jeu distancié qui les désincarne. A coups d'images soignées, de scènes bien agencées qui expliquent bien tout, il montre l'embarras des gens face à un cas qui ne correspond pas à leurs normes, dépasse leur compréhension et que lui-même, en somme, n'a pas osé traiter.

C'est également d'une histoire vraie que s'inspire le film de Mike Newell, *Dance with a stranger*, présenté à *la Quinzaine* des réalisateurs. Dans l'Angleterre des années 50, l'histoire de Ruth Ellis, condamnée à la peine capitale pour le meurtre de son amant, et pendue. Son amant faisait partie de la gentry fauchée — *ce qui n'exclut pas les* privilèges de classe. Elle n'était qu'une fille platinée qui se débrouillait pour vivre et faire vivre son petit garçon.

Le procès a duré un jour et demi, la fille était condamnée d'avance. *Le film s'arrête au meurtre et* raconte dans son impitoyable chronologie la passion de Ruth Ellis. Hôtesse d'un club pas vraiment convenable, elle est éblouie par l'adolescent prolongé aux yeux de biche qui la poursuit, s'impose, se montre jaloux, possessif, infidèle bien entendu et d'un égoïsme irresponsable d'enfant gâté. Il l'aime pour sa vulgarité, elle l'aime parce qu'il est lui, se sent indigne de lui — la servante amoureuse du maître. On n'est plus au dix-huitième siècle et elle se révolte. Mais, profondément, *dans les mentalités* les rapports de force n'ont pas vraiment changé. Sa révolte ne peut aboutir qu'au meurtre, ou au suicide — suicide par cour de justice interposée.

Mike Newell conduit son film de façon la plus classique : un récit *romanesque, interprété par* des acteurs qui savent faire vivre leurs personnages, comme s'ils se plongeaient dans le magma de désirs, de fureurs, d'angoisse, d'inconscience, sans rien expliquer, sans prendre parti, *avec une subtilité*, *une sorte* de détachement qui n'est pas la « distance » appuyée de René Féret, qui est une forme particulièrement cruelle de retenue qui est tout simplement britannique.

Avec *Visage de chien*, de Jacek Gasiorowski, à Perspectives du cinéma français, on quitte le réalisme pour le film d'atmosphère. Pourtant, c'est un peu la version des *années 80 du Voleur de bicyclette.* Hugues Quester, séparé de sa femme (Anne Alvaro) emmène son gamin se promener avec lui. C'est un paumé, sans travail, complètement décentré, vaguement dealer, et recherché *par ses fournisseurs parce* qu'il leur doit douze mille francs. Jacek Gasiorowski poétise le décor. Les pans de murs lépreux, le ciel gris, les rues sans arbres, les escaliers du métro, les poutrelles rouillées composent le paysage triste d'un rêve foutu. Celui de l'homme ou de l'enfant ? L'un et l'autre, c'est la même chose. Si les enfants sont à ce point présents dans *les films*, c'est *souvent par facilité, ou timidité*, comme si on avait besoin d'un alibi pour manifester son étonnement, sa naïveté. Jacek Gasiorowski éprouve le besoin de passer par le regard du petit garçon, qui en *définitive* n'a pas sa place dans son histoire. Le film a été réalisé avec beaucoup de difficultés, en plusieurs fois. Il est attachant, séduisant, mais ne tient pas la distance.

Le « court métrage » *en noir et* blanc de Farid Lahouassa, *la Poupée qui tousse*, tient mieux ses trente-huit minutes. Présentés ensemble, les deux films ont en commun de décrire la pauvreté marginalisée avec une sensibilité dépourvue de pathos. Des gens vivent une existence âpre, dans une laideur pesante, mais ils savent inventer la beauté, l'amour. Le monde de Farid Lahouassa est celui des immigrés qui survivent à la petite semaine, avec des combines minables et des métiers qui ne le sont pas moins. Un monde enfermé, et qui sait encore rêver ses évasions. On pense parfois à Hôtel du Nord... Jacek Gasiorowski et Farid Lahouassa sont les enfants de Prévert-Carné.

COLETTE GODARD.

Compétition

« BLISS », de Ray Lawrence

C'est l'enfer

Tout va bien pour Harry Joy. Sa femme, son associé, son fils, qui sera médecin, sa fille, qui sera assistante *sociale, son agence de* publicité, ça va. Harry Joy raconte des histoires, mais son histoire à lui, voici : il ne sait pas qu'il va mourir, nous susurre, off, une vieille voix chevrotante, qui s'avère être la sienne à la fin. Oh, il ne va pas mourir longtemps : quatre minutes. *Il se regarde mort* (vue aérienne), *et il découvre* cette contrée que l'on nomme enfer (plongée sous-marine).

Distinguer l'enfer du paradis n'est pas à la portée de n'importe quel imbécile. Après son opération à cœur ouvert (bistouri s'il vous plaît), Harry Joy passera de l'un (sa famille), à l'autre (la nature), *soutenu par une créature* des bois, Honey Barbara, pour qui il fera pousser des arbres à miel. Il vivra très vieux, ils auront un enfant et pas de cancer.

Mais n'allons pas si vite. Au début de ce premier film australien, un serveur, s'adressant à la caméra, annonce que l'associé et l'épouse *vont se livrer à des ébats répréhensibles, et les ébats ont lieu sur la table du restaurant.* Puis à l'hôpital, pour une question d'odeurs, la femme a des sardines qui lui tombent de sous la jupe. On croit que ça va être drôle, cette concrétisation des fantasmes.

Mais les deux heures suivantes sont si fantastiquement nulles qu'il n'y a même plus de mots pour le dire.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Bloc-notes

LE YALTA DU CINÉMA

L'avenir du cinéma français vaut bien une médaille. C'est sans doute ce que pensait M. Jack Lang en décorant de la Légion d'honneur, le 16 mai, M. Jack Valenti, président de la puissante association des *grands studios américains*. La cérémonie, relativement discrète.

L'enjeu n'est autre que l'avenir du marché international du film. Face à la santé florissante de la production américaine, le déclin spectaculaire de l'industrie européenne impose à l'évidence une sorte de Yalta du cinéma. *Et, dans cette* négociation aussi complexe qu'urgente, la France et son ministre de la culture tiennent un rôle de *médiateur reconnu par tous*. Pour M. Jack Lang, la partie se joue en deux coups : d'abord convaincre Hollywood de laisser les films français et européens pénétrer sur le marché américain, ensuite persuader la Communauté européenne de faire du renouveau de la production audiovisuelle un objectif prioritaire.

Pour gagner sa première manche, le ministre dispose d'arguments de poids. Selon un rapport établi par Mme Catherine Verret, d'Unifrance Films, les films étrangers représentent moins de 2 % des recettes du marché *américain*, une portion congrue dont le cinéma français s'octroie environ la moitié. Rebelles aux versions *doublées*, peu habitués aux sous-titres, les spectateurs américains, en dehors d'une élite intellectuelle urbaine, ignorent les *cinématographies étrangères*. Pis encore : depuis 1977, les trois chaînes nationales américaines n'ont programmé qu'un seul film français, et les magazines de cinéma refusent d'accueillir des vedettes qui ne parlent pas parfaitement l'anglais.

Ce protectionnisme culturel est encore aggravé par la logique économique. Habitués aux lancements massifs, les grands studios américains ne savent plus distribuer de films dans moins de cinq cents salles. Du coup, les divisions « classic » d'Hollywood, *spécialisées* depuis quelques années dans l'achat de films étrangers, voient leur activité diminuer. Seuls quelques distributeurs indépendants continuent à prendre des risques.

Lors de sa rencontre avec les « majors », M. Jack Lang a demandé une révision rapide de cette politique. Investir un peu plus dans les films français ne représente qu'une goutte d'eau dans les budgets des grands studios mais équivaudrait à une indispensable *bouffée* d'oxygène pour nos producteurs. En échange, le ministre de la culture s'engage à plaider auprès de la *Communauté européenne* la cause des investissements américains en Europe. Inquiet de la baisse de la fréquentation sur le Vieux Continent, Hollywood a en effet décidé d'investir dans la création de salles de cinéma, en particulier en Angleterre. Le rapport de forces est fragile, mais rendez-vous est pris pour le mois de septembre entre Américains et Européens pour mesurer les progrès accomplis.

Même *si* elle se joue entre Européens, la deuxième manche de cette partie diplomatique est encore moins aisée. *L'Europe de l'audiovisuel* est pourtant une bonne idée : ne s'agit-il pas de constituer un marché comparable par sa taille au marché *américain et capable de rentabiliser* les investissements du cinéma européen ? Reste à savoir comment s'y prendre. Jusqu'à présent, la *Commission européenne*, fidèle à la lettre du traité de Rome, préconisait la pure et simple disparition des réglementations nationales, la libre circulation des films par cassettes, câbles ou satellites. Mais tirer ainsi un trait sur les droits d'auteur, la *hiérarchie des médias ou les quotas* de programmation nationaux risque de réduire à néant un cinéma européen déjà fort affaibli face à la concurrence américaine.

Devant les alarmes du Bureau de liaison européen du cinéma, M. Carlo Ripa Di Meana, le nouveau commissaire européen à la culture et à l'information, a promis à Cannes d'entamer de nouvelles négociations pour une politique de la Communauté *plus conforme* aux intérêts des producteurs. La prochaine réunion des ministres de la culture des *Dix*, le 28 mai, devrait entériner un projet de fonds de soutien : 20 millions d'ECU pour aider les coproductions européennes ainsi que les *initiatives* de codistribution.

« Si nous ne voulons pas unifier un désert, a souligné M. Jack Lang, *il faut créer l'Europe de la production avant l'Europe de la diffusion. »*

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Bande à part

A.K.

LA CHRONIQUE DE DANIEL TOSCAN DU PLANTIER

L'absence du film *Ran*, d'Akira Kurosawa est l'événement de Cannes, encore renforcé, hier, par la diffusion d'un « film sur », *réalisé par Chris Marker, qui fait mieux mesurer* le manque. C'est déjà une longue histoire que le parcours conduisant à ce film. Elle commence dans ce moto-scaffe de *Venise qui est allé chercher le maître sur le ponton du Danieli.* Il lui fallut peu de mots pour me dire l'étendue de son drame : dix ans d'attente et de refus répétés pour ce projet qui plus que tout lui tenait à cœur. A Venise, *je promis mon soutien.* A *Tokyo*, quelques mois plus tard, dans un environnement hostile et méprisant, je signais une première lettre d'engagement. A Paris, je proposais à mon ami *Serge Silberman, producteur de* Bunuel, de prendre en main le projet, ce qu'il fit à merveille.

Mais pour moi, la naissance du film s'est faite avant, à l'instant même où le vieil homme, assis au fond du jardin du Palais Dario sur le Grand Canal, m'expliqua ce qu'il attendait de moi, *impérativement. Lorsqu'en septembre* nous verrons, enfin, ce *Ran*, il faudra saluer l'entêtement insensé de son auteur et le courage de son producteur.

Il est pourtant paradoxal que le Japon, aujourd'hui puissance mondiale éclatante, n'ait pu trouver une solution à lui seul, *qui permette à son premier metteur en scène de travailler sans* l'intervention des Français. Au-delà du traditionnel rejet des maîtres par leurs concitoyens, trop sensibles à leurs travers névrotiques personnels et jaloux de leur gloire internationale — voir Fellini en Italie, Bergman en Suède, *Wells aux Etats-Unis* — il y a une sorte d'attitude dite technologique qui menace l'existence du cinéma, jugé obsolète et dépassé par les fameuses techniques nouvelles, *toutes centrées autour de la vidéo et de sa diffusion électronique.*

Je me revois dans le bureau d'un haut responsable de l'Etat, qui visiblement, à l'occasion d'une réforme de feu l'ORTF, voyait et organisait l'avenir avec le fameux : « Et puis il y a le câble ! » Je tâchais de le convaincre *que le câble n'était que le fil* du téléphone et que, s'il la rendait possible, ne déterminait ni le contenu ni la qualité de la communication, que, par exemple, *serrer un téléphone sur son cœur ne pouvait en aucune* sorte remplacer la déclaration de ses sentiments. La nécessaire œuvre de création est rendue seulement possible par le « tuyau » à la condition que le *message, le programme, soit* préservé et conçu en amont de sa diffusion. Marcel Proust nous l'a dit : le « téléphonage » rend difficile l'échange des sentiments et il n'y voyait pas un *progrès.*

Sans craindre la modernité, rappelons-nous pendant qu'il est temps : pas *d'électronique sans programme*, pas de *techniques nouvelles sans création*, pas de Sony sans Kurosawa, pas de téléphone sans amour.



Paris / programmes

théâtre

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Samedi 18 - Dimanche 19 mai

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. 19 h 30 : Un bal masqué.

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim. 20 h 30 : le Misanthrope ; dim. 14 h 30 : l'Impresario de Smyrne ; sam., 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

☞ CHAILLOT (727-81-15) : Grand Théâtre sam. 20 h 30, dim. 15 h : Ubu Roi. Théâtre Gémier sam. 20 h 30, dim. 15 h : Mille francs de récompense (de Victor Hugo).

PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Lui, de Y.-F. Lebeau.

☞ TEP (364-80-80), Théâtre, sam. 20 h 30 : Macadam Quichotte ; Cinéma : dim. 20 h : African Queen (v.o.), de J. Huston : la Trace, de B. Favre.

BEAUBOURG (277-12-33), Cinéma-Vidéo, sam., dim. à 13 h : Charles Trénet, de F. Ertaud, P. Bouteiller : 16 h : Antony Burgess, de K. Scherdsteger, T. Filliard : 19 h : Jean Teule, alchimiste de l'image, de C. Boustani, P. Catherine. Cinéma hongrois, sam. 20 h 30 : le Cerf-volant doré, de L. Ransdy. Danse, 18 h 30, Compagnie Belzebuth : Dona Nobis Pacem ; sam. à 21 h, dim. à 16 h. Compagnie Ecchymose : Grand Braquet, de P. Roger.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), Nederlands dans theater sam. 20 h 45 : Heart's Labyrinth ; l'Enfant et les Sortilèges.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30 : 3e Concours international de danse à claquettes ; dim. à 20 h 30 : Gala de clôture.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), sam. 20 h 45, dim. 17 h : Fast et Food au théâtre.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71) sam., 20 h 30, dim. 15 h : le Sablier.

☞ ARCANE (338-19-70) sam., 20 h 30, dim. 17 h : la Sonate au clair de lune, (dernière).

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23) sam., 21 h, dim., 15 h : Doit-on le dire ?

ATELIER (606-49-24), sam., 21 h, dim., 15 h : En attendant Godot.

ATHÉNÉE (742-67-27), Salle Ch.-Bérard, sam., 16 h 30 : Attentat meurtrier à Paris. Salle Louis-Jouvet : , sam. 16 h : les Violettes

☞ BASTILLE (357-42-14), sam., 21 h : le Monologue d'Adramelech (dern.).

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24) sam., 21 h, dim., 15 h 30 : Tailleur pour dames.

☞ CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Place de Breteuil. Atelier du Chaudron (328-97-04), sam., 21 h, dim., 16 h : Identités provisoires.

☞ CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Resserre sam., 20 h 30 : Macbeth ; La Galerie sam., 20 h 30 : Délicate balance.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam., 17 h 30 et 21 h, dim., 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : Léocadia.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : le Baiser d'amour.

COMÉDIE DE PARIS (280-00-11) sam., 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), sam., 17 h et 21 h, dim., 15 h 30 : le Canard à l'orange.

DIX-HEURES (606-07-48), sam., 22 h : Scènes de ménage.

☞ DIX-HUIT THÉATRE (226-47-47) sam., 20 h 30 : Play Strindberg ; dim., 16 h : Dialogues d'exilés.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), sam., 21 h : la Jalousie du barbouillé.

EDOUARD-VII (742-57-49), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ ÉPICERIE (724-14-16), sam., dim., 20 h 30 : théâtre ; 21 h 30 : Comme un sens inverse.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), sam., 20 h 30 : Shame (la Honte).

ESPACE KIRON (373-50-25), sam. : 20 h 30 : Dim. 17 h : Adam et Eve.

☞ ESPACE MARAIS (584-09-31), sam., 22 h 15 : Azimut info.

☞ ESSAION (278-46-42), sam., I. 19 h : La dame est folle ou le Billet pour nulle part ; 20 h 45 : Djamila, (dern.) ; II. sam., 17 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternités.

DÉCHARGEURS (236-00-02), sam., 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (254-99-18), sam. 20 h 45 : Un hiver indien.

☞ FONTAINE (874-82-34), sam., 17 h et 21 h : Triple mixte.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) sam., 20 h 45, dim. 15 h : Love.

☞ GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam., 21 h : la Petite Marchande d'allume-êtres.

HUCHETTE (326-38-99), sam., 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), sam., 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), sam., I. 18 h : Et ils passèrent des menottes aux fleurs ; 20 h : Enfantillages (dern.) ; sam. 22 h 30 : les Contes de Chelm. II. 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin. Petite salle, 21 h 30 : J. Florencie.

☞ LYS MONTPARNASSE (327-88-61), dim : 15 h : La plus forte II ; sam. : 19 h 30, dim. 16 h 30 : La plus forte I (dern.).

☞ MADELEINE (265-07-09), sam., 20 h 45, dim., 15 h : les Œufs de l'autruche.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), sam., 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort » ; sam., 20 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), sam., 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), sam., 21 h, dim. 16 h : Tous aux abris.

MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam., 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), sam, 21 h, dim., 16 h : Henri IV. Petite salle, sam., 18 h et 21 h, dim., 16 h : Tchekhov Tchekhova.

☞ MUSÉE GRÉVIN (246-84-47), sam., 21 h : Amphitryon 39.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), sam., 20 h 45, dim. 15 h 30 : Mangeront-ils.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52), sam., 21 h, dim., 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam., 20 h 30, dim. 17 h 30 : le Condamné à mort.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam., 18 h 45 et 21 h 30, dim., 15 h 30 : le Dindon.

☞ PLAINE (250-15-65), sam., 20 h 30, dim., 17 h : la Charrette de Caymans.

☞ PLAISANCE (320-00-06), sam., 16 h 30 et 20 h 30 : Sidney.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Ma femme.

PORTE DE GENTILLY (580-20-20), sam., 20 h 30, dim. 16 h : Due dozzine di rose scarlatte (dern.).

☞ PORTE - SAINT - MARTIN (607-37-53), sam., 18 h 15 et 21 h 15 : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), sam., 21 h, dim., 15 h : Double Foyer.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), sam., 20 h 30 et 22 h : Compartiment fumeurs.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), sam., 20 h 45 ; dim., 15 h : On m'appelle Emilie (dern.).

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : De si tendres liens.

☞ TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79), I. Sam., 20 h 30 : l'Ecume des jours. — II. Sam., 20 h 30 : Huis clos ; sam., 16 h : Herculanum express.

☞ TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30 : Du dac au dac.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE MONDAIN AMBULANT (887-09-87), sam., 20 h 30 : le Grand Déménagement.

☞ THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), sam., 20 h 30, dim., 17 : la Dernière du malade imaginaire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), sam., 21 h : Salomé.

☞ THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam., 20 h : la Nuit et le Moment.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, sam., 20 h 30 ; dim., 15 h : la Musica.

☞ THÉATRE 13 (588-16-30), sam., 20 h 30, dim., 15 h : la Collection.

☞ LE TINTAMARRE (887-33-82), sam., 20 h 15 et 24 h : Phèdre; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TOURTOUR (887-82-48) I. sam., 18 h 30 : Baraque baroque ; II. Sam., 16 h et 18 h 30 : Tac ; sam., 20 h 30, dim., 17 h : Haut comme la table ; sam., 22 h 30 : Carmen Cru.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam., 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

VINAIGRIERS (245-45-54), sam., 20 h 30, dim. 15 h : Parle-moi comme la pluie.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to baby; 22 h 30 : Crazy cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 + sam., 24 h : les Sacrés Monstres. — II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

BOURVIL (373-47-84) (D., L.), 21 h 15 : Y'en à marr... ez vous ?

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11) (D.), I. 20 h 15 + sam., 23 h 45 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (549-27-78) (D., L.), 22 h : Riez, riez, profitez-en...

PETIT CASINO (278-36-50) (D.), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratte-cul dans la crème fraîche.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) (J., D., L.), 20 h : Les dieux sont tombés sur la secte ; 21 h 30 (D., L.) : 21 h 30 : Pas de veine pour Dracula.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93) (D., L.), 21 h : Nuit d'ivresse.

TINTAMARRE (887-33-82), sam., 16 h : la Timbale.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 et 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), sam., 21 h, dim. 15 h 30 et 21 h : Les zéros sont fatigués.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), sam., dim., 21 h : Chansons françaises.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam., dim., 20 h 30 : C. Zarcate.

CIRQUE D'HIVER (504-72-04), sam., dim. 14 h 30 et 17 h 30 : Emilie Jolie.

GYMNASE (246-79-79), sam. 17 h 30 et 21 h : Thierry Le Luron.

OLYMPIA (742-25-49), sam., 20 h 30 ; dim. 17 h : D. Guichard.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), sam., 20 h 30 : L'ouvreuse était presque parfait.

THÉATRE NOIR (346-91-33), sam., dim., 20 h 30 : Isaku.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam., 21 h et 23 h : Los Pucci.

ZENITH (240-60-00), sam., 21 h : L. de Suza, Sim, H. Aufray.

Les opérettes

ÉLYSÉES-MONTMARTRE (252-25-15), sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Mille et Une Nuits.

Les concerts

SAMEDI 18

Hôtel Saint-Aignan, 21 h : O. Benoit (Beethoven, Schumann, Schubert...).

Lucernaire, 20 h : M. Violette (Brahms, Debussy, Chopin).

Galerie Peinture fraîche, 20 h 30 : Ensemble Perceval, dir. : G. Robert (musique du XIIIe au XVe siècle).

Eglise Saint-Merri, 21 h : A. Melchior (Beethoven, Ginastera, Schumann).

18 Théâtre, 16 h 30 : Orchestre de chambre franco-allemand (Rossini, Corelli, Haendel).

Eglise anglicane Saint-George, 18 h 30 : English Piano Quintet (Bach..., Telemann, Haendel...).

DIMANCHE 19

Eglise Saint-Merri, 16 h : E. Norin, K. Bronk-Zdanowicz (Mozart, Schumann, Schubert...).

Galerie Peinture fraîche, 18 h 30 : voir le 18.

Hôtel Saint-Aignan, 18 h : K. Koletz (Bach, Beethoven, Schubert).

Eglise des Billettes, 17 h : U. Reinemann, N. Lee (Beethoven, Schubert, Schumann).

Théâtre du Rond-Point, 11 h : Quatuor Kodaly (Beethoven, Bartok).

Jazz, pop, rock, folk

☞ CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam. 21 h 30 : B. de Kort (dern.) ; dim. : R. Guerin Big Band.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam. 22 h 30 : Les quatre étoiles.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, sam. : Rova Saxophone Quartet ; dim. : Guus Jansen Septet.

INSTITUT NEERLANDAIS (705-85-99), sam. 20 h 30 : Guus Janssen Septet.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 0 h 30, sam. : Foli ; dim : Camel Afro Musique.

MONTANA (548-93-08), sam. 22 h : R. Urtreger, R. Galeazzi.

MUSIC' HALLES (261-96-20), sam. 22 h : Z. Fleischer, Ch. Schneider, L. Benhamou, M. Bertaux, T. Rabeson (dern.).

☞ NEW MORNING (523-51-41), sam. 21 h 30 : Fiesta Latina.

☞ PETIT JOURNAL (326-28-59), sam. 21 h 30 : Swing Combo.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim. 23 h : R. Galliano, F. Sitbon, J.-M. Jaffet, L. Augusti.

PHIL'ONE (776-44-26), sam. 22 h : Ghetto Blaster.

QUOTIDIEN (271-44-54), sam. 21 h 30 : S. Lazarevitch Trio.

ROSE BONBON (806-59-68), sam., dim. 22 h : Momerath.

SLOW CLUB (233-84-30), sam. 21 h 30 : Whoopee makers (dern.).

SUNSET (261-46-60), sam. 23 h : A. Deblossat Quartet (dern.).

TROU NOIR (570-84-29), sam., dim. 21 h : Flamarion.

Festival de l'Ile-de-France

BOURRON-MARLOTTE, Château et église, dim. à partir de 15 h : orchestre de chambre B. Thomas (Bach, Haendel).

ÉTAMPES, église Saint-Gilles, sam. à partir de 18 h : Berry Hayward Consort, ensemble vocal C. Caillard-Hayward (musique des XIIe et XIIIe).

LUZARCHES, château de Champlâtreux, dim. à partir de 15 h 30 : Ateliers de chant choral et de danse populaire.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 18 MAI

Carte blanche à Y. Chahine : 17 h, Toute la ville danse, de J. Duvivier ; 19 h, la Fosse aux serpents, de A. Litvak ; 21 h, la Femme du boulanger, de M. Pagnol.

DIMANCHE 19 MAI

15 h, soixante-dix ans d'Universal : A Hero for a night, de W. J. Craft ; carte blanche à Y. Chahine : 17 h, la Femme aux cigarettes, de J. Negulesco ; 19 h, paysage mort, de I. Gaal ; 21 h, Duel au soleil, de K. Vidor.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 18 MAI

17 h, le cinéma expérimental américain : Programme 1 : Visions of New York ; cent jours du cinéma espagnol : 19 h, Placido, de L. G. Berlanga ; 21 h, Viridiana, de L. Bunuel.

DIMANCHE 19 MAI

15 h, Classiques du cinéma mondial : Walking Down Broadway/Hello Sister, de E. Von Stroheim : 17 h, cinéma expérimental américain : Programme II The Space — Text of the Frame ; cent jours du cinéma espagnol : 19 h, Del rosa al amarillo, de M. Summers ; 21 h, Ballade pour un bandit, de C. Saura.

Les exclusivités

ADIEU BLAIREAU (A.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sué., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DELA DES MURS (Isr., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e, mer., jeu. (633-97-77).

LA BALADE INOUBLIABLE (It., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).



BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Rialto, 19e (607-87-61).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Ambassade, 8e, mer., jeu. (359-19-08).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Capri, 2e (508-11-60) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : Richelieu, 2e, mer., jeu. (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

DÉTECTIVE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (358-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

DIVORCE A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

2010 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (563-16-16).

EIJANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Gaumond Convention, 15e, mer., jeu. (828-42-27).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

FASTER PUSSYCAT KILL KILL (A., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg (H. sp.), 3e (271-52-36).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16) ; Rialto, 19e (607-87-61).

HORS LA LOI (Fr.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE JEU DU FAUCON (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCROUTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Palace, 5e, mer., jeu. (354-07-76) ; UGC Montparnasse, 6e, mer., jeu. (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, mer., jeu., 8e (359-29-46) ; Ambassade (à partir de vendredi), 8e (359-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, mer., jeu., 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Olympic Saint-Germain, mer., jeu., 6e (222-87-23) ; Olympic Luxembourg, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, mer., jeu., 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

MATA-HARI (A., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

MICKI ET MAUDE (A., v.o.) : Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

MOJADO POWER (Mex., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia, 5e (326-84-65) ; Denfert, 14e (321-41-01).

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

ONDE DE CHOC (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LE PACTOLE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Lumière, 9e (246-49-07).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) : v.o., Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Gobelns, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46)) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SHOAH (Fr.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Monte-Carlo, 8e (225-08-83) ; Olympic, 14e (544-43-14).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

SOS FANTOMES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

SPLIT IMAGE, L'ENVOUTEMENT (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Mexéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles (mer., jeu.), 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna (mer., jeu.), 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TERMINATOR (A., v.o.) : Forum, 1er (297-52-37) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-51) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; George V, 8e (562-41-46) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE (Franco-canadien) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

VIDAS (Portugais, v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

VOYAGE A CYTHÈRE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

ADIEU BONAPARTE, (à partir de vendredi), film franco-égyptien de Youssef Chahine, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e, (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Entrepot, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

BABY, film américain de B.W.L. Norton, v.o. : Forum Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Moutparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Images, 18e (522-47-94).

BIRDY, film américain d'Alan Parker, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (532-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (748-24-24).

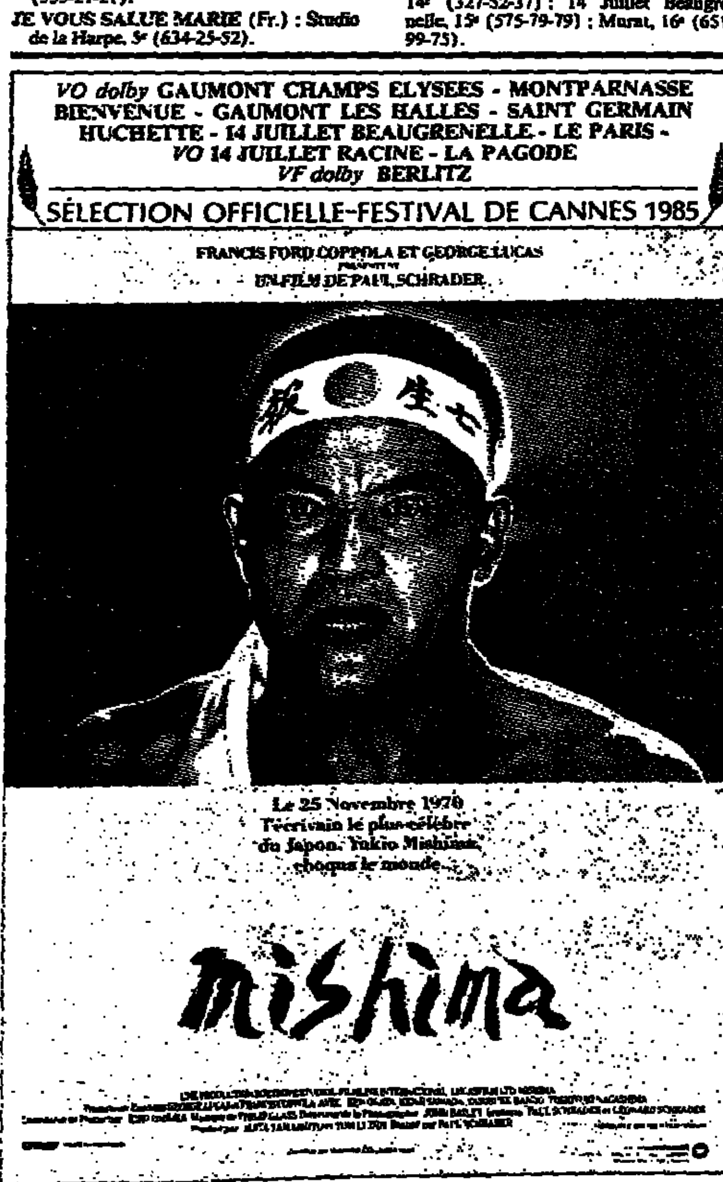
MISHIMA, film américain de Paul Shrader, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

RENDEZ-VOUS, film français de André Téchiné : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS, film français de Jean-Patric Lebel : Studio 43, 9e (770-63-40).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (*), film américain de Dan O'Bannon, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (325-21-21). – V.f. : Paramont Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

THAT'S DANCING, film américain de Jack Haley, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Images, 18e (522-47-94).





France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 18 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Théâtre : Adieu prudence.
De Leslie Stevens. Mise en scène A. Feydeau, avec J.-C. Pascal, F. Christophe, H. Vos et A. Feydeau.
Un professeur de sociologie explique à ses étudiants le sérieux du mariage, quand, au même instant, son épouse, vedette de télévision, enseigne l'art de mener son mari. L'arrivée d'une belle jeune fille ébranle ce couple très uni. Mais tout rentrera dans l'ordre.

22 h 30 Droit de réponse : la peste et le choléra.
Une émission en deux parties : la projection d'un document réalisé par Werner Herzog sur les Indiens Miskitos du Nicaragua, suivie d'un débat auquel participent notre collaborateur Marcel Nierdergang ainsi qu'O. todd, S. George, C. Ferrari-Lopez, C. Soudoplatov et M. Barth, prêtre.

0 h Journal.
0 h 15 C'est à Cannes.
0 h 20 Ouvert la nuit.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
Autour de M. Polnareff, M. Leeb, Dorothée, P. Dupond...

22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Spécial Billy Idol.
23 h 5 Journal.
23 h 10 Internationaux de Rome.
En différé, le match de Noah en demi-finale.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.
21 h 50 Journal.
22 h 15 Feuilleton : Dynastie.
23 h 5 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit en direct de Cannes Jeanne Moreau, Jacqueline Bisset, Fernand Dauney.
23 h 30 Musiclub.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris kiosque ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, feuilleton : l'Homme du « Picardie » ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, La science amusante.

CANAL PLUS

20 h 35, Le défi de Betty Quinn ; 22 h 10, Le Radeau d'Olivier ; 22 h 55, New York nights, film de R. Vanderes ; 0 h 40, Georgia, film de A. Penn ; 2 h 35, Scum, film de A. Clarke ; 4 h 10, Class, film de J. Carlino.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Epreuves », de Daniel Besnehard (d'après Marivaux), avec Y. Clech, M. Cassan, R. Renot..., et « la Surprise », de Robert Pinget, précédés d'entretiens avec les auteurs.
22 h 10 Démarches avec Bernard Delvaille.
22 h 30 Musique : Ricercare, l'influence de la musique française dans les partitas pour clavecin de J.-S. Bach.
0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ut mineur*, de Beethoven ; *Symphonie n° 5 en ut dièse mineur*, de Mahler par l'Orchestre symphonique de la RAI de Turin, dir. E. Inbal, sol. E. Guilels, piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Feuilleton Ray Charles ; à 23 h 5 Club des archives : les ténors de l'âge d'or - Aureliano Pertile et Giovanni Martinelli ; à 1 h, l'arbre à chansons.

Dimanche 19 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h Messe célébrée en l'église Notre-Dame du Concile à Chilly-Mazarin, dans l'Essonne.
12 h 2 Midi Presse.
Invité : M. Le Pen, Président du Front national.
12 h 30 La séquence du spectateur.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Sports dimanche et tiercé.
16 h 10 Variétés : La belle vie.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h 5 Série : Guerre et paix.
19 h Sept sur sept.
Avec M. Jean-Pierre Miquel, directeur du Conservatoire d'art dramatique.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : le Messager.
Film anglais de Joseph Losey (1971), avec J. Christie, A. Bates, M. Leigton, M. Redgrave (rediffusion).
Un vieil homme découvre, en pensant à sa jeunesse, à quel point il fut déterminé, dans une période de son enfance, par des adultes qui se servirent de lui.
22 h 20 Sports dimanche soir.
23 h 15 Journal.
23 h 30 C'est à Cannes.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 15 Dimanche Martin.
12 h 45 Journal.
13 h 15 Dimanche Martin (suite).
17 h Série : Médecins de nuit.
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).
19 h Feuilleton : Et la vie continue.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : Le grand raid.
21 h 35 Document INA : Lubat musique, père et fils.
Un film sur la relation entre deux hommes, musiciens : le père, Alban, et le fils, Bernard.
22 h 30 Magazine : Désirs des arts.
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

13 h Magazine 85.
15 h Musique pour un dimanche (et à 17 h 30).
15 h 15 Théâtre : l'Opéra des gueux.
Les personnages de cette comédie burlesque prospèrent grâce au vol, à la débauche ou à la fourberie. Par John Gay, poète et dramaturge du dix-huitième siècle. L'un des rôles principaux est interprété par Roger Daltrey.

18 h Emissions pour les jeunes.
19 h Au nom de l'amour.
20 h RFO Hebdo.
20 h 35 Macadam.
21 h 30 Série : les Producteurs.
Paul Claudon, producteurs des films de B. Blier, de C. Confortès. Portrait, interviews, extraits de films.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Notre pain quotidien.
Film américain de K. Vidor (1934), avec K. Morley, T. Keene, J.-T. Quaylen (v.o. sous-titrée. N.)
Un chômeur et sa femme quittent New-York pour aller s'installer dans une ferme : avec des sans-emploi et des paysans déracinés, ils créent un phalanstère agricole.
23 h 45 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

6 h 10, Don Camillo, monseigneur, film de C. Gallone ; 8 h, Cabou Cadin (et à 14 h 25) ; 8 h 55, Gym à gym ; 9 h 10, La vie est un roman, film de A. Resnais ; 11 h, Les trois jours du condor, film de S. Pollack ; 13 h 5, Reilly, l'as des espions ; 13 h 55, l'Hôtel en folie ; 15 h 50, Superstars ; 16 h 5, Hill street blues ; 17 h, The Bette Middler show ; 18 h, Appelez-moi Bruce, film de E. Hong ; 19 h 45, club de la presse ; 21 h, Notre histoire, film de B. Blier ; 22 h 55, Les filles de Hollywood ; 23 h 45, Les Princes, film de T. Gatlif ; 1 h 25, New York nights, film de R. Vanderbes.

FRANCE-CULTURE

12 h, Des Papous dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : James Tissot au Petit Palais ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, Lucrèce Borgia, de V. Hugo, avec J. Danno, J. Topart, P. Constant ; 17 h, La tasse de thé, avec Richard Dembo ; rencontre avec... Catherine et Claude Rich ; 17 h 45, les communistes juifs ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : le Festival de Cannes vu de Paris ; 20 h, Musique, la conférence des rockers (avec Charlélie Couture et Bernie).
20 h 30 Atelier de création radiophonique : Nanterre, les lendemains qui parlent, par M. Cranaki.
22 h 3 Musique : Polyphonies paysannes d'Europe.
0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Programme musical proposé en disques compacts : œuvres de Bach, Mendelssohn, Beethoven, Scarlatti, Haendel, Ravel, R. Strauss, Prokofiev ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? L'opéra italien préromantique, par Frédéric Vitoux, écrivain et journaliste : œuvres de Rossini, Bellini, Donizetti ; Jazz vivant : le Suiss Jazz Pool 1985 (au grand auditorium de Radio-France) ;
20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert (concert d'ouverture du Festival des instruments anciens) : *The Lord is King, Evening Hymn, Elegy upon the death of Queen Mary, Awake, ye dead, In Quitly Night, Funérailles pour la reine Marie, Didon et Enée*, de Purcell, par les Arts florissants, dir. W. Christie, premier violon D. Cuiller, violoncelle E. Matiffa, clavecin Y. Repérant.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Feuilleton Ray Charles ; à 23 h 5, Ex libris ; à 1 h, Les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 20 MAI

TF1	20 h 35, Cinéma : *Quand passent les cigognes*, de Mikhaïl Kalatozov ; 22 h 10, Etoiles et toiles ; 23 h 10, C'est à lire.
A2	20 h 35, Le grand échiquier : *Alexis Weissenberg* ; 23 h 10, Journal.
FR3	20 h 35, Cinéma : *les Tontons flingueurs*, de Georges Lautner ; 22 h 25, Journal ; 22 h 55 ; Thalassa ; 23 h 40, Prélude à la nuit.

COMMUNICATION

SELON UN SONDAGE IPSOS NRJ, TROISIÈME RADIO EN ILE-DE-FRANCE

NRJ, la radio privée parisienne pour laquelle plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté, le 8 décembre dernier, après que la Haute Autorité eut menacé de suspendre cette station ainsi que cinq autres radios locales, occupe désormais un rang comparable à celui des « périphériques », en se plaçant en Ile-de-France en troisième position derrière RTL et Europe 1. C'est ce que révèle un sondage IPSOS rendu public le vendredi 17 mai.

Avec 1 853 000 auditeurs, soit 21,8 % *« d'audience cumulée par jour moyen de la semaine »* (personnes ayant écouté la radio au moins une fois dans la journée), NRJ, la station de Jean-Paul Baudecroux, dépasse maintenant les autres radios parisiennes de la bande FM. NRJ se place même devant France-Inter (20,9 %, soit 1 776 000 auditeurs) en ne cédant que devant RTL (30,7 %, 2 607 000) et Europe 1 (26,3 %, 2 235 000), indique le sondage, qui a porté, dans la deuxième quinzaine d'avril, sur deux mille habitants d'Ile-de-France âgés de douze ans et plus. Ce sondage est distinct des enquêtes du CESP (Centre d'études des supports de publicité) qui ne déterminent que globalement l'audience de la bande FM et ne prennent en compte que les auditeurs de quinze ans et plus. La direction de Radio-France précise à se sujet que *« cette enquête en portant sur une population de douze ans et plus, contrairement aux études réalisées jusqu'à présent, ne permet pas d'établir une comparaison avec d'autres sondages »*.

L'étude IPSOS, première d'une vague de trois enquêtes (la seconde sera réalisée en mai, la troisième en juin), révèle également que NRJ obtient cinq fois plus d'auditeurs que la seconde radio privée parisienne, RFM de Patrick Meyer (4,7 %). Celle-ci est suivie de France-Musique (4,3 %), FIP, l'une des stations FM de Radio-France (3,6 %), de Hit-FM, la radio de Jacques Séguéla (3,5 %), puis de 95,2 (3,4 %), et de Radio-Montmartre (2,9 %). Viennent ensuite toutes les autres radios locales avec moins de 1,5 % d'audience cumulée.

Dans un communiqué publié le vendredi 17 mai, NRJ – radio lancée en juillet 1981 et musicale à 90 % – estime que le sondage IPSOS est *« historique »*. La station souligne, d'autre part, que, selon les chiffres publiés, *« elle est, désormais numéro un pour l'ensemble des moins de cinquante ans avec 30,2 % »*.

CARNET

Décès

– M. Armand Katz,
Elisabeth et Michèle Katz,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Armand KATZ,
née Gabrielle Alessandri,

ingénieur ENSCP,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,

survenu à Chevreuse, le 17 mai 1985.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 mai, à 9 heures, en l'église Saint-Martin de Chevreuse (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue de la Porte-de-Paris,
78460 Chevreuse.

– M. et Mme Sylvain Grauberg,
Mlle Jacqueline Grauberg,
M. Gérard Maillols,
Les familles Wolf, Greene, Mendelevich,
ont la tristesse de faire part du décès de leur oncle et cousin,

M. Marc KRASNER,

professeur émérite de l'université Pierre et Marie-Curie,
docteur d'Etat ès sciences de l'université de Paris (1935),
officier des Palmes académiques,
lauréat du prix Doisteau-Blutel Académie des sciences (1958),
ancien combattant (1939-1945),
CNRS (1937-1960),
professeur de l'université de Clermont-Ferrand (1960-1965),
professeur de l'université Pierre et Marie-Curie (1965-1980),

survenu le lundi 13 mai 1985 en son domicile.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 mai, à 11 heures, au cimetière parisien de Pantin, où l'on se réunira porte principale.
Ni fleurs ni couronnes.

101, rue du Mont-Cenis,
75018 Paris.

– Le marquis et la marquise de Lubersac,
leurs enfants et petits-enfants,

Mme Anne-Victoire de Lubersac
et sa fille,

Le comte Jean de Lubersac
et son fils,

Mlles Eléonore et Emilie de Lubersac,

ont la douleur de faire part du décès de la

comtesse de LUBERSAC,
née Jeanne-Marie du Luart,

survenu le 14 mai 1985, munie des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Faverolles (Aisne).
Une cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, le 28 mai, à 18 heures.

– Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul OURY,
journaliste-écrivain,

survenu le 7 mai 1985, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, au cimetière de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine).

7, boulevard Gambetta,
92700 Colombes.
78, rue des Champs-Philippe,
92250 La Garenne-Colombes.

– Petite Sœur Annik de Jésus,
sa fille,
Marcelle d'Heilly
et Germaine Ferret,
ses sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de la

baronne Bertrand PINOTEAU,
Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1940,

survenu le 6 mai 1985.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité chez les petites Sœurs de Jésus.

Le Tubet, Aix-en-Provence.

Anniversaires

– Leurs enfants rappellent à ceux qui les ont connus et aimés le souvenir de

Pierre DIDIER,
avocat à la cour,

décédé il y a vingt ans, le 19 mai 1965, et celui de son épouse,

Edith DIDIER,
avocat à la cour,

qui l'a rejoint, le 2 mars dernier.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3968

HORIZONTALEMENT

I. Monte-en-l'air. Pour celui qui détient le titre. – II. Mauvais traitement. Fut victime d'un coup de feu. Rendu glissant. – III. Avec lui, le pigeon bat de l'aile. – IV. A son homme. Fut bien obligée de porter la culotte. Fit certaines concessions. – V. Ne prouve tout de même pas qu'on a cassé la baraque. Produit de la terre. – VI. Conséquence du mauvais fonctionnement d'un appareil. Un étranger. Grecque. – VII. Parties dans le meilleur des mondes. Est heureux comme un poisson dans l'eau. – VIII. On a beaucoup fait pour ses beaux yeux. Signe de reconnaissance. Chaîne. – IX. Courant qui met au courant. Au chant du coq. L'idéal pour être à la page. – X. Note. N'hésitas pas à intervenir. Saint. Adverbe. – XI. Abîment des fourchettes. Article. Hérita d'un joli collier. – XII. Conjonction. Auteur d'un drame dans un drame d'auteur. Gonfle le Danube. – XIII. Le paradis sur terre. Donne à bien des hommes l'occasion de faire une touche. – XIV. N'a pas été oublié. Avait les « poches » bien remplies. Partent Dieu sait où ! – XV. Revient Dieu sait d'où ! Société d'insectes.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I													■		
II					■						■				
III														■	
IV				■			■							■	
V					■		■	■						■	
VI								■				■	■		
VII									■						
VIII		■					■					■			
IX					■					■					
X			■							■					
XI															
XII			■		■		■					■			
XIII						■								■	
XIV			■				■								■
XV	■								■						

VERTICALEMENT

1. Laissent supposer certaines remises en place. – 2. Aimait les études. Sont exposés aux courants d'air. – 3. Peut courir deux lièvres à la fois. – 4. Connu depuis belle lurette. Ne saurait apprécier les trous de mémoire. – 5. Animal. Adverbe. Fertilise les plaines lombardes. Inutile pour jeter la pierre. – 6. Appareil de projection. Agent de liaison. – 7. Etait destinée à celui qui connaissait la musique. Lettres de noblesse. Dans la sébile d'un indigent danois. – 8. On ne sent pas sa fin approcher. De quoi prendre les choses en mal. – 9. Dans le vocabulaire du botaniste. Poète latin. – 10. Aident le « pilote » dans ses manœuvres. Finit toujours par « craquer ». – 11. Nous obligent à plier à leur contact. – 12. Plutôt noirs que gris. Ancien territoire portugais. Possessif. – 13. Parties du bassin. A consommer avec modération. La précision y est de rigueur. – 14. Préposition. Facilite de nombreux rétablissements. Symbole chimique. – 15. Légers courants d'air.

Solution du problème n° 3967

Horizontalement

I. Maladie. – II. Avenantes. – III. La. Achat. – IV. Elme. Aire. – V. Neural. Il. – VI. Tu. Ocelle. – VII. Erèbe. Ali. – VIII. Lit. Ces. – IX. Leader. – X. Une. Tôt. – XI. Osseuses.

Verticalement

1. Malentendu. – 2. Avaleur. Nô. – 3. Le. Mu. Elles. – 4. Anaérobie. – 5. Dac (Pierre). Acétate. – 6. Inhale. Dou. – 7. Etai. Lacets. – 8. Etriller. – 9. Os. Eleis. Es.

GUY BROUTY.

هكذا من الأصل

Economie

REPÈRES

Conflits du travail en mars : le niveau reste faible

Selon les statistiques officielles du ministère du travail, les conflits collectifs localisés du travail ont touché, en mars 1985, 235 établissements, occupant habituellement 112 600 salariés, parmi lesquels 25 500 ont cessé le travail, entraînant la perte de 51 100 journées de travail. En février 1985, le nombre d'entreprises concernées avait été moindre (210), *mais le nombre* de journées perdues avait été plus élevé (62 900). En mars 1984, il y avait eu 415 établissements concernés par des conflits localisés et 175 900 journées perdues. En moyenne mensuelle, l'évolution des journées non travaillées est de 58 000 de janvier à mars 1985, contre 109 000 en 1984, ce qui confirme *« le très faible niveau de la conflictualité »*.

Production industrielle : poursuite de la reprise

L'indice mensuel de la production industrielle en France (hors bâtiment) *s'est établi* à 133 en mars, contre 132 en février et 127 *en janvier, en données corrigées des variations saisonnières* (base 100 en 1970). Poursuivant sa reprise, la production industrielle a retrouvé son niveau de mars 1984 (à 133), après le net ralentissement enregistré durant l'hiver. Par secteur, on note, *néanmoins, que la progression de l'indice constatée* en mars par rapport à celui de février est essentiellement due à la construction électrique et aux matériaux de construction et céramique, dont l'activité a augmenté d'environ 10 %. D'autre part, le secteur *automobile a chuté de* 4 % et celui des minerais et métaux non ferreux de 7 %.

Taux d'intérêt : les Etats-Unis baissent leur taux d'escompte à 7,5 %

La banque centrale américaine (Federal Reserve Board) vient d'abaisser son taux d'escompte pour le ramener de 8 % à 7,5 %. Cette décision était impatiemment attendue, tant dans les milieux financiers qu'industriels, où l'on commençait à désespérer qu'elle *soit jamais prise quand la croissance économique donnait* de sérieux signes d'essoufflement. Dans un communiqué, la Réserve fédérale la justifie en faisant valoir la quasi-stagnation de la production industrielle ces derniers mois, phénomène très *largement imputable, selon elle, à l'augmentation des importations et au prix élevé du dollar.* D'après le FED, la maîtrise de l'inflation lui a permis de prendre cette mesure. C'est au printemps 1984 que, sur la poussée expansionniste et afin d'éviter un effet de surchauffe nuisible, la Réserve fédérale avait décidé de relever à 9 % le *taux d'escompte inchangé à 8,5 % depuis décembre* 1982. En novembre 1984, elle l'avait ramené à 8,5 %, puis un mois plus tard à 8 %.

AU CONGRÈS DES MÉDECINS DE GROUPE

Mme Dufoix ouvre la porte à une prolongation des négociations sur la convention médicale

De notre envoyé spécial

Lille. — Les discussions pour la prochaine convention entre les médecins et les caisses d'assurance maladie, qui devraient normalement s'achever le 7 juin, vont-elles se prolonger quelques *mois encore* ? Au cours du congrès du Syndicat national des médecins de groupe (SNMG) à Lille, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, *répondant à une demande du président* sortant du syndicat, le docteur William Junod (1), a laissé entendre qu'elle accepterait de retarder l'échéance si la demande *était formulée* par l'ensemble des *« parties signataires »* pour des objectifs précis.

Les syndicats médicaux espèrent, à la faveur de ce rapport, faire inclure certains aménagements fiscaux dans le projet de loi *de finances* pour 1986.

Sur la nomenclature des actes *médicaux*, Mme *Dufoix a aussi* posé des conditions. Reconnaissant qu'il fallait « corriger » la méthode utilisée par les pouvoirs publics en 1984, elle a accepté de *ne modifier la nomenclature* qu'après consultation avec les partenaires conventionnels, et avant la négociation annuelle des tarifs médicaux, à condition que la commission chargée de *modifier* cette nomenclature se montre plus active ; c'est-à-dire qu'on ne crée pas d'autres « cotations » sans examen préalable, qu'on révise *plus souvent celles qui existent* et que l'on trouve une méthode permettant de reconnaître les différents actes pratiqués par chaque médecin.

Le ministre des affaires sociales a apporté cependant quelques *raisons* de satisfaction aux médecins de groupe. La première, c'est l'accroissement du contingent d'heures prévues pour rémunérer les stages des étudiants en médecine chez les généralistes, qui passeraient de deux cents en 1984 à cinq cents en 1985, pour atteindre mille en 1986, chiffre demandé par le syndicat.

Transparence

Surtout, elle a annoncé officiellement le financement de huit expé*riences de soins ambulatoires*. Des expériences que Mme Dufoix a jugé *« symboliques »* parce qu'elles visent à touver des critères *« qualitatifs »* mais non subjectifs pour évaluer non seulement les coûts mais l'efficacité d'autres opérations ultérieuses.

Ce langage ne pouvait qu'être apprécié par un syndicat qui plaide à la fois en faveur d'une *« conception globale »* de la santé et d'une *« transparence »* de l'activité des médecins et de son coût.

En revanche, le ministre des affaires sociales n'a pas doré la pilule aux médecins en ce qui *concerne la revalorisation des tarifs* : la lutte contre l'inflation ne permet pas, a-t-elle dit, de *« faire plus pour les médecins que pour les autres catégories professionnelles »*. Dans le cadre de la convention, elle a maintenu ses propositions : une revalorisation spécifique n'est possible *que si* l'on agit sur le volume des actes. Mais elle a invité les médecins à faire preuve d'imagination pour trouver des *« mécanismes plus fins »*.

Les propositions que Mme Dufoix avait faites en ce sens *ont été*, comme elle l'a noté, *« diversement accueillies »*. Le président de la Confédération des syndicats médicaux français, le docteur Jacques Beaupère, avait le matin même, rejeté vigoureusement la formule *« prescrivez moins et vous aurez des sous »*. Mais les responsables du SNMG expriment un point de vue plus nuancé. Le docteur Junod a *souligné devant les congressistes que* si les médecins n'étaient pas seuls en cause, ils ne devaient pas oublier leurs responsabilités dans la maîtrise des dépenses. Il a *invité* les médecins de groupe à relever le défi de *« faire mieux pour pas plus cher »* : un objectif à atteindre certes par *une réorganisation* du système de santé en faveur de la médecine ambulatoire mais aussi par une recherche de *« l'optimisation du coût de la production des soins »*.

GUY HERZLICH.

(1) Le docteur Junod, président du SNMG, a annoncé, au cours du congrès, qu'il quittait ses fonctions. C'est le docteur Jacques Richir, un généraliste de Lille âgé de trente-deux ans, qui a été élu pour lui succéder.

● **La CFTC signe l'accord sur le travail temporaire.** — La fédération CFTC des employés a annoncé le 17 mai qu'elle signerait l'accord conclu le 13 mai sur le travail temporaire (*le Monde* du 15 mai). Pour la CFTC *« cet accord marque la volonté des partenaires sociaux de développer une politique active dans la ligne fixée par l'ordonnance de 1982 sur le travail temporaire »*. Il *« constitue une réponse importante des responsables socio-professionnels aux hommes politiques qui préconisent l'abrogation des ordonnances de 1982 »*.

PERNOD-RICARD ET LE GROUPE AMÉRICAIN HEUBLEIN SIGNENT DES ACCORDS COMMERCIAUX ET FINANCIERS

Pernod-Ricard vient de signer un accord commercial et financier avec une société américaine, Heublein, dont le siège est situé à Hartford (Connecticut), un des tout premiers opérateurs sur le marché mondial des spiritueux.

Désormais Heublein distribuera aux Etats-Unis le bourbon Wild Turkey d'Austin Nichols, filiale de *Pernod-Ricard, ainsi que* Pernod et le cognac Bisquit. Au Brésil, la société américaine exploitera les licences de Pernod et de Dubonnet et au Japon, celles de Pernod et de Bisquit. En contrepartie, Heublein confiera les licences d'une gamme de cocktails à Pernod, qui les distribuera en Europe.

Sur le plan financier, Austin Nichols, filiale intégrée de Pernod-Ricard, prend une participation de 30 % *dans* le capital de Heublein Industria e Commercia, première société brésilienne de spiritueux, et 50 % de Heublein Japon. Aux Etats-Unis, Heublein prend une participation de 30 % dans une nouvelle filiale d'Austin Nichols.

Le chiffre d'affaires d'Heublein est *d'environ 1,1 milliard de dollars* et celui de Pernod-Ricard d'environ 7,5 milliards de francs.

Ces accords restent soumis à l'approbation des pouvoirs publics aux Etats-Unis comme en France.

● **Etats-Unis : baisse des importations de pétrole.** — les importations de pétrole brut aux Etats-Unis ont diminué de 16 % depuis le début de l'année, par rapport à l'année précédente, indique l'Institut américain du pétrole. En avril, pour le quatrième mois consécutif les importations de pétrole brut ont baissé de 10,6 % par rapport à avril 1984. Les importations de produits pétroliers ont également diminué de 18 % en avril et de 21,6 % depuis le début de l'année. *Les stocks* commerciaux de pétrole brut ont augmenté en avril par rapport au mois précédent.

L'INCULPATION DE M. JEAN-LUC GENDRY

Un équilibriste de génie joue et perd

Le lundi 13 mai, M. Jean-Luc Gendry, ancien président de la Banque privée de gestion financière (BPGF) était inculpé d'infraction à la législation des sociétés, d'abus de bien sociaux, d'abus de pouvoirs etc. Et, pourtant, ce banquier avait en vingt ans, mené une flamboyante carrière. Que s'est-il passé ?

La profession d'origine de M. *Jean-Luc Gendry* fut l'assurance, l'assurance-crédit sur les factures des entreprises, dans la société créée par Jacques Merlin, qui fut président du Crédit commercial de France. Puis il rejoignit, dans l'immédiat après-guerre, la Société privée de gestion financière (SPGF), dont l'un des fondateurs avait été, également, M. Merlin, considéré, un peu, comme son père spirituel. La SPGF, dès le départ, se spécialisa dans l'étude et la réalisation de placements pour les investisseurs institutionnels, des caisses de retraite et *aussi des compagnies* d'assurances traumatisées par la nationalisation de 1945.

Etendant le champ de ses activités dans « l'ingénierie *financière* », elle procéda à de nombreux « montages » destinés aux investisseurs institutionnels, lançant, notamment, en 1972, la *première opération* de cession-bail (Lease-Back), avec le rachat du siège social de Saint-Gobain, très éprouvé par son affrontement avec BSN en 1969.

Le tournant

Puis, toujours en « montage » pour des tiers, ce fut le financement de la tour Montparnasse, du quartier Mériadeck à Bordeaux, des centres *commerciaux* de la Part-Dieu à Lyon, du Vaudreuil, près de Rouen, de Cergy-Pontoise, et, couronnement du tout, celui du Forum des Halles de Paris, pour une bonne part, triomphe personnel de M. Gendry, président de la société depuis 1972. En 1976, *en participation* avec le groupe immobilier de M. Jean-Claude Aaron, la SPGF prend le contrôle d'une grande part des activités du groupe Balkany, notamment le centre commercial de Parly 2.

En *1978 survient* alors l'événement qui va infléchir la destinée de M. Gendry, et, très probablement, introduire le germe de sa perte future : la SPGF *fusionnant* avec un établissement financier, la Banque française des dépôts et de titres, renforce ses fonds propres en acquérant une *société immobilière*, la Rente foncière, et devient la Banque privée de gestion financière (BPGF). A cette occasion, arrivent deux hommes que certains considèrent comme les mauvais génies de Jean-Luc Gendry : MM. Philippe Rivière et Philippe Béjot, aujourd'hui coïnculpés. La nouvelle BPGF, avec davantage d'assises financières, devient banque d'affaires et joue parfois gros jeu. *Fin 1979*, elle acquiert, de compte à demi avec des intérêts koweïtiens, le siège social de Rhône-Poulenc, avenue Montaigne à Paris, pour *450 millions* de francs. C'était, bien entendu, pour le revendre à des intérêts arabes, comme elle le fit pour les murs du Fouquet's aux *Champs-Elysées*, du Café de Paris, du Lido et du cinéma Normandie.

Une tour à la Défense

Auparavant, la BPGF de Gendry avait emporté, sur la BNP, la Société foncière du Château d'Eau (FOCEP), restructuré le *capital* de Bonduelle, premier conserveur de légumes français, d'Epéda - Bertrand Faure (après une âpre lutte *avec le groupe* Revillon), soufflé (encore une fois) à la Banque Neuflize - Schlumberger - Mallet la Sucrière de Madagascar, et on en *passe sans* oublier le rôle d'honnête intermédiaire dans la cession de la Banque de la construction et des travaux publics à la grande banque britannique Middland.

En 1980 ce fut le grand coup de la librairie Hachette, acquise et recédée aussitôt au groupe Matra de M. Lagardère, se diversifiant dans la communication. A ce moment, première lézarde : M. Laure, PDG de la *Société générale*, qui avait Hachette comme client, ulcéré d'avoir été tenu dans l'ignorance de l'opération, quitte avec éclat le conseil d'administration *de la BPGF* et cède la participation de sa banque au Crédit lyonnais. Autre lézarde, l'échec de l'opération *consistant* à faire racheter, pour 500 millions de francs, le groupe d'assurances Drouot par la Société de bâtiment Bouygues, en mal de diversification.

Entre-temps, M. Gendry s'était lancé dans une audacieuse opération immobilière sur le site de la Défense à Paris, *acquérant un terrain de* 100 000 mètres carrés pour y construire une tour destinée à loger, en location, les bureaux d'IBM-Europe. *C'était une affaire* d'envergure (1 milliard de francs), financée en grande partie à court terme, avec l'espoir d'une revente rapide des investisseurs institutionnels. Hélas ! engagée en juin 1981, à la fin du boom immobilier et au début de la crise des *bureaux commerciaux*, l'opération traîna en longueur et, surtout, le coût du financement monta vertigineusement. Ce fut l'étranglement.

Le mercredi 2 février 1983, à l'issue d'un conseil d'administration houleux auquel il avait dû, dit-on, *révéler* l'étendue des engagements pris par lui en tant que PDG et, en même temps, la gravité de la situation (soit près de *200 millions* de pertes, les deux tiers du capital de la BPGF), M. Gendry, mis en minorité par ses actionnaires banquiers, tant les étrangers, majoritaires, que les français, *« souhaita être déchargé de ses fonctions pour convenances personnelles »*.

L'Hôtel Novapark

Il se trouva, illico, remplacé par un homme jouissant de la confiance des actionnaires, M. Gilles Brac de la Pierrière, ancien PDG de la Société lyonnaise de dépôts, qui remit de l'ordre dans la maison et désintéressa les actionnaires étrangers, banques belge, *néerlandaise et* britannique, grâce au concours efficace de la Banque de France. M. Gendry équilibriste de génie, avait joué et perdu. M. Lagardère lui fit, alors, une place comme conseiller chez Hachette.

Mais le pire était encore à venir. Parallèlement à l'opération IBM-la Défense, M. Gendry et surtout ses collaborateurs, MM. Rivière et Béjot, avaient engagé la *BGPF* dans le financement du groupe hôtelier Novapark, animé par M. René Hatt, de nationalité suisse. Assez mégalo*mane*, M. Hatt a *construit*, dit un de ses créanciers, *« n'importe quoi à n'importe quel prix »*. Ce furent, notamment, l'Hôtel Novapark de la rue Pierre-Charron, à Paris, au style et au luxe délirants, avec cinquante et une suites facturées entre 5 000 F *et 35 000 F la nuit. Inauguré* en décembre 1981, il est aujourd'hui en liquidation judiciaire, comme l'est l'ex-Sheraton-Montparnasse (mille chambres), racheté en août 1982 avec un passif d'au moins 150 milliards.

Echec, également, à Ryad, à *Djeddah*, où le groupe ACCOR a dû intervenir, et surtout à New-York, avec la construction du Gotham's, non achevé après avoir *englouti* 110 millions de dollars.

La BGPF participe, aux côtés de banques ouest-allemandes (*le Monde du 20 décembre 1984*) et d'intérêts saoudiens, avec des financements en dollars dont le cours s'est envolé, et des avances de plusieurs *centaines de millions*. Aujourd'hui, le groupe Novapark est virtuellement en faillite, avec un passif dépassant le milliard de francs.

Autre aventure « saignante », celle du financement du groupe de presse Vaturi-Morgaine, pour plusieurs centaines de *millions*, également. Facture totale pour la FIMES : déjà 1,5 milliard de francs, sans doute 2 milliards, et des pratiques qualifiées *d'« anormales »*, qui ont motivé des plaintes au parquet et la désignation d'un juge d'instruction. *La suite, on la connaît.*

M. Gendry a-t-il *été grisé*, a-t-il voulu jouer trop gros, aux limites et peut-être au-delà de la légalité ? S'est-il *laissé* déborder par des collaborateurs qu'il ne contrôlait plus très bien ? La mort accidentelle de son fils, au début de *1983*, l'avait profondément déprimé : mais surtout l'ampleur et la durée de la crise immobilière l'ont désarçonné, *comme l'ont été les banques Worms* et Vernes, affligées de pertes vertigineuses. Tout allait si bien auparavant ! Jupiter rend *fous* ceux qu'il veut perdre, disaient les Anciens. Et, selon toute probabilité, M. Jean-Luc Gendry, le magicien danseur de corde, s'est perdu *dans* ce qui risque d'être l'un des plus beaux scandales financiers d'après-guerre.

FRANÇOIS RENARD.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 13 au 17 mai

ET de trois ! Encore une semaine de hausse, bien que réduite à quatre séances. Cette fois, ce fut à cause de l'Ascension. L'Ascension ? C'est presque une coïncidence ou un symbole. La Bourse de Paris a célébré à sa façon cette fête très chrétienne. Elle a encore monté, et dans l'allégresse. Dès lundi, la poussée en avant amorcée huit jours auparavant s'accélérait (+1,38%). Elle se ralentissait le lendemain (+0,47%) avant de s'accentuer à nouveau mercredi (+0,98%). A la veille du week-end, tout de même, le marché décidait de souffler un peu, tout en maintenant le cap (+0,1%), et bouclait ainsi, fait assez rare rue Vivienne, sa neuvième journée de hausse consécutive. Durant cette courte semaine, sa progression s'est ainsi élevée à 3%. Depuis le 3 mai dernier, elle dépasse 5%.

Une forte activité l'a encore accompagnée, avec une moyenne journalière de transactions légèrement supérieure à 400 millions de francs. L'événement de la semaine a été que, par trois fois, l'indice CAC, le plus fiable de tous les instruments employés pour mesurer la température à la corbeille, a battu tous ses records pour s'établir en dernier lieu un peu au-dessus de la cote 222.

Décidément, la Bourse a du coffre. A-t-elle voulu marquer les retrouvailles avec sa jeunesse ? Les derniers échafaudages ayant disparu cette semaine, la nef du palais Brongniart entièrement ravalée avait retrouvé sa physionomie du début de siècle avec vingt macarons tout neufs, replacés entre les archivoltes des arcs à plein cintre. Superbe !

Une belle « ascension »

En fait, le nerf de la guerre s'est à nouveau tendu sous l'effet des achats de l'étranger. Devant le refus énergique de baisser, manifesté par la Bourse, surtout à la lumière des derniers résultats financiers et des perspectives pour 1985, ces investisseurs venus d'ailleurs *« révisent à la hâte leurs price-earning ratios »* (rapport cours-bénéfices), assurait un professionnel. L'hypothèse est plausible, mais le marché a aussi vécu d'espoir, l'espoir de voir le loyer de l'argent baisser, qui s'est rapidement matérialisé avec la réduction, dès mercredi matin des taux de base bancaires ramenés de 11,50 % à 11,25 %.

A sa manière, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a contribué à entretenir l'optimisme sous les verrières. Son souci : ranimer le bâtiment. la réforme du marché hypothécaire veut y contribuer en rendant moins coûteuse l'accession à la propriété. La Bourse avait donc toutes les bonnes raisons de monter et elle ne s'en est pas privée. Jusqu'à Wall Street dont l'allure est apparue beaucoup plus prometteuse, mais les opérateurs français s'en sont bien moqués. Paris n'a plus pour New-York les yeux de Chimène. *« Tout ce que l'on demande au marché américain »*, nous disait le responsable du service boursier d'un grand établissement de la place, *« c'est de nous ficher la paix »*. Autrement dit qu'il ne fasse pas des siennes en chutant trop brutalement, ce qui pourrait contrarier ici des dispositions pour le moins dynamiques.

Très logiquement, en liaison avec les promesses de la rue de Rivoli, les valeurs du bâtiment ont repris du poil de la bête (Maisons Phénix, Ciments français, Dumez, Bouygues, Lafarge). Le Printemps, aussi a été très courtisé. *« Les opérateurs,* disait-on, *découvrent les vertus de ce grand magasins. »* D'ailleurs la distribution, en général, a été mieux diposée (Redoute, CFAO...).

En outre, la décision du groupe Total de céder ses activités engrais (COFAZ-SOPAG) au conglomérat norvégien Norsk Hydro a fait très bonne impression, et provoque une hausse des titres Française des pétroles. De leur côté, plusieurs « Blue Chips » comme L'Oréal, Club Méditerranée, Arjomari, Crédit foncier de France, Sanofi, Carrefour et quelques autres sont un peu sorties de l'ombre dans laquelle elles s'étaient confinées ces derniers temps.

Ajoutons que la semaine s'est achevée sur une note de charme délivrée, le cas n'est pas fréquent, par le ministère des finances. M. Bérégovoy a, par arrêté, nommé Mme Sylvie Girardet agent de change à la Bourse de Lyon. Celle-ci sera la première femme en France à occuper cette charge. Mais avant de prendre ses fonctions, Mme Girardet devra se soumettre au cérémonial d'intronisation. Coutume oblige. *« Bienvenue à bord »*, disait, pour tout commentaire, un jeune et dynamique agent de change vendredi à la corbeille.

ANDRÉ DESSOT.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	17-5-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 655	– 30
7 % 1973	8 300	+ 87
10,30 % 1975	98,05	+ 0,28
PME 10,6 % 1976	97,93	inch.
8,80 % 1977	118,45	– 0,20
10 % 1978	97,86	+ 0,36
9,80 % 1978	97,50	+ 0,71
8,80 % 1978	97,98	+ 0,38
9 % 1979	94,75	+ 0,72
10,80 % 1979	100,18	+ 0,38
12 % 1980	101,05	– 0,04
13,80 % 1980	106,85	+ 0,28
16,75 % 1981	112,50	+ 0,15
16,20 % 1982	118,20	– 0,02
16 % 1982	119,10	+ 0,55
15,75 % 1982	115,85	+ 0,16
CNE 3 %	4 395	– 20
CNB bq. 5 000 F	102,95	+ 0,20
CNB Paribas 5 000 F	103,60	+ 0,30
CNB Suez 5 000 F	103,50	+ 0,30
CNI 5 000 F	102,98	+ 0,26

Alimentation

	17-5-85	Diff.
Béghin-Say	282	+ 8
Bongrain	1910	+ 10
BSN G.-Danone	2525	– 25
Carrefour	2175	+ 20
Casino	986	+ 17
Cédis	780	– 75
Euromarché	960	– 60
Guyenne et Gasc.	310	+ 10
Lesieur	680	inch.
Martell	1781	+ 11
Moët-Hennessy	1881	+ 48
Mumm	760	– 5
Nestlé	25360	+ 510
Occidentale (Gle)	715	+ 8
Olida-Caby	245	– 10
Pernod-Ricard	739	+ 33
Promodès	1370	– 10
Source Perrier	538	+ 5
St-Louis-Bouchon	342	– 2
C.S. Saupiquet	500	– 15
Veuve Clicquot	2500	– 10
Viniprix	970	– 30

Banques, assurances sociétés d'investissement

	17-5-85	Diff.
Bail Équipement	361,50	+ 12,5
Bancaire (Cie)	610	+ 28
Cetelem	728	+ 8
Chargeurs SA	572	+ 52
CFF	877	+ 27
CFI	320	+ 5
Eurafrance	1 425	+ 180
Hénin (La)	455	+ 11
Imm. Pl.-Monceau	452	+ 8
Locafrance	426,10	+ 16,1
Locindus	796	– 8
Midi	2 595	+ 62
Midland Bank	237	– 8
OFP (Omn. Fin. Paris)	1 180	+ 25
Parisienne de réesc.	1 160	+ 10
Prétabail	1 189	+ 5
Schneider	167	– 2,5
UCB	355	– 5

Matériel électrique services publics

	17-5-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	305	+ 10
CIT-Alcatel	1 377	+ 29
Crouzet	293	+ 5
Générale des Eaux	631	+ 5
IBM	1 270	– 5
Intertechnique (1)	1 948	+ 31
ITT	337,50	+ 1,50
Legrand	2 200	+ 139
Lyonnaise des Eaux	794	+ 26
Matra	1 855	+ 54
Merlin-Gérin	2 000	+ 30
Moteurs Leroy-Somer	580	inch.
Moulinex	98	– 3,50
PM Labinal	535	+ 15
Radiotechnique	298,80	+ 12,80
SEB	407	inch.
Signaux	676	+ 31
Téléméc. Electrique (2)	2 435	+ 125
Thomson-CSF	542	– 1
Schlumberger	389	+ 2,20
Siemens	1 755	+ 28

(1) Compte tenu d'un droit de 633 F.
(2) Compte tenu d'un droit de 170 F.

Bâtiment, travaux publics

	17-5-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	952	+ 27
Bouygues	781	+ 60
Ciments Français	361	+ 31
Dumez	690	+ 68
GTM	309	– 1
J. Lefebvre	240	+ 14
Lafarge	552	+ 43
Maisons Phénix	251	+ 29
Poliet et Chausson	606	+ 34
SCREG	142	+ 8
SGE-SB	67	+ 1,20

Filatures, textiles, magasins

	17-5-85	Diff.
André Roudière	356,60	+ 41,6
BHV	257,50	+ 16
CFAO	958	+ 68
Damart-Serviposte	2 343	– 7
Darty	1 348	+ 19
DMC	259	– 2
Galeries Lafayette	398	+ 1
La Redoute	1 435	+ 70
Nouvelles Galeries	162	+ 2,20
Printemps	257	+ 27,2
SCOA	106,80	+ 2,80

Mines, caoutchouc, outre-mer

	17-5-85	Diff.
Charter	24	– 0,60
Géophysique	750	+ 1
Imétal	122,40	+ 1,40
INCO	137	+ 5
Michelin	934	+ 5
Min. Penarroya	91,30	+ 0,30
RTZ	75,70	– 0,10
ZCI	1,96	– 0,01

Pétroles

	17-5-85	Diff.
Elf-Aquitaine	222	– 9
Esso	562	+ 30
Exxon	510	+ 14
Francarep	309	+ 7
Petrofina	1 069	+ 11
Pétroles (Française)	272,90	+ 6,40
Pétroles B.P.	122,10	– 5,90
Primagaz	371	+ 40,9
Raffinage	93	+ 1,80
Royal Dutch	572	+ 4
Sogerap	471	– 10

Métallurgie construction mécanique

	17-5-85	Diff.
Alspi	147,80	– 1,80
Avions Dassault-B.	1 580	– 30
Chiers-Châtillon	56,40	– 1,10
De Dietrich	563 d.	
FACOM	1 235	– 5
Fives-Lille	400	inch.
Fonderie (Générale)	61	– 3,50
Marine Wendel	227	+ 2,20
Penhoët	800	+ 36
Peugeot SA	347	+ 2
Poclain	68,90	+ 3
Pompey	192	– 4,5
Sagem	1 760	+ 11
Valéo (1)	202	– 13
Vallourec	110,50	+ 3,40

(1) Compte tenu d'un droit de 21 F.

Valeurs diverses

	17-5-85	Diff.
Accor	273,50	– 3,50
Agence Havas	620	– 9
Appl. Gaz	199,50	– 5,50
Arjomari	1 088	+ 43
Bic	520	+ 3
Bis	406	+ 7
CGIP	797	+ 30
Club Médit. (1)	523	+ 16
Essilor	2 560	+ 80
Europe 1	906	+ 28
Hachette	1 894	+ 3
L'Air Liquide	647	+ 18
L'Oréal	2 510	+ 40
Navigation Mixte	422	+ 5
Nord-Est	88,60	+ 2,30
Presses de la Cité	2 222	+ 37
Sanofi	749	+ 23
Skis Rossignol	1 585	+ 55

(1) Compte tenu d'un droit d'attribution de 49,30 F et d'un droit de souscription de 18,70 F.

Produits chimiques

	17-5-85	Diff.
BASF	666	+ 36
Bayer	699	+ 22
Hoechst	706	+ 34
Imp. Chemical	94,80	+ 0,85
Institut Mérieux	1 712	– 9
Laboratoire Bellon	1 050	+ 25
Norsk Hydro	122	– 2,50
Roussel-Uclaf	1 778	+ 28

Mines d'or, diamants

	17-5-85	Diff.
Amgold	880	+ 31
Anglo-American	138,50	+ 4,50
Buf. Gold M.	408,50	+ 2,50
De Beers	52,20	+ 0,10
Drief. Cons.	256	– 2,10
Free State	276	+ 2
Gencor	139,50	– 3,80
Gold Field	66,80	+ 2,30
Harmony	149	+ 4,70
President Brand	280	+ 8
Randfontein	1 070	+ 21
Saint-Helena	182,10	+ 4,10
Western Deep	454,80	+ 15,8
Western Hold	346	+ 17

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
Or fin (kilo en barre)	96 100	96 400
– (kilo en lingot)	96 050	96 150
Pièce française (20 fr.)	570	588
Pièce française (10 fr.)	346	336
Pièce suisse (20 fr.)	560	561
Pièce latine (20 fr.)	553	557
Pièce tunisienne (20 fr.)	585	559
Souverain	707	705
Souverain Elizabeth II	720	718
Demi-souverain	401	401
Pièce de 20 dollars	3 890	3 855
– 10 dollars	2 012	2 012
– 5 dollars	1 400	1 405
– 50 pesos	3 800	3 815
– 20 marks	700	691
– 10 florins	580	578
– 5 roubles	410	385

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
B.S.N	44 816	114 224 485
Lafarge (1)	174 905	92 008 256
Midi (1)	30 884	77 875 110
Perrier (1)	141 376	75 798 943
Moët	35 789	75 473 411
ELF	274 789	62 476 096
Bouygues (1)	78 880	58 497 186
Club Médit.	101 579	56 804 744
Casino-Prior	59 476	54 582 390
Poclain	721 447	47 020 966
C.S.F. (1)	80 103	43 162 075
Imétal	334 384	39 990 136
Pernod (1)	49 386	35 280 014

(*) Du 10 au 15 mai inclus.
(1) Séance du 17 mai comprise.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13 mai	14 mai	15 mai	16 mai	17 mai
RM	432 332	485 744	559 410	–	370 702
Comptant R. et obl.	2 656 433	2 582 439	2 804 578	–	2 535 945
Actions	76 053	78 690	70 803	–	59 046
Total	3 164 818	3 146 873	3 434 791	–	2 965 693

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

Franç.	117,5	118,2	118,9	–	–
Etrang.	105,6	106,2	104,8	–	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

Tendance	121,4	121,9	123,1	–	123,2

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	220,2	220,7	221,6	–	222,1

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	17 mai	10 mai	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	115,3	112,5	+ 2,4	114	99,7

Michelin : l'amélioration se confirme

L'état de santé de Bibendum s'est-il amélioré en 1984 ? Beaucoup le pensaient, mais la confirmation tardait et les analystes financiers étaient formels : *« le groupe enregistrera un déficit aussi lourd que l'année précédente »* en laissant toutefois entendre que des provisions avaient probablement été constituées pour éponger le coût des licenciements (près de 5 000 personnes encore pour 1985).

Bien vu. Vendredi les télex ont crépité : les résultats de Michelin venaient de tomber. A première lecture, avec les difficultés introduites par l'alignement des comptes sur les nouvelles normes comptables — en langage fleuri, on appelle cela un « retraitement », — la nouvelle n'apparaissait pas clairement. Mais après le décryptage, il ressortait qu'effectivement la situation du premier fabricant français de pneus (deuxième mondial) était moins mauvaise.

Pour Michelin France, la perte s'est contractée de 23 % pour revenir de 1 114 millions de francs en 1983 à 851 millions. Car, si la Manufacture a enregistré un déficit d'exploitation de 890 millions, ses filiales françaises lui ont rapporté 39 millions de bénéfices. Il y a un « mais ». Le résultat final est une perte de 1 529 millions de francs. L'explication a déjà été donnée : pour tirer une croix sur le passé Bibendum a mis de côté tout l'argent nécessaire pour régler la facture des réductions d'effectifs.

A l'échelle du groupe, les mêmes détours ont été empruntés. Sans compter les éléments exceptionnels provenant des dits coûts sociaux (1 010 millions de francs au total) à la fois en France et en Grande-Bretagne, le déficit provenant des seules activités industrielles est réduit de moitié environ : 1 232 millions de francs contre 2 145 millions en 1983, pour un chiffre d'affaires de 43,2 milliards de francs accru d'un peu plus de 9 %. Mais, bien sûr, à l'arrivée, les comptes font ressortir une perte de 2 242 millions. Toutefois, ainsi que le souligne Michelin ces coûts sociaux ne sont pas répétitifs. Autrement dit, ils n'apparaîtront plus au bilan 1985 et, s'agissant de l'exercice en cours, Bibendum fera en plus l'économie des salaires des personnels licenciés (1 milliard de francs environ).

Avec la perspective d'un retour au bénéfice de Michelin Corp. (Etats-Unis), tout laisse à penser que les comptes du groupe Michelin devraient être proches de l'équilibre au 31 décembre prochain. Mais de quel côté ? Sera-ce un léger bénéfice ou une modeste perte ? Pour l'instant, personne n'est encore en mesure de le dire. En juin, lors de l'assemblée générale, le président François Michelin aura peut-être une idée plus précise sur la question. Une certitude : l'hémorragie a été bien maîtrisée. Et si un travail en profondeur reste à faire pour moderniser l'outil de production en France, Michelin a de bonnes chances de pouvoir continuer l'effort entrepris avec une capacité financière en partie restaurée. Mais les charges financières restent encore bien élevées : 3,35 milliards de francs en 1984 contre 3,02 milliards en 1983, soit 7,75 % des ventes nettes contre 7,62 %, et les plus gros déficits viennent encore de l'activité industrielle en France.

A. D.

LES RESSOURCES CACHÉES DE PARIBAS

La communauté financière française attendait avec intérêt la publication des comptes consolidés de la compagnie financière Paribas, présidée par M. Marc-Yves Haberer. On était curieux de savoir comment, et où, apparaîtrait la perte enregistrée par le groupe en 1984 lors de la revente précipitée de sa filiale américaine Becker, lourdement déficitaire. Eh bien, l'attente n'a été qu'à moitié satisfaite. Certes, Paribas a bien fait état d'une perte de 683 millions de francs au titre de la cession de Becker, figurant dans une rubrique « Résultat net des opérations en revenus des activités cédées en cours d'exercice », qui était déficitaire de 85 millions de francs en 1983.

Mais, en dépit des explications demandées, on ne voit pas très bien sur quels comptes consolidés s'est imputée cette perte. Après déduction de 2,7 milliards de francs de provision d'exploitation (+ 9,8 %), le résultat net des opérations en revenus, pour le groupe s'élève à 760 millions de francs contre 693 millions de francs (+ 9,7 %). De même, le compte des opérations en capital fait apparaître, pour la part du groupe, un bénéfice de 100 millions de francs en 1984 contre une perte de 39 millions de francs en 1983.

Ainsi donc, passez muscade, la perte sur Becker est proprement effacée, et ne pèse apparemment pas sur les résultats globaux de Paribas. A l'automne dernier, le président Haberer nous avait laissé entendre que l'affaire Becker n'affecterait guère la situation du groupe. C'était bien vrai, et on peut penser que dans un bilan de 540 milliards de francs, en augmentation de 17,8 %, avec de très nombreuses filiales et participations, il existe bien des possibilités, bien des plus-values latentes ou non, bien des tiroirs ou sous-tiroirs. Décidément, la rumeur qui courait était fondée : Paribas a de la ressource...

F. R.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Nouvelle avance

Le retour à un certain optimisme observé la semaine précédente s'est confirmé ces derniers jours. Wall Street a continué de monter tranquillement et, à la veille du week-end, l'indice des industrielles s'établissait à 1285,33 (contre 1274,17 le 10 mai).

Soutenus par l'espoir d'une désescalade monétaire, les opérateurs ont néanmoins joué la prudence, n'hésitant pas de temps à autre à prendre leurs bénéfices. Mais l'encouragement est surtout venu de la décision de la Bankers Trust, huitième banque des États-Unis, de réduire son « prime rate » (taux privilégié servi aux meilleurs clients) de 10 1/2 % à 10 % (niveau le plus bas depuis six ans et demi). Cependant cet abaissement du loyer de l'argent n'est pas apparu déterminant autour du *« Big Board »*, le taux de base bancaire n'étant que le dernier instrument monétaire à réagir à la détente. Ce n'est qu'après la fermeture du marché, vendredi soir, que la Réserve fédérale allait annoncer la baisse de son taux d'escompte (7 1/2 % contre 8 %).

Les prochaines séances diront comment cette mesure est appréciée.

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
Alcoa	33	33 5/8
ATT	22 1/4	23 3/8
Boeing	62 1/8	63 /
Chase Man. Bank	57 3/8	58 7/8
Du Pont de Nemours	56 1/2	58 1/2
Eastman Kodak	63 7/8	62 1/4
Exxon	50	51 3/4
Ford	43	41 5/8
General Electric	60 5/8	59 5/8
General Foods	64 1/8	65
General Motors	68 7/8	69
Goodyear	27 3/4	29 1/8
IBM	130 1/8	130 1/2
ITT	34 1/2	34
Mobil Oil	30 1/4	30 1/8
Pfizer	46 3/4	48 1/2
Schlumberger	39	39 3/4
Texaco	37	37 1/2
UAL Inc.	47 7/8	47
Union Carbide	38 1/4	38 3/8
US Steel	28 3/4	29
Westinghouse	32	33 5/8
Xerox Corp	48 7/8	49 7/8

LONDRES

Baisse à la veille du week-end

Record égalé cette semaine au London Stock Exchange, où l'indice des industrielles atteignit la cote historique des 1024,50 points, une première fois touchée le 22 janvier dernier, ce sous l'effet du vent d'optimisme soulevé par l'émission de British Aerospace souscrite plusieurs fois. Toutefois, rendu inquiet par la forte reprise de l'inflation, le marché allait reperdre la plus grande partie de son avance initiale.

Indice « FT » du 17 mai : industrielles, 1008,3 (contre 1001,9) ; mines d'or, 484,10 (contre 493,90) ; fonds d'Etat, 80,30 contre 80,3).

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
Beecham	363	358
Bowater	281	281
Brit. Petroleum	540	545
Charter	206	195
Courtaulds	145	146
De Beers (*)	537	535
Dunlop	66	66
Free State Ged. (*)	28 1/2	27 1/2
Glaxo	11 47/64	12 1/4
Gt. Univ. Stores	845	835
Imp. Chemical	767	759
Shell	711	713
Unilever	11 35/64	11 13/32
Vickers	340	324
War Loan	33 3/8	33 5/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Au plus haut

Porté par des achats massifs provenant de l'étranger, le marché s'est élevé cette semaine à son plus haut niveau de toujours. Fermeté des grandes valeurs chimiques (BASF, Hoechst, Bayer) et de Volkswagen. Indice de la Commerzbank du 17 mai : 1 264,70 (record) contre 1 244,50.

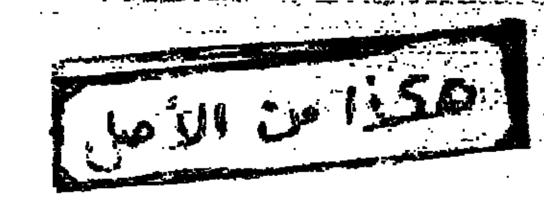
	Cours 10 mai	Cours 17 mai
AEG	118	115,70
BASF	204,70	210,50
Bayer	213,80	220,80
Commerzbank	178	175
Deutschebank	472	477,30
Hoechst	213	223,20
Karstadt	226,50	225
Mannesman	157,50	157,50
Siemens	544,50	546
Volkswagen	225,50	233

TOKYO

Repli

La tendance a continué cette semaine d'évoluer assez irrégulièrement, mais cette fois cependant dans le sens de la baisse. Comme à New-York, les opérateurs attendaient une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et, ne voyant rien venir, il ont commencé à prendre leurs bénéfices. Indices du 17 mai : Nikkeï Dow Jones, 12 419,99 (contre 12 527,31 le 11 mai) ; indice général, 974,85 (contre 979,49).

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
Akaï	448	420
Bridgestone	524	515
Canon	1 240	1 200
Fuji Bank	1 560	1 580
Honda Motors	1 340	1 330
Matsushita Electric	1 480	1 450
Mitsubishi Heavy	263	264
Sony Corp.	4 070	3 970
Toyota Motors	1 290	1 270



Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Ne jamais rembourser trop précipitamment...

Cela fait toujours très mauvais effet de rembourser par anticipation ses dettes, surtout si on a les moyens de le faire. D'une part, un tel choix dénote un manque total d'imagination. Quelle est la personne physique ou morale qui n'a pas le réemploi, dans un autre domaine, de capitaux initialement drainés dans un but spécifique ? D'autre part, les banques n'aiment pas ce genre de résolution, *qui les frustrent de revenus.* En revanche, elles comprennent et admettent parfaitement bien qu'un emprunteur renégocie ou réaménage une dette existante. Pour ces raisons, la décision prise par la France de rembourser *par anticipation* l'euro-*crédit* de 1,24 *milliard* de dollars que la CEE avait levé pour son compte en juillet 1983 a été perçue par la majorité de la communauté bancaire internationale non seulement comme un bluff politique *assez stupide mais aussi comme le signe d'une mauvaise gestion financière* du pays.

Si la Rue de Rivoli dispose de devises excédentaires, pourquoi ne remboursent-t-elle pas en priorité l'énorme dette extérieure de l'EDF, *qui a été levée en grande partie pour* le compte de l'Etat ? Non seulement celui-ci n'a jamais assuré le risque de change qu'il s'était officieusement engagé à supporter, mais son poids grandissant depuis que le dollar ne vaut plus 4 francs français a *été entièrement reporté sur les* épaules des *consommateurs d'électricité.* Bien plus, l'EDF est contrainte de continuer d'emprunter en devises tant pour réaménager sa dette étrangère existante que pour financer ses nouveaux programmes de développement.

Elle est en train, par exemple, d'achever, brillamment du reste, de mettre sur pied la ligne de crédit à objectif multiple dont nous avions rapporté la structure *dans* ces colonnes il y a deux semaines et qui est garantie par la République française. Alors que l'EDF ne recherchait à l'origine que 400 millions de dollars, ce sont 900 millions qui lui ont été proposés par un consortium *bancaire composé de quarante-trois eurobanques.*

Le volume final sera donc augmenté, *mais le Trésor, qui toujours décide en la matière, limitera vraisemblablement* le montant ultime à un maximum de 800 millions de dollars.

Il est certain que les conditions du prêt réalisé par la CEE pour la France il y a deux ans sont maintenant trop onéreuses. Le crédit de 1,24 milliard de dollars, qui est doté d'une durée de sept ans et d'une *période de franchise de trois ans,* porte un *intérêt semestriel variable* qui se compose de l'addition au taux du Libor d'une marge de 0,375 % au cours des trois premières années puis de 0,50 % pendant les quatre dernières.

Aujourd'hui, la France ou la CEE pourrait aisément obtenir des marges ne dépassant pas 0,125 – 0,25 %. Pour quelles raisons les autorités françaises n'ont-elles donc pas choisi *de renégocier* les termes de la majorité du prêt de 4 milliards d'ECU levés en juillet 1983 dont font tout à la fois partie ledit euro-crédit de 1,24 milliard de dollars et l'euro-émission à taux flottant de 1,8 milliard *mentionnée dans notre rubrique précédente* ?

Retour à l'optimisme

Dans la foulée d'un marché américain des capitaux très actif et extrêmement *bien orienté,* son euro-*homologue a retrouvé tout son optimisme.* La forte hausse des cours des euro-émissions libellées en dollars des Etats-Unis se reflète dans l'abaissement parallèle des rendements. L'agence américaine Standard and Poor's a *calculé que le rendement moyen des euro-obligations* en dollars des emprunteurs de toute première qualité, c'est-à-dire de classe «AAA», était tombé cette semaine à 10,62 % alors qu'il était encore de 11,09 % huit jours plus tôt. *L'espoir d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt à court* terme outre-Atlantique, que la banque Bankers Trust a, mercredi, anticipée en abaissant de 0,50 % à 10 % son taux de base, a brusquement sorti les investisseurs de leur torpeur.

Voyant les rendements faiblir, ils se sont précipités sur tout le papier disponible. Cela explique que presque toutes les nouvelles euro-*émissions aient été reçues avec chaleur.* En revanche, les emprunteurs ont adopté une attitude prudente. Persuadés qu'en attendant quelques jours de plus ils pourront obtenir des coupons de 10 à 20 points de base plus bas parce que la baisse des taux va se poursuivre, *ils ne se sont pas rués massivement sur le marché* international des capitaux. Cette retenue a augmenté l'intérêt pour les transactions sorties cette semaine.

Plus de 10 milliards d'ECU

C'est ainsi que l'Australie a bénéficié *d'un accueil enthousiaste* en offrant 300 millions de dollars en deux tranches. La première, d'un montant de 200 millions et d'une durée de dix ans, a été proposée au pair avec un coupon annuel de 11 %. La seconde, qui s'élève à 100 millions *et qui s'étendra sur quinze ans, sera émise au pair* avec un coupon de 11,25 %. Les investisseurs n'ont même pas sourcillé devant la relativement longue échéance de la deuxième tranche. Les euro-obligations tant à dix qu'à quinze ans ont fait l'objet d'une forte demande.

Elles se traitaient vendredi bien en-deçà des commissions de vente de 1,375 %.

Le montant des émissions obligataires internationales libellées dans *la devise de la CEE a dépassé le cap des 10 milliards* d'ECU. Depuis le lancement de la première transaction émise par l'italienne SOFTE en avril 1981 (35 millions d'ECU sur six ans avec un coupon de 13 %), plus de cent quatre-vingts autres opérations *ont vu le jour jusqu'à cette semaine,* représentant un volume de 10,3 milliards d'ECU.

Si l'on ajoute le *milliard* d'obligations en ECU lancées, dans le même temps, pour le seul bénéfice de la clientèle italienne par le truchement d'émissions purement domestiques, le volume émis depuis 1981 dans la monnaie européenne s'élève à *11,3 milliards.*

C'est peut-être encore peu par rapport aux quelque 250 milliards de dollars en circulation d'euro-obligations libellées en d'autres devises. Le marché de l'ECU n'en a pas moins effectué, en l'espace de *seulement quatre ans, un parcours proportionnellement plus rapide et* plus grand que le reste du marché euro-obligataire au cours de ses vingt-cinq années d'existence.

La croissance de l'ECU en tant que devise servant de support à des émissions internationales est d'autant plus spectaculaire qu'elle s'est principalement réalisée à partir de 1984. Près de 72 % du volume *émis depuis 1981 est sorti pendant* les seize derniers mois.

Ce mouvement d'accélération s'est encore amplifié depuis le début de cette année. Les 3,72 milliards d'euro-émissions en ECU lancées depuis le début du mois de janvier 1985 dépassent déjà les 3,69 milliards sorties durant les douze mois de 1984. La volatilité du dollar et *l'incertitude sur l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis ont favorisé* le développement d'une devise de substitution.

La quatrième euro-émission en francs français a vu le jour vendredi matin. Offerte par Rhône-Poulenc, elle s'élève à 450 millions de francs. Sa durée est de six ans. Elle sera émise au pair avec un coupon annuel de 11,375 %. *Ce dernier est inférieur de 0,125 % à celui qu'avait* offert Peugeot il y a deux semaines, mais Rhône-Poulenc s'avère un bien meilleur débiteur. Les premières réactions ont été très favorables. L'Allemagne, à *elle seule,* serait prête à *absorber la totalité* de l'opération.

CHRISTOPHER HUGHES.

Marché monétaire et obligataire

Baisse générale des taux

Décidément, un vent de baisse des *taux a soufflé cette semaine de* part et d'autre de l'Atlantique, avec, pour manifestation tangible, une diminution des taux de base des banques, totale ou partielle.

En France, après une nouvelle réduction, la seconde en quinze jours, du taux d'intervention de la *Banque de France, ramené lundi de* 10 1/4 % à 10 1/8 %, la pression exercée sur les banques par les pouvoirs publics devenait telle qu'une diminution de leur taux de base était inévitable. Elle se produisit dès le mardi, avec le Crédit Agricole pour détonateur, et provoque une réaction en chaîne du type le plus classique, mais son ampleur se trouva limitée à 0,25 % (11,25 % contre 11,50 %). Pas de folie, a-t-on estimé communément : *il faut bien payer* les provisions sur riques étrangers, de même que les frais généraux.

Aux Etats-Unis, la Bankers Trust, huitième établissement du pays, a pris l'initiative d'abaisser d'un demi-point son taux de base, *resté inchangé depuis janvier, et de le ramener de* 10 1/2 % à 10 %. Pour l'instant, son exemple n'a pas été imité, mais c'est la tendance.

Comme on s'y attendait, la Réserve fédérale a tenu compte de la situation. Samedi 18 mai, elle a baissé son *taux d'escompte,* qui est *passé de 8 % à 7,5 %.*

Sur le marché obligataire, la détente des taux s'amplifie. C'est le cas, d'abord, sur le marché secondaire, où la baisse des rendements a pris un tour nettement plus rapide, 10,69 % contre 10,83 % pour les emprunts d'Etat de plus de sept ans, 10,49 % contre 10,58 % pour ceux à moins de sept ans, et 11,91 % contre *11,98 % pour ceux du secteur public.*

Il convient de signaler que, cette fois-ci, le marché a pratiquement retrouvé (enfin !) ses rendements de la fin octobre 1984 (et non pas de la fin août, comme une erreur de transmission nous *l'a fait écrire la semaine dernière* : c'est vrai, en tout cas, pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans).

Sur le marché primaire, les taux nominaux continuent de fléchir. On l'a vu avec l'émission de la Caisse nationale de l'énergie (CNE), *lancée à 11,50 %* contre 11,70 % pour celle des PTT – la semaine dernière. Certes, l'emprunt de la CNE est bien moins long (sept ans) que celui des PTT (quatorze ans), ce qui réduit l'ampleur de la *diminution aux yeux du marché.*

Mais la perspective d'une baisse des rendements dans les prochaines semaines a galvanisé le marché, qui s'est littéralement jeté sur les 4 milliards de francs de la CNE, avec d'autant plus d'énergie que *seul le premier milliard* est payable maintenant, les trois autres ne l'étant qu'en octobre prochain, avec toujours le même taux nominal de 11,50 % : une véritable aubaine !

On a même enregistré un phénomène *inconnu depuis longtemps,* à savoir des commissions de placement «négatives», c'est-à-dire que certains réseaux placeurs ont dû pratiquement payer pour avoir de l'emprunt CNE. Quant aux obligations renouvelables du Trésor (ORT), *leur montant souscrit n'a été que de 7,5 milliards* de francs contre 10 milliards de francs prévus. Encore la Caisse des dépôts, qui jouait le rôle de distributeur a-t-elle dû en «*ravaler*» *environ 2 milliards de* francs, les banques n'en ayant absorbé que 5 milliards de francs environ.

Pour la semaine prochaine, on attend un «gros emprunt» du Crédit foncier de France et, peut-être, un Aéroport de Paris. Notons, à ce sujet, que les liquidités continuent à déferler sur le marché, en raison, notamment, de l'abondance des souscriptions aux SICAV de trésorerie. Avivée au surplus, par l'espoir d'une *baisse des taux dans un avenir proche,* la demande de «papier» redevient très forte, au point que les professionnels redoutent un emballement du marché, comme à l'automne dernier, avec une réédition *des erreurs commises* à cette époque. Ils souhaiteraient même l'émission d'un très gros emprunt d'Etat à 10,50 % ou 10,60 % pour «éponger» une bonne partie de ce «papier» et éviter les excès qui *conduisirent aux mini-séismes de novembre* et décembre 1984.

A cet égard, la réforme du marché hypothécaire permettrait de mieux alimenter le marché en «papier» de bonne qualité. On sait (*le Monde* du jeudi 16 *mai*) que les *établissements* de crédit immobilier pourraient émettre des billets hypothécaires de longue durée, mobilisables auprès d'une agence qui, à son tour, lancerait des emprunts obligataires d'une durée équivalente (*quinze à vingt ans*), *dotés* de nombreuses garanties, dont celle de l'Etat. Mise en vigueur à l'automne prochain, cette réforme devrait autoriser la levée de 10 à 30 milliards de francs de titres de première catégorie la première année.

F. R.

Les devises et l'or

Un dollar bien incertain

Les signaux en provenance des Etats-Unis sont à nouveau si brouillés que le comportement du dollar *est redevenu incertain, déconcertant* les pronostics des opérateurs.

En début de semaine, le «billet vert» fléchissait nettement à la *suite du vote du Sénat américain sur* une réduction du déficit budgétaire, notamment par blocage des dépenses militaires, hors inflation. Si ce vote était avalisé par la Chambre *des représentants (rien n'est moins* sûr), la pression du Trésor sur les marchés financiers pour combler le déficit budgétaire en serait allégée, *et les taux d'intérêt seraient susceptibles* de baisser, entraînant le dollar avec eux.

Mardi, un nouveau glissement de la monnaie américaine se produisait à l'annonce des *difficultés* éprouvées par deux caisses d'épargne (Savings and Loans du Maryland) victimes de retraits précipités de la part des déposants affolés par des rumeurs. *Du coup, pour éviter la réédition* de l'affaire de l'Ohio, deux mois auparavant, qui avait conduit les pouvoirs locaux à fermer soixante-dix établissements, le gouverneur du Maryland a, *préventivement, pris le* contrôle des cent deux caisses privées de l'Etat, sans les fermer, mais en limitant les retraits à 1 000 dollars (*9 400 F*) par compte.

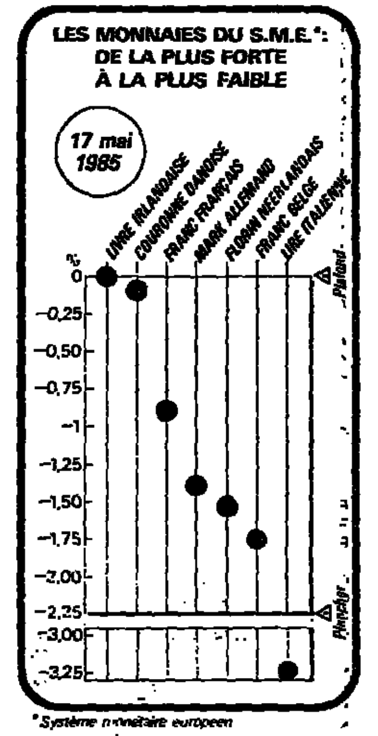
En fait, dans ce cas comme dans le précédent, le vrai problème est celui de l'assurance des dépôts. Dans cinq Etats, dont le Maryland et l'Ohio, plus la Pennsylvanie, le Massachussetts et la Caroline du Nord, *fonctionne un système privé d'assurances* pour les caisses d'épargne, une partie d'entre elles tout au moins, les autres étant affiliées au *tout-puissant système fédéral de garantie.* Les législateurs du Maryland voudraient contraindre toutes les caisses à se rattacher au système fédéral pour plus de sécurité, mais, dans bien des cas, ce système exige *un montant minimum de fonds propres* que bien des caisses ne peuvent constituer.

D'où les difficultés actuelles, qui, cette fois, n'ont pas trop ému les *marchés. Par la suite,* d'autres facteurs *prenaient le pas.* Ce fut d'abord l'annonce d'une augmentation de 0,9 % des ventes de détail en avril aux Etats-Unis. Certes, les opérateurs *attendaient plutôt une augmentation* de 1,5 %, et certains d'entre eux en furent déçus ; mais d'autres estimèrent que le chiffre de 0,9 % valait mieux que rien, et le dollar remonta un peu. Les jours suivants, on *apprit pêle-mêle une diminution* de 0,2 % de la production industrielle en avril, la première depuis octobre dernier, une contraction du *taux d'utilisation des capacités industrielles,* et, *en revanche,* un accroissement de 1,6 % de mises en chantier de logements, contrebalancé il est vrai par un recul de *4,9 %* des délivrances de permis de construire. Allez *donc dégager un* pronostic de ces données éminemment contradictoires !

En Europe, l'attention a été attirée sur les difficultés de la couronne suédoise, victime de fuites de capitaux, d'un déficit record de la balance des paiements, et d'une recrudescence des conflits sociaux. Les milieux financiers scandinaves estiment imminente une dévaluation de *la couronne, qui a déjà été dévaluée* de 16 % le 8 octobre 1982, au retour du gouvernement social-démocrate de M. Palme, et de 10 % le 1er septembre 1981, avec le gouvernement de cenntre droit.

En France, l'annonce d'une hausse des prix de 0,7 % en avril n'a pas fait un très bon effet, et le cours du mark à Paris, qui avait dû être abondamment soutenu par la *Banque de France la semaine précédente,* est repassé au-dessus de 3,05 F. De passage à paris, M. Wilfried Guth, président du conseil de surveillance de la Deutsche Bank, *numéro un allemand, a déclaré que* la persistance des écarts actuels d'inflation entre la France et l'Allemagne (4 points en rythme annuel) pourrait entraîner «*tôt ou tard*» un *nouvel ajustement au sein du système* monétaire européen (SME). Il a jugé «*prévisible*» un réaménagement de la grille des cours-pivots. Estimant qu'un dollar fort et un *mark relativement affaibli* constituaient une «*garantie de calme*» pour le SME, il a avancé qu'en cas de recul appréciable du dollar «*il serait plus difficile de maintenir le* statu quo *monétaire européen*».

FRANÇOIS RENARD.



*Système monétaire européen

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 MAI AU 17 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,2620	–	10,6326	38,6399	32,4570	1,6156	28,7522	0,0508
	1,2365	–	10,5319	38,0952	32,1027	1,5962	28,4576	0,0502
Paris	11,8691	9,4050	–	363,41	305,26	15,1939	270,41	4,7765
	11,7406	9,4950	–	361,71	304,81	15,1556	270,28	4,7690
Zurich	3,2661	2,5880	27,5173	–	83,9987	4,1809	74,4106	1,3144
	3,2458	2,6250	27,6461	–	84,2697	4,1899	74,7012	1,3184
Francfort	3,8882	3,0810	32,7592	119,05	–	4,9774	88,5854	1,5648
	3,8517	3,1150	32,8067	118,67	–	4,9721	88,6454	1,5645
Bruxelles	78,1178	61,90	6,5816	23,9181	20,0909	–	17,7976	3,1437
	77,4667	62,65	6,5982	23,8667	20,1124	–	17,8287	3,1467
Amsterdam	4,3892	3,4780	36,9803	134,39	112,89	5,6187	–	1,7664
	4,3451	3,5140	37,0089	133,87	112,81	5,6089	–	1,7649
Milan	2484,88	1969	209,36	760,82	639,87	31,8094	566,13	–
	2461,87	1991	209,69	758,48	639,17	31,7797	566,59	–
Tokyo	316,38	250,70	26,6560	96,8702	81,3697	4,0501	72,0817	0,1273
	311,85	252,20	26,5613	96,0762	80,9631	4,0255	71,7701	0,1267

A *Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 mai, 3,7515 F contre 3,7649 F le* vendredi 10 mai.

Les matières premières

Baisse des métaux et du cacao

Les craintes relatives à un ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis viennent de se concrétiser avec la publication des chiffres afférents au mois d'avril. Ils traduisent une légère diminution de la production industrielle, la première enregistrée depuis un semestre. Résultat : une baisse sensible s'est produite sur les métaux non ferreux. Les perspectives semblent plus satisfaisantes dans certains pays européens mais cela suffira-t-il à combler le fléchissement de l'expansion, dans un pays à économie dominante comme les Etats-Unis ?

MÉTAUX. – *La tendance s'est renversée brutalement au Metal Exchange de Londres sur le cuivre. Conséquences : chute des cours de près de 8 % et disparition de l'écart anormal qui subsistait entre les prix pratiqués sur le disponible et le trois mois.*

Les utilisateurs ne semblent donc plus redouter une pénurie des disponibilités à court terme. D'ailleurs, pour la première fois depuis plusieurs semaines, les stocks de métal se sont accrus en Grande-Bretagne de 2 575 tonnes pour atteindre 85 375 tonnes, mouvement appelé à se poursuivre selon les prévisions des négociants londoniens.

On attend, une augmentation de 2,7 % de l'utilisation mondiale de métal rouge cette année, qui devrait atteindre 7,5 millions de tonnes au lieu d'un accroissement de 9,1 % en 1984 par rapport à 1983, le plus important pratiquement depuis une décennie. Quant à la production mondiale de métal raffiné elle ferait un bond de 367 000 tonnes au lieu d'une diminution de 200 000 tonnes en 1984, d'où un fléchissement des stocks mondiaux de 215 000 tonnes, à condition toutefois qu'il ne se produise par une baisse de la consommation en fin d'année.

La baisse s'est accentuée sur les cours du zinc à Londres.

L'étain peut être considéré comme le métal ayant le moins souffert, n'enregistrant que des variations de cours de faible amplitude. Les achats d'intervention du directeur du stock régulateur ont apporté un soutien non négligeable au marché, effectués toujours en dessous du prix-plancher de 29,15 ringgits par kilo. Premier producteur mondial de métal, la Malaisie demande avec insistance au Brésil, pays ne faisant pas partie de l'accord international, de réduire sa production de métal passée de 6 900 tonnes en 1980 à 25 000 tonnes. L'argent et le platine ont peu varié.

CAOUTCHOUC. – *Les achats réguliers du directeur du stock régulateur soutiennent les cours du naturel. En Malaisie pourtant, ils s'établissent encore en dessous du niveau d'intervention de 177 cents malais. La demande tend a diminuer aux Etats-Unis.*

En 1984, la production mondiale de naturel a surpassé de 40 000 tonnes la consommation selon les statistiques établies par le Groupe international d'études du caoutchouc. Pour le synthétique, produit de substitution par excellence, à un déficit de 35 000 tonnes en 1983 a succédé un excédent mondial de 55 000 tonnes en 1984.

DENRÉES. – *Les cours du sucre stagnent toujours à de bas niveaux. Ce n'est pas la dernière estimation réalisée par une firme privée, qui fait autorité en la matière, qui va être susceptible de revigorer le marché. En effet, la production mondiale de la campagne 1984-1985 est évaluée à 100,85 millions de tonnes, chiffre supérieur de 3 millions de tonnes à l'estimation de janvier dernier. La récolte 1983-1984 s'était élevée à 96,39 millions de tonnes.*

Le repli des cours du cacao s'est accentué sur tous les marchés avec la perspective d'une récolte plus abondante que prévu, supérieure de 20 % environ à la précédente. Das hausses de 90 000 tonnes sont attendues au Brésil, de 32 000 tonnes au Nigéria et de 11 000 tonnes au Ghana.

LES COURS DU 17 MAI 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 187 (1 275) ; à trois mois, 1 189 (1 232) ; étain comptant, 9 548 (9 545) ; à trois mois, 9 511 (9 521) ; plomb, 295,50 (303) ; zinc, 645,50 (688) ; aluminium, 877,50 (908) ; nickel, 4 495 (4 500) ; argent (en pence par once troy), 510,80 (512,50). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 62,75 (64,75) ; argent (en dollars par once), 6,52 (6,32) ; platine (en dollars par once), 277,2 (272,50). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 28,81 (28,56).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, juillet, 65,05 (65,68) ; octobre, 63,35 (64,51). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), août, (535). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, inch. (55).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), inch. (725).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 035 (2 116) ; septembre, 2 020 (2 062) ; sucre, juillet, 3 (3,05) ; septembre, 3,13 (3,20) : café, juillet, 143,30 (143,39) ; septembre, 143,95 (143,82). – **Londres** (en livres par tonne, sauf le sucre en dollars par tonnes) : sucre, août, 93,80 (95) ; octobre, 96,80 (98,80) ; café, juillet, 2 125 (2 159) ; septembre, 2 165 (2 202) ; cacao, juillet, 1 801 (1 855) ; septembre, 1 790 (1 842). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 056 (2 145) ; décembre, 2 028 (2 075) ; café, septembre, 2 552 (2 570) ; novembre, 2 580 (2 588) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 241 (1 263) ; octobre, 1 263 (1 280). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), juillet, 126,90 (128,30) ; août, 129,80 (131,20). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 126 (127,50) ; août, 120 (124).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, juillet, 318,25 (323,50) ; septembre, 318,75 (323) ; maïs, juillet, 277 (278) ; septembre, 265,50 (268).

INDICES. – Moody's, 915,40 (919,90) ; Reuter, 1 836,40 (1 873,80).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Les Etats-Unis remettent en cause leur contribution au Fonds international pour le développement de l'agriculture

De notre correspondant

Rome. – Les Etats-Unis ont provoqué, le 17 mai, une crise sérieuse au sein du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA), le dernier organisme créé (en 1977) par les Nations unies et sans doute l'un des plus efficaces dans la lutte contre la pénurie alimentaire. Au cours de la huitième réunion de consultation sur la deuxième reconstitution des fonds du FIDA, qui s'est tenue les 16 et 17 mai à son siège à Rome, et où chaque pays donateur venait avec l'intention d'annoncer le montant de sa contribution, la délégation américaine a annoncé à la surprise générale que telle n'était pas son intention. La réunion a été suspendue *sine die*.

« *Je pense qu'il convient de ne pas dramatiser cette crise*, a déclaré M. Idriss Al Jazairy (Algérie), président du FIDA, *et qu'il faut plutôt voir les points positifs acquis : dix-neuf pays membres de la catégorie I (OCDE) sont prêts à participer au refinancement ainsi que ceux de la catégorie II (OPEP). Nous sommes donc proches du but et tout dépend des nouveaux efforts qui seront faits pour parvenir à un consensus général.* »

Malgé cette sérénité, M. Jazairy n'en avait pas moins été à la fois surpris et affecté (au point de penser à se démettre de son mandat) lorsque les Etats-Unis ont annoncé qu'ils refusaient la solution de compromis négociée en février dernier. Celle-ci établissait les bases des contributions des membres des catégories I et II, sous forme de quatre fourchettes dont le montant variait entre 500 et 600 millions de dollars, pour la période 1985-1987, et prévoyait une répartition des contributions de 60/40 entre les pays de l'OCDE et ceux de l'OPEP.

Les Etats-Unis sont arrivés à cette dernière réunion sans laisser prévoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce compromis. Ils entendent en effet que soit rétablie la répartition initiale (52-48) – ce qui en termes financiers signifie 5 à 6 millions de dollars en plus ou en moins pour les pays développés. Les Etats-Unis affirment qu'on a mal interprété leur intention et qu'ils n'ont jamais changé d'avis.

Depuis sa création en 1977, le FIDA a investi 2 milliards de dollars dans cent soixante-quatre projets répartis dans quatre-vingt-cinq pays. Cet organisme fonctionne grâce à des contributions renouvelées tous les trois ans. Il était cette fois envisagé un financement de 600 millions de dollars (soit 240 millions pour les pays de l'OPEP et 360 millions pour ceux de l'OCDE).

Cette crise, qui met une nouvelle fois en question la survie du FIDA (il vit actuellement grâce à des contributions anticipées de 60 millions de dollars, dont la moitié vient de la catégorie III, c'est-à-dire des pays du tiers-monde, et en particulier de treize nations considérées comme les plus pauvres de la planète), témoigne de la nécessité de trouver à l'avenir des moyens de financement plus stables.

Ce samedi, le bureau exécutif examine un programme d'aides spéciales aux vingt pays au sud du Sahara victimes de la sécheresse, d'un montant de 300 millions de dollars sur trois ans.

PHILIPPE PONS.

UN DIRIGEANT DE LA COORDINATION DÉMOCRATIQUE NICARAGUAYENNE CRITIQUE L'EMBARGO AMÉRICAIN

Tegucigalpa *(AFP)*. – Le principal dirigeant de l'opposition politique au régime de Managua, M. Arturo Cruz, a condamné vendredi 17 mai, au Honduras, l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre le Nicaragua, estimant que cet embargo était « *contre-productif* », au même titre que « *le minage des ports nicaraguayens* ».

Le dirigeant de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN, principal front politique d'opposition au régime sandiniste) s'est déclaré favorable à toute coopération économique étrangère. « *Les gouvernements doivent rechercher des formules* » pour que cette aide « *contribue à l'établissement de la démocratie* » au Nicaragua, a-t-il ajouté.

« *Si l'on ne parvient pas à une solution pacifique au Nicaragua, le conflit entre les sandinistes et les « contras » s'étendra un jour à toute l'Amérique centrale* », a affirmé M. Cruz, qui fut ambassadeur du régime sandiniste à Washington avant de rejoindre les rangs de l'opposition.

Le conseil général d'Ille-et-Vilaine signe une convention pour la réinsertion de chômeurs de longue durée

De notre correspondant

Rennes. – C'est pour faire face en priorité aux cas de pauvreté les plus difficiles que le conseil général d'Ille-et-Vilaine a proposé au ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle la mise en place d'une opération expérimentale de réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi de longue durée (*le Monde* du 18 mai).

La convention signée vendredi 17 mai par le président du conseil général, M. Pierre Méhaignerie, et par le représentant de l'État, M. Charles Jean Gosselin, préfet de région, permettra de proposer à deux cents chômeurs de longue durée, choisis, en liaison avec les maires, par les services locaux de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et de l'ANPE, un dispositif de formation et un travail d'intérêt collectif auprès d'une collectivité locale, d'un établissement public ou d'une association à but non lucratif. Et cela dans une définition comparable à celle des TUC, qui, contrairement aux TIC, sont réservés aux jeunes de moins de vingt et un ans.

Le bénéficiaire d'un TIC (vingt heures de travail par semaine pour une durée de six mois éventuellement renouvelable) recevra une rémunération de 1 200 F, versée par la collectivité ou l'organisme employeur auxquels le département remboursera 50 % de la dépense engagée.

Le dispositif de formation d'une durée maximum de trois cents heures pour la période de six mois est entièrement pris en charge par l'État. Cette expérience menée en Ille-et-Vilaine fait suite à une réflexion engagée depuis un an et demi par le conseil général de ce département sur le développement des cas d'extrême pauvreté.

Pour M. Pierre Méhaignerie, « *si la vraie solution au problème du chômage est le retour à une croissance de 3 à 4 %, le mécanisme expérimental mis en place constitue la seule solution disponible pour faire face à un certain nombre de situations difficiles.* »

Les travaux d'intérêt collectif viennent compléter une série d'actions engagées à l'échelon départemental, notamment dans le domaine du logement des populations en *difficulté* : commission « *dettes de loyer* » avec en mais 1984 la signature d'une convention réunissant tous les partenaires associés à la mise en œuvre du dispositif de traitement des retards de loyer (Etat-département, villes, organismes HLM, Caisse d'allocations familiales), création d'un fonds de prêts aux accédants à la propriété en difficulté permettant de différer les ventes sur saisies immobilières, soit dans l'attente d'un redressement de la situation de l'accédant, soit pour permettre que la vente puisse avoir lieu dans des conditions acceptables.

Pour l'accès au logement social, un fonds spécifique a été créé (Etat, ville de Rennes, Caisse d'allocations familiales et département) afin d'apporter sa caution pour permettre l'attribution de logements HLM à des familles qui ne peuvent pas offrir de garanties suffisantes.

Depuis février 1985, en liaison avec le Mouvement ATD-quart monde et la CAF, le conseil général d'Ille-et-Vilaine a décidé d'expérimenter une formule de revenu minimum familial garanti. Cette opération concerne 130 familles retenues en raison de l'insuffisance et de la précarité de leurs ressources. Il leur est assuré un revenu minimum garanti mensuel (93 % du SMIC pour un couple avec un enfant, plus 5 % du SMIC pour chacun des enfants suivants), versé par un seul organisme, la Caisse d'allocations familiales, gestionnaire de l'opération.

CHRISTIAN TUAL.

« LE MONDE » ET LA MÉTÉO

De nombreux lecteurs nous écrivent ou nous téléphonent pour s'étonner de ne plus trouver, dans *le Monde* les informations météorologiques habituelles.

Cette situation est due au différend qui oppose notre quotidien à la direction de la Météorologie nationale. Celle-ci a en effet décidé de façon unilatérale de remettre en cause les accords antérieurs qui nous liaient à l'Amicale des prévisionnistes de la Météorologie nationale et nous a soumis un projet de convention qui aboutissait à multiplier par trois le prix des prestations fournies. Plusieurs autres quotidiens sont dans la même situation que *le Monde*.

Nous espérons que les négociations actuellement engagées permettront à nos lecteurs de retrouver sans tarder les informations qu'ils souhaitent.

NOUVELLES BRÈVES

● *Prochaine visite de M. Roland Dumas en Tchécoslovaquie.* – M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, se rendra en visite officielle en Tchécoslovaquie les 23 et 24 mai, à l'invitation de son collègue tchécoslovaque M. Bohuslav Chnoupek, apprend-on au Quai d'Orsay.

M. Dumas sera le premier chef de la diplomatie française à se rendre à Prague depuis 1966. – *(AFP.)*

● *Sir Geoffry Howe, en France.* – Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, fera une visite en France le 21 mai pour s'entretenir avec le ministre des relations extérieures, M. Dumas, a annoncé le porte-parole du Quai d'Orsay. Il s'agit de la traditionnelle rencontre des chefs de la diplomatie des deux pays entre les sommets annuels franco-britanniques.

● *Accord entre l'Inde et les Etats-Unis sur le transfert de technologies.* – New-Delhi et Washington ont signé le 17 mai un accord pour le transfert de technologies de pointe américaines en Inde. La conclusion de cet accord avait été retardé par les demandes américaines de garantie de non-utilisation de ces technologies à des fins militaires et de non-destination à des pays tiers. L'accord a été signé à l'occasion d'une visite en Inde du secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Balbridge. – *(Reuter.)*

A B C D E F G .

L'attitude allemande aux négociations de Bruxelles

M. FABIUS : UN MAUVAIS COUP POUR L'EUROPE

Le premier ministre, M. Fabius, a vivement critiqué vendredi 17 mai à Ambérieu-en-Bugey (Ain) l'attitude de l'Allemagne fédérale dans les négociations agricoles de Bruxelles.

« *Sur un plan politique*, a-t-il dit, *c'est très préoccupant, c'est un mauvais coup pour l'Europe.* »

Selon le premier ministre « *l'attitude des Allemands est assez peu cohérente, même incohérente, puisqu'ils disent « il faut de la rigueur budgétaire » tout en faisant des dépenses supplémentaires et « il faut développer l'Europe » tout en évoquant le droit de veto* ». M. Fabius a ajouté que la France va continuer à faire preuve de « *fermeté* » dans les négociations.

PROLONGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE A SRI-LANKA

L'état d'urgence a été prolongé d'un mois à la suite de la nouvelle flambée de violence intercommunautaire, a-t-on officiellement annoncé, samedi 18 mai, à Colombo. La veille, un caporal de l'armée, apparemment pris de démence, a tué six personnes et en a blessé seize autres parmi un groupe de civils tamouls regroupés dans un camp d'Anuradhapura avant d'être évacués par l'armée.

Un médecin de l'hôpital de cette ville a affirmé vendredi que le bilan du massacre de mardi (*le Monde* du 15 mai) « *pourrait atteindre cent soixante-dix morts, des corps de victimes étant encore découverts* ». Des habitants d'Anuradhapura ont signalé vendredi la mort de cinq Tamouls, tués par des Cinghalais qui ont incendié leurs boutiques.

Le gouvernement a, de son côté, démenti toute implication de la marine dans le massacre, mercredi, des passagers tamouls d'un ferry-boat (*le Monde* du 17 mai).

L'état d'urgence, décrété en 1983, donne aux forces de sécurité des pouvoirs exceptionnels pour combattre les séparatistes tamouls. – *(Reuter)*.

Le numéro du « Monde » daté 18 mai 1985 a été tiré à 430 156 exemplaires

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME EN URSS

Ambitions et réalités

De nouveaux détails parviennent de Moscou sur les mesures prises par les autorités soviétiques pour lutter contre l'alcoolisme (*le Monde* du 18 mai). Ils sont révélateurs d'ambitions qui risquent de devenir difficilement réalité.

Ainsi en est-il notamment d'une disposition qui va à l'encontre de l'une des traditions les plus fermement établies en URSS en déclarant « *inadmissible* » la consommation de boissons alcoolisées « *au cours de banquets et de réceptions* » ayant lieu « *dans les entreprises, les organisations et les établissements d'enseignement* ».

Plus préoccupant pour l'avenir des cadres du régime à tous les niveaux est un texte annonçant qu'il est « *nécessaire de libérer de leurs fonctions* » tous les responsables qui ont un penchant pour l'alcool. Dans le cas de membres du Parti communiste, cette mesure peut signifier leur exclusion des rangs du parti. La formule employée suggère toutefois que les autorités ont voulu se réserver une marge de manœuvre afin d'éviter les hécatombes qu'une application trop stricte de cette disposition aurait pu entraîner.

La campagne contre l'alcoolisme engagée à Moscou trouve un large écho dans plusieurs pays du camp socialiste. A Prague, le journal *Rude Pravo* a calculé qu'en vingt ans (1959-1980), la consommation en Tchécoslovaquie était passée de 5,6 à 9,6 litres d'alcool pur par an et par habitant, tous âges compris. « *L'alcoolisme est une maladie*, écrit le *Rude Pravo*, *et le patient ne peut pas décider tout seul de la thérapeutique* ».

A Budapest, l'organe du PC hongrois, *Nepszabadsag*, révèle que le pays compte au moins six cent mille buveurs chroniques (sur une population d'une dizaine de millions d'habitants) et que ce phénomène est en croissance depuis trente ans. Le journal indique cependant que la Hongrie n'envisage pas de prendre des mesures identiques à celles annoncées à Moscou, toutes les mesures prohibitionnistes ayant échoué dans le passé.

TROP DE BATEAUX, TROP D'AIDES AUX CHANTIERS NAVALS

Un marché à assainir

La société française de courtage spécialisée dans la construction navale et les transports maritimes Barry Rogliano Salles dresse, dans son dernier rapport, un bilan de l'année 1984 qu'elle résume par ce titre choc : « *Le tonneau des Danaïdes* ».

« *Le transport maritime, quels que soient les pavillons considérés, est dans une situation catastrophique*, est-il écrit dans ce rapport. *A la racine du mal se trouve la surcapacité de la construction navale mondiale, elle-même alimentée par une masse formidable d'aides gouvernementales plus ou moins avouées. Les gouvernements des différents pays en cause croient, en effet, avoir de bonnes raisons pour poursuivre une politique de subventions ruineuses... Il faut clouer enfin un fond au tonneau des Danaïdes.* »

La flotte mondiale reste largement excédentaire, notamment dans le secteur pétrolier. Le volume des commandes s'est ralenti en 1984 mais a atteint tout de même 23 millions de tonnes (30 millions en 1983). Sur ce total, 13 millions de tonnes représentent des vracquiers (navires transporteurs de minerai ou de céréales). Le Norvégien Sig Bergesen a commandé le plus gros minéralier jamais construit – 350 000 tonnes – aux chantiers sud-coréens Hyundai.

Pour assainir le marché mondial, Barry Rogliano Salles fait les suggestions suivantes :

Il faut décider qu'aucune commande nouvelle ne pourra être autorisée sans que le constructeur ne présente le certificat de démolition d'un tonnage supérieur. Les gouvernements désireux de voir leurs constructeurs poursuivre leur activité devront donc subventionner – directement ou indirectement – la démolition de navires.

Celà suppose une concertation internationale des quelques pays constructeurs qui décideraient « *d'affecter une partie des subventions qu'ils accordent actuellement à leur construction navale, à l'assainissement d'une situation qui, si elle se poursuivait, conduirait à la faillite de leurs constructeurs et de leurs armateurs* ».

Cette concertation ne s'établira que sous la contrainte, mais celle-ci apparaît chaque jour plus nettement au fur et à mesure que s'allonge la liste des faillites de constructeurs et d'armateurs, précise la société.

L'OPPOSITION CONTESTE L'AMÉLIORATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI

Selon les statistiques officielles du ministère du travail, le nombre des demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril s'établit en données brutes à 2 338 300 soit – 3,4 % par rapport à fin mars et + 4,6 % en un an (*le Monde* du 18 mai). En données corrigées des variations saisonnières (CVS) on enregistre 2 392 800 demandeurs d'emploi soit – 1 % en un mois et + 4,6 % en un an.

Le ministère précise qu'en raison de perturbations postales ayant affecté la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 8 000 demandeurs d'emploi « *au maximum* » n'ont pas été pris en compte, ce qui donne en réalité 2 400 000 demandeurs d'emplois en donnée corrigées des variations saisonnières (– 0,6 % par rapport au mois précédent). Il y a ainsi près de 16 000 demandeurs d'emploi de moins qu'à la fin de mars.

En cours de mois, les demandes enregistrées marquent une légère progression : 259 400 en données brutes (+ 3,1 % en un mois et + 12,6 % en un an), 304 300 en données corrigées (+ 1,3 % en un mois et + 1,8 % en un an). Les demandes « *placées ou annulées* » augmentent sensiblement : 384 113 fin avril contre 355 817 fin mars (+ 8 % en un mois et + 49 % en un an). Parmi ces « sorties » de l'ANPE, 135 157 chômeurs ont été radiés pour « absence au contrôle ou non réponse à convocation » (+ 9,9 % en un mois et + 61,7 % en un an).

Les offres d'emplois demeurent faibles : 48 700 en brut en fin de mois (+ 4,5 % en un mois et – 1,8 % en un an), 46 200 en CVS (+ 4,5 % en un mois et – 1,9 % en un an).

Selon « l'indicateur ARIES », adopté par le RPR et l'UDF, il y avait 2 872 000 demandeurs d'emploi en avril, soit 480 000 de plus que les chiffres officiels, avec une augmentation de 39 600 demandeurs en un mois.

● *Le viol d'une jeune fille : pas de témoignage.* – Les policiers d'Evry, qui recherchent les auteurs du viol d'une jeune fille âgée de dix-sept ans, commis mercredi 15 mai dans un train de banlieue entre Juvisy et Paris (*le Monde* du 18 mai), assuraient n'avoir reçu vendredi aucun témoignage sérieux de voyageurs présents lors de l'agression. Le lendemain du viol, cependant, avant que l'affaire ne soit rendue publique, deux personnes avaient appelé la police, mais elles avaient laissé de faux numéros de téléphone. Depuis, les appels fantaisistes se multiplient. Un correspondant masculin a même affirmé qu'il était Landru... Une information judiciaire devrait être ouverte au début de la semaine prochaine.

Les négociations sur les congés de conversion

M. DELEBARRE INVITE LES PARTENAIRES SOCIAUX A « ABOUTIR RAPIDEMENT »

M. Michel Delebarre souhaite que la négociation sur les congés formation-recherche d'emploi « *aboutisse rapidement afin que les mesures prises par les partenaires sociaux bénéficient le plus tôt possible aux salariés licenciés pour motif économique* ». Dans une interview publiée par *Libération* du 18 mai, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle rappelle que « *près de 350 000 personnes* » sont concernées annuellement par le problème.

M. Delebarre estime également que « *sous couvert de flexibilité, la modernisation ne doit pas servir d'alibi à la régression sociale et de cheval de bataille en vue d'un véritable démantèlement du droit du travail. Elle doit au contraire être utilisée pour transformer l'organisation, le contenu et les conditions de travail, hors du modèle taylorien, et pour modifier les relations sociales dans l'entreprise par le dialogue social. A la flexibilité, je préfère ce que j'appellerai la modernisation sociale.* »

NOMINATIONS DANS LA PRESSE

● *M. François Pigeaud au* Monde de la musique. – M. François Pigeaud a été nommé rédacteur en chef du mensuel *le Monde de la musique*. Il assumera ses fonctions à compter du mois de septembre.

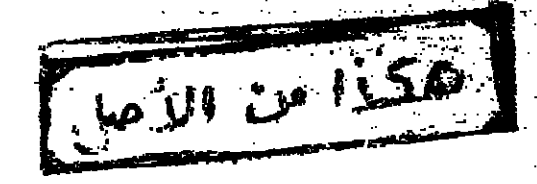
[Agé de quarante-deux ans, ancien professeur de lettres et musicologue spécialiste des orgues, M. François Pigeaud était, depuis 1978, administrateur du Groupe vocal de France. Il est également producteur à France-Musique.]

● *M. Yves Petit de Voize à* Diapason-Harmonie. – M. Yves Petit de Voize, directeur artistique du Festival de musique de Montreux, vient d'être nommé rédacteur en chef du mensuel *Diapason-Harmonie*, en remplacement de Mme Jacqueline Müller. Il assurera ses fonctions en collaboration avec Mme Edith Walter, rédactrice en chef et fondatrice d'*Harmonie*.

[Agé de trente-neuf ans, M. Yves Petit de Voize a collaboré à la fondation de Royaumont pour l'organisation de ses sessions musicales de 1971 à 1978. Il a fondé l'Académie-Festival des Arcs, et était depuis 1983 directeur artistique du Festival de Montreux.]

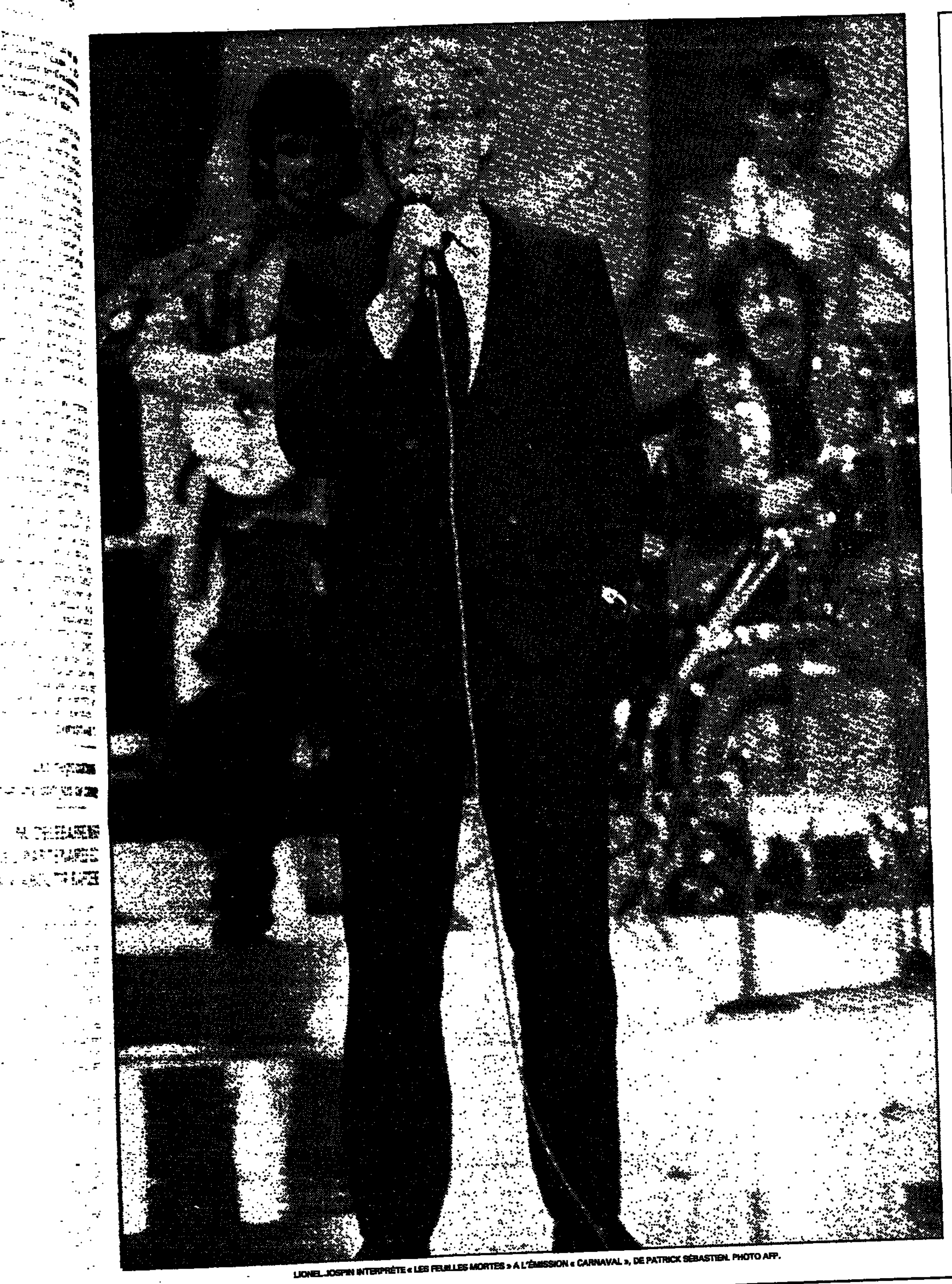






Le Monde

AUJOURD'HUI



LIONEL JOSPIN INTERPRÈTE « LES FEUILLES MORTES » À L'ÉMISSION « CARNAVAL », DE PATRICK SÉBASTIEN. PHOTO AFP.

LA POLITIQUE AU RISQUE DU RIRE

De Gaulle, une « star » avec ses formules (page III).

La classe dirigeante sous l'objectif de Raymond Depardon. Quand VGE voulait étonner son monde (page IV).

Yves Mourousi revient sur « Ça nous intéresse, monsieur le président ». Les hommes politiques français ont-ils de l'humour ? (page V).

Bilans, perspectives et facéties économiques (page VI).

Patrick Sébastien et ses victimes (page VII).

« L'oreille en coin » joue à guichets fermés. Gaston Defferre sur le gril (page VIII).

Les Républiques passent, les caricaturistes jugent (page IX).

GRANDES ET PETITES MUSIQUES D'ÉTÉ

Un bon festival, c'est la rencontre d'une œuvre avec un monument, un site, une ville : Beethoven, Mahler dans la basilique royale de Saint-Denis ou l'abbaye de Fontevraud ; l'opéra dans le théâtre romain d'Orange ou les arènes de Nîmes ; le chant grégorien sous la voûte cistercienne de Sénanque, et Bach aux Unterlinden à Colmar.

Chaque année plus nombreux et plus enthousiastes, les mélomanes en balade s'apprêtent à fêter les noces de la musique et de l'architecture. Jacques Lonchampt a dressé pour eux le calendrier précis des festivals français et étrangers (pages X et XI).



LEONARD FREED/MAGNUM

Supplément au nº 12535. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 19 mai-Lundi 20 mai 1985.

SAUVER LA « MANU »

Le Monde daté 5-6 mai publie un article intitulé « Un capital en milliards d'heures » très intéressant à de multiples points de vue.

Présentement, je suis à Saint-Etienne où j'habite depuis quelques semaines, et je suis stupéfait de constater qu'en plein centre-ville gît un cadavre inutilisé : les bâtiments de la manufacture d'armes et cycles, dont la façade sur le cours Fauriel mérite le classement !

Je pense qu'une opération de sauvetage est possible en réfléchissant à une solution comme un musée des sciences et des techniques, en somme une opération de sauvetage genre La Villette ! Mais en moins coûteux !

ROGER RICHARD
(Saint-Etienne, Loire).

DINOSAURES EN MORVAN

Nous avons le plaisir de vous informer de l'ouverture de notre parc préhistorique imaginaire : le parc préhistorique Cardo-Land, à Chamoux, près de Châtel-Censoir, formule originale qui rassemble avec harmonie le culturel et les loisirs, premier parc entièrement consacré à la préhistoire, thème qui correspond aujourd'hui aux rêves des enfants et des adultes.

Dans un magnifique cadre sauvage : 1 200 mètres de promenade du paléozoïque au pléistocène, des trilobites, des dinosaures, à l'homme de Cro-Magnon, une reconstitution de la vie sur six cents millions d'années.

Carlo-Land, c'est l'heureux mariage de l'art et de la science, avec une éthique : pas de sang, pas de violence ; la nature et la vie sont symbolisées avec amour.

RAOUL CARDO SABAN
(Châtel-Censoir, Yonne).





Boîte aux lettres de Haïti

DÉSACRALISER LA POLITIQUE

Abonné au *Monde*, j'ai lu avec un plus vif intérêt que d'habitude *le Monde Aujourd'hui* daté 12-13 mai. Pourquoi tous ne sont pas aussi intéressants ?

La presse et les jeunes, pourquoi les jeunes ne lisent-ils plus ? Vous ne dites plus un mot sur le contenu du journal. Je prends la presse de province, elle est composée pour un tiers de politique, et pour le reste le sport... les chiens écrasés, alors, comment les jeunes peuvent-ils s'y intéresser... Pas d'articles de fond, rien ou presque sur les arts, la musique, la littérature, la peinture, hormis les expos et les spectacles... Vous... c'est mieux, mais, exemple le nº 12 529... huit pages sur l'étranger... Trop, beaucoup trop. Quatre pages sur la France, et pas assez dans ce domaine sur les faits de société, prisons, chômage, vie des gens. Le reste ou économie, Bourse, ou faits divers... Alors, ne croyez-vous pas que les jeunes, et les moins jeunes, ne désirent pas un peu plus de sociologie, d'études sociologiques, et politiques sur les faits du moment. Exemple trop court, cet article sur les prisons ; oui, il aurait fallu le numéro en entier sur ce thème, un autre sur les jeunes et la lecture, un autre sur le chômage, sur la prostitution, bref, sur des thèmes de société.

Littérature, là aussi, pas assez d'analyses, dommage.

Bon. Critiquer est facile, vous êtes malgré tout le quotidien (pour la province) le plus intéressant. Mais croyez-moi, plus il y aura d'articles qui intéressent les faits de société, en France ou à l'étranger, plus il y aura de lecteurs, lectrices, et cela au détriment s'il le faut des articles de nos politiciens ou sur nos politiciens. Savoir ce que pensent un Giscard, un Barre, un Chirac ou même un Mitterrand, la majorité des gens s'en foutent ; ce qui compte, c'est la vie, comprenez une bonne fois que la jeunesse a désacralisé nos hommes politiques, et c'est heureux.

G.-A. PIOU
(Rezé-lès-Nantes, Loire-Atlantique).

L'ALLIER ATTRACTIF

Lecteur assidu du *Monde*, je suis tombé en arrêt devant votre dossier « Loisirs anticrise » du 5-6 mai dernier.

Il est agréable pour moi que les médias s'intéressent beaucoup actuellement aux parcs d'attractions, soit pour mettre en valeur les nombreux projets soit pour montrer les réalisations faites en France.

Dans un des articles, vous parlez de désert français ? Or, si désert il y a, le PAL (parc zoologique et d'attractions de Saint-Pourçain-sur-Besbre) existe, et je suis désolé que vous ne le connaissiez pas. Vous citez comme le plus important investissement celui fait pour Aqualand ou Nautiland. Il faut que vous sachiez que le PAL a investi davantage pour un parc terrestre tout à fait original, sans l'appui d'une quelconque municipalité ou de financiers extérieurs !

Le PAL est unique en France. C'est à ce jour probablement le plus important parc d'attractions français, et en tout cas le plus original : attractions de qualité, intégrées dans le paysage, nouveautés uniques en Europe...

PIERRE-CHARLES BAISLE
(Saint-Pourçain-sur-Besbre, Allier).

ALLURE PARISIENNE

Mais à quoi sert la Protection des sites si elle n'est pas capable d'empêcher la profanation d'un des lieux les plus beaux et les plus chers aux Français par l'édification en son plein milieu d'une construction dont, le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'elle est incongrue.

(...) Pour en revenir à la Protection des sites, ignore-t-on les contraintes qui règnent à la campagne, contraintes souvent tatillonnes, mais dont l'utilité au point de vue esthétique s'explique parfaitement. On ne craint pas alors d'imposer, pour éviter l'inharmonie, garder l'aspect méridional dans le Midi, angevin près de la Loire, breton sur les côtes, alsacien aux frontières, etc.

Alors pourquoi Paris n'aurait-il pas droit, lui aussi, à son allure parisienne ?

Mais non, Paris n'a pas ce droit-là et devient une ville hétéroclite et sans caractère, où les mercantis, sous couvert d'art, nous affublent de monuments aussi mal plantés que chers.

Mon pauvre Paris, patrie des miens, comme on te traite !

J. BESSON
(Vernouillet, Eure-et-Loir).

PATRIOTES GIROUETTES

A propos de la « pyramide » du Louvre, je voudrais répondre à la lettre de M. Jacques D'Olier, président de l'association SOS-Paris, parue dans *le Monde Aujourd'hui*, daté 5-6 mai.

Bien petits sont les Français qui, aujourd'hui, s'indignent devant un projet, sous prétexte de protéger « leur patrimoine ».

Je ne voudrais pas me faire par là l'avocat de ce projet (je n'en ai pas les qualités), mais je tenais seulement à rappeler à ces « patriotes girouettes » les données d'un récent sondage sur les fréquentations du musée du Louvre : 75 % d'étrangers, 10 % de provinciaux et 5 % de Parisiens. Le projet de réorganisation du musée par M. Pei a le mérite de *réactualiser* un bâtiment qui me semble délaissé par les Français en général et par les Parisiens en particulier.

Je précise également, pour rassurer le public, que nombreux sont les projets de l'histoire de l'architecture qui ont subi des transformations dans le temps, empreinte d'une époque sur l'histoire ; (exemple : Saint-Pierre de Rome et sa coupole rajoutée par le Bernin). Faites confiance aux spécialistes.

SERGE FERRINI,
architecte (Paris).

ETIENNE BOLO : 1928-1985

LA mort d'Etienne Bolo aura été la dernière provocation de sa vie. Lorsqu'on a retrouvé, au soir du mardi 7 mai, dans le parking de l'université de Paris-VIII, à Saint-Denis, son corps recroquevillé dans son auto, on a pu lire la dernière lettre du suicidé. Adressée au président de l'université, elle annonçait que le défunt faisait *« don de son corps au département des sciences de l'éducation »*.

Ultime sarcasme. Plus que de son corps, c'est de son souvenir qu'il ferait don, comme d'une hantise. Cadeau empoisonné, impalpable comme le remords que — sans doute — il voulait faire naître dans l'esprit des enseignants qui venaient, au terme d'une interminable procédure riche en rebondissements, de s'opposer à son intégration, lui, le vacataire perpétuel.

Il y a deux ans, Etienne Bolo avait rédigé un court testament dans lequel il indiquait qu'il souhaitait être incinéré. Il précisait : *« Je prie tous ceux qui n'auraient pas le goût, en cette occasion, de boire un bon coup, sinon à ma santé du moins à mon souvenir, de ne pas se déranger. Ni pleurs, ni couronnes. »* Il a donc été incinéré mercredi, au Père Lachaise, et de son corps l'université n'aura pas à se soucier. Elle n'aura pas à intégrer mort celui qu'elle repoussa vivant.

Fascinant personnage ! Ernest-Etienne Bolo aura sa vie durant suscité autant de haines que d'amitiés. Il aura séduit les uns avec d'autant plus de force qu'il aura représenté, pour d'autres, une sorte d'incarnation du mal. Un destin sulfureux, une carrière ratée, des exigences utopiques : un contre-mythe pour la France bourgeoise où il naquit sans le vouloir et où il vécut sans le supporter.

Il était né en février 1928 à Nantes, onzième des douze enfants d'une famille catholique dont le père, expert-comptable, était une notabilité. Une famille qui donnera notamment une religieuse à l'Eglise et un député au gaullisme. La France de l'Ouest, riche en principes, en traditions et en destins linéaires, tracés au cordeau du berceau à la tombe : un monde où les vies se tissent sur la trame du devoir. Avec des exceptions : quand le jeune Ernest — il s'appellera Etienne plus tard — commença à s'interroger sur l'existence de Dieu, il tenta une expérience sacrilège que raconte aujourd'hui sa femme : *« Il prit un jour une hostie, la mit dans la cuvette des W.C. et tira la chasse. Comme il constata que rien ne se passait, que le monde ne s'écroulait pas, il en conclut que Dieu n'existait pas. »* Il ne reviendra jamais là-dessus.

Elève des jésuites

Esprit vif, acéré et — on l'aura compris — non conformiste, il est d'abord l'élève des jésuites à Nantes avant de faire hypokhâgne et khâgne à Lyon puis à Paris. Il n'intégrera pas Normale Sup, mais, licencié en philosophie, il deviendra enseignant dans les lycées parisiens au début des années 50. La France est engagée dans l'enfer des guerres coloniales. Il vomit le colonialisme et le fait savoir. Le jour de la défaite de l'armée française à Dien-Bien-Phu, il se rend à Montparnasse, dans un café et, au bar, lève son verre en lançant : *« Je bois à la victoire de Dien-Bien-Phu. »* Il quitte précipitamment le bistrot pour éviter d'être lynché....

Indochine, Algérie. Il est de ces Français, fort peu nombreux, qui diront tout de suite que l'indépendance de l'Algérie est non seulement inévitable mais souhaitable. Il s'engage en 1957, parmi les premiers, dans le fameux « réseau » créé par Francis Jeanson pour soutenir le FLN. Hélène Cuénat, une ancienne du réseau, explique : *« Il l'a fait parce qu'il croyait à l'internationalisme prolétarien et de ce fait estimait que nous avions les mêmes ennemis que les militants algériens. Il l'a fait aussi du point de vue de la France, car il avait vécu le colonialisme comme une pourriture pour la France. Il m'a dit qu'il était animé par une sorte de sentiment du devoir. »*

Devoir à haut risque. Il abandonne l'enseignement pour entrer dans la clandestinité. Il sera de ces « porteurs de valises » qui transporteront des fonds des journaux, parfois des armes, destinés au FLN. Repéré, il part au Maroc. Il ne peut pas tenir longtemps dans cet exil tandis que d'autres restés en métropole sont arrêtés. Il rentre en France en 1960 et retrouve le réseau — Curiel après Jeanson — avant de se faire coffrer. Il passe de longs mois en prison jusqu'à sa libération, un mois après les accords d'Evian qui mettent un terme à la guerre d'Algérie (mars 1962). Détenu, il a fait deux longues grèves de la faim dont il sortira tuberculeux et souffrant d'artérite. Il a même tenté de s'évader et y serait parvenu si le véhicule dont il s'était emparé, avec d'autres détenus armés, ne s'était pas écrasé... contre un mur à la suite d'une erreur d'itinéraire. Des années après, il écrira : *« Je suis fier d'être un intellectuel et de n'être pas, comme beaucoup de mes confrères, un inoffensif rêveur. Je suis un révolutionnaire ayant une certaine expérience pratique de la lutte et un grand sens de l'efficacité. »* Souvent il confiera à sa femme : *« Je suis toujours prêt à poser mon stylo pour prendre une mitraillette. »* Il l'avait fait, il pourrait le refaire, sans souci des conséquences.

L'affaire

Libre, il travaille, notamment en Algérie, dans la formation des adultes avant de revenir en France. Mai 68 passe sur le pays. Il observe, va sur le terrain mais ne s'engage guère : il n'aimera jamais le « gauchisme », et le maoïsme n'est pas sa tasse de thé. Deux ans après éclate, dans la torpeur de l'été 70, l'affaire Bolo. La France est encore en proie au syndrome « gauchiste ». La Provence, elle, est en proie aux incendies de forêts. Geismar, depuis sa prison, avait annoncé que l'été serait « chaud ». Dans le Midi, en effet, c'est la fournaise. Etienne Bolo s'y trouve malencontreusement en vacances. Le feu le fascine, comme tant d'autres. Il regarde le sol de son jardin. Des passants l'observent observant. Ils croient voir des petits incendies naître sous ses pas. Ils décident de le « filer ». Trois gaillards — un médecin, un garagiste, un maître-nageur — le suivent dans la montagne. Ils croient le voir allumant des incendies et lui tombent dessus à bras raccourcis avant de le conduire à la gendarmerie. Commence la légende de « Bolo l'incendiaire », qui le poursuivra jusqu'au dernier de ses jours. Il passera quelques jours en prison tandis qu'une campagne hystérique se développe contre les « gauchistes » qui embrasent le Midi. Mais, en définitive, rien ne peut être retenu contre lui : il bénéficiera d'un non-lieu.

Incendie ou pas, le mal est fait. Etienne Bolo restera « l'incendiaire » jamais pleinement réhabilité. A-t-il eu tort, durant cette période, de ne pas mettre une sourdine à son goût de la provocation ? Il estimait n'avoir pas à s'excuser d'être innocent. Il consacrera à l'affaire un très beau livre dans lequel il raconte qu'au soir de sa mise en liberté, lors d'une conférence de presse animée, il avait conclu en lançant aux journalistes : *« Vous voyez, mon slogan c'est : tout feu, tout flamme. »* Il cultivait le second degré dans une France qui l'avait détesté au premier degré.

Bien sûr, il perdra son emploi. Sa femme Lonni aussi : *« Bolo, Bolo, lui dira un employeur,* avant de la chasser, *vous n'avez pas un pompier dans votre famille ? »* 1970-1985 : la course à l'intégration sociale. Il fait les petites annonces, vit de traductions et de menus travaux intellectuels. Il subit des brimades. Un employeur potentiel le convoque : *« Oui, c'est bien vous Bolo, on voulait seulement voir la gueule que ça avait, un incendiaire ! Au revoir et merci. »* L'université de Paris-VIII finit par l'accueillir, comme vacataire, en 1975. Dix ans après, il le sera toujours, gagnant 2450 F par mois dix mois par an.

Le 10 mai 1981, il pleure de joie devant sa télévision : *« Ils s'en vont ! Ils s'en vont ceux qui m'ont mis en prison. C'est la fin de mes ennuis. J'aurai un poste. »* Il ne l'aura pas. Ni en 1982, où il fut très près de l'obtenir, ni en 1985, où il eut le sentiment que, décidément, il ne l'aurait jamais. Passons sur les détails de la procédure, très complexe. Elle fut marquée par des accès passionnels, des rivalités, des haines qui sont le lot de bien des universités. Et par quelques coups bas. Bolo lui-même ne dénonça-t-il pas, dans une lettre au recteur, un de ses rivaux dans la course au poste, accompagnant sa lettre d'un relevé du registre du commerce attestant que ce rival avait eu une activité commerciale, ce qui devait lui interdire d'être intégré en priorité ? Mme Bolo, l'épouse danoise et hyperactive ne téléphona-t-elle pas aux collègues de son époux dans un grand moment d'énervement, allant jusqu'à parler de *« 22 long rifle »* ?

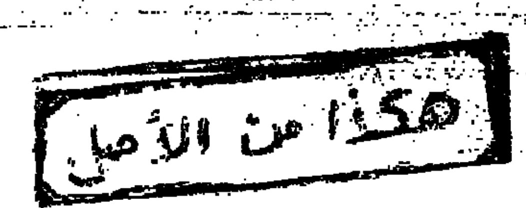
Le dernier combat d'Etienne Bolo fut marqué comme les précédents par son refus du compromis : il lui suffisait d'avoir raison. Une amie témoigne : *« Il cultivait, c'est vrai, l'ambiguïté dans le but de rendre tout dérisoire. Il n'était d'aucun clan et refusait le jeu du clientélisme. Toute sa vie il a refusé de tenir compte des conséquences prévisibles de ses actes. »* C'était plus que de l'humour féroce, c'était une certaine manière de vivre l'utopie. Hélène Cuénat ajoute : *« Il refusait de passer par les Fourches Caudines et par des magouilles humiliantes. Il faisait comme s'il suffisait d'être dans son droit. Il était suffisamment intelligent pour savoir que la vie n'est pas comme ça. Il a pris le risque de ce à quoi cela a abouti »* : le suicide, ultime refus du compromis, point d'orgue du dérisoire.

Etienne Bolo le réprouvé n'est donc pas mort par faiblesse mais par défi. Sa veuve sourit : *« C'était un sacré emmerdeur, il faudrait faire un film sur lui. »* Un collègue lui avait dit : *« Tu es un drôle d'animal. »* Sa sœur aînée, mercredi, au Père Lachaise, a dit : *« A Nantes nous prions pour toi. Nous savons que nous nous retrouverons tous là-haut, ensemble. »* Il en aurait douté.

BRUNO FRAPPAT.







هكذا من الأصل

LA POLITIQUE AU RISQUE DU RIRE



Faire une carrière en politique nécessitera-t-il désormais de passer par la manécanterie du show-biz, et l'homme public, ou celui qui entend le devenir, devra-t-il s'affubler d'un faux nez pour mériter les suffrages de la nation ? Sans aller jusque-là, c'est à de réjouissants spectacles que nous convie aujourd'hui la classe dirigeante, qui n'hésite plus à aller ferrailler en direct avec les imitateurs et autres amuseurs. Après Jacques Chirac et Lionel Jospin, Philippe Léotard vient ainsi de faire son entrée au « Carnaval » de Patrick Sébastien. Et « L'oreille en coin » accueille ce dimanche Roland Leroy, rédacteur en chef de l'Humanité, *sans doute peu sensible aux dernières imprécations de Georges Marchais contre* « les Fabius et les Tristus » *et les pièges de la politique-spectacle. A vouloir faire la preuve de leur « naturel », les hommes politiques prennent le risque de faire rire. Le fondateur de la Vᵉ République, le premier, avait manié l'humour. Mais lui, avec naturel.*

CHARLES DE GAULLE ÉTOILE

par André Passeron



DEPARDON/MAGNUM

MARKETING, communication, relations publiques, promotion, spots, clips, *vidéo, médias*... Autant de mots totalement inconnus du temps de la République gaullienne. Et pourtant, de Gaulle n'a-t-il pas été le premier homme de communication de France, avec le coup de génie de l'Appel du 18 juin lancé au micro de la BBC, que personne n'a entendu mais dont tout le monde a entendu parler ?

Jamais au cours de sa carrière, de Gaulle n'a utilisé les services du moindre cabinet de communication ou de relations publiques. Ses collaborateurs chargés de faire connaître sa pensée, d'organiser ses déplacements, ignoraient qu'ils faisaient du « marketing » avant la lettre. Un Olivier Guichard pendant la « traversée du désert », un Jean Chauveau au début du septennat, occupaient avec une efficace discrétion le rôle d'attaché de presse. En fait, ce sont les journalistes eux-mêmes qui ont été les plus efficaces agents de communication de de Gaulle. Mais c'est toujours lui-même qui a été à la fois le héros de l'histoire qu'ils racontaient, et le grand maître des cérémonies qu'ils décrivaient. Mais quel grand maître et quel héros !

Le cérémonial, le rituel – ces mots venaient irrésistiblement sous la plume – a toujours été contrôlé de près par de Gaulle, après qu'il eut été établi par ses collaborateurs directs de l'Elysée et par ceux du service des voyages officiels, du ministère de l'intérieur ou du Quai d'Orsay. Car jamais de telles tâches n'ont été affermées à une quelconque entreprise qui ne fût pas d'Etat.

En matière de mœurs politiques médiatiques, de Gaulle a été un innovateur à bien des égards.

Le premier, il a célébré ces grand-messes dont il était à la fois l'officiant et l'idole. Devant les *foules immenses du RPF à Vincennes* ou à Strasbourg en 1947, dans toutes les grandes villes de France et d'Afrique pour la campagne référendaire de 1958, dans les départements de métropole et d'outre-mer, tous visités sans exception jusqu'en *1969, de Gaulle* a célébré des offices à la gloire de la grandeur de la France dont il était l'intercesseur, autant que l'imprécateur.

Il a aussi innové en transposant en France pour la première fois la technique américaine de la conférence de presse, dont il sut faire un art, toujours imité jamais égalé depuis.

Véritables événements politiques nationaux et internationaux, au rythme moyen de deux par an, les conférences de presse de de Gaulle accueillaient à l'Elysée quelque sept à huit cents journalistes. Seul sur un petit podium, assis à un bureau nu, ayant à sa droite en contrebas tous les membres du gouvernement, et à sa gauche ceux du cabinet élyséen, le général, sans notes, répondait souvent pendant deux heures d'horloge.

Ses réponses correspondant aux questions de l'heure – parfois suggérées à quelques journalistes sympathisants – avaient été longuement méditées, et apprises par cœur. Et il savait en cas de besoin parer aux omissions, comme ce jour où il demanda : « *Quelqu'un, je crois, m'a posé une question sur Ben Bella* », alors que personne ne l'avait fait ! Dans les deux heures qui suivaient, le service de presse de l'Elysée diffusait le texte complet de la conférence, que le journaliste du *Monde* accrédité à l'Elysée s'empressait d'apporter à M. Beuve-Méry pour que celui-ci écrive dans la nuit le rituel *Sirius* du lendemain.

Dix-neuf conférences de presse ont ainsi été données par de Gaulle de juin 1958 à son départ, en 1969. Durant la même période, il a prononcé soixante-deux allocutions radiotélévisées, dont chacune constituait un appel à la nation. Là aussi, il a innové, bien que seul avant lui Pierre Mendès France ait pratiqué la radio – *mais sur le ton de la conversation* – avec ses causeries hebdomadaires « au coin du feu ».

Dans le décor reconstitué du bureau présidentiel, le général regardait, avant la lettre, « *la France au fond des yeux* ». Il a fallu sa mise en ballottage à l'élection présidentielle de 1965 pour qu'il accepte, en vue du second tour, d'être interviewé par Michel Droit *(« On peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe, l'Europe, l'Europe. »)* et aussi, mais en vain, le 10 avril 1969 avant le référendum fatal.

La République du verbe

Le souci de la mise en scène n'était pas toujours absent. Ainsi, pour s'adresser aux insurgés de la semaine des barricades d'Alger, en janvier 1960, de Gaulle apparaît-il vêtu de son uniforme de général.

Si l'on ajoute à cela quarante-deux voyages hors de France, de multiples inaugurations et cérémonies, on perçoit mieux que pendant onze ans, à la tête de l'Etat, de Gaulle a incarné la République *du verbe*, autrement dit de la communication.

S'il a été la première « star » politique de la télévision française, de Gaulle a aussi été un homme de radio. Sa voix aux tonalités si particulières autant que sa langue parlée, ont été utilisées par lui comme des armes. D'ailleurs, durant toute la guerre d'Algérie, c'est par la radio qu'il s'est adressé aux populations de ce pays. Et c'est par un message radio reçu sur les transistors des soldats du contingent qu'il a fait avorter le putsch d'avril 1961. Enfin, le 30 mai 1968, retour de Baden-Baden, c'est encore par la radio qu'il s'adressa à la nation, après les barricades du quartier Latin.

Après son premier retrait du pouvoir en 1946, le gouvernement avait d'ailleurs senti l'importance de la voix de de Gaulle puisqu'il lui avait interdit les ondes nationales.

Le soin apporté par de Gaulle à ses discours est confirmé par de nombreux témoins. Le texte écrit à la main, puis tapé à la machine et raturé, était appris par cœur, répété devant la glace, récité à haute voix à plusieurs reprises. Quelle ne fut pas, par exemple, la surprise des services secrets allemands en décryptant les bandes d'écoute qu'ils avaient placées dans les appartements du chef de l'Etat pendant son voyage en République fédérale, en 1962, d'entendre au milieu de gargouillis bizarres la voix célèbre articuler « *Es lebe* (gargouillis) *deutsche französische* (gargouillis) *Freundschaft* » : le général répétait sous la douche !

L'attention – à défaut de l'adhésion idéologique – portée à de Gaulle par l'opinion était certes due à de multiples raisons ; elle était parfois même sans raison. Maintes fois, sur les parcours empruntés par lui, nous avons interrogé des spectateurs sur leurs motivations, qui nous répondaient : « *On a applaudi de Gaulle, parce que c'est de Gaulle !* » A cette occasion, il a aussi été le premier à pratiquer le « bain de foule », à la grande frayeur du service d'ordre. Certes, le charisme de l'homme du 18 juin, du libérateur de la patrie, du fondateur de la Vᵉ République, attirait les foules. La parade du cortège officiel éblouissait les enfants et les badauds. La silhouette du personnage historique visitant « *cette province si chère à mon cœur* » pouvait émouvoir. Mais, surtout, la retransmission de ses propos, leur exégèse sans fin par les journalistes, les réactions des hommes politiques, contribuaient à propager sa pensée et ses formules.

Car de Gaulle possédait au plus haut point le sens de la formule, connaissait la puissance du mot. Depuis sa trouvaille de 1940, « *la France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre* », le florilège est innombrable des phrases lourdes de sens politique, des boutades, des archaïsmes réhabilités, des images qui ont émaillé ses propos. « *La paix des braves* » offerte aux rebelles algériens, « *un président inaugurant les chrysanthèmes* », « *le machin qu'on appelle l'ONU* », « *la hargne, la rogne et la grogne* », et même « *l'intendance suit* » et « *l'Europe des patries* » petites phrases qu'il a authentifiées en démentant les avoir prononcées, sont, entre autres, devenues des expressions courantes.

De même, les « *foucades* », le « *tracassin* », le « *volapük* » ; la « *dyarchie* », les « *comités Gustave, Théodule, Hippolyte* », « *l'Europe de l'Atlantique à l'Oural* » ; la « *chienlit* », « *ne pleurez pas Milord* » ou la « *France de Dunkerque à Tamanrasset* ». Pas plus que le « *hélas ! hélas ! hélas !* » le « *peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur* », et le « *Vive le Québec libre !* » ne lui ont été soufflés par un conseiller en communication ou expert en éloquence.

De Gaulle a parfois su mettre les rieurs de son côté par ses effets oratoires. Mais c'est surtout la majesté, la gravité, l'ampleur qui caractérisaient ses interventions publiques. Il savait cependant devant certains auditoires être plus familier et souvent drôle. Comment ne pas sourire en l'entendant affirmer en 1960 : « *Je salue Fécamp, port de mer qui entend le rester et qui le restera* », ou s'adresser aux habitants de Perpignan : « *Avant 1944, il n'y avait ici que des bœufs et des ânes. J'y vois maintenant des vaches et des tracteurs, je vous en félicite* » et lancer, énigmatique, à M. Edgar Faure : « *Je salue l'homme que vous avez été, l'homme que vous êtes, et l'homme que vous serez.* »

Car de Gaulle savait aussi manier l'humour, et ses bons mots, vrais ou apocryphes, ont fait le tour des salons et des cercles politiques et inspiré quelques auteurs et imitateurs.

Au titre des traits authentiques, on peut entre autres citer de Gaulle confiant à son ministre de la culture : « *Chic ! Malraux, un militaire !* » en voyant entrer Brigitte Bardot vêtue d'une veste à brandebourgs lors d'une réception à l'Elysée. En rade de Rio, sur le croiseur Colbert, en 1964, de Gaulle se penche vers l'évêque brésilien et lui dit, désolé : « *Khrouchtchev nous a quittés ce soir.* » (Un aide de camp venait de lui annoncer la mort du dirigeant soviétique.) Le prélat ne comprenant pas le français, de Gaulle ajoute à tout hasard : « *Sic transit gloria mundi, monseigneur.* » Et à Mᵐᵉ Thome-Patenotre, député et maire de Rambouillet, qui s'empressait de lui dire, admirative, au cours d'un dîner : « *Vous savez, je suis une gaulliste de toujours* » ; le général répondit aussitôt, la bouche suave et l'œil malicieux : « *Vous avez bien raison, Madame. Mais confidence pour confidence, moi aussi.* »

Avec l'élection de Georges Pompidou en 1969, la République a changé de président, et la communication de style. L'ancien premier ministre avait déjà utilisé des organismes spécialisés pour les campagnes électorales du mouvement gaulliste. Son service de presse de l'Elysée, plus étoffé, dirigé par Denis Baudouin, spécialiste des problèmes de communication politique, a offert au deuxième président de la Vᵉ République un support médiatique plus complet qui a consacré l'usage des méthodes modernes en ce domaine, et que ses successeurs devaient développer. ■

Sur le vif

ZOZO SHOW

ÇA commence à bien faire, dites donc, l'Etat-spectacle, les clips, les claps, le choc, le chic des images destinés à escamoter le creux des mots aux yeux des veaux qui regardent passer sur leurs écrans le train blindé des politiciens en campagne. Ils nous prennent pour des débiles mentaux, ma parole !

Non mais, sérieusement, qui croit-il convaincre, Léotard, en allant pousser le couplet à la télé, au risque de se faire épingler le lendemain sur TF 1, grâce à un montage taquin, où on le voyait flanqué de Jospin chantant *les Feuilles mortes*. C'était croquignolet ! J'espère qu'on ne va pas s'arrêter en si bon chemin. A quand Mme Veil dansant le flamenco et Bérégovoy en toque et tablier blancs détaillant derrière ses fourneaux sa recette de bœuf bourguignon ?

Enfin, à quoi ça rime ? Ça sert à quoi ? A récolter des voix ? Alors là, ça m'étonnerait. Je parierais sur l'effet contraire, l'effet Marchais, un effet pervers : plus on le voit, moins on le veut. D'ailleurs, c'est pas compliqué, Mitterrand, son numéro avec Mourousi, ça ne lui a pas fait gagner un point dans les sondages. Il en aurait même plutôt perdu. Le fait qu'on ait été nombreux à attendre le film du dimanche soir en sa compagnie ne veut strictement rien dire. Sinon qu'il n'y avait nulle part où aller, alors autant patienter là. D'ailleurs vous avez vu le taux d'écoute qu'il s'est payé avec son portrait en pied le 10 mai en face du « Carnaval » de Patrick Sébastien ? 2 % !

Tout ça parce que Reagan a fait l'acteur et que Montand aurait pu faire président. Ça marche pour eux ? Galopons derrière. A fond la caisse. Et va pour le mélange des genres, des styles, des formules. On avait une bonne émission politique, « L'Heure de vérité », on y invitera Annie Girardot pour lui demander si elle s'est fait ravaler la façade. Comme ça, quand ce sera au tour de Marie-France Garaud, le public alléché se précipitera dans l'espoir d'apprendre si ses rapports avec son mari sont du genre Est-Ouest ou Nord-Sud.

Eh oui, on en est là ! On a trempé notre croissant dans le café au lait des Fabius qui sont venus nous parler de leur couple le matin au réveil, sur Europe 1. A force de cabotiner dans les médias, le père Tapie a réussi à se hisser au hit-parade des superstars de l'actualité et nos députés font des bassesses pour passer à « L'oreille en coin ».

Dire qu'autrefois on se foutait de la gueule des médecins qui avaient abandonné leurs hopitaux pour camper dans les studios. Ça n'a pas manqué : leur aura, ils l'ont laissée au vestiaire. Ils l'ont échangée contre un micro cravate. Et aujourd'hui, complètement démonétisés, ils le payent cher. Vous me direz : le pouvoir, ça n'a pas de prix. Pour le prendre ou le garder, on ferait n'importe quoi. Quitte à avoir l'air encore plus zozo que les vedettes du « Bébête show ».

CLAUDE SARRAUTE.

RIRE EN POLITIQUE

SILENCE, ON SE DÉTOURNE !

par Michel Guerrin

Entre l'homme politique et son image se glisse une profession à haut risque : photographes, hommes de télévision, s'acharnent à saisir les personnalités, par leurs travers, ou plus noblement, dans leur vérité. Dans la limite du bon vouloir du sujet, comme en témoignent les mésaventures de Raymond Depardon.

UN soir du printemps 1974, Mitterrand et Giscard se retrouvent face à face, à la télévision, devant des millions de spectateurs. Pour un ultime débat, celui qui va peut-être tout faire basculer. Les observateurs sont d'accord. Giscard a été bon, Mitterrand a été mauvais. Bon comme un bon produit, mauvais comme une mauvaise pub.

Sept ans plus tard, la leçon a été retenue. De tous les candidats, François Mitterrand est celui qui a le plus pris en compte la dimension visuelle et publicitaire de l'élection présidentielle de 1981. Pour la première fois, le candidat élu avait confié son image à des spécialistes de la communication et de la télévision, avec des pouvoirs bien précis et sous son contrôle du candidat. Ce qui aboutit pour la première fois à une campagne cohérente où l'image servait parfaitement le message politique.

L'attitude des quatre principaux candidats face aux photographes chargés de réaliser les affiches de l'élection de 1981 est révélatrice de l'importance qu'ils accordent à leur image. Pas moins de dix photographes ont été mobilisés pour « travailler » sur Mitterrand. Giscard, qui déteste les séances de pose, s'est contenté d'une image d'archives publiée deux ans auparavant dans *Paris-Match*. Georges Marchais, pour sa part, a toujours entretenu des rapports conflictuels avec les photographes, les soupçonnant de traquer l'image uniquement anecdotique dans le but de déformer le discours politique.

Pour photographier Georges Marchais en 1981, le PC fait appel à Guy Le Querrec. Les photos doivent être « nature », prises pendant les meetings. Mais le photographe doit vite renoncer devant les « misères » que lui fait subir le service d'ordre du parti.

Pour Jacques Chirac, c'est plus compliqué. Ses portraits diffusés par la presse ne sont pas étrangers à sa réputation de froideur et d'autoritarisme. Mais c'est également par la photographie qu'il a essayé, et en partie réussi, de corriger cette image négative, en 1981. Après Mitterrand, c'est le candidat qui a le plus travaillé ses affiches publicitaires, en faisant appel à trois photographes, dont Helmut Newton, le grand spécialiste de la photo de mode affriolante.

Après sa victoire du 10 mai, François Mitterrand a continué de transmettre aux Français des images de lui qui « ont de la gueule ». D'abord, en faisant réaliser son portrait, qui se trouve dans toutes les mairies de France, par Gisèle Freund, un des grands maîtres de l'histoire de la photographie. Giscard avait choisi Lartigue, celui qui a si bien saisi la belle société des années 30. Mitterrand a préféré celle qui avait côtoyé et photographié Gide, Malraux, et Joyce.

Anecdotes à répétition

Face aux hommes politiques, il y a les « techniciens », les photographes, les réalisateurs de télévision qui, sans cesse, couvrent les mêmes congrès, les mêmes meetings, les mêmes sorties de conseil des ministres. Images répétitives où l'on voit Chirac sourire, Edmond Maire avoir de nouveau une cigarette aux lèvres, Mitterrand plus fatigué que d'habitude.

Seule l'anecdote vient bousculer ce flot d'images qui arrivent tous les jours dans les journaux et qui se ressemblent à n'en plus finir. Anecdotes maîtrisées par le politique quand on voit Léotard et Jospin chanter à la télévision, ou Chirac sauter sur un portillon de métro, tel un resquilleur. Anecdotes moins voulues quand Barre s'endort seul à l'Assemblée nationale et qu'un photographe le surprend, quand Rocard se met le doigt dans le nez ou que tel autre a la braguette ouverte. Toutes ces images font sourire, mais ne révèlent rien, n'expliquent rien.

Le photographe Raymond Depardon a vite compris les limites de ces « images publiques ». En 1974, il est seul avec Giscard dans l'avion qui emmène ce dernier à Chamalières pour y annoncer sa candidature à l'élection présidentielle. *« A l'aller, Giscard était crispé. Il m'a donné des magazines et s'est mis à travailler. Sur place, j'ai fait la photo pour la couverture de* l'Express, *puis j'ai dormi chez lui. Au retour, dans l'avion, il était plus détendu. On a bu le champagne, il m'a expliqué que cette élection, c'était l'aboutissement de sa carrière, mais que, s'il échouait, il aimerait faire plein de choses : chasser, voyager. J'ai alors pris conscience que la France entière n'avait reçu qu'une partie de son discours, la candidature. Moi, j'avais la seconde : ses désirs, ses sentiments après l'événement. J'ai donc eu l'idée de faire un film sur lui et de montrer ces moments-là, ceux que personne ne voit jamais. »*

Voilà comment Raymond Depardon, photographe à l'américaine (*« Il y a un événement, il faut le couvrir sans se poser de questions. »*) s'est transformé en cinéaste. Ça a donné *50,81 %*, le film de la campagne de Giscard. Pendant que les photographes d'actualité témoignaient avec leurs belles images d'une campagne qui était effectivement forte, Depardon a montré la marche de Giscard vers la victoire, *« comment il a gagné 25 % des voix en plaçant la caméra là où elle n'entre jamais »*.

Pour convaincre Giscard, Depardon a su utiliser le personnage : *« Il était très sensible à Kennedy, au fait d'être le plus jeune président de France. Il était persuadé qu'une chaîne de télévision allait le suivre tout le temps. Je lui ai expliqué que seuls les extraits qui passent à l'antenne sont conservés. Le reste va à la poubelle. Or il voulait un document pour l'histoire. »* Pour avoir l'accord définitif de Giscard, Depardon lui a projeté *Jan Pallach*, un de ses courts métrages sur le martyr tchèque : *« Il ne savait pas qui c'était ; c'est fou comme il était isolé. »*

Deux scènes de *50,81 %* montrent bien l'esprit du film de Depardon. Dans la première, Giscard se rend en voiture à Perpignan où il doit tenir un meeting. Tel un paparazzi, Depardon a filmé tout le trajet. On s'attend à un discours brillant de stratégie politique comme on en voit à la télévision ; en fait, on voit Giscard qui se repeigne, qui parle de fruits et légumes, des affiches, et de la route de Narbonne. *« Il ne se passe rien, et c'est ça qui est intéressant »*, explique le cinéaste.

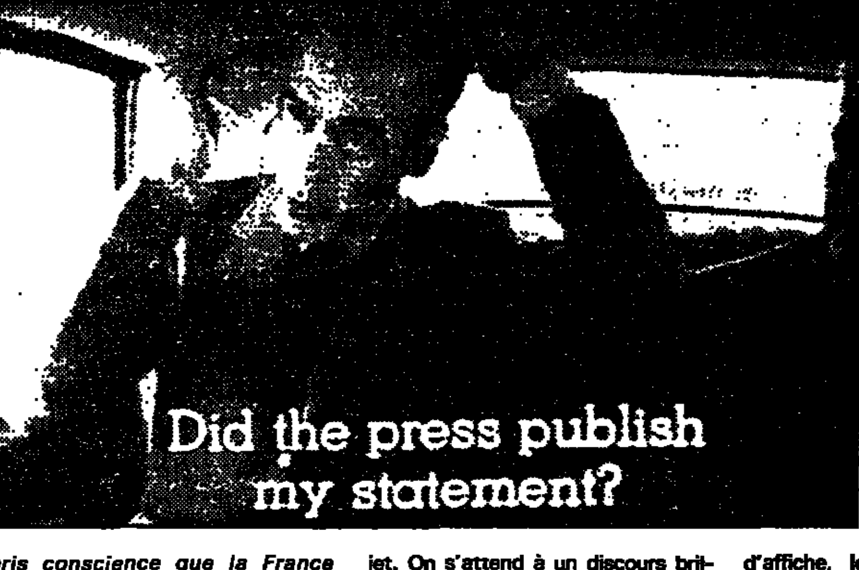
Dans une autre scène, Giscard et ses conseillers sont réunis après le premier tour. Brouhaha dans la salle, chacun s'exprime. Puis Giscard prend la parole et dit : *« Voilà comment nous allons gagner le second tour. »*

Après sa victoire, Giscard a vu le film. Coproducteur, il a refusé qu'il sorte sur les écrans. « 50,81 % *est un film extrêmement comique,* explique Depardon. *D'ailleurs, Giscard riait beaucoup à la projection. S'il a été choqué en se voyant parler, c'est qu'il ne se voit que par rapport à l'écrit et qu'il se dit : c'est pas possible que je passe aussi mal ! Alors que son entourage lui répond : Mais non, tu es comme ça, on t'accepte très bien comme ça ! Son refus s'explique par le fait que j'ai montré quelque chose qu'il ne voulait pas voir alors que dans le film il y a les deux : des passages qui le servent, et d'autres qui le desservent. »*

Ce double aspect, on le retrouve dans tous les films de Depardon et notamment dans *Reporters*, où il a traqué Chirac, Mitterrand, Giscard, Marchais, Edmond Maire, etc. Pour la première fois, on y voit un Chirac grotesque, il est vrai (quand il fait les marchés), mais aussi humain.

50,81 %, tout comme *Reporters*, se rapproche des films de fiction. Le premier avec Giscard en tête d'affiche, le second avec Chirac pour acteur principal. *« J'ai toujours eu la chance d'avoir de bons acteurs de direct,* affirme Depardon, *des hommes qui se révèlent quand ils ne voient pas la caméra. »*

Jacques Chirac a bien compris l'intérêt politique d'un tel cinéma. Il a demandé à Depardon de le filmer. *« J'ai refusé, je ne veux pas me retrouver dans la même situation qu'en 1974. Chirac voudra se servir du film à des fins électorales. Le problème, avec ce genre de films, c'est que le réalisateur et l'homme politique ont des objectifs diamétralement opposés. »*



RAYMOND DEPARDON/MAGNUM.

Une des scènes du film de Raymond Depardon sur la campagne électorale de Giscard en 1974 montre le candidat dans la voiture qui le mène au meeting de Perpignan. Giscard se repeigne, parle de tout et de rien (*« Est-ce que la presse a publié ma déclaration ? »*). La sortie du film, qui a pour titre *50,81 %*, est toujours bloquée par l'ancien président de la République.

Un type formidable

Serge Moati a choisi une voie différente de celle de Depardon. Ce réalisateur de télévision et de longs métrages, devenu directeur des programmes de FR3, faisait partie, tout comme Jacques Séguéla, de l'équipe qui a travaillé pour la campagne de Mitterrand en 1981. Il a contrôlé tous les passages du candidat socialiste à la télévision. Il s'est expliqué dans un numéro spécial des *Cahiers du cinéma* sur son rôle et sur l'importance de l'image télévisée dans une telle campagne (1).

« Pour la première fois, on pouvait dire : la forme est importante dans cette histoire et on respectait celui qui disait ça. Y a-t-il une neutralité de l'image ? J'ai répondu non. Il y a une certaine façon de filmer qui peut être intéressante par rapport à ce qu'on croit être la vérité. Ce qui m'intéressait, c'était d'avoir le plus mauvais candidat possible, donc le meilleur. Pourquoi ce type qui est tellement formidable quand on le connaît passe tellement mal à la télévision ? Je me suis dit : s'il était acteur, comment le filmerais-je ? En gros plan, pour traduire une immense volonté mêlée à une ambition et une détermination extraordinaires. »

Le point culminant du rôle de Moati a été le débat entre son candidat et Giscard. *« Pour la première fois — c'est important — dans l'histoire politique, on a parlé du langage cinématographique. Badinter m'a demandé : dans ton métier, qu'est-ce qu'il faut faire pour qu'il n'y ait pas de piège ? Il faut que les valeurs de plans soient établies d'un commun accord, il ne faut pas que la subjectivité du réalisateur ait une influence avec les travellings avant, arrière, il faut que la lumière soit bien répartie, etc. En face, ils sont arrivés en jouant le tout pour le tout, sûrs de gagner et de gagner là, à la télévision. Ce qui est terrible par rapport à la démocratie. Ils m'ont laissé le bon profil, le gros plan ; l'autre réalisateur, celui de Giscard, filmant en plan moyen. »*

Ensuite, il y a eu la victoire de Mitterrand et la cérémonie du Panthéon, et toujours Serge Moati à la réalisation. Pour la première fois, l'actualité est mise en scène comme une fiction, avec *Hymne à la joie*, un décor impressionnant, Jaurès, Jean Moulin, la rose à la main. Une sorte de *happy end* pour l'acteur principal François Mitterrand.

Mais comme Depardon avec Giscard, Moati aurait voulu filmer la campagne de Mitterrand. Le Parti socialiste a refusé ; pour sa part, Giscard bloque toujours la sortie de *50,81 %*. Décidément, il reste un certain type d'images que le public n'est pas autorisé à regarder ■

(1) Les citations de Serge Moati sont extraites d'un entretien passionnant que l'on peut lire dans le numéro spécial des *Cahiers du cinéma* consacré à la télévision, qui a paru à l'automne 1981. 30 F.

« JE VAIS VOUS ÉTONNER »

par Christine Fauvet-Mycia

DE l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République devait dater *« une ère nouvelle »*, celle du *« rajeunissement et du changement de la France »*. Le jeune chef de l'Etat que l'on avait déjà vu jouant de l'accordéon, ou en pull-over, prenant le métro, choisit de faire son entrée à l'Elysée à pied.

Il reçoit, en costume de ville et non pas en habit, comme ses prédécesseurs, les insignes de Grand-Croix de la Légion d'honneur. Il remonte les Champs-Elysées, toujours à pied, au lieu de les descendre, invite à la cérémonie traditionnelle d'installation à l'Elysée trente élèves d'une école publique de Courbevoie.

M. Giscard d'Estaing veut imposer *« un style ouvert, direct, moderne (...) qui convienne mieux à notre époque et à notre jeunesse »*. Sa femme, Anne-Aymone, ses enfants, Jacinthe, Valérie-Anne, Louis-Joachim et Henri, seront mis à contribution. On les verra souvent aux côtés du président.

Comme son illustre époux, elle souhaitera n'être pas *« prisonnière »* de l'Elysée et *« en finir une fois pour toutes avec l'apparat qui depuis un siècle entoure la personne du président de la République et sa famille, en contraignant tout le monde à vivre sous une chape de glace »*. *« Je veux continuer ma vie de femme libre »*, confie-t-elle. Mais quand elle précise : *« Pour nous, il est certain que nous pourrons considérer l'Elysée comme un bureau auquel nous nous rendons le matin de bonne heure. Et nous en sortirons le soir une fois notre tâche accomplie »*, le quotidien gaulliste *la Nation* s'étrangle d'indignation.

La Marseillaise au ralenti

M. Giscard d'Estaing prend volontiers sa 504 verte pour traverser Paris. Le service de sécurité qu'il arrive régulièrement à semer s'arrache les cheveux. Au mariage du fils de M. Michel Poniatowski, il arrivera aux commandes d'un hélicoptère. A l'Elysée, il reçoit des journalistes pour le thé. L'atmosphère se veut décontractée, mais les tasses tremblent dans les soucoupes. Ce délicat tintement reste encore en mémoire des heureux « élus ».

Il était dit que les Français devraient aller de surprise en surprise. *« Je vais vous étonner »*, avait promis M. Giscard d'Estaing. Et ce fut *la Marseillaise* au ralenti, le défilé du 14 juillet transporté des Champs-Elysées à la Bastille ou au Champ-de-Mars, la tribune officielle découverte et les officiels, stoïques derrière M. Giscard d'Estaing, trempés par une pluie battante. *« Sous le déluge, le velours et la soie rouge des fauteuils et des chaises commencent à déteindre.* (...) *Les galons des sièges se décollent... Le doré des dossiers colle, en revanche, aux doigts de ceux qui s'y appuient et qui s'en barbouillent ensuite la figure, les écharpes tricolores barrant quelques poitrines déposent leur bleu et leur rouge sur les chemises, blanches... Le vert et le noir des yeux fardés dégouline... Ce fut, pour tout dire un joyeux moment »*. Françoise Giroud qui le raconte en rit encore. C'était le changement avec les risques...

Le président de la République veut « désacraliser » la fonction, rester proche du citoyen. Le matin de Noël, il invite à un petit déjeuner à l'Elysée les quatre éboueurs qui passaient dans la rue avec leur benne. Pour le Noël des enfants, il accompagne au piano électrique Claude François, ou dialogue avec Nounours. Le 6 janvier, il est le premier président de la République à recevoir une galette des rois, mais sans fève, cela aurait créé une *« confusion institutionnelle »*, remarque-t-il.

M. Giscard d'Estaing visite une prison à Lyon et serre la main à deux détenus. Il décentralise les conseils des ministres et s'invite avec son épouse dans les familles françaises pour le dîner. Un artisan encadreur, un sapeur-pompier, un garde champêtre, un artisan chauffagiste, mettent tour à tour les petits plats dans les grands.

Chaque année, le président de la République fête l'anniversaire de son élection dans un village qui a su faire *« le bon choix »* en votant au mieux à 100 % pour M. Giscard d'Estaing (comme à Ringeldorf, dans le Haut-Rhin), au pis à 80 %.

L'Elysée s'ouvre au public, et l'hôte des lieux accueille des milliers de visiteurs qui découvrent dans la cour d'honneur les orangers qui sont venus disputer la place aux aides de camp.

Toujours dans le souci de dépoussiérer le protocole, M. Giscard d'Estaing transforme les conférences de presse en *« réunions de presse »*. Il n'est plus assis derrière une table entouré de tous les ministres, mais debout à un pupitre. Il veut expliquer encore et toujours, faire comprendre sa politique. A la télévision, il essaie de nombreuses formules, les *« causeries »* du soir au coin du feu, une *« politoscopie »* avec Jacques Chancel pour mieux faire connaître l'homme ; des « face-à-face » avec de jeunes écoliers ou un échantillon de Français sélectionnés par la SOFRES. Pour ses allocutions télévisées, il s'aide d'un tableau, vérifie la hauteur des caméras, la puissance du son, mais le PDG de l'ORTF et les directeurs de chaîne ne sont plus tenus d'assister à l'enregistrement. A l'émission de Bernard Pivot, il vient parler d'un de ses auteurs favoris, Maupassant.

M. Giscard d'Estaing garde cette obsession : rompre l'isolement de l'Elysée, décrisper la vie politique.

Il réussira à faire venir les dirigeants de l'opposition à l'Elysée après s'être vu opposer plusieurs refus. Robert Fabre, président des radicaux de gauche, acceptera une mission sur l'emploi avant de devenir médiateur.

Les initiatives élyséennes sont souvent mal comprises, comme la suppression de la commémoration du 8 mai 1945. Les gestes qui devaient symboliser le changement passent pour des gadgets, vite moqués. Mais M. Giscard d'Estaing persiste quelques temps encore. Il se défend même : *« Le style, ce n'est pas une apparence. C'est l'apparition en surface de la nature profonde des êtres et des choses. »* *« J'essaierai*, avait-il dit pendant sa campagne, *d'être toujours aussi naturel qu'on peut l'être. Que les Françaises et les Français m'aident. »* L'aide vint-elle à manquer ou le président se lassa-t-il de surprendre ? Les dernières années du septennat sont plus avares de surprises, de symboles du changement. L'ère nouvelle s'achève... Il était *« plus coincé »* les derniers temps, remarquera François Léotard lors de son passage à « L'heure de vérité ». En 1981, celui que M. Giscard d'Estaing avait qualifié d'*« homme du passé »* l'emportera sur celui qui se disait *« le plus jeune chef d'Etat de tous les grands pays du monde »*. ■

RIRE EN POLITIQUE

LE MÉCANO DU PRÉSIDENT

par Jean-Yves Lhomeau

A deux reprises en quelques semaines, François Mitterrand a voulu se montrer aux téléspectateurs dans un cadre inhabituel. Cependant, le portrait brossé par Anne Gaillard l'a révélé moins détendu et naturel que n'avait pu le faire l'émission réalisée sous la houlette de Yves Mourousi.

« *JE ne pratique pas le show-business ! J'en connais les techniques, mais je ne vois pas pourquoi j'irais me livrer à telle ou telle gesticulation* » : *le Canard enchaîné* a « *respectueusement* » décerné sa « *noix d'honneur* » à M. François Mitterrand pour ce jugement définitif prononcé devant Roland Cayrol et Anne Gaillard et rapporté dans le « Portrait d'un président » diffusé sur FR 3 le 10 mai. C'est que, quinze jours plus tôt, le chef de l'Etat avait participé à TF 1 à l'émission d'Yves Mourousi « Ça nous intéresse monsieur le président », considérée par l'opposition comme une prestation particulièrement gesticulatoire.

La « noix d'honneur » est bien venue parce qu'elle est drôle, mais le jugement qui suit est sévère. « *Gesticulation* », l'émission d'Yves Mourousi ? Ce fut sans doute un « show » du présentateur, mais plutôt une performance de la part de son invité.

C'est bien la première fois qu'un homme politique accepte que le fil d'une émission lui échappe totalement, se soumet à un scénario imprévisible, se prive de toute possibilité de rebondir, de corriger un effet, de relancer un débat à sa convenance. Jamais un chef d'Etat n'avait pris un tel risque. D'autant que le spectacle Mourousi n'était pas pure variété mais parfois agressive politique.

Jamais dans une émission politique classique un journaliste n'aurait pu forcer la main à son interlocuteur, comme l'a fait Mourousi, en produisant d'abord un montage des horreurs de la guerre avant d'interroger le chef de file des socialistes, sans la moindre précaution, sur les ventes d'armes françaises à l'étranger. Cela n'a plus rien à voir avec une quelconque « *gesticulation* ».

Comment affronter un tel risque ? Les conseillers de l'Elysée ont produit une multitude de fiches sur les sujets les plus divers. Ils avaient prévu, par exemple, qu'il conviendrait de vanter les mérites de Renault en regard des performances de la Peugeot 205. D'où la parfaite connaissance de M. Mitterrand sur les résultats, dans l'ordre, des voitures à moteur Renault au Grand Prix de formule 1 du Portugal.

Il ne s'agissait pas de délivrer un message, mais de rectifier une image. M. Mitterrand n'est pas « *l'archaïque* » que l'on croit. Il est homme de son temps et a constamment milité, contre beaucoup d'autres, pour la modernisation de la France... et du socialisme (*le Monde Aujourd'hui* des 3 et 4 juin 1984).

Il faut « *tarabuster* » la gauche, écrivait-il par exemple en 1969 dans *Ma part de vérité*, pour qu'elle « *se rendre maîtresse du réel : pour qu'elle vive avec son temps* ». Les socialistes, ajoutait-il aussi, « *quand ils ignorent les dossiers qui leur fournissent les dernières données de l'économie et de la technologie, déconsidèrent le socialisme, frère jumeau de la science* ».

Le malheur, pour M. Mitterrand, est qu'il n'a jamais été cru, sur ce terrain-là. Son socialisme, « ça craint », alors que celui de M. Laurent Fabius a l'air « branché ». C'est pourtant le même, et le premier ministre n'est probablement pas plus moderne, au fond, que celui qui l'a choisi.

Selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié en avril 1985 par *le Nouvel Observateur* et TF 1, M. Fabius représente aux yeux des Français le « *socialisme moderne* ». Et il est « *sympathique* ». M. Mitterrand, selon un autre sondage réalisé par la SOFRES et diffusé en septembre 1984 par un groupe de journaux de province, apparaît de plus en plus « *distant* », de moins en moins « *chaleureux* ». Rectification entreprise avec Yves Mourousi : M. Mitterrand est plus proche qu'il n'y paraît, plus moderne qu'on ne croit.

Tâche difficile que d'imposer le respect de la fonction tout en montrant que l'on est un peu comme tout le monde. Les Français appelaient de Gaulle « *Charlot* » mais ne s'attendaient pas à le croiser au coin de la rue. Ils réclamaient « *Pompidou des sous* » mais savaient qu'on leur répondrait « passez la monnaie ». M. Valéry Giscard d'Estaing a mesuré – en allant dîner dans les salles à manger du peuple et en recevant les éboueurs au petit déjeuner – qu'on n'annule pas les distances d'un « geste ».

Pompidou sonnait comme un surnom. « *Charlot* » en était un, inventé par les dockers en grève de Marseille. M. Giscard d'Estaing n'en avait pas. Quant à « *Tonton* », malgré les efforts du *Canard enchaîné*, il ne déborde guère les conversations de ceux qui ont eu, ou qui ont encore, des sympathies pour M. Mitterrand que ce surnom amuse. L'intéressé l'a dit à Anne Gaillard et Roland Cayrol pour leur « Portrait d'un président ».

Ce portrait, justement, illustre bien la difficulté de former une image. Cette fois encore, les auteurs ont bénéficié d'une exceptionnelle liberté. M. Mitterrand n'a demandé ni scénario ni préparation des thèmes et des questions. Il n'a vu les images que lorsque le reportage a été entièrement bouclé, prêt à la diffusion. Il n'a pas demandé de coupes et n'a fait aucun commentaire. Ce devrait être la règle, et l'on s'en étonne.

Résultat : M. Mitterrand donne de lui deux images, l'une officielle du président en exercice, l'autre plus intimiste, lorsqu'il a l'air hors fonctions. Comme si l'une et l'autre ne pouvaient pas se mêler. Yves Mourousi, avec une ambition radicalement différente, a réussi la synthèse. ■


TORREGANO/SIPA

PAS DE RINGARDS CHEZ MOUROUSI

ON a tout dit sur l'interview du président de la République par Yves Mourousi, c'était en tout cas un événement, une grande première pour la télévision française. La réussite n'aurait pas été possible sans, de part et d'autre, un grand métier, sans une complicité qui date de vingt ans.

« *Je travaillais sur Inter,* dit Yves Mourousi, *et à cette époque les médias ne couraient pas après François Mitterrand. Moi, je le recevais et il m'en a gardé de la reconnaissance et de la confiance. Donc, quand il s'est agi de préparer l'émission, il a accepté que ce soit moi et il a accepté mes suggestions. Je lui ai demandé d'abord de me protéger de l'Elysée... De son entourage. Autour des hommes politiques comme autour des stars, il y a l'entourage, l'aspect vicieux qui consiste à faire copain pour me soutirer les question que je vais poser... Si un homme a un destin national, c'est qu'il est seul.*

» *Mon idée, c'était Mitterrand quatre ans après. Pendant sa campagne électorale, on lui demandait d'être au courant de tout. Il devait conquérir à la fois la majorité silencieuse et les différentes minorités. Pendant une campagne, il faut savoir tout sur tout.*

» *Comme je suis un homme de télévision, j'ai préparé des images. Non pas pour qu'il les juge. Elles ont été la base de mes questions. Si je lui ai montré Cyrano, c'est que j'avais été frappé par les réactions du public, jeune, aux tirades sur l'individualisme et les espaces de liberté. Si un film comme les* Ripoux *fait des millions d'entrée, ça veut dire que la société le prend en compte, et mieux vaut savoir pourquoi. Plutôt que de poser directement la question, je lui ai d'abord envoyé l'image.*

» *Le président a accepté, il a joué le jeu. Quand je lui ai lancé le discours de de Gaulle, c'était la première fois qu'on se le permettait depuis son septennat, il a seulement dit : « Oui, c'est » une grande période de l'his» toire. » Je n'ai pas insisté. A partir du moment où quelqu'un casse, je ne vais pas plus loin. C'est inutile, on ne ramasse que des banalités. Et puis, on ne reçoit pas les gens pour les insulter, les mettre mal à l'aise. Dans mon métier, on devient une vedette si on est bon. Et on est bon si on sait amener l'autre à être bon. C'est comme pour un match de tennis. On est deux. Si Mac Enroe joue avec un ringard, il ne sera pas Mac Enroe.*

» *Les téléspectateurs ont acquis du métier. On ne les trompe pas. Ils savent reconnaître le naturel de l'effort pour paraître naturel. La première chose que je demande aux hommes politiques, c'est d'oublier les cours d'audiovisuel. Laurent Fabius a fait un grand pas le jour où à l'Assemblée nationale il a répondu à Giscard à propos de la Nouvelle-Calédonie. Il avait un micro à tige flexible et, à la fin, son bras est parti tout seul, le micro a frappé contre la table, a fait un bruit terrible qui ponctuait son intervention. Il s'est laissé aller et c'était formidable.*

» *Etre naturel, oui. Mais la familiarité, je ne suis pas d'accord. Un homme politique qui pousse la chansonnette m'énerve tout comme Montand quand il joue les stratèges. Il y a aujourd'hui une sorte de déviation généralisée. L'année où Jacques Chancel a commencé ses « Radioscopie », il a déclaré que deux cents personnes, pas plus, avaient quelque chose à dire pendant une heure. Et maintenant, il en est à combien ?... Dans la politique, le show-biz, la culture en général, dans tous les domaines, on aborde la télévision de la même manière : on y vient parce qu'on a quelque chose à vendre. Les gens choisissent la date qui leur convient. L'entourage, le côté « Coco, n'y va pas, dans six » semaines ton film sort, tu pas» seras à ce moment-là ». Pour la promotion, n'importe qui est prêt à parler de n'importe quoi. Chez les hommes politiques, c'est la même chose. Toutes les oppositions se sont toujours plaintes d'être « boycottées ». Je peux montrer des dizaines de demandes restées sans réponse. Eux aussi choisissent le moment qui entre dans un plan d'ensemble.*

» *Tout le monde veut se servir de la télé, peu savent le faire. Elle devrait être avant tout un endroit pour la création et le dialogue, elle servirait mieux et la politique et les cultures.* »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

MINE SÉVÈRE ET COSTARD-CRAVATE

par Alain Duhamel

LES hommes politiques français n'ont pas le sens de l'humour. Lorsque, par extraordinaire, ils n'en sont pas dépourvus, ils le cachent soigneusement comme s'il s'agissait là de quelque maladie honteuse. Chez eux, c'est comme un théorème implicite : seule la gravité sied à leur état. Parfois, ils peuvent être gais en privé, jamais ils n'osent le laisser paraître en public. Ils veulent bien railler, ironiser, dauber, persifler, ils aiment faire naître des sourires mais ils craignent le rire, ils le redoutent comme un boomerang. On le lance contre autrui, il revient vous frapper. La politique en France a toujours peur du ridicule.

Le cas Chirac est exemplaire. Ceux qui l'approchent le savent, le maire de Paris peut être dans la vie courante l'homme le plus chaleureux, le plus détendu, le plus jovial, presque le plus chahuteur. Il rit souvent, de bon cœur, sans façon. Mais qu'approche un micro, que s'allume un projecteur, que tourne une caméra, et aussitôt c'en est fini. En un clin d'œil son front se plisse, ses sourcils se froncent, son regard durcit, ses mâchoires se crispent, ses pieds battent la chamade. Il était gai, il devient triste. Il était animé, il se fait emprunté. Le comble est atteint lors des « Clubs de la presse ». Le découpage de l'émission veut que des pauses publicitaires s'intercalent dans le jeu des questions-réponses. Quand il est de bonne humeur, le président du RPR en profite pour plaisanter, pour interpeller celui-ci, pour chiner celle-là. La musique du générique retentit. Le temps d'une mesure, et le bon compagnon devient le leader irritable.

Réaction atypique ? Point du tout. Tel dirigeant communiste dont l'humour en petit comité peut être dévastateur – notamment lorsqu'il imite les siens – ne veut user dans un studio que de la langue de bois la plus platement conformiste. Lionel Jospin, avec ses amis, a des gaietés d'étudiant. A la télévision, il se fait une tête de pasteur. Michel Debré pour sa part se dédouble littéralement. En public, c'est toujours Carnot appelant au sursaut suprême pour sauver la République. Quand il se détend, l'entrain même. Certes, tous les hommes politiques ne sont pas gais lurons. Mais combien osent se départir d'une austérité de magistrats colbertiens dès qu'ils pénètrent dans le saint des saints, dans le sanctuaire audiovisuel ?

Jacques Duclos, parfois, jouait de son accent rocailleux et de son répertoire d'expressions populaires. Feu Alexandre Sanguinetti s'était rendu célèbre par ses formules à l'emporte-pièce (le giscardisme l'inspirait spécialement), par ses boutades saugrenues, par ses comparaisons iconoclastes. Il se servait du rire comme d'une arme et était redouté pour cela. Il n'a pas d'héritier. Edgar Faure a de l'esprit, Marie-France Garaud, des mots féroces. Michel Poniatowski fut spirituel en d'autres temps, avant de préférer la bombarde et le tromblon. Jean-Claude Gaudin à l'UDF, Charles Pasqua au RPR savent faire chanter les mots comme à Marseille pour étriller avec bonhomie. Mais au nord de la Loire, la politique exclut le rire. Paris le montre bien.

Bien sûr, il y a l'exception Marchais. Le tonitruant secrétaire général du Parti communiste ne se fit pas faute à l'époque de sa popularité d'user de sa verve, d'abuser de sa gouaille pour mieux marquer des points. Ses réparties à « Cartes sur table » faisaient tant rire que le public en redemandait. Son sketch devenu rituel face à Jean-Pierre Elkabbach n'était pas innocent. Il s'agissait de rendre sympathiques, par un comique très contrôlé, des arguments qui, bruts, seraient moins bien passés. On attendait ses « *laissez-moi parler* » faussement courroucés (ils arrivaient généralement après une tirade particulièrement longue). On guettait ses « *je vous vois venir avec vos gros sabots...* » lancés à ses vis-à-vis pour mieux préparer un solide coup de pointe. On se divertissait de ses mimiques, de ses à-peu-près, et lorsqu'il piétinait la syntaxe, pour un peu on aurait applaudi ce savoir-faire.

Mais justement, Georges Marchais n'a pas su s'arrêter. Son rire lui a échappé. L'arme s'est retournée contre son maître. Ses pantomimes amusaient tant qu'il n'était que procureur pittoresque. Lorsqu'il se contredit, lorsqu'il se fâcha, quand il s'aigrit, lorsque sa mauvaise foi éclata, soudain personne ne le trouva plus drôle. Rien n'est plus triste qu'un rire qui tombe à plat. Personne n'a tenté de reprendre le rôle.

D'ailleurs, à y bien regarder, les hommes politiques n'ont recours au rire que lorsqu'ils sont sûrs d'en contrôler l'effet, quand ils le déclenchent d'une position dominatrice. Le général de Gaulle – qui savait fort bien provoquer l'hilarité – ne tentait de le faire que lorsqu'il tenait fermement son public en main : à l'apogée d'une conférence de presse, cette grand-messe dont il fut l'inimitable officiant, ou bien dans ses dialogues avec Michel Droit sur les « étranges lucarnes ».

De même François Mitterrand : dans les débats, les face-à-face, devant les journalistes, il se servait, il utilise encore une ironie mordante, effilée comme une lame et qui sait faire sourire. Mais pour aller plus loin, pour égayer franchement, il lui fallait la tribune d'un congrès. Là, parfois, après un long échauffement (la concision n'a jamais été son fort), les connaisseurs le voyaient s'accouder familièrement à son pupitre alors, les lazzis fusaient comme à Venise, cependant que les côtes de Michel Rocard ou de Raymond Barre, de Jean-Pierre Chevènement ou de Georges Marchais bleuissaient à vue d'œil. Le rire en politique a besoin de certitude.

Voilà pourquoi, dans les studios, les invités tiennent tant à « faire les salles ». Leurs supporters les sécurisent.

En revanche, faire rire d'eux-mêmes les épouvante. Aussi traquent-ils sans faiblesse leurs tics : Georges Marchais a renoncé à proclamer : « *C'est un scandale.* » Jacques Chirac évite d'entrelarder ses propos d' « honnêtement », « sincèrement » ou « c'est fondamental ». Valéry Giscard d'Estaing s'efforce de ne pas scander chaque tirade d'un « j'observe » incongru. Raymond Barre fait de son mieux pour ne pas décerner sur le champ un zéro pointé à tout interviewer obstiné. Mais, pis que ces petites manies, les leaders redoutent par-dessus tout les gaffes.

Les fameux « *tous les clignotants sont au vert* » de Pierre Mauroy l'ont suivi des années. Michel Rocard a dû expier le réflexe ingénu qui lui avait fait suggérer d'expédier la flotte française en mer Baltique par solidarité avec les malheureux Polonais. Georges Marchais (le cas est beaucoup plus pendable) a dissipé à jamais une bonne part de son crédit depuis sa trop célèbre interview télévisée en direct de Moscou.

(*Lire la suite page VII.*)

RIRE EN POLITIQUE

LA BIGUINE A BABARRE

IL y a des souvenirs que le temps n'érode pas. Les journalistes qui accompagnèrent Raymond Barre à la Réunion, son île natale, en novembre 1978, n'oublieront jamais le spectacle de cet homme cubique — alors premier ministre — dansant la biguine dans l'avion qui les ramenait à Paris.

Eux, ils avaient repris en chœur le séga composé par un groupe folklorique, conformément aux usages locaux, en l'honneur de cette visite officielle :

Ou l'est né ici Saint-Denis,
Mais aster vi vive à Paris,
Premier des Réunionnais,
A côté l'premier des Français,
Président Giscard d'Estaing.
Lu qui veille su'not'destin,
En vous lu l'a mett' son confiance
Pou redress' z'affaires la France...
Continue, Monsieur Barre,
Ça qui cause, laiss' à zot causer
Tant qu'vi tient bo' la barre
Le bateau l'est pas pou couler !

Lui, il se dandinait devant les envoyés spéciaux, balançant sa corpulence d'une jambe à l'autre, d'un imperceptible mouvement des hanches, un peu crispé, sans doute, dans son costume, un tantinet statique, de l'avis des experts, mais avec, sans conteste, une légèreté dans le mollet.

Biguine inédite ! Dépassé, Lionel Jospin et ses *« Feuilles mortes »* ! Au placard, François Léotard et son *« Ajaccienne »* ! Enfoncé, Jean-Marie Le Pen et son *« Battling Joe »* !

Mais une biguine jamais recommencée... Le soir même, en effet, le vigilant Jacques Alexandre, chef du service de presse de l'hôtel Matignon, faisait jurer au photographe présent (qui avait opéré clandestinement) de ne publier aucun cliché de cet événement fabuleux. Vous imaginez ! Le « Joffre de l'économie » surpris en pleine danse exotique et exhibé à l'opinion publique ! Qu'eût pensé la « France profonde » ?

Raymond Barre fut donc, dans sa méthode personnelle de communication, un premier ministre classique. Un intégriste du classicisme. Soucieux d'offrir au pays une image de rigueur conforme à celle qui caractérisait sa politique. Il y mit tant de soin qu'il en vint parfois à se distinguer publiquement du style plus fantaisiste de Valéry Giscard d'Estaing : *« Il faut toujours se méfier de la recherche systématique de la nouveauté, on tombe alors dans le gadget »*, soulignait-il au moment même où le chef de l'Etat se voyait reprocher justement de pratiquer le culte du gadget politique... Malheur aux projets fantaisistes !

Quel conseiller de l'hôtel Matignon eut donc un jour l'idée saugrenue, avant les élections législatives de mars 1978, d'encourager à l'enregistrement d'un 45 tours narrant les exploits d'*« El Babarre »* ? Jusqu'à nos jours, le secret a été bien gardé. Toujours est-il qu'à cette époque les « Productions AB » firent enregistrer par des inconnus — le groupe Allumettes — un disque chantant, à la mode mexicaine, la gloire du *« meilleur économiste de France »*.

El Babarre, quand il n'était qu'un petit enfant,
A sauvé de la famille tout l'argent
Menacé par la trop jolie Inflacion
Qui plaisait un petit peu trop à son tonton !
Mais El Babarre avait son plan !
Il s'en alla trouver sa tata Election,
Lui parla de la trop jolie Inflacion,
Et la tata, elle fila une volée au tonton,
On ne revit plus la Inflacion,
Le plan d'El Babarre était bon, bon, bon !

Le refrain de cette chansonnette ne manquait pas de souffle :

El Babarre, El Babarre, El Babarre !
C'est le plus grand des héros, des héros, des héros !

Il est plus fort que Zorro, que Zorro, que Zorro !
E viva El Babarre !

Le veto rigoriste du principal intéressé ôta sur-le-champ au groupe Allumettes tout espoir de figurer au hit-parade.

Raymond Barre, pourfendeur des marchands d'illusions, avait tellement peur du ridicule, dans le jeu médiatique, qu'il surveillait lui-même, parfois, le comportement de son épouse. Surtout quand les photographes étaient à l'affût. Un jour, au cours d'un voyage officiel en Hongrie, on le vit ainsi prier Madame de ne pas se prêter à certaines fantaisies vestimentaires auxquelles l'invitaient des reporters facétieux en quête de « couleur »...

Mais la fonction de chef du gouvernement oblige néanmoins à un minimum de mise en scène. Raymond Barre eut donc recours, parfois, aux vieilles recettes. C'est ainsi qu'il fit aux Français, un beau matin, le « coup du coiffeur » *« Mon coiffeur, que j'ai vu la semaine dernière*, confiait-il à quelques jours des élections législatives, *m'a dit deux choses : tout d'abord que les Français commencent à être saturés avec tout ce qu'on leur raconte, et qu'ils finissent par ne plus rien y comprendre. Lorsque je lui ai demandé s'il me conseillait de passer à la télévision ou à la radio, il m'a répondu : « Oui, mais pas trop. »*

Comme le propos du premier ministre était, en vérité, de répondre à l'un des arguments de la gauche, « El Babarre » ajoutait : *« Ensuite mon coiffeur a demandé s'il était bien vrai que l'opposition avait l'intention d'augmenter le SMIC à 2 400 francs. Il m'a expliqué qu'il travaillait avec sa femme et trois employés, qu'il payait 1 800 francs par mois et il m'a dit qu'il ne pourrait pas s'en sortir si le SMIC était porté à 2 400 francs. Je serai obligé de licencier deux de mes trois employés. Expliquez cela aux Français, mais pas à la radio ou à la télévision. Allez les voir pour le leur dire. »*

Raymond Barre, donc, se dévoua au service de son coiffeur. Tandis que Georges Marchais, lui, répliquait que son propre coiffeur, le malheureux, avait fait faillite à cause de la politique gouvernementale.

Raymond Barre ne pouvait échapper à la caricature. Avant qu'il ne devienne le sympathique Nounours du Bébête show, on l'avait surnommé Babarre, autrement dit le sosie de Babar l'éléphant, bien connu des amateurs de bande dessinée. Ce surnom apparut même, très peu de temps après sa nomination à la tête du gouvernement, sur un calicot contestataire, lors d'une visite dans la région du Centre : *« Babarre, y en a marre ! »* Le premier ministre y perçut un brin de sympathie à son égard : *« Je me suis dit : du moment qu'on m'appelle Babarre, c'est que vraiment il y a quelque chose qui passe, n'est-ce pas ? Dans le cas contraire on ne m'aurait pas donné ce surnom ! »*

L'éléphant Babar convenait peut-être mieux, au demeurant, à la vérité barriste, si l'on retient que Raymond Barre privilégie dans la promotion de son personnage politique les valeurs conjuguées de solidité et de placidité. Ce sont d'ailleurs ces valeurs-là que ses conseillers en marketing retinrent lorsqu'il fut décidé de synthétiser la personnalité du premier ministre dans un slogan et une image pour promouvoir le « programme de Blois » présenté le 7 janvier 1978 — le jour de la Saint-Raymond — et résumant la position du gouvernement avant les législatives : *« Barre confiance »*, et l'image d'un chêne solitaire. Aujourd'hui moins solitaire mais moins impopulaire, cet *« homme carré dans un corps rond »* reste allergique à la politique spectacle. C'est son droit. Mais quelle frustration pour le microcosme ! Ah ! revoir Babarre danser la biguine, sous la baguette d'un Mourousi...

ALAIN ROLLAT.

DROLES DE CHIFFRES

par Alain Vernholes

La rigueur n'est bien souvent qu'un mot. Plusieurs des responsables des grands rouages de l'économie française l'auront malmenée dans les analyses et les commentaires qu'ils présentaient à la presse et au public. Volontaires ou involontaires, ces interprétations fantaisistes de la conjoncture ne manquent pas de sel. Rappelons-en quelques-unes.

LE 16 février 1983, Pierre Mauroy déclare à Antenne 2 que *« les gros problèmes économiques sont derrière nous »*, que les indices *« se remettent tranquillement au vert »* et qu'aucun plan d'austérité n'est en préparation. Nous sommes à quelques semaines d'élections municipales importantes. Celles-ci ont lieu les 6 et 13 mars. Dix jours après, le déficit de notre commerce extérieur étant catastrophique, Jacques Delors annonce un ensemble de mesures douloureuses accompagnant une troisième dévaluation du franc : emprunt obligatoire, majoration des tarifs publics, prélèvement de 1 % sur les revenus imposables de 1982, limitation des dépenses touristiques à l'étranger par un renforcement du contrôle des changes.

A la suite de ces déclarations, Pierre Mauroy aurait pu passer pour un grand homme politique, redoutable parce que cynique, capable de cacher la vérité pour parvenir à ses fins dans l'intérêt supérieur du pays. Mais l'ancien chef du gouvernement, qui, peu de temps auparavant, avait déclaré qu'il fallait parler vrai, s'était dessiné l'image d'un tribun généreux et sincère, méprisant les calculs politiques. Impossible d'être cela et le personnage opposé : l'homme d'Etat pour lequel la fin justifie les moyens. On l'aurait cru pour de Gaulle, Pierre Mauroy apparaît seulement un peu ridicule. Sa cote personnelle ne s'en remettra pas, ce qui est assez injuste pour un homme qui, en d'autres circonstances, aura montré de réelles qualités, de courage et de fermeté. Il laisse dans l'opinion le souvenir d'un homme bavard ayant dit pas mal de bêtises. Tel est pris qui croyait prendre...

Des bêtises, il s'en dit beaucoup tous les jours, mais l'économie semble particulièrement les favoriser. Pour trois raisons au moins.

La première est qu'un homme politique peut faire savant à peu de frais en parlant de PNB ou d'autofinancement, donnant ainsi au pays l'impression d'être gouverné. La seconde est que le discours politique permet de cacher la réalité, ou, ce qui revient au même, de l'ignorer. Il suffit pour cela de faire parler les statistiques qui acceptent de presque tout dire quand on les force un peu. Le rejet des responsabilités sur le hasard, l'adversaire politique ou les pays étrangers, est également une bonne méthode. Une troisième raison explique l'avidité avec laquelle les hommes politiques se précipitent sur l'économie : c'est la possibilité de promettre le bonheur à tous sans avoir à démontrer qu'on n'a pas les moyens de le payer.

Premier commandement : je suis savant donc je suis

Dans presque tous les cas, les bêtises proférées — volontairement ou involontairement — ont le même mobile : conquérir le pouvoir quand on ne l'a pas ; le garder ou le renforcer quand on l'a.

Le premier choc pétrolier qui se produit fin 1973 n'empêche pas l'activité de se prolonger, une activité spéculative et inflationniste, éminemment fragile, donc. Sourire aux lèvres, carré à souhait (les cheveux sont en brosse), Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'économie et des finances, annonce le 12 juin 1974 un plan de refroidissement de l'économie pour calmer les prix. Sûr de lui, et pour couper court aux questions des journalistes, il critique les *« irréalistes »*, les *« faiseurs de théorie »* et ceux qui *« raffinent trop »*. Tout le monde se sent visé, et chacun se tait, subjugué par tant d'aisance. Fourcade est l'homme qui monte : intelligence rapide, repartie immédiate.

Sont annoncées des mesures qui vont freiner l'investissement — cause de surchauffe — et la consommation des ménages : on réduit les possibilités d'amortissement du matériel, on surtaxe les entreprises, on crée un impôt exceptionnel sur les revenus élevés.

Quelques mois plus tard — nous sommes le 25 février 1975, — changement de discours : un premier train de mesures destiné à relancer l'activité est annoncé. Ce train aura plusieurs wagons : mesures du 17 mars, du 23 avril, et, enfin, plan du 4 septembre 1975. Une relance d'ampleur jamais vue représentant 2 % du produit national, qui vise notamment à stimuler les investissements... L'effet sur notre commerce extérieur sera catastrophique.

Paniqué par la montée du chômage (+ 200 000 au cours du premier semestre 1975), Jacques Chirac, premier ministre, a convaincu Valéry Giscard d'Estaing de relancer l'activité. Le chef du gouvernement et son grand argentier — qui n'est pas d'accord — ne se parlent pratiquement plus. Le chef de l'Etat donne raison à Chirac début juillet au cours d'un terrible conseil des ministres : *« Tous me tournaient le dos, c'était l'affolement »*, raconte Fourcade, qui pourtant ne démissionnera pas et devra présenter avec chaleur des mesures qu'il désapprouve.

Le calice est difficile à boire, mais il le sera jusqu'à la dernière goutte, puisque, dans le même temps, le franc sera successivement sorti (19 janvier 1974), rentré (10 juillet 1975), puis ressorti (15 mars 1976) du serpent monétaire.

Cette politique de l'escarpolette, dont se moquera souvent Raymond Barre, a une cause toute simple : l'erreur de diagnostic. Erreur totale, erreur limpide : Chirac et Fourcade freinent l'activité au printemps 1974, au moment précis où celle-ci va s'effondrer (ce sera fait à la rentrée suivante). Ils la relancent fortement à l'automne 1975, au moment même où la production industrielle repart en flèche. Le moins qu'on puisse dire est qu'il y eut à l'époque inadaptation de la politique économique à la conjoncture. Fourcade porta le chapeau, mais Chirac et Giscard d'Estaing furent les Diafoirus de l'affaire.

La gauche rejouera la même pièce six années plus tard. Bardée de certitudes, elle relancera l'activité économique en 1981.

Rien ne marchera pourtant comme prévu : la France sera obligée de dévaluer à trois reprises et de s'endetter lourdement vis-à-vis de l'étranger. Rude choc, qu'un discours toujours savant dissimulera pendant un temps sur le thème : c'est la faute aux Etats-Unis et à l'économie mondiale qui ne sont pas repartis.

Avant de se résoudre à changer de politique, il faut reconnaître ses erreurs. Difficile. S'écoulera donc une période d'un peu plus d'un an (de fin 1981 au début de 1983) au cours de laquelle on tentera de « surpasser » le discours économique. C'est l'époque où François Mitterrand confie que l'économie n'est pas ce qu'il y a de plus important, l'essentiel étant le culturel. *« D'ailleurs, les journalistes qui critiquent notre politique sont pour la plupart barristes. »* Pendant des mois, ce sont donc les journalistes qui comprendront mal, traduiront mal la « nouvelle économie ».

Quand, en mars 1983, les faits se feront trop pressants et les cambistes trop indisciplinés sur les marchés des changes, le discours changera radicalement mais restera le même, superbe et compétent.

Certains penseront que la compétence est peut-être venue le jour où François Mitterrand, séduit par les vieux dogmes de la saine gestion des finances publiques, a confié à un journaliste tout de même un peu surpris d'entendre pareil langage tenu par celui qui se voulait porteur d'une nouvelle culture économique : *« Monsieur, il faut que les recettes équilibrent les dépenses. »*

Deuxième commandement : Je ne vois pas ce qui va mal

La réalité est souvent très gênante. On peut s'en débarrasser en faisant semblant de ne pas la voir. D'une certaine façon, l'erreur ou l'ignorance arrangent bien les choses, puisque l'escamotage se fait naturellement et comme de bonne foi.

Les conséquences du premier choc pétrolier ont été mal vues par tout le monde, et d'abord par les économistes. Nous étions arrivés à la fin d'une longue période de facilité pendant laquelle les salaires augmentaient toujours plus vite que les prix. Giscard avait sans doute en partie pressenti la profondeur du choc. Il parle de *« treizième mois à l'exportation »*, ce qui signifie que la France doit vendre plus pour payer sa facture énergétique. Cela ne l'empêche pas de déclarer aux Français, le lundi soir 30 juin 1975, à la veille des grands départs : *« Je voudrais que pendant ces vacances, vous soyez sans inquiétude. »* Un an après, Raymond Barre, qui s'est installé à Matignon, commence à démontrer le contraire et à inquiéter beaucoup de monde.

Dans l'opposition, la vision des choses n'est pas meilleure. Elle serait même plutôt plus mauvaise. Georges Marchais, qui ne cesse de fulminer — notamment contre ses amis socialistes, — nie la réalité du choc. *« Nous ne pouvons accepter*, dit-il, en mars 1976, *la thèse de la crise mondiale. »* Et comme un peu de publicité ne fait jamais de mal, il ajoute : *« Les pays socialistes ne connaissent ni inflation ni chômage »*, accordant seulement qu'*« il y a parmi eux certaines difficultés »*.

Les socialistes, de leur côté, ont reconnu dès 1975 qu'il y avait bien crise mondiale. La réalité n'est pas escamotée, mais on n'en tire aucune conséquence. Au contraire. Il faut développer la production charbonnière nationale, renforcer la sidérurgie lorraine, augmenter le pouvoir d'achat, stimuler la croissance, réduire la part des exportations. Peu importe ce qui se passe dans le monde, pourvu qu'en France on ait l'ivresse.

Une autre façon de nier la réalité est de torturer les statistiques pour leur faire dire ce qu'elles ne peuvent pas dire. Ce sont actuellement les chiffres de l'emploi qu'on maltraite légalement : après les mises en préretraite, voici les stages de formation, les travaux d'utilité collective, les radiations, la possibilité de ne plus s'inscrire comme « demandeur d'emploi » quand on a plus de cinquante-cinq ans tout en conservant ses droits... Les statistiques de l'emploi ont-elles encore la signification qu'on leur attribuait autrefois quand elles reflétaient un certain niveau d'activité économique ? On peut se le demander au moment où les chiffres du chômage plafonnent, alors que l'industrie et le bâtiment continuent de perdre plus de deux cent mille emplois salariés par an.

Malgré le bilan, somme toute modéré, effectué par la commission Bloch-Lainé, l'héritage est encore cité comme explication principale des difficultés actuelles. Ce qui n'empêche ni Mitterrand, ni Fabius, ni Bérégovoy, de citer le TGV, notre industrie nucléaire, nos télécommunications ou l'industrie de l'espace comme des modèles industriels, des modèles pourtant conçus sous l'ancienne majorité.

Troisième commandement : votez pour le bonheur

La liste est longue des promesses de bonheur non tenues : depuis les extravagances de la gauche quand elle était dans l'opposition, jusqu'aux surenchères systématiques de la droite, qui promet maintenant ce qu'elle n'a pas donné quand elle était au pouvoir, notamment une baisse importante et continue des prélèvements obligatoires (limitation à 50 % du taux maximal d'impôt sur le revenu, suppression de la taxe professionnelle...).

Faut-il voir dans le programme économique du Parti socialiste publié en février 1978 — malgré les critiques de Michel Rocard et de Jacques Attali — une tromperie délibérée pour gagner les élections législatives des 12 et 19 mars, ou la preuve de l'irréalisme d'une formation trop longtemps écartée du pouvoir pour bien en apprécier les dures contraintes ? Toujours est-il qu'on promettait alors aux Français plus de 6 % par an d'amélioration du pouvoir d'achat, plus de 5 % de croissance annuelle et la création de neuf cent mille emplois en deux ans à peine.

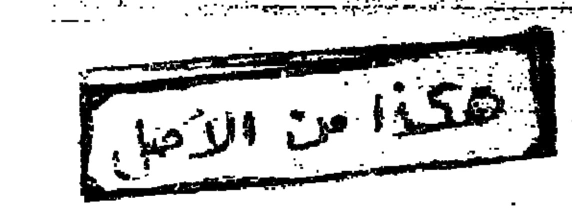
Battus, les socialistes se sont bien rattrapés en 1981, avec un programme à peine plus crédible, généreux, mais inadapté sous bien des aspects. La semaine des trente-cinq heures, à laquelle pensaient des hommes comme Delors pour résorber le chômage — au prix d'une baisse des salaires et d'une utilisation maximale des machines, fut vendue à l'opinion publique comme la promesse merveilleuse d'un énorme supplément de temps libre. Le moment n'était-il pas venu de rêver, de flâner et d'ignorer, enfin, cet insupportable tapage qui, à nos frontières et même beaucoup plus loin, témoignait qu'on travaillait beaucoup trop ?

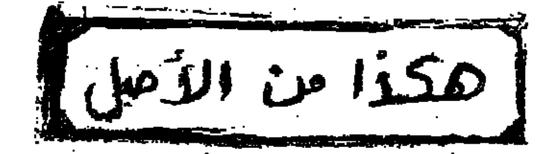
∴

Tout compte fait, la grande myopie, la grande ignorance, dont ont fait preuve beaucoup de nos gouvernants depuis 1968, toujours superbes dans l'action, souvent médiocres devant le jugement de l'histoire est assez ridicule.

Le plus drôle est, finalement, que la gauche fasse maintenant plutôt mieux que la droite en matière d'inflation, mais que, à l'inverse, la droite ait fait mieux que la gauche en matière de croissance et de pouvoir d'achat. Quant aux inégalités sociales, il n'est pas sûr qu'elles aient continué de se réduire depuis 1981.

Le plus à droite des deux n'est pas celui qu'on pense. ■





RIRE EN POLITIQUE

SÉBASTIEN ET LA VOIX DE NOS MAITRES

par Mathilde La Bardonnie

Les imitateurs ont la cote. Plus l'opinion se « dépolitise » et se lasse des prestations répétitives de leurs modèles, plus les professionnels de la dérision marquent des points. Leur succès n'est pas seulement dû à leur talent mais aussi à des analyses plus fines, comme celles que propose ici Patrick Sébastien.

COMME les mousquetaires *qui étaient plus de trois*, ils sont quatre en France en ce moment à être populaires en exerçant l'étrange et indispensable métier d'imitateur, vieux métier, universel, plus neuf que jamais à en juger (encore un coup) par les sondages d'audience de la télévision.

Vingt millions de téléspectateurs pour le «Carnaval» de Patrick Sébastien, une tranche de rigolade offerte à la cadence insitée de deux fois par an, la dernière en date remontant au vendredi 10 mai, où sur le plateau, en guise de surprise finale, François Léotard a chanté *l'Ajaccienne*.

« La télé, c'est très dangereux, il ne faut pas en faire trop, on se gâche », dit Sébastien – Patrick, – gentil comme tout, pas stupide pour un sou, tranquille et tout, les pieds sur terre, habillé cool, un pantalon de coton rouge vif et des pompes blanches impec ce mardi pluvieux où il nous a reçu chez son agent, plus une veste de toile légère également blanche, et un pull-over à motifs triangulaires multicolores.

Il a trente et un ans. Voilà dix ans qu'il est monté de Brive-la-Gaillarde à Paris, abandonnant son étiquette de type marié à dix-sept ans, l'année de son bac, et l'idée de devenir prof de lettres après quatre ans d'études où il jouait les pions dans un bahut. Pour avoir cru qu'on apprenait davantage en écoutant Maurice Chevalier qu'en compagnie de Kant et de Leibniz. On ne va pas vous dire la tête qu'il a sous ses cheveux ondulés blonds. Puisque par définition il peut prendre n'importe quel visage ou presque. Vous le connaissez : des traits peu marqués, une figure poupine aux joues très lisses genre caoutchouc, dirait-on si on forçait un peu.

On lui a demandé : *« Comment vous la voyez, votre tête, le soir, par exemple, ou le matin, dans une glace ? »* Il n'a pas tout à fait répondu, ou plutôt si : *« Les yeux de Bourvil, le nez de Dassin. »* Ces deux-là, il les a *« en catalogue »*, parmi une centaine d'autres. Cent. Même s'il n'en fait que trente-cinq sur scène, en variant, au long des galas qui l'emmènent dans cent cinquante villes par an. *« Quand t'as une imitation, tu peux plus la perdre*, explique-t-il, *c'est une case dans la tête. Reste un problème d'écriture. De texte. Je suis comme un peintre avec des couleurs, mes couleurs, c'est des personnes, des imitations. Bourvil, Raimu, facile je les aime ; avec Depardieu, pareil, on peut y aller de textes sensibles. Les hommes politiques, on ne peut que s'en moquer, c'est plus limité. Pour la plupart, on n'a pas de sympathie, alors on charge. Encore que... la solitude d'un candidat à la présidence le soir où il a perdu, ça pourrait être émouvant...*

Plutôt bon joueur

» J'ai été le premier, quand même, dit-il, *à faire venir des hommes politiques dans une émission de variétés, en invitant Chirac. Il m'a suffi de lui vanter mon taux d'écoute. Je savais déjà qu'il ne manquait pas d'humour, à cause d'une affiche que j'avais faire faire pour un spectacle à l'Olympia, où on le voyait, le maire de Paris, déguisé en plombier, torse nu dans une salopette : nous la lui avions soumise avant ; il a juste trouvé qu'il n'avait pas assez de cheveux ; on en a repeint quelques centimètres au pinceau. C'était plutôt bon joueur de sa part. »*

Peut-être vous souvenez-vous ? En conclusion de ses numéros multiples, Sébastien avait imité Chirac, puis donc dit : *« Maintenant vous allez en voir un qui fait ça encore mieux que moi »*. C'était le modèle en personne. Plus tard est venu le tour de Fillioud dirigeant soi-même le quinze de France métamorphosé en chorale de Petits Chanteurs à la croix de bois. Le troisième sur la sellette fut Jospin, en chair et en os. Jospin qui, là, d'avoir chanté *les Feuilles mortes* (avec un bémol pourtant), gagna 6 points dans les sondages du *Figaro Magazine*, où d'ordinaire les cotes oscille de plus 2 à moins 2.

Ces divas n'acceptent pas facilement de venir, on suppose ?

« Beaucoup se sont décommandés, reconnaît Sébastien. *Ils ont un réflexe de peur, sans parler de leur trac au moment d'entrer dans l'image. Au dernier instant, Léotard – qui d'abord avait crâné, refusé le verre d'eau qu'on lui proposait ; cherchait comme un fou à se rassurer, harcelant son collaborateur : « Tu crois que j'ai raison de faire ça ? » Puis il a réclamé une carafe d'eau. Probable qu'il avait la gorge serrée.*

» Il m'a impressionné. Léotard, il a un bon langage, nouveau, normal quoi comme Fabius, d'ailleurs. L'un court le marathon, l'autre fait de l'avion. Ils sont doués pour la politique spectacle, même si, là-dessus, on a dix ans de retard sur les Etats-Unis. C'est pas comme François, qui récite sa leçon en parlant « câblé », « chébran » etc. Les mômes ne sont pas dupes, ça les fait rigoler ce manque de naturel ».


ALAIN DENIZE/BERNARD BAKALIAN/GAMMA

« Maintenant, vous allez en voir un qui fait ça encore mieux que moi. »

» En fait, ajoute Sébastien, *ce sont les journalistes qui font vieux ; regardez « Le club de la presse », souvent on se croirait du temps des interviews de de Gaulle. Le ton n'a pas bougé. J'aimerais faire une émission qui s'appellerait :* « Répondez à ma question », *avec, à la place des journalistes façon ancienne, quatre mecs du show-biz, style Coluche, Bedos et moi (puisque j'ai eu l'idée !). Des gens de tolérance, on interrogerait avec le sourire, surtout sans chercher à montrer notre savoir. On n'hésiterait pas à remettre l'interviewé sur les rails. »*

On lui a demandé encore à Sébastien : *« Alors, comment tu procèdes pour imiter quelqu'un, y a-t-il une technique, des trucs, des exercices devant le miroir ? »*

Ça l'a fait sourire, il a prétendu que ce n'était *« pas explicable avec des mots »*, mais *« de l'ordre de la sensation » : « On ne demande pas à Platini comment il joue au ballon rond, ce quelque chose en plus qui fait qu'il joue bien. Je sais pas moi. C'est d'instinct. Une affaire d'intuition. A force de regarder Depardieu dans tous ses films, de l'intérieur, je m'imprègne. Pour les hommes politiques, je regarde la télé, beaucoup. J'enregistre tout, et comme je vis à l'envers, que je ne me couche jamais avant 6 heures du matin, en rentrant de gala, je me repasse sur grand écran « Le club de la presse », les journaux, les films, tout ; ça me repose des gens. Parfois, je travaille au magnétophone mais pas souvent.*

» C'est l'oreille le plus important. Quand on a trouvé la voix, les gestes suivent, il y a un docteur qui a filmé mes cordes vocales dans le travail, comme celles de tous les imitateurs, elles ne sont pas lisses mais parsemées de minuscules nodules, cassées quoi ! Les gens comme moi ont la maîtrise des petits muscles derrière les cordes vocales, et en jouent. Pas de doute, c'est la voix qui compte. Les expressions en découlent spontanément. D'ailleurs regarde, tu peux pas faire les dents en avant de Mitterrand et en même temps la voix de Chirac. » Il essaie : *« Tu vois ? Impossible, contradictoire. La forme de la bouche, c'est comme l'embout d'une trompette.*

» Non, je vais te dire, le problème avec les hommes politiques, c'est qu'ils ne se renouvellent pas. Faut que les gens connaissent ceux qu'on imite. Chevènement par exemple ? Qui connaît sa voix ? Personne. Il y a qui ? Les cinq ou six habituels, plus Fiterman, Krasucki, Chaban, Edgar Faure... Jack Lang peut-être, ça fait une dizaine. Tandis qu'il y a au moins cinquante acteurs ou chanteurs faciles à faire reconnaître. C'est pour ça qu'on devrait arrêter de nous gonfler les couilles avec trente-cinq minutes de politique sur quarante d'information. Ce qui importe d'abord aux gens, c'est le cul, l'amour, l'argent à gagner pour remplir un panier.

Coluche acide et tendre Bourvil

» Vraiment, il y a un problème de renouvellement. Alors je fais parler des bêtes politiques par d'autres que j'imite. Montand par exemple, je l'ai pris en fonction de l'actualité. C'était politique. Si je veux être acide, je fais Coluche ; tendre, Bourvil ; grave, Gabin ; rock, Eddy Mitchell. Les gens sont impressionnés quand plusieurs imitations s'enchaînent, c'est pas le plus difficile. Et si je pique des trucs à la pub, c'est que les mômes adorent ça.

» Il faut pendant une heure et demie proposer aux gens quelque chose qui leur vide la tête. On devrait être remboursé par la Sécurité sociale. Ils sortent du spectacle en ayant oublié leur grand-mère. Tu vas me poser la question : « A la fin de jouer à » être les autres, tu ne perds pas » ton quant-à-toi ? » Pas plus qu'un comédien. Pareil. Un comédien aussi imite, par exemple, un personnage d'ivrogne. Nous, ce sont des gens célèbres. D'un côté, référence anonyme ; de l'autre, référence connue.

» Le seul message que j'essaie de faire passer en est un de tolérance, de compréhension. Apprendre aux gens par le rire que, s'ils descendent de leur bagnole, ils n'ont pas à se taper sur la gueule. On a un pays intelligent, des richesses, une culture ; on pourrait être un modèle si on mettait l'agressivité au placard. Ça m'a fait plaisir d'être en tête d'un sondage où on demandait lequel donnait le plus de bonheur. Notre rôle n'est pas de polémiquer. Avoir envie de dire, c'est bien, mais les artistes devraient rester des artistes. Ou alors on change de bord. Reagan a arrêté le cinéma pour faire président. Je ne pense pas qu'il soit à Cannes. Tant que le paysage politique est 50/50 ou 48/52, tantôt pour les uns tantôt pour les autres, c'est pas dangereux. »

On ramène Patrick Sébastien à nos curiosités mode d'emploi. Il y revient de bonne grâce : *« Etre toujours respectueux des êtres, c'est ma règle : il y a un moment où il faut s'arrêter de charger, on peut dénoncer la connerie, mais pas la personne. Il y a des limites. Je n'aime pas Le Luron pour ça : il fait Defferre qui pisse sous lui, avec couche-culotte. C'est trop.*

– Tu l'as bien montré en alcolo toi, Defferre...

– C'est différent ; il ne boit pas une goutte, et les alcolos sont plutôt sympas. Autre exemple : faire Le Pen en nazi, c'est aller trop vite, comme si on rendait Marchais responsable de la mort de Popieluszco parce qu'il est copain avec Moscou. »

On aurait voulu qu'il nous imite ceux-là très vite, histoire d'observer sa plasticité : et Fabius, par exemple. Il a éludé. Fabius, il ne s'y est pas essayé. De chic il n'y arrive pas encore. Rien d'étonnant vu la tête lisse du dauphin et sa voix beige.

Pour finir on lui a demandé d'imaginer un adjectif pour chaque ténor. Mitterrand ? *« Idéaliste mais usé. »* Barre ? *« Rassurant mais pachydermique. »* Giscard ? *« Président, mais 81. »* Rire. Alors Fabius, l'inimitable ? *« Chauve, mais c'est une perruque.* Et Chirac ? *« Efficace mais un peu communiste par rapport à Le Pen. »* Defferre ? Là aucun « mais » : *« C'est le plus fort de toute façon : on ne peut pas être maire de Marseille comme ça trente ans. C'est le plus malin, le meilleur dans le métier. »* Chaban ? *« Pas grand-chose à dire, pas un mec d'avenir. »* Léotard, alors ? *« Lui... Bonaparte – en chantant* l'Ajaccienne, *il lui ressemblait. »* Marchais ? *« Indispensable... pour nous, les imitateurs. Il a la voix d'un arbitre de boxe. D'ailleurs ça se pourrait bien qu'il soit bientôt l'arbitre... Pour Le Pen, je vous dis ce que je mets dans mon show. Ce n'est pas Le Pen mais le Penis, se tient au-dessus des parties, ce qui est concevable quand on sait que les partis, c'est magouille de droite et magouille de gauche. »*

Il a conclu : *« Vu que les chanteurs ont fait un disque pour l'Ethiopie, je trouve que les hommes politiques devraient aussi enregistrer un 33 tours, chanter au bénéfice des chômeurs, des mineurs. Ce serait une manière d'assumer leur notoriété en donnant quelque chose aux gens en échange d'argent. Une manière de payer de leur personne. S'ils ne veulent pas ? On le fera à leur place, ce disque ! »* ■

COSTARD-CRAVATE

(Suite de la page V.)

Valéry Giscard d'Estaing, en écartant d'un hautain *« cette question n'est pas digne du niveau de ce débat »* une interrogation à propos des diamants, s'est fait bien plus de mal à lui-même que s'il y avait répondu. La crainte de susciter le sarcasme est pour beaucoup dans les frilosités du langage politique.

Les médias, eux-mêmes, ne sont, il est vrai, pas non plus innocents. Ainsi tout est-il fait le plus souvent pour dramatiser à l'extrême. Les musiques des génériques soulignent cruellement les périls qui guettent l'invité. Les décors mettent en scène la théâtralité du moment. Les sièges mêmes sont parfois choisis pour rendre plus inconfortable la situation de l'homme politique. Les journalistes partagent souvent le trac des protagonistes. Un mouvement en sens contraire se dessine aujourd'hui. Il demeure timide et jamais spontané. Le zeste de décontraction qui apparaît est bien souvent le fruit d'une intense préparation. L'humour en France est rarement naturel.

La gravité, ou plutôt le sérieux, de la scène politique a d'ailleurs des racines discernables. Le poids des idéologies demeure une spécialité nationale : il entraîne rarement la gaieté. Le moralisme de la gauche, la suffisance de la droite ont peu de goût pour la légèreté. Les pays latins aiment la comédie, mais la politique y revêt bien souvent la forme d'un théâtre guerrier. Plus prosaïquement, les leaders eux-mêmes, obsédés par leur image, harcelés par leurs entourages, donnent volontiers dans la pompe républicaine. Lorsque François Mitterrand choisit de parler à la télévision des problèmes de défense, l'Elysée insista pour qu'une absurde distance le séparât de ses interlocuteurs, afin de mieux marquer la solennité des enjeux et le statut de l'hôte.

A peu près aucun homme politique français n'a compris que la meilleure façon d'être « bon » sur un plateau est encore d'être soi-même et que nul n'est contraint de se faire la mine de qui va déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. Au-delà, les ressorts personnels de l'engagement dans la vie publique (la conviction, l'ambition, le goût de la puissance ou de l'apparence, l'énergie, l'autorité) se conjuguent mal avec le rire. Un leader charismatique n'est pas souvent gai. D'ailleurs, quel que soit son parti, il a toujours, face à un adversaire ou un journaliste, surtout s'il est en difficulté, cette expression à la bouche : « Soyez sérieux ! »

ALAIN DUHAMEL.

JOSPIN CHEZ PRÉVERT

INTERROGÉ par le magazine « Video à la une » après son passage dans l'émission de Patrick Sébastien, où il avait chanté *les Feuilles mortes*, M. Lionel Jospin avait expliqué : *« Je l'ai fait un peu comme un défi »*. A la suite de cette performance, le premier secrétaire du PS avait gagné 6 points dans un sondage. *« Recommenceriez-vous pour gagner 3 points ? »*, lui a-t-on demandé. Il a répondu : *« J'y suis allé sans arrière-pensée. Il n'y a pas de raison que je recommence. Cela ne peut pas être transformé en une méthode. C'est un clin d'œil, un « événement » qui se résuma à lui-même. En plus, je ne me suis jamais vraiment préoccupé des sondages. D'ailleurs, rien ne prouve que cette montée dans les sondages soit due à cela. Pourquoi ne pas proposer un jour à d'autres responsables politiques qu'ils aillent chanter à la télévision ? On verra s'ils montent dans les sondages ! »*

RIRE EN POLITIQUE

HEURE DE VÉRITÉ A « L'OREILLE EN COIN »

par Olivier Schmitt

Une demi-heure en coulisses, deux heures sous les spots et en public. Les hommes politiques se bousculent au studio 105 de la maison de Radio-France chaque dimanche pour convaincre des bons côtés de leur personnalité : humour, sympathie, séduction. Parfois, la peur ne les lâche pas.

QUEL que soit leur âge, canonique pour Gaston Defferre ou Edgar Faure, sans importance pour Alain Juppé ou François Léotard, quelle que soit leur expérience de la scène, la scène politique et la scène tout court, disons le tout net : les hommes politiques, tous les hommes politiques sont morts de peur avant de participer à l'émission dominicale de France-Inter, « L'oreille en coin ».

Devant : trois cents personnes qui ont dû se battre pour assister à l'émission. Chaque dimanche, on en refuse autant. Dessus : une ribambelle de spots, ce n'est pas le Zénith mais c'est plus que l'Assemblée. Tout autour : une bande de joyeux iconoclastes emmenés par le producteur, Jean Garretto. Françoise Morasso, jeune et vive, irrespectueuse, dont la voix est devenue célèbre après plusieurs années de météo marine, souvent imitée, jamais égalée. Maurice Horgues, vieux routier de l'humour, portraitiste attitré du monde politique, sens de la formule, aucune arrière-pensée. Jacques Mailhot, lame plus ou moins fine, aime, comme son ami Pierre Saka, faire mouche. Yves Lecocq, imitateur patenté, Giscard plus Giscard que Giscard.

Ils n'ont pas leur pareil pour sourire tellement gentiment à leurs invités que ceux-ci se sentent immédiatement très mal à l'aise. Bûcheurs, ils doivent consulter avant chaque émission une masse impressionnante de documentation. Le samedi après-midi, ils répètent leurs joutes du lendemain.

« *Rien n'est laissé au hasard*, explique Maurice Horgues. *Avant notre nouvelle formule, lancée le 23 septembre dernier avec Alain Juppé, nous traitions plus de vingt sujets politiques de la semaine sans que les gens dont nous parlions puissent répondre. Nous avons remplacé cet hebdo politique et humoristique autour d'une table hexagonale et pleine de graffiti par un véritable show très, très écrit. Il n'y a pratiquement pas une phrase prononcée à l'antenne qui n'ait pas été écrite auparavant. Et la grande nouveauté est que nos invités peuvent et doivent répondre à nos interventions.* »

Ces invités semblent se bousculer au portillon. Certes, les vrais pros ne se laissent pas faire : Gaston Defferre a soumis sa participation à une rencontre préalable avec toute l'équipe. D'autres jouent l'indifférence : Michel Rocard, qui a, pourtant, accepté récemment de faire la couverture de *Paris-Match*, skis aux pieds et épouse au bras, n'a pas voulu faire le déplacement au studio 105 de la Maison de Radio-France. Les communistes, plus que réticents jusqu'à aujourd'hui, ont fini par déléguer Roland Leroy, héros de l'émission de ce dimanche. Tout le monde espère que ce n'est là que la répétition de la venue du secrétaire général.

L'audience de l'émission, ses répercussions politiques, sont devenues le meilleur argument de ses animateurs. Sur le circuit de la politique-spectacle, « L'oreille en coin » s'est imposée comme une étape indispensable. Les Champs-Elysées de la course à l'image sont bien sûr les shows type Mourousi, ou « L'heure de vérité » sur la 2, mais la France profonde s'est toujours passionnée pour le Grand Prix de la montagne dont « L'oreille » est le Ventoux.

Car elle est dure la pente que, de dix heures à midi, les vedettes de la politique de tous bords s'efforcent de gravir en champions.

« *Tous arrivent un peu en avance, vers 9 heures et demie*, raconte Françoise Morasso. *L'émission commence, sans eux, à cette heure-là. Ils viennent dans la cabine de son, se mettent dans le bain jusqu'à dix heures, moment où on leur demande de descendre dans la salle et de s'asseoir parmi nous. Ils se retrouvent sous les projos, devant le public, au milieu d'une équipe très soudée. Tous ont avoué qu'ils étaient morts de trac pendant le premier quart d'heure. Il faut dire que le portrait de Maurice Horgues, qui donne le la de l'émission, n'est pas vraiment fait pour les mettre à l'aise.* »

Pourtant, Jean Garretto ne veut pas entendre parler de méchanceté : « *Nous n'avons pas la volonté de les piéger. Il s'agit simplement de battre en brèche les idées reçues du public et d'extraire de ce qu'ils ont dit ou fait un suc humoristique.* »

Jerk plutôt que slow

Les acteurs de cette pièce en un acte, en direct absolu, micros ouverts à tous moments, se préparent de plusieurs façons à l'épreuve. « *Bigeard*, reprend Françoise Morasso, *s'était déjà tapé ses 7 kimomètres avant d'arriver au studio. Il avait préparé son coup de manière admirable et rassemblé des anecdotes construites, avec une histoire et une chute. Il nous avait annoncé qu'il voulait danser un peu, pendant l'émission, et, dès le premier embryon de musique, il m'a dit « on y va » et a demandé un jerk plutôt qu'un slow.* » Un super pro.

D'autres ont fait plus dans la ficelle. Robert-André Vivien a simulé la maladie et est venu avec ses médicaments, « *parce que cela apitoie le public* ». Roger-Gérard Schwartzenberg avait amené avec lui une pile impressionnante de dossiers et une série d'histoires drôles toutes prêtes. André Labarrère, maire socialiste de Pau, est arrivé avec des caisses de Jurançon et de Madiran et des bocaux de foie gras. « *Nous nous appliquons à inviter des gens des régions de grande gastronomie*, explique Jacques Mailhot. *Ainsi, avant les fêtes, il faudra que nous pensions à Jacques Chaban-Delmas...* »

Certains ne se dérident pas vraiment de toute l'émission. Arlette Laguillier avait prévenu dès le début de l'émission qu'elle n'avait pas du tout le sens de l'humour. Mais, totalement habitée par sa vocation politique, sa foi dans l'actualité du trotskisme, elle a étonné les auditeurs par la force de ses convictions. Habile utilisation d'une tribune.

D'autres ne se détendent pas pendant deux heures : « *Vivien a couvert des tas de feuilles de hiéroglyphes, trapèzes, carrés, rien qui ne soit compréhensible*, se souvient Pierre Saka. *Jobert était vert tout le temps et se tordait les doigts. Mermaz fait partie de ceux qui n'ont pas arrêté d'écrire pendant toute l'émission.* »

Vedette toutes catégories, plus gros succès public : Gaston Defferre (lire l'encadré ci-dessous). Pas l'ombre d'une hésitation, un humour gros comme la gare Saint-Jean, aucune fausse pudeur. Et ce goût très partagé de la petite histoire qui suscite immanquablement la jubilation des aficionados.


D.R.

En « Indo », Bigeard se refaisait une santé en écoutant les sœurs Etienne. Il les retrouve sur le plateau de « L'oreille en coin ».

Grosses déceptions : « *Toubon a été le plus terne* », dit Pierre Saka ; « *j'ai trouvé Jobert sinistre et angoissé* », estime Françoise Morasso ; les bonnes surprises : « *Ponia, qui est très agressif dans ses discours, est apparu très gentil, doux comme un agneau* », se souvient Jacques Mailhot ; « *Edgar Faure et André Labarrère ont été très bien* », disent-il d'un bel ensemble.

Et pourtant, Maurice Horgues n'y est pas allé de main morte avec le « président » : « *Depuis cinquante ans, n'ayons pas peur des chiffres, vous avez tout fait et tout été, à peu de chose près. Vous êtes principalement avocat, sénateur du Doubs, ancien secrétaire d'Etat aux finances, ancien ministre du budget, ancien président du conseil, ancien garde des sceaux, ancien ministre des finances, ancien ministre des affaires économiques, ancien ministre du plan, ancien ministre des affaires étrangères, ancien ministre de l'agriculture, ancien ministre de l'éducation nationale, ancien ministre d'Etat chargé des affaires sociales et ancien président de l'Assemblée nationale. J'ai bien dit au début « principalement », parce que, si je me bornais à énumérer tous les autres postes accessoires, les présidences, les missions, les fonctions, les délégations qui ont jalonné votre vie depuis 1928, on en aurait facilement jusqu'à la fin de l'émission. En fait, ça irait beaucoup plus vite de dire ce que vous n'avez pas été...* »

Ce fut l'un des plus longs rires de toute l'histoire de l'émission, qui valut cette réplique d'Edgar Faure : « *Simple remarque, je suis un des très rares hommes politiques qui se trouve, au point où j'en suis de ma carrière, dans le même parti où il était au début. Naturellement, plusieurs fois il m'a quitté, mais il m'est revenu. Et j'en suis le président d'honneur.* »

Bon moment aussi avec François Léotard, venu à « L'oreille » en superbe tenue de jogging bleue car il devait courir immédiatement après la retransmission les Vingt Kilomètres de Paris. Jeune et sportif, donc. Quelques extraits de son dialogue avec Françoise Morasso : « *Je lis au JO du 24 novembre 1983*, a-t-elle dit, *cette déclaration à la sous-préfecture de Draguignan : association des amis de François Léotard. Objet : favoriser le rayonnement de la pensée de François Léotard et développer les relations entre ses amis. Alors là, vraiment, vous nous avez éblouis. Nous sommes très heureux que vous soyez là ce matin pour nous éclairer. Dites-nous, ce rayonnement de votre pensée ne signifie pas que vous êtes un illuminé ?* »

Léotard répond : « *Cette phrase effectivement ridicule a été changée par l'association par un dépôt quelque temps après. C'est vrai que j'ai des amis qui sont un peu les moutardiers du pape et j'ai tenu à calmer le jeu.*

— Alors, vous ne rayonnez plus ?

— Surtout parce que vous m'allumiez tous les dimanches matins, je me suis dit que ça ne pouvait plus durer. »

Loin de la langue de bois

La seule obligation des animateurs de « L'oreille » est la recherche d'un équilibre entre les invités sur trois mois. « *Le public est très exigeant là-dessus. Si, pour des raisons d'emploi du temps de la classe politique, nous sommes obligés de faire passer deux hommes de droite ou de gauche de suite, nous recevons aussitôt des lettres de protestation* », explique Jean Garretto.

A l'écoute de ces émissions, on ne ressent pas, ou très peu, l'agacement que l'on peut éprouver à assister à tel ou tel show politique télévisé. A « l'Oreille », on a l'impression d'être en famille, loin de la langue de bois, du mensonge convenu.

Peut-être parce que la radio n'a pas le même impact que la télévision. Peut-être aussi parce que les animateurs de cet hebdomadaire de l'insolence sont plaisants et non pas complaisants. Parce qu'il osent tout, à grands coups d'humour. Et parce qu'il paraissent avoir de la reconnaissance pour ce monde politique qui les séduit et les nourrit.

« *En période électorale, on invite quand même plutôt des gens de l'opposition*, note Jacques Mailhot, *si jamais ça bascule.* » On a pourtant l'impression, pour une fois, que ce sont les hommes politiques eux-mêmes qui nous servent la soupe et cela n'est pas vraiment désagréable. ■

GASTON DÉMOSTHÈNE

PERLES, morceaux de bravoure. Dans la très relative clandestinité de « L'oreille en coin », le monde politique, en toute confiance dominicale, ne fait pas dans la demi-mesure. Au palmarès des humoristes, Gaston Defferre a raflé le grand prix. Voici quelques extraits de sa prestation du dimanche 5 mai, reproduits très fidèlement.

Françoise Morasso, animatrice : « Il est là, oui, nous accueillons Gaston Defferre (applaudissements). Voilà, asseyez-vous parmi nous. Bonjour monsieur le Ministre, bonjour monsieur le Maire. Nous vous accueillons avec le plus grand plaisir aujourd'hui parce que vous êtes une vedette, vous êtes une star. Vous êtes notre premier invité qui fait partie de la troupe du « Bébête show » (rires).

Gaston Defferre : « *Ah ! Alors je comprends pourquoi vous dites que je suis une star, parce que je suis au « Bébête show...* »

— Justement, c'est une consécration, le « Bébête show », tout le monde n'y a pas droit. On doit se bousculer pour en faire partie.

— *Non, non, ils ne m'ont pas demandé mon avis.*

— Est-ce que vous êtes content de la marionnette ? Vous vous plaisez ?

— *Eh bien, je vais vous dire. Je retrouve ma façon de mal articuler* (rires), *l'accent marseillais et puis, depuis quelque temps, on a mis un verre d'eau alors qu'auparavant on me mettait un verre d'alcool. Alors je me suis demandé si, pour être fidèle à la marionnette, je ne devais pas me mettre à boire* » (rires).

Maurice Horgues (portraitiste des invités) : « M. Gaston Defferre, vous êtes incontestablement un gros client (rires) pour « L'oreille en coin », et un gros client tout court, et, si j'ose dire, parce que vous êtes arrivé à un stade définitif (...) Vous êtes arrivé à votre top de popularité par le biais d'une particularité annexe et imprévisible, une élocution insaisissable (rires)...

— *Je vais vous dire moi, à la Démosthène avant les cailloux...*

— .... ésotérique, qui a le don de réjouir les foules, d'inspirer les imitateurs et qui vous a permis de transformer à votre profit le célèbre vers de Boileau : « *Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement* » (rires) en « ce qui se conçoit bien s'énonce vaguement » (applaudissements et rires).

» (...) Vous avez débarqué à Marseille en 1931 comme avocat. Je ne sais pas si, alors, vous aviez la même diction que maintenant, auquel cas il ne faudrait pas s'étonner qu'après vos plaidoiries, la plupart de vos clients aient été acquittés au bénéfice du doute (applaudissements et rires).

» (...) Vous êtes un duelliste ; vous aimez les duels verbaux d'abord (...), mais les vrais aussi. En 1947, au sujet de l'affaire des vins, vous vous êtes battu en duel avec Paul Bastide, député radical-socialiste de la Seine, et aux pistolets, s'il vous plaît.

— *Nous nous sommes ratés...* (rires).

— En 1967, vous avez récidivé quand même contre René Ribière, député UNR, à l'épée, cette fois. Vous l'aviez traité publiquement d'abruti.

— *Non, d'imbécile* (rires).

— Vous l'avez blessé au bras...

— *Et il n'a pas demandé pourquoi. Eh bien, parce que je le pense !...*

— Et quand, après la rencontre, on vous a demandé ce que vous en pensiez, vous avez répondu : « *Rien, c'est toujours un imbécile* » (rires)...

— *Je vais vous raconter ce duel. Il devait se marier le lendemain. Et moi, ça m'amusait de l'empêcher de se marier. Vous imaginez où je visais...* (rires). *Seulement, il est beaucoup plus grand que moi, il a des bras très longs. Alors, quand je me penchais pour atteindre mon objectif, j'avais son épée dans les yeux. Alors, je me disais que ça serait bête de me faire crever l'œil pour lui crever une...* (rires). *Je me suis rappelé les conseils de mon maître d'armes : « Comme vous ne savez pas tirer à l'épée, contentez-vous de le blesser au bras. » C'est ce que j'ai fait une première fois. Ça ne saignait pas beaucoup* (rires). *J'ai demandé à ce qu'on continue. Il a accepté ; remarquez, il ne pouvait pas faire autrement. On a repris, je l'ai blessé une deuxième fois au bras, un peu plus, alors on s'est arrêtés (...). Les duels, c'est grotesque, je comprends que c'est complètement dépassé. Mais il y a des circonstances où c'est difficile de faire autrement. Et puis, une fois qu'on y est, c'est excitant* » (rires).

Françoise Morasso : Vous avez bien aimé. Vous êtes prêt à recommencer, alors ?

« *Je ne devrais pas le dire, parce que je suis ministre, mais, oui, volontiers* (rires).

— Le lendemain, il s'est marié, ou pas ?

— *Non, non, non. Le lendemain, le général de Gaulle, qui trouvait cette affaire ridicule, a interdit aux ministres d'être ses témoins et le mariage a été renvoyé* » (applaudissements).

O. S.

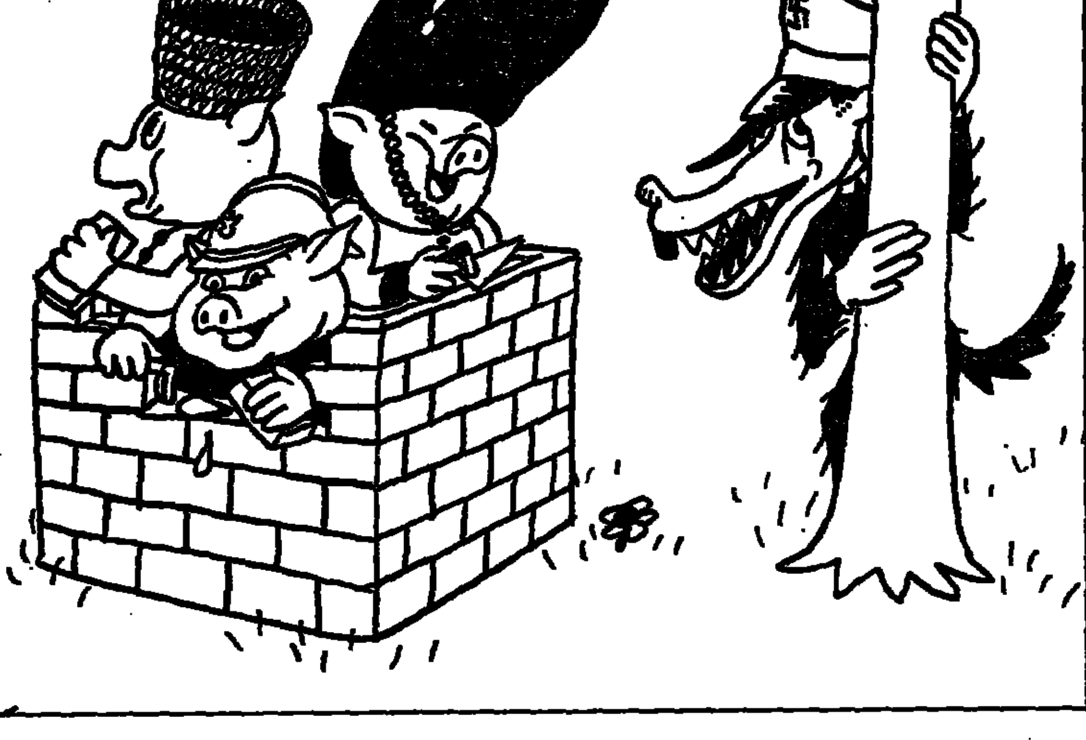


RIRE
EN POLITIQUE

LES CRAYONS QUI TUENT

par Alain Manevy*

Inattaquable aujourd'hui, la caricature, première façon de se moquer du personnel politique, a dû se battre longuement pour s'imposer. Mais, des censeurs de Louis-Philippe à ceux de Poincaré, personne n'a réussi à l'empêcher de faire son devoir et de défendre à sa manière la démocratie.



DESSIN DE JEAN EFFEL

Entre les deux guerres, les caricaturistes travaillent *sur photo* pour faire reconnaître par un public de plus en plus ouvert au monde les *traits* des grands. Jean Effel est de ceux-là. « Tralala » est la légende qu'il a donnée à ce dessin inédit.

« *INNOCENTS ou coupables, amis ou ennemis, qu'importe la caricature ? Elle va çà et là, par sauts et par bonds, elle frappe à droite, elle frappe à gauche, elle mord, elle égratigne ; elle est cruelle, elle est venimeuse ; mais, après tout, elle est si bonne fille qu'on ne peut guère se fâcher contre elle. La caricature est partout, elle est inattaquable, elle échappe à tous les murmures, à toutes les clameurs, à tous les procès. Ce ne sont pourtant ni les attaques, ni les clameurs, ni les procès qui lui ont manqué.* »

Lorsque Jules Janin fait l'apologie de la caricature, elle a déjà trente ans. Elle est née le 4 novembre 1830, passage Véro-Dodat, à *côté de la rue du Bouloi. Ce jeudi* 4 novembre sort des Presses d'Aubert le premier hebdomadaire *d'images en couleur en France.* Son titre : *la Caricature* ; son patron : Charles Philippon ; quatre pages de textes dont on a oublié les noms des rédacteurs et deux lithographies en *couleur. Les noms des caricaturistes* ont franchi, eux, le cap de l'histoire : Traviès, Daumier, Grandville, *Raffet*, Gavarni, Deveria.

Héritière de *la révolution* de 1830, fille de Gavroche et des barricades, *la Caricature* est républicaine, *donc opposée à la monarchie* louis-philipparde. Et, d'emblée, elle se cadre, elle se situe. Elle se moque, elle fronde, elle récrimine. Calomnieuse ? Mais non, puisqu'elle fait rire. Amorale ? Mais où donc les privilégiés placent-ils leur morale ? Diffamatoire ? Est-ce diffamer que d'être *généreuse ? Pécherait-elle* contre l'ordre ? Ou ne prônerait-elle pas plutôt un nouvel ordre fait d'espoirs *déçus ? Souvent, les insubordonnés* de l'histoire créent ces événements qui seront autant de pièces *aux dossiers du futur.*

La Caricature et les caricaturistes qui animent l'équipe de l'hebdomadaire seront donc les frondeurs, les rebelles, les insubordonnés de l'information. Très vite, le journal agace. Très tôt, *il a choisi sa* cible : Louis-Philippe. Le match est engagé : Louis-Philippe contre Charles Philippon. *Combat inégal : les traits* du roi ressemblent de plus en plus — et bientôt à s'y méprendre — à ceux d'une grosse poire. On précise même l'origine : le roi a une *« tête de poire du bon chrétien ».* L'esprit est vif et Paris est malicieux. Les rieurs sont pour *la Caricature.* Les zélateurs du parquet se surpassent : Philippon est traîné devant la cour d'assises. *« Pour délit de ressemblance ? »*, questionne-t-il. La salle éclate. Il est acquitté. Gavroche, au faubourg Saint-Antoine, dessine des poires à la craie et au charbon de bois. Si les lois sur la presse redoublent *de sévérité, la Caricature* est lancée. Elle a dépassé les cent cinquante ans.

Si elle a évolué, elle n'a pas changé dans son *esprit* : tour à tour satirique, burlesque, comique ou tragique, elle frappe et déforme par le trait ; elle cingle par le verbe, c'est-à-dire la légende. En définitive, *elle* gêne, *elle* irrite, *elle* agace. Et depuis 1835, on le lui fait sentir. Les censeurs de Louis-Philippe, de *Napoléon III, des premières années* de la IIIe République, ont pris la mesure de son impact.

Cinq cents caricatures de Thiers

Elle *naît au moment où la* presse connaît un essor qui va durer cent vingt ans ; elle se développe avec *les trains* qui convoient les journaux, avec les dépôts Hachette qui les distribuent, avec le prodigieux progrès marqué par l'instruction publique. Que les caricaturistes soient légitimistes, orléanistes, bonapartistes ou républicains, leur trait s'exerce sur les politiques, les puissants, *les notables. Et s'exercer* « sur » veut dire s'exercer contre. Aussi bien, en dix-huit ans de règne *louis-philippard*, en dix-huit ans de règne napoléonien, en dix années de république, et à cause de la Commune, on ne sera pas tendre. Caution, censure, procès, les tribunaux attaquent *les caricaturistes ou* le responsable du journal ; à 5 000 F or d'amende, on ferme boutique ; à 5 000 F d'amende, suivie d'une saisie et d'une condamnation pour « obscénité » à *l'égard* d'un magistrat, le *caricaturiste* Gill abandonne la satire politique pour la satire des mœurs. D'aucuns, et *ce ne sont pas* les plus grands, choisissent la voie étroite des événements extérieurs ; mais à attaquer les ennemis de l'Empire, en exaltant les vertus du bon zouave, ils sombrent rapidement dans le patriotisme de patronage.

Un seul, parmi les journaux parisiens, franchira les écueils : *le Charivari, créé* sous Louis-Philippe, poursuivra son chemin sous la IIIe République. Daumier, en 1872, lui donnera son dernier dessin. *Le Charivari* suivra la loi à la lettre. Qu'un dessinateur caricature un homme politique, et il présentera ou fera présenter, selon la loi, sa *« charge » — c'était le terme utilisé* pour la caricature — à celui qui en fait les frais. A ce dernier d'accepter ou de *refuser* sa publication. Pierre Larousse fut très déçu d'apprendre que Lamartine — son grand Lamartine — refusa tout net une caricature en expliquant : *« Je ne puis autoriser sur ma personne une dérision de la figure humaine qui, si elle n'offense pas l'homme, offense la nature. »* Thiers et Emile Ollivier, plus politiques, possédaient avant la lettre des notions de relations publiques ; ils acceptaient les « charges ». Mieux vaut être connu du plus grand nombre pour qui cherche un destin national. Et très vite, ils furent suivis sur ce point par *leurs grands* rivaux politiques.

Gill, le grand caricaturiste qui donnera toute la force de son talent *avec la IIIe République dans l'Eclipse* puis dans *la Lune rousse* avouera : *« J'ai certainement fait plus de cinq cents caricatures de Thiers ; et dire que je ne l'ai jamais rencontré. »* Par contre, il rencontrera une fois encore la censure en juin 1877. Le régime appliqué de 1870 à 1880 aux dessins était plus exigeant que celui auquel les textes étaient soumis. Les dessins devaient être visés par la censure avant publication. *L'Eclipse* du 22 juin 1877 ne fut pas autorisée à publier la caricature de Gill : Thiers — encore lui — déguisé en *Madame Angot.*

1876-1881. *Les républicains* gagnent les législatives. Quarante-deux lois, décrets, ordonnances qui *corsetaient la presse volent en* éclats. La loi du 29 juillet 1881 donne enfin aux journaux un statut convenable. La rotative multiplie les facilités de reproduction ; le graphisme apparaît à la « une ».

On y gagne en élégance, en sophistication, en contraste. Censure et autorisation préalable se sont envolées. Sauf à diffamer, sauf à injurier, la caricature est libre et la satire reine. Une pléiade de talents s'affirme : *Forain, Willette, Léandre,* Steinlen, Hermann-Paul, Albert Guillaume, Abel Faivre, Poulbot, *Caran d'Ache.*

En vingt années, de 1880 à 1900, naissent trente et un périodiques satiriques illustrés à Paris et *dix-neuf* quotidiens parisiens ouvrent leurs colonnes aux humoristes. Caricature, satire, humour, esprit, les traits se déchaînent et les légendes aussi. On a tôt fait *d'abandonner la « charge » avec* son personnage unique pour les scènes satiriques, le miroir déformant *d'une époque,* et l'histoire illustrée des passions françaises. Et que de passions déchaînent les quarante-six quotidiens qui sortent chaque jour à Paris des imprimeries *du Sentier et du Croissant.*

Age d'or et âge de haine puisque aux formations traditionnelles-légitimistes, orléanistes, bonapartistes, *républicains — s'ajoute* bientôt la cohorte des radicaux, des socialistes, des anarchistes et des syndicalistes. Age d'or et âge de haine encore puisque les passions *françaises illustrées soufflent sur* tous les éléments de la société : riches et pauvres, paysans et citadins, *procléricaux et anticléricaux,* nationalistes et pacifistes, militaristes et antimilitaristes, dreyfusistes et antidreyfusistes, boulangistes et antiboulangistes... antiparlementaristes... hommes de mode, des modes... rien n'y échappe. Pour le meilleur et l'on *songe à Steinlen, à Jossot, à Malteste* — comme pour le pire lorsque l'on songe à l'antisémitisme de *Gyp. Edouard Drumont avec sa France juive* et l'affaire Dreyfus ont cristallisé un courant antisémite qui *vaut à la France le triste fleuron* d'avoir publié en 1898 un quotidien qui a pour titre *l'Anti-juif.* Haines, *passions* et Belle Époque : *« Qu'elle était belle la République sous l'Empire »,* soufflera Forain.

Parmi tous ces journaux, *l'Assiette au beurre* demeure étonnante de jeunesse. Prisme d'un genre nouveau, *de 1901 à 1912,* l'hebdomadaire publiera 9 300 dessins répartis sur 593 numéros, dévorant *les talents de 280 caricaturistes,* utilisant la photographie pour la reproduction des illustrations, l'offset *pour la composition,* de nouvelles machines pour l'impression.

Le fromage des possédants

En argot 1900, l'assiette au beurre c'est le « fromage » des possédants. Et le journal a la dent dure et l'humour féroce. Il procède par thèmes. *Les syndicats, les cléricaux*, les militaires, la police, les bourgeois... Faut-il ajouter, que *volontairement « anar », l'Assiette au beurre* ne pratique pas la nuance. Les grands parmi les grands chez *ces* illustrateurs ? Poulbot, Steinlen, Radiquet, Grandjouan, Juan Gris, Jossot, *Chas Laborde*, Kupka, Van Dongen, Villon... tant d'autres.

La loi de 1881 donnait son espace de liberté à la presse, aux *écrits, aux caricaturistes.* Tout espace avait ses limites. Si les délits relevaient du droit commun, et étaient devant le jury, la diffamation et les injures, elles, restaient justiciables *de la correctionnelle.* Le pouvoir républicain ne fut pas très ouvert à la verve des dessinateurs. L'*anarchisme n'était pas au goût du* jour. En 1908, Delannoy fut condamné à deux ans de prison et 6 000 F d'amende pour avoir représenté en boucher un général, eh oui, *le général d'Amade, qui* venait de s'illustrer dans la répression au Maroc.

La guerre approchant, l'antimilitarisme *militant* de Grandjouan démange l'état-major et les pouvoirs. *Poursuivi, il est condamné à dix-huit* mois de prison. Prévenu libre et « invité » à s'installer à la Santé, *Grandjouan choisit l'exil en 1912.* Mais on ne badine pas avec un service militaire élargi. Personne, ni écrivain, ni caricaturiste, ni polémiste, ne protestera contre la *condamnation de Grandjouan.*

En 1912, en 1913, on devient patriote, nationaliste, bleu horizon... Gustave Hervé, l'homme du *drapeau dans le fumier* ne demandera-t-il pas, dès la déclaration de guerre, à s'engager ? *Si l'on peut* rendre un hommage à *l'Assiette au beurre*, c'est d'avoir été la mère spirituelle *d'un courant retrouvé* cinquante ans plus tard avec *Hara-Kiri, Hara-Kiri Hebdo,* puis *Charlie Hebdo.* Les lois, *sans doute, s'édulcorent.* A la mort du général de Gaulle, on saisit l'hebdomadaire *pour sa légende : « Colombey, bal tragique, un mort ».* On saisit, mais on n'emprisonne pas.

Droite antirépublicaine, voire fascisante, droite classique, centre, gauche, communistes : au lendemain de la première guerre mondiale, le paysage politique a singulièrement évolué. La presse quotidienne devient une industrie où chaque journal possède son caricaturiste *attitré*. *Gassier, Chancel,* la cohorte des humoristes s'ouvre à de nouveaux talents, à de nouvelles *formes.*

La photo ayant peu sa place dans les tribunaux, les dessinateurs *assistent aux grands procès et donnent* chaque jour leur croquis d'audience. Ils s'intéressent à Monsieur Tout-Le-Monde. D'un côté, les petits personnages d'Henri Monnier, de Pol Ferjac, de Grove, de Dubout, tradition qui se poursuit avec les dames de Lauzier ; de l'autre, les caricaturistes *qui travaillent sur document*, sur photo, pour faire reconnaître par un public de plus en plus *ouvert au monde* les traits des grands dictateurs, des chefs d'Etat étrangers, des vedettes de cinéma. Ainsi travaillent les Sennep et les Jean Effel, une tradition que poursuivra par son trait un Jacques Faizant.

Confrontés au quotidien, abandonnant leur habit d'artiste pour celui de journaliste, ils représentent une « manière de », un autre langage. Point question *de nier leur* talent évident. Disons qu'ils apportent la verve au quotidien, avec ce *qu'elle peut avoir d'acerbe*, de drôle, d'esprit. On est loin de la diffamation et des peines de prison. Leurs légendes empruntent quelque peu aux titres de journaux par leur raccourci. Après les accords de Munich, Hitler danse avec Daladier : *« Do you know the lambeth walk ? »* (Jean Effel), et lorsque de Gaulle entre dans Paris en 1944, la tour Eiffel lui tend les bras : *« Mon grand ».*

Première guerre, entre-deux-guerres, Libération, trente glorieuses : un *journal* satirique a tenu, conservé, réinventé et tient aujourd'hui une place étonnante et une vitalité renouvelée avec les générations : c'est *le Canard enchaîné. Son secret : découvrir sans* cesse des talents, des styles et une forme d'esprit au goût du jour. Qui ne se souvient de la chronique de la cour au temps de Charles de *Gaulle ? D'autres*, Sempé, Brétécher ont inventé leurs merveilleuses histoires de société. Mais là, il est *temps, je crois, de passer la plume.* On n'écrit pas l'histoire du temps présent.

Caricature et politique ? : je vous propose un débat à la télé, c'est à la mode : MM. Cabu, Desclozeaux, *Plantu, Konk, messieurs de Charlie Hebdo*, quand vous le voudrez...

Après tout, la caricature aujourd'hui n'est-ce pas aussi *la* grenouille, le nounours, l'aigle et le petit cochon ? N'est-elle pas déjà télévisuelle ? ■



DESSIN DE FRANÇOIS MAGLING

La censure s'acharnera sous la Troisième République contre le caricaturiste Gill qui abandonnera la satire politique pour la satire de mœurs.

* Directeur de l'information à FR3.

CALENDRIER DES FESTIVALS

GRANDES ET PETITES MUSIQUES D'ÉTÉ

DEPUIS une trentaine d'années, les festivals de musique connaissent un succès et un développement considérables. Avant la dernière guerre, ces manifestations étaient, comme Glyndebourne pour l'opéra en Angleterre, le rendez-vous d'une société riche, assez fermée, la haute société. Bayreuth attirait les wagnériens, Salzbourg les amoureux de Mozart, et Lucerne fut, à partir de 1938, un contre-festival de Salzbourg aux mains des nazis.

En France, il y avait Strasbourg, avec une audience plutôt régionale, les saisons des arènes de Béziers au début du siècle ou les Chorégies d'Orange dans le théâtre antique. Pour tromper l'ennui des curistes, les villes d'eaux annonçaient de leur côté pièces de théâtre, opéras et opérettes. Mais rien n'avait alors l'ampleur des mouvements de foules actuels qui sont dus à trois phénomènes : l'extraordinaire engouement pour la musique qui s'affirme depuis vingt ans, la démocratisation du tourisme et l'intérêt croissant pour le patrimoine architectural.

Au début des années 50, le Festival d'Aix-en-Provence était comparable à celui de Salzbourg : le Tout-Paris se déplaçait dans une ville où les *happy few* avaient décelé un miraculeux accord du cadre avec la musique de Mozart et l'on n'entrait pas au théâtre de la cour de l'Archevêché sans avoir revêtu un smoking. A cette époque, la saison musicale de Paris se terminait à Pâques et, passé le 1er juin, aucun concert n'y était plus donné jusqu'à l'automne. La situation a bien changé, avec le Festival du Marais puis le Festival estival et, dans la périphérie, les Festivals de Sceaux de l'Ile-de-France et bien d'autres.

La multiplication de ces festivals, dont la liste présentée ici, pour incomplète qu'elle soit, donne une idée, a incontestablement des raisons commerciales ; la musique fait partie du dépliant touristique et figure parmi les agréments majeurs d'un séjour. Il s'agit d'attirer un public de plus en plus épris de musique et d'opéra et qui, bien souvent, ne dispose que du temps des vacances pour vivre les belles aventures qui lui ont été contées par les disques et la télévision.

CONCERTS EN LIBERTÉ

Il arrive encore que les syndicats d'initiative se contentent de programmes passe-partout achetés à un impresario ou qu'ils répondent aux « appels d'offres » de ces artistes que l'on retrouve aux quatre coins du pays avec les mêmes œuvres, pendant tout l'été.

Mais de plus en plus les festivals deviennent originaux et spécifiques pour répondre à l'attente d'un public exigeant et pour offrir l'attrait supplémentaire d'une musique adaptée aux lieux qui la reçoivent. Et ils sont le plus souvent suscités par des animateurs amoureux de musique et des richesses de leur propre région.

Un bon festival, c'est aujourd'hui la rencontre de la musique avec un monument, un site, une œuvre d'art. Pas une abbaye, une église ancienne, un orgue exceptionnel, un palais, un théâtre antique, autour desquels ne se noue un programme musical. A Colmar, Karl Münchinger fait cosonner Bach avec le retable de Grünewald aux Unterlinden, Mozart et Haendel avec la Vierge aux Rochers de Schongauer aux dominicains. La basilique royale de Saint-Denis et l'abbaye de Fontevraud retrouvent leur vocation lorsqu'elles sont remplies par les immenses célébrations de Beethoven ou de Mahler. Le théâtre romain d'Orange ou les arènes de Nîmes invitent aux grandes manifestations communautaires de l'opéra et de l'oratorio. Sénanque appelle à entendre le grégorien, les églises romanes de Saintes, la musique ancienne...

Aux suggestions de l'histoire et du patrimoine architectural s'ajoutent celles de la nature elle-même. En été, les lieux traditionnels des concerts sont presque toujours abandonnés au profit de lieux plus inconfortables, à l'acoustique souvent problématique dans les églises ou en plein air, mais qui laisseront des souvenirs incomparables. C'est la Grange de Meslay, où l'on croit sentir encore l'odeur du foin sous les entrelacs des poutres médiévales et où le ronflement d'une chouette se mêle délicieusement à un récital de Richter ; le mistral qui déchaîne tout à coup Montserrat Caballé comme on ne l'avait jamais entendue, dans la *Norma* à Orange ; les cigales qui chantent autour de la petite chapelle de Saint-Julien-de-Salinelles. C'est la Durance qui coule sans bruit sous la lune au bout du chemin de l'abbaye de Silvacane ; ou encore ce parc merveilleux de La Roque-d'Anthéron, face au massif du Lubéron, qui parfume tout à coup la musique des plus grands pianistes que personne, pourtant, ne se serait attendu à rencontrer dans ce lieu retiré.

Les festivals offrent ainsi à la musique l'occasion de s'exalter. Ils lui font quitter l'abstraction des salles de concert pour une vie plus riche, baignée de sensations nouvelles et de souvenirs historiques. La ville, le monument, le paysage d'un festival mêlent au plaisir musical un élément exceptionnel lorsqu'une harmonie réelle s'établit. C'est un retour aux sources mêmes de l'art vécu en plénitude.

Que la musique soit devenue ainsi une nécessité pour tant de gens en vacances montre l'importance qu'elle a aujourd'hui dans nos existences. Elle n'est pas simplement la consolation des jours de dur labeur, mais une dimension essentielle du paysage humain.

JACQUES LONCHAMPT.

FESTIVAL D'ÉTÉ DE SEINE-MARITIME

(18 mai-13 juillet).

Sous l'égide du conseil général, ce festival présente de très beaux concerts dans dix-huit villes différentes de la région, avec par exemple l'Orchestre de la BBC sous la direction de la nouvelle étoile Semyon Bychkov, désigné par Karajan comme un successeur possible (Fécamp, le 18 et Rouen, le 19 mai), l'Orchestre philharmonique de Leningrad (Le Havre, le 24), Rosalind Plowright, l'Ensemble Ars Nova, l'Ensemble Rameau et Paul Esswood, les English Baroque Soloists et le Monteverdi Choir, dirigés par J.-E. Gardiner, etc. Spectacles de danse aussi, au palais de justice de Rouen, et de théâtre, avec *la Tempête* et *le Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeaere (Dieppe, du 23 mai au 1er juin). (Renseignements : Hôtel du département, 76036 Rouen-Cedex, tél. (35) 62-81-88, postes 850 et 851.)

TOULON

(22 mai-6 juillet).

Ouvert par un concours international de clarinette, le 35e Festival de Toulon offre dix concerts (Yuri Boukoff, Gaston Litaize et Roger Delmotte, l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, l'Orchestre d'Islande, les Solistes de Prague, l'admirable Ensemble à vents Maurice Bourgue, etc.) en des lieux variés (église d'Ollioules, collégiale de Six-Fours, fort de Brégançon...). (Rens. : Office du tourisme, 8, avenue Colbert, 83100 Toulon, tél. (94) 92-65-92).

RENCONTRES BACH DE DOLE

(24 mai-2 juin).

Autour du merveilleux orgue de Riepp (1754), seul instrument français construit par un Allemand, une approche originale de Bach, par quatre grands spécialistes : Michel Chapuis, Sergio Vartolo, Odile Bailleux et Jacques Beraza, et les *Suites pour violoncelle* par Christophe Coin, sur des instruments baroques. (Rens. : ICEP, 27, rue Pasteur, 39108 Dole-Cedex, tél. (84) 72-24-67.)

ÉTÉ MUSICAL DE DIJON

(3-26 juin.).

Huit concerts de haute qualité dans la capitale bourguignonne, avec notamment Yuri Egorov, l'Ensemble baroque de Nice et l'Ensemble vocal de Bourgogne, M.-J. Pires, le Quatuor Hagen, l'English Concert. (Rens. : 3, rue Lamonnoye, 21000 Dijon, tél. (80) 67-17-71.)

STRASBOURG

(7-28 juin).

Le doyen des festivals français, pour sa quarante-septième édition, propose le *Requiem* de Mozart, *la Passion selon saint Matthieu* de Bach et *le Messie* de Haendel (dirigé par Th. Guschlbauer) et de grands programmes classiques avec H. Szeryng, Georg Solti, Nella Anfuso, M.-C. Alain, Alfred Brendel, Yo Yo Ma, Radu Lupu, Trevor Pinnock, Gustav Leonhardt, entre autres. (Rens. : S. Wolf, 24, rue de la Mésange, 67000 Strasbourg, tél. (88) 32-43-10.)

BOURGES

(7-16 juin).

Le Festival international des musiques expérimentales est unique en son genre; en trente séances, il présentera de nombreuses créations d'œuvres électro-acoustiques de tous pays. (Rens. : GMEB, place André-Malraux, 18000 Bourges, tél. (48) 20-41-87.)

MIRECOURT

(8 juin-6 juillet).

Au cœur du pays où se font les meilleurs violons de France, un petit Festival des cordes, avec les Quatuors Razumovski, Stanislas et Arcana, Augustin Dumay, Eduard Melkus, Huguette Dreyfus, Frédérique Fontanarosa, Raphaël Oleg, le Trio Ravel. (Rens. : J.-J. Pagès, luthier, 70, rue Chanzy, 88500 Mirecourt, tél. (29) 37-11-33.)

NOIRLAC

(9 juin-28 septembre).

Sous les voûtes de l'abbaye cistercienne, des concerts, expositions, stages de chant et célébrations liturgiques. (Rens. : Hôtel du département, 18000 Bourges, tél. (48) 70-71-72, poste 2326.)

AIX-EN-PROVENCE

(13-27 juin).

Un mois avant le festival international, « Aix en musique » organise une série de concerts, récitals, cours d'interprétation dans les plus beaux lieux de la ville, avec en particulier nombre de jeunes artistes talentueux (H. Billaut, J.-E. Bavouzet, le Quatuor Enesco, M. Pena, Ph. Bianconi...), mais aussi Aldo Ciccolini et Maurice Gendron; cours d'interprétation de M. Portal, J.-P. Wallez, R. Dyens, J. Darnel et le Trio à cordes de Paris.) Rens. : Comité des fêtes, 2 *bis*, avenue Victor-Hugo, 13100 Aix-en–Provence, tél. (42) 26-23-38.)

DIVONNE

(17 juin-5 juillet).

Trente ans de tradition, neuf soirées dans le ravissant théâtre Napoléon III de cette cité du repos et de la contemplation où Fauré écrivit son *Quatuor à cordes* : le Quatuor Kodaly, Siegfried Jérusalem, Yo Yo Ma, le Trio Haydn, les Solistes de Prague, The Tallis Scholars, G. Tacchino, la Camerata de Berne, avec M. Portal... (Rens. : Bureau du Festival, 01220 Divonne, tél. (50) 20-06-63.)

BOURBONNAIS

(23 juin-4 juillet.

Six concerts dans des sites historiques : châteaux de Billy, de Busset, églises de Saint-Pourçain, Châtel, Gannat, avec notamment les orchestres régionaux du Limousin et d'Auvergne, le Trio Weinmeister, le Quatuor W. Byrd. (Rens. : Musiques vivantes, 85, avenue des Célestins, 03200 Vichy, tél. (70) 31-15-00.)

COLMAR

(26-30 juin).

Karl Münchinger et l'Orchestre de chambre de Stuttgart célèbrent Bach et Haendel devant le retable de Grünewald, aux Unterlinden, et *la Vierge au buisson de roses* de Schongauer, aux Dominicains (Rens. : Théâtre municipal, 3, rue des Unterlinden, 68000 Colmar ; tél. (89) 41-29-82.)

ANGERS

(27 juin-7 juillet).

Consacré aux « Musiques du vingtième siècle », le Festival d'Angers se distingue par une programmation originale et variée réunissant Landowski, Messiaen, Xenakis, Kagel, Dufourt et de nombreuses créations. Une place importante sera faite aux musiques traditionnelles et contemporaines du Japon (avec cérémonie bouddhique, cérémonie du thé, arrangement de fleurs, concert de Kinshi Tsuruta, etc.) Signalons aussi une messe grégorienne à l'abbaye de Solesmes et une promenade musicale sur la Sarthe. (Rens. : Centre des congrès, place Mendès-France, 49000 Angers ; tél. (41) 43-36-61.)

SULLY-SUR-LOIRE

(28 juin-27 juillet).

Cinq week-ends au château de Sully, à l'église carolingienne de Germigny-des-Prés, à la basilique de Cléry-Saint-André, à l'abbaye de Saint-Benoît... avec beaucoup de pianistes (Berchot, Naoumoff, Rogé, Maisenberg, Rudy, Boukoff, Egorov) et d'autres grands interprètes, tels que J.-P. Rampal, Marielle Nordmann, O. Charlier, Y. Chiffoleau, M. Portal, le Melos Quartett, le Quatuor Enesco, l'Orchestre symphonique de Budapest et le Chœur Bach de Lausanne. (Rens. : Bureau du Festival, BP 58, 45600 Sully ; tél. (38) 36-32-21.)

BEAUNE

(28 juin-13 juillet).

Week-ends musicaux, gastronomiques et touristiques (on pourra même découvrir la Bourgogne en montgolfière) aux hospices de Beaune, avec d'excellents artistes baroques (tel Musica Antiqua de Cologne) et classiques (Alain Marion et Pascal Rogé, le Quatuor Melos, Mikael Rudy) ; un spectacle intitulé *le Chocolat de M. Haendel* et des cours d'interprétation pour le dix-septième et dix-huitième siècle. (Rens. Rencontres de Beaune, 2, square Saint-Irénée, 75011 Paris ; tél. : (1) 357-46-97.)

GRANGE DE MESLAY

(28 juin-7 juillet).

Dans la merveilleuse grange vouée à la musique par Sviatoslav Richter, le programme de cette année sera consacré tout entier au vingtième siècle, grâce à la présence, aux côtés de Richter, de l'Ensemble intercontemporain dirigé par Pierre Boulez, et de grands interprètes tels que Y. Bashmet, N. Gutman, Ph. Byrn-Julson, J.-B. Pommier, Oleg Kagan. Œuvres de Webern, Britten, Prokofiev, Stravinski, Chostakovitch, Ligeti, Berio, Boulez, Schoenberg, Höller, Carter, Berg, Bartok, Donatoni. (Rens. Fêtes musicales, hôtel de ville, 37032 Tours Cedex ; tél. : (47) 61-81-24.)

BAGNOLES-DE-L'ORNE

(28 juin-15 septembre).

Concerts, théâtre, expositions, conférences, ateliers, Festival du film légendaire et merveilleux, circuit culturel et touristique « au pays de Lancelot du lac ». (Rens. Service animation, 61140 Bagnoles-de-l'Orne ; tél. : (33) 37-90-55.)

BAR-SUR-LOUP

(29-30 juin).

Deux œuvres charmantes d'Emmanuel Chabrier, *la Sulamite* et *Une éducation manquée* représentées sur la place de l'Église, avec de jeunes artistes, l'Orchestre de Provence-Côte d'Azur et, comme figurants, les villageois de Bar-sur-Loup. (Rens. Bouscarles, 06620 Bar-sur-Loup ; tél. : (93) 42-52-84.)

SAINTES

(5-15 juillet).

Josquin des Prés et Bach seront les auteurs privilégiés du quatorzième Festival de musique ancienne, mais feront une petite place à leurs contemporains, aux romantiques et même à Stockhausen ou à Messiaen. Avec toujours d'excellents interprètes, tels que Medieval Ensemble de Londres, the Hilliard Ensemble, Jean Boyer, B. Foccroulle, le Collegium vocale de Gand, Ph. Herreweghe, l'Ensemble Clément Janequin... (Rens. CIRMAR, B.P. 214, 17104 Saintes Cedex ; tél. : (46) 92-51-35.)

VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON

(6 juillet-31 août).

Dans un foisonnant programme pluridisciplinaire, on retrouvera de très beaux concerts de musique ancienne (Vartolo, A Sei Voci, la Chapelle royale, les Arts florissants), de musique populaire italienne, une nuit de percussions indiennes et des séances de théâtre musical (Aperghis). Rens. CIRCA, la Chartreuse, 30400 Villeneuve-lès-Avignon ; tél. : (90) 25-05-46.)

AUTOUR DE PARIS

ILE-DE-FRANCE

(Jusqu'au 14 juillet, et du 28 septembre au 15 décembre)

Le Festival de l'Ile-de-France organise plus de cent concerts, en deux périodes : jusqu'au 14 juillet, programmes variés dans les châteaux, parcs et autres monuments historiques de la région, à Vaux-le-Vicomte, Ferrières, Guermantes, Fontainebleau, Breteuil, Maisons-Laffitte, Courances, Vincennes, Ecouen, etc., avec d'excellents ensembles, tels que la Chapelle royale, l'Orchestre de chambre tchécoslovaque, les Ensembles Audoli, Stajic, Antiqua Musica, les orchestres de chambre de Versailles, Bernard-Thomas, Pierre-Menet, le Berry Hayward Consort, l'Ensemble vocal Philippe-Caillard, ou le Quatuor Parisii. Du 28 septembre au 15 décembre, un douzaine de programmes centrés sur « Madrid, ville musicale de l'Europe » seront interprétés dans soixante-dix églises de la région. (Rens. : 15, avenue Montaigne, 75008 Paris ; tél. : 720-23-87.)

SAINT-DENIS

(jusqu'au 29 juin).

Une programmation originale, un public très fervent, le cadre admirable de la basilique royale de Saint-Denis, justifient le grand succès de ce festival aux portes de Paris. Cette année, à côté des spectacles du Théâtre Gérard-Philipe, il proposera un concert Reger-Beethoven par le Gewandhaus de Leipzig, le *Missa di Gloria* de Puccini et le *Nisi Dominus* de Vivaldi, les Vêpres de Monteverdi, dirigées par Malgoire, la *Missa solemnis* de Beethoven, sous la direction de Wolfgang Sawallisch, des concerts par le Philharmonia de Londres, l'Orchestre de l'Ile-de-France, Nella Anfuso, Margaret Price, etc. (Rens. : 61, boulevard Jules-Guesde, 93200 Saint-Denis ; tél. : 243-30-97.)

ETAMPES

(17 mai-2 juin).

Dixième Festival de musique ancienne, des programmes toujours d'un intérêt exceptionnel. Cette année, l'accent est mis sur le quatorzième siècle, Guillaume de Machaut, la route de Saint-Jacques-de-Compostelle, le *Livre vermeil* de Montserrat, les musiques anglaises et italiennes, avec d'excellents ensembles : Sequentia de Cologne (le 17), Universal Music (le 18), Venance-Fortunat, Pro Cantione Antiqua, Alia Musica, Guillaume-de-Machaut, les Saqueboutiers, le Chœur grégorien de Paris. Et tout s'achèvera par une fête médiévale sur la place Saint-Gilles le 2 juin. (Rens. : 494-32-11.)

FESTIVAL DU MARAIS

(12 juin-13 juillet).

Danse, musiques traditionnelles, spectacles Victor Hugo, animations de rue, expositions et visites-conférences, le Festival du Marais reste une grande fête parisienne de printemps, totalisant cent quatre-vingt-une manifestations. Les concerts célébreront naturellement Bach, Schütz, Haendel et Scarlatti (Petits chanteurs de Dormagen, S. Kuijken, English Concert, Blandine Verlet), mais aussi Mozart, Victor Hugo (mélodies par Anne-Marie Blanzat et musiques de Notre-Dame de Paris), le *Livre vermeil* de Montserrat (Berry Hayward Consort), les chants de la Méditerranée (Pedro Aledo) et des Andes (Bolivia Manta). (Rens. : 68, rue François-Miron, 75004-Paris ; tél. : 887-74-31.)

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS

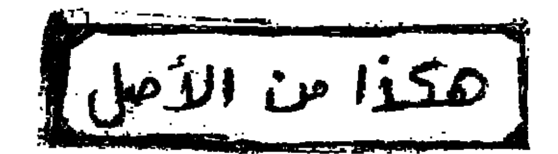
(15 juillet-1er octobre).

Il y a vingt ans, Paris était mort à la musique à partir du 14 juillet. Grâce au Festival estival, chaque jour de l'été, il se passe quelque chose, et souvent de fort original. Quelques grandes lignes pour cette année : des cantates de Bach chaque lundi à Saint-Séverin ; un hommage en neuf concerts aux « compositeurs nés en 1925 », de Berio à Theodorakis en passant par Boucourechliev, Boulez, Duhamel et Prey ; l'intégrale de Bach à l'orgue de Saint-Germain-des-Prés par Jean Guillou, tous les mercredis ; une série pianistique tous les mardis à 18 h 30, à l'amphithéâtre de la Sorbonne, avec surtout des jeunes (Carbonel, Hewitt, Luisada, Cabasso, Cartier-Bresson, Billaut) ; le 7e Concours international de clavecin ; une journée Scarlatti ; et puis des concerts de tout genre : *Acis et Galatée* de Haendel, par la Camerata d'Amsterdam ; la symphonie Résurrection de Mahler dirigée par Abbado ; la *Passion selon saint Marc* de Bach... Une centaine de manifestations organisées par une équipe dynamique qui a su galvaniser les énergies un peu endormies jusque-là (Rens. : 5, place des Ternes, 75017 Paris ; Tél. : 227-12-68.

SCEAUX

(juillet-octobre).

Dans l'orangerie du parc de Sceaux, une belle série de concerts de week-end. (SMES, BP 52, 92331, Sceaux CEDEX ; Tél. : 660-07-79). ■



CALENDRIER DES FESTIVALS

VAISON-LA-ROMAINE

(6-31 juillet).

Au théâtre antique et à la Nymphée, une impressionnante série de spectacles : soirée de ballets avec Patrick Dupond, *le Combat de Tancrède et Clorinde* de Monteverdi, *Britannicus* (mis en scène de Claude Santelli), l' *Eurydice* de Caccini, l'*Orphée* de Haydn, *93* de Victor Hugo, la *Symphonie fantastique* dansée par le ballet de Marseille, un concert Strauss avec Gwyneth Jones, etc. (Rens. hôtel de ville, 84110 Vaison ; tél. : (90) 36-06-25.)

MONTPELLIER

(6 juillet-4 août).

Un nouveau venu qui a les dents longues et entend se faire une place au soleil, *malgré la concurrence de* tous les festivals du Midi... Cent vingt manifestations et concerts d'un seul coup, la musique sous toutes ses formes, avec la force de frappe que constitue Radio-France, coproducteur du festival. Dans les plus beaux lieux de la *région, on entendra* en particulier des premières auditions ou recréations de Brahms, Saint-Saëns, Ravel *(ses cantates de* Rome), Liszt, Castillon, Berg, Tchaïkovski *(Septième Symphonie...)*, Ferrari, etc. Cinq académies de chant, cinq académies baroques, une académie de musique de chambre compléteront le festival. (Rens. hôtel de Castelnau, rue d'En-Barrat, 34000 Montpellier ; tél. (67) 52-84-84).

SAINT-GUILHEM-LE-DÉSERT

(6 juillet-24 août).

Une admirable abbaye *romane*, sur le chemin de Saint-Jacques, dans un site sauvage et intact ; un magnifique orgue français ; un lieu de pèlerinage musical où l'on entendra cet été André Isoir, Jacques Beraza, Michel Chapuis, sur l'instrument de Cavaillé, ainsi que Scott Ross, René Jacobs, Miguel-Angel Estrella, le Chœur national bulgare, etc. (Rens. Amis de Saint-Guilhem, 165 rue Michel-Ange, 34000 Montpellier ; tél. (67) 63-14-99).

SAINT-CÉRÉ

(8 juillet-18 août).

Depuis vingt-cinq ans, de jeunes musiciens viennent travailler ensem*ble des programmes* et des spectacles qu'ils présentent ensuite dans toute cette région, peu favorisée par la musique le reste de l'année. Onze cents stagiaires joueront cette année *la Flûte enchantée, l'Amant-statue* et *Maison à vendre* de Dalayrac, *Nabucco* de Verdi, le *Requiem allemand* de Brahms et donneront quarante concerts. (Rens. Festival, BP 59, 46400 Saint-Céré ; tél. (65) 38-29-08).

NIMES

(9-28 juillet).

Dans les fameuses arènes, le *Turandot* de Puccini en provenance du Palais Omnisports de Bercy (les *9, 11, 12*), *Roméo et Juliette* de Prokofiev, chorégraphie de Noureev, par les Ballets de l'Opéra de Paris (les 23, 24) et *Don Quichotte* de Minkus, par les mêmes interprètes (les 27, 28). (Rens. Office du Tourisme, 30000 Nîmes ; tél. (66) 67-29-11).

AIX-EN-PROVENCE

(10-31 juillet).

Le plus célèbre des festivals français disposera cette année d'un nouveau théâtre très agrandi dans la fameuse cour de l'ancien archevêché, où l'on pourra voir l'*Orfeo* de Monteverdi (Corboz-Goretta), *les Noces de Figaro* (Gardiner-Pier'Alli) et *Ariane à Naxos* (Bychkov-Järnefelt). Trente concerts de haute qualité permettront d'entendre notamment *le Roi Arthur* de Purcell, *le Paradis et la Péri* de Schumann, *la Messe en si* de Bach, le *Requiem* de Mozart, *les Variations Goldberg* de Bach et de nombreux jeunes chanteurs. Du 5 au 15 juillet, Iannis Xenakis sera l'hôte du Centre Acanthes. (Rens. Palais de l'ancien archevêché, 13100 Aix-en-Provence ; tél. (42) 23-37-81).

VOLLORE

(12-28 juillet).

Au centre de la France, *Israël en Egypte* de Haendel et des programmes originaux de musique de chambre aux châteaux de Vollore et Aulteribe, dans les églises de Viscontat, Vollore-Montagne, Noirétable, Courpière et Thiers, avec Kun-Woo-Paik, P. Fontanarosa, R. Pasquier, D. Kieffer, B. Soustrot, etc. (Rens. Concerts de Vollore, *63120 Courpière* ; *tél.* (73) 37-24-22).

ORANGE

(13 juillet-3 août).

Les Chorégies d'Orange accueillent, au Théâtre antique et dans la cour Saint-Louis, *Simon Boccanegra* de Verdi (Arena-Karpo), avec Montserat Caballe et Piero Capucilli, *Boris Godounov* de Moussorgski (Fulton-Auvray) avec Martti Talvela et Eva Randova, le *Requiem* de Verdi, dansé par l'Opéra de Wallonie..., ainsi que des *récitals d'Elena Obraztsova*, Wilhelmenia Fernandez, Katia Ricciarelli et Lucia Valentini-Terrani. (Rens. Chorégies, *BP 180, 84105* Orange Cedex ; tél. (90) 51-83-83.)

MOULIN-D'ANDÉ

(15 juillet-25 août).

Entre Les Andelys et Rouen, des *rencontres de musique de chambre* où, comme à Arc-et-Senans et Cluny, les auditeurs peuvent participer aux répétitions et partager la vie quotidienne des artistes qui donnent de nombreux concerts. (Rens. Moulin-d'Andé, 27430 Saint-Pierre-du-Vauvray ; tél. (32) 59-90-89.)

CARPENTRAS

(16 juillet-10 août).

Programme éclectique avec deux opéras *(la Fille du régiment* de Donizetti et *les Pèlerins de La Mecque* de Gluck), danse traditionnelle et contemporaine, théâtre (*le Cid*, et une promenade dans l'œuvre de Molière), opéra pour enfants, concerts classiques et jazz. (Rens. La Charité, rue Cottier, BP 113, 84200 Carpentras ; tél. (90) 63-46-35.)

FESTIVAL DES TROIS MERS

(16 juillet-12 août).

A travers le Finistère se déroulera un grand festival de musique sacrée reflétant tous les aspects du sentiment religieux dans les plus belles églises et abbayes de la région, avec le chœur de la Grande Synagogue, un chœur byzantin grec, l'Ensemble Venance-Fortunat, le Deller Consort, la Chorale orthodoxe de Saint-Serge, et bien d'autres. De nombreux stages et conférences permettront d'approfondir ce vaste thème. (Rens. Palais des arts, rue du Château, 29283 Brest Cedex ; tél. (98) 44-25-44.)

UZÈS

(16-27 juillet).

Dans cette ville-joyau du Midi, autour d'un orgue exceptionnel des XVIIe-XVIIIe siècles, cinq concerts dont *Judas Macchabée* de Haendel et la *Passion selon saint Jean* de Bach. (Rens. Office du tourisme, avenue de la Libération, 30700 Uzès ; tél. (66) 22-68-88.)

FÉCAMP

(16-21 juillet).

Une Semaine musicale à l'abbaye bénédictine, avec les Orchestres de l'Ile-de-France et de Budapest, les Chanteurs de Saint-Eustache... (Rens. Semaine musicale, BP 92, 76400 Fécamp ; *tél. (35) 28-00-06.)*

« EUROPA CANTAT » A STRASBOURG

(17-28 juillet).

Une des plus grandes manifestations de chant choral du monde se déroule cette année à Strasbourg : « Europa cantat » réunira quatre mille choristes de trente pays, qui donneront plus de cent concerts, avec plusieurs orchestres symphoniques. Un auditorium de sept mille places sera aménagé pour l'occasion au Wacken. Le concert d'ouverture se déroulera en présence du président de la République et du chancelier fédéral allemand. (Rens. A Cœur Joie-Alsace, 7, rue des Balayeurs, *67000 Strasbourg* ; *tél.* (88) 35-76-04.)

SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES

(18 juillet-23 août).

Une cité médiévale, gîte des pèlerins de Saint-Jacques, un orgue extraordinaire de 1550, admirablement reconstitué, à *la cathédrale* et un autre tout neuf dans la délicieuse église Saint-Just-de-Valcabrère, voici dix ans que Saint-Bertrand attire les amoureux de l'orgue et de la musique de chambre. Avec cette année M.-C. Alain, André Stricker, Michel Chapuis, Jean Guillou, B. Foccroulle, Gabriel Tacchino, A. Ciccolini, J.-P. Wallez, A. Weissenberg, entre autres. (Rens. Festival, 31260 Mazères-sur-Salat ; tél. (61) 97-46-00.)

BONAGUIL

(18 juillet-21 août).

Cinq soirées de musique de chambre aux châteaux de Bonaguil et de Fumel. (Rens. Syndicat d'initiative, place Escande, 47500 Fumel ; tél. (53) 71-13-70.)

CHARLIEU

(20 juillet-17 août).

Cinq programmes de musique baroque dans la salle capitulaire de l'abbaye bénédictine et une grande exposition d'archéologie régionale. (Rens. Société des amis des arts, Abbaye, 42190 Charlieu ; tél. (77) 60-08-55.)

MONT-SAINT-MICHEL

(20 juillet-24 août).

Dans la salle des chevaliers du *Mont et en des église proches, neuf* concerts, avec l'Orchestre du château royal de Varsovie, M. Rudy, Régis Pasquier, Anne *Queffélec*... (Rens. Syndicat d'initiative, 50300 Avranches ; tél. (33) 58-00-22.)

BOURBONNAIS

(21 juillet-18 août).

L'église romane de Châteloy, le prieuré de Souvigny, le château médiéval de Toury, un itinéraire touristique, en compagnie d'Udo Reinemann, Marielle Nordmann, l'Orchestre d'Auvergne et Bernard Soustrot, René Saorgin (à l'orgue *merveilleux de Souvigny*), le Quatuor Orford, Nelson Freire, le Trio Rouvrier-Fujiwara-Portal. (Rens. Châteloy, 03190 Hérisson ; *tél.* (70) 06-81-07.)

ARLES

(21-27 juillet).

Les grands artistes baroques d'Harmonia Mundi : les Arts florissants, W. Christie, l'*Ensemble Janequin*, René Jacobs, K. Junghänel, à l'église Saint-Martin-du-Méjan. (Rens. Librairie Actes Sud, 43, rue du Dr-Franton, 13200 Arles ; tél. (90) 49-86-91.)

PRADES

(24 juillet-14 août).

La flamme des festivals Casals ne *s'est pas éteinte au pied du Canigou.* Dans la belle abbaye Saint-Michel-de-Cuxa se réuniront cet été L. Claret, l'Orchestre de chambre de Caracas, J.-P. Wallez, M. Command, Gabriel Bacquier, P.-L. Aimard, M.-J. Pires, J. Suk, L. Harrell et bien d'autres musiciens de chambre de haute qualité. (Rens. Bureau du Festival, rue Victor-Hugo, *66500 Prades* ; *tél.* (68) 96-33-07.)

MENTON

(3-31 août).

Sur le parvis en pente de la place Saint-Michel, dans la douceur du soir et les effluves de la mer, des heures inoubliables, avec cette année Rostropovitch, Egorov, les sœurs Labèque, les Orchestres de chambre de Norvège et de Pologne, le Quatuor Via Nova, l'Orchestre Franz-Liszt, *etc.* (Rens. Palais de l'Europe, 06500 Menton ; tél. (93) 57-57-00.)

LA ROQUE-D'ANTHÉRON

(3-21 août).

En quatre ans, ce Festival de piano dans une « cathédrale de verdure » s'est imposé parmi les plus grands. Au livre d'or de cette année : Tatiana Nikolaieva (avec Y. Bashmet et V. Spivakov), S. Richter, Martha Argerich, M. Béroff, Michel Dalberto, Andor Foldes, Andrei *Gavrilov* (premier récital en France), M.-J. Pires, Y. Egorov, J. Villa, M. Solal, une création mondiale sur un texte de Marguerite Duras, *etc.* (Rens. Hôtel de ville, 13640 – La Roque-d'Anthéron ; tél. (42) 28-52-52.)

LA CHAISE-DIEU

(22 août-1er septembre).

*Isolée dans son silence et sa spiri*tualité, l'abbaye de La Chaise-Dieu a retrouvé tout son rayonnement avec un festival de musique qui est le plus important du centre de la France. L'orgue du dix-septième siècle a retrouvé sa voix, et la pierre, où zigzague la fulgurante « Danse macabre », s'est remise à chanter. Axé sur la musique française, le festival *permetrra* d'entendre cet *été* Rameau, M.-A. Charpentier, Couperin, Déodat de Séverac, Satie, *Lejeune*, la *Messe des morts* de Gossec, avec des interprètes tels que William Christie, les Arts florissants, Ton Koopman, Monica Huguett, Jordi Savall, Aldo Ciccolini, mais aussi un cycle Bach par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, des œuvres romantiques allemandes par l'admirable Staatskapelle de Dresde et le *Requiem* de *Mozart dirigé par Jean-Claude* Malgoire. A noter aussi une exposition d'huiles et dessins de Picasso. (Rens. Bureau du *Festival, 10 rue* Jules-Vallès, BP 339, 43012 – Le Puy Cedex ; tél. (71) 09-24-12, poste 2342).

COTE BASQUE

(29 août-9 septembre).

De Saint-Jean-de-Luz à *Bayonne*, l'Orchestre français des jeunes, la *Messe des corsaires*, Ivo Pogorelich, *Alicia de Larrocha*, l'Orchestre de Bordeaux, le Quatuor Alban-Berg, G. Janowitz et A. Ciccolini. (Rens. *BP 60, 64500 – Saint-Jean-de-Luz* ; tél. (59) 26-03-16.)

BESANÇON

(2-22 septembre).

Un programme intensif de manifestations variées rayonnant sur *toute la Franche-Comté* : *le* 35e concours international des jeunes chefs d'orchestre, la *Passion selon saint Marc* de Bach, des récitals par des maîtres (Michel Chapuis, Vlado Perlemuter, Scott Ross) et de jeunes talents, des cours d'interprétation de Bernard Kruysen, Claude Helffer et Devy Erlih, des colloques internationaux (Bach et la France, V. Hugo et la musique), une création de Pierre Henry *(Incipit ou ma Légende des siècles)*, l'*English Concert* de Trevor Pinnock, Musica antiqua de Cologne, l'Orchestre de chambre de Prague et la *Philharmonique de Strasbourg*, le Quatuor Via Nova, etc. (Rens. 2d rue Isenbart, 25000 – Besançon ; tél. (81) 80-73-26.)

MUSICA 85 A STRASBOURG

(13 septembre-1er octobre).

En deux ans, Musica s'est situé au niveau des plus importants festivals de musique contemporaine, attirant des foules que l'on n'aurait pas imaginées. Cette année, de nombreuses créations voisineront avec une rétrospective de quarante ans. Citons pêle-mêle la première française de la *Sankt Bach Passion* de Kagel, des œuvres de Bancquart, Xenakis, Dutilleux, Boulez, Ligeti, Mâche, Messiaen, Ferneyhough, Cage, Ferrari, Berio, Eloy, Dao, Nono, Amy, Stockhausen *(Momente)*, la *Huho-Symphonie* de Pierre Henry, *Acts of God* de Robert Ashley, *un spectacle musical* et sportif des Samouraïs, et une journée de Haute-Alsace (Kaysersberg, Hunawihr, *Colmar*), grande fête de la musique en liberté. (Rens. Musica 85, 9 rue du Général-Frère, 67000 – Strasbourg ; tél. (88) 35-32-34.)

LYON-LA COTE-SAINT-ANDRÉ

(14-22 septembre).

Berlioz *(Te Deum, Enfance du Christ* et *Requiem)*, au milieu de ses contemporains : Cherubini *(Requiem)*, Gounod *(Messe de sainte Cécile)* et Liszt *(Christus)*, sous les directions de Serge Baudo, J.-S. Béreau, John Nelson, J. Birch, James Conlon, E. Krivine, avec les *Gedda*, Bacquier, Eda-Pierre, Zylis-Gara, Krause, etc. (Rens. Bureau du Festival, 127 rue Servient, 69003 – *Lyon ; tél.* (7) 860-85-40.)

LILLE

(18 octobre-10 décembre).

Un festival multiforme et opulent, digne de la capitale des Flandres. (Rens. Festival, 17 quai du Wault, 59800 – Lille ; tél. (20) 30-89-53.)

LANGUEDOC-ROUSSILLON

(20 octobre-20 décembre).

Le deuxième festival régional aura pour thème « la musique chorale, l'Allemagne et l'Autriche » et comprendra une centaine de manifestations. (Rens. ARAM, Hôtel de Grave, BP 2051, 34026 – Montpellier-Cedex ; tél. (67) 60-68-43.)

MUSIQUE CONTEMPORAINE A METZ

(21-24 novembre).

Un classique rendez-vous des musiques nouvelles, qui offrira entre autres des *créations* d'Aperghis, Bartholomée, Bon, Dao, Globokar, P. Henry, Huber, Miereanu, Niculescu, Penderecki, Rihm, Scelsi, Yun. (Rens. CERM, Hôtel de ville, 57000 – Metz ; tél. (8) 775-14-88.) ■

SOFIA VIA LUCERNE

Mai florentin (jusqu'au *30 juin*) : *Teatro comunale*, Corso Italia, 16, 50 123-Firenze ; tél. : (39-55) 277-91.

Glyndebourne Festival Opera (20 *mai*-14 août) : Glyndebourne, Lewes, East Sussex BN8 5UU, Angleterre ; tél. : (44-273) 81-23-21.

Vienne (jusqu'au 16 juin) : Wiener Festwochen, Lehargasse 11, A - 1060 - *Wien* ; *tél.* : (43-222) 56-16-76.

Drottningholm - Opera (24 mai-2 août) : Drottningholm *Testermuseum*, *Box* 27050, 102-51-Stockholm, Suède ; tél. : (46-8) 60-82-25.

Sofia (24 mai-20 juin) : Sofia *Music Weeks, 56 Alabin str.* BG-1090-Sofia ; tél. : (par le 359) 87-17-72.

Zurich (fin juin-fin juillet) : Verkehrsverein, Postfach, CH-8023-Zürich ; tél. : (41-1) 211-12-56.

Hollande (1-30 juin) : Paulus Potterstraat 12, *NL*-1071-CZ-Amsterdam ; tél. : (31-20) 62-22-45.

Echternach (1 juin-4 juillet) : 9, parvis de la Basilique, L-6486-Echternach ; tél. : (352) 72-83-47.

Aldeburgh (7-23 juin) : High Street, Aldeburgh, Suffolk IP15 5AX, *Angleterre* ; *tél.* : (44-72-885) 29-35 ou 35-43.

Göttinger-Haendel-Festspiele (12-16 juin) : Hainzholzweg 3-5, D-3400-Göttingen.

Athènes (15 *juin*-26 septembre) : 1, Voukourestiou str., GR-Athènes - 10564 ; tél. : (30-1) 323-00-49.

Grenade (16 *juin*-19 *juillet*) : Ancha-de-Santo - Domingo 1, E - 18009 - Granada ; tél. : (35-58) 22-52-13.

Istanbul (20 *juin*-16 *juillet*) : Yildiz Kültür ve Sanat Merkezi, T Yildiz Sarayi, Besiktas, TR-Istanbul ; tél. : (90-11) 160-45-33.

Graz (23 juin-6 juillet) ; Festival Harnoncourt, Styriarte Graz, Landhaus, 8010-Graz, Autriche ; tél. : (031-670) 31-33-43.

Ljubljana (25 juin-30 août) : Trg francoske revolucije 1, YU-61000-Ljubljana ; tél. : (38-61) 22-19-48.

Vérone : (4 *juillet-1er septembre*) : Ente Lirico Arena, Piazza Bra 28, I - 37121 - Verona ; tél. : (39-45) 235-20.

Flandres (juillet-octobre) : Eugeen Flageyplein 18, 1050-Bruxelles ; tél. : (32-2) 648-14-84.

Munich (6-31 *juillet*) : Bayerische Staatsoper, Opernfestspiele, Postfach 745, D-8000-München 1 ; tél. : (49-89) 218-51.

Dubrovnik (10 juillet-25 août) : Od Sigurate 1, YU-50000-Dubrovnik ; tél. : (38-50) 279-95.

Bregenz (*23 juillet-24 août*) : Postfach 119, A-6901-Bregenz ; tél. : (43-5574) 22-81-10.

Bayreuth (25 *juillet-28 août*) : Postfach 2320, D-8580-Bayreuth 2 ; tél. : (49-921) 202-21.

Salzbourg : Postfach 140, A-5010-Salzburg ; *tél.* : (43-662) 425-41.

Santander : Juan-de-la-Cosa, 3, E-Santander ; *tél.* : (34-942) 21-05-08.

Aldeburgh (8-11 août) : Festival Rostropovitch, High Street, Aldeburgh, *Suffolk IP15 5AX*, Angleterre ; tél. : (44-72-885) 29-35.

Edimbourg (11 - 31 août) : 21 Market Street, Edinburgh EH1 1BW, *Royaume-Uni* ; *tél.* : (44-31) 226-40-01.

Lucerne (17 août - 11 septembre) : Postfach 424, CH-6002-Luzern ; tél. : (41-41) 23-52-72.

Helsinki (22 août-8 septembre) : Unionkatu 28, SF-00100-Helsinki 10 ; tél. : (358-90) 65-96-88.

Montreux-Vevey (22 août-8 octobre) : Case postale, 124, CH-1820-Montreux ; tél. : (41-21) 63-12-12.

Stresa (25 août-19 septembre) : Via R. Bonghi 4, *I-28049-Stresa* ; *tél.* : (39-323) 310-95.

Budapest (septembre-octobre) : Interkoncert, Festivalbureau, POBox, 239, H-1368, *Budapest* ; tél. : (36-1) 17-99-10.

Berlin-Ouest (3 septembre-1 octobre) : Festspiele Gmbh, Budapesterstrasse 50, D-1000-Berlin 30 ; tél. : (49-30) 254-89.

Perugia (14-29 septembre) : Sagra Musicale Umbra, Piazza Italia 12, I-06100-Perugia ; *tél.* : (39-75) 213-74.

Stuttgart (14-22 septembre) : Internationales Musikfest, Bachnakademie, J.-S.-Bach-Platz, D-7000-Stuttgart 1.

Linz (15 septembre-6 octobre) : Brucknerfest, Postfach 57, A-4010-*Linz* ; *tél.* : (43-732) 27-52-30.

Varsovie (20-28 septembre) : Festival de musique contemporaine, Rynek Starego Miasta 27, PL-00272-Warsaw ; tél. : (48-22) 31-06-07.

Graz (20 septembre-4 novembre) : Streirischer Herbst, palais Attems Sackstrasse 17, A-8010-Graz ; tél. : (43-316) 730-07.

Bratislava (26 septembre-10 octobre) : Palackeho 2, CS-81601-Bratislava ; *tél.* : (42-7) 33-10-64.

Barcelone (1er-31 octobre) : Amadeu-Vives 3, E-08003-Barcelona ; tél. : (34-3) 317-99-28.

Donaueschingen (18-20 octobre) : Kultur - und Verkehrsamt, D-7710-Donaueschingen ; tél. : (49-771) 38-34-87.

● **Pour obtenir des renseignements détaillés, s'adresser à l'Association européenne des festivals de musique, 122, rue de Lausanne, 1211-Genève 21 ; *tél.* : (41-22) 32-28-03 ou, pour la France, à La Fugue, 32, rue de Washington, 75008-Paris ; *tél.* : 359-10-14.**

RENCONTRE

FRANÇOISE LA SAGAN

par Josyane Savigneau et François Bott

Françoise Sagan, qui vient de publier
De guerre lasse, aura bientôt cinquante ans.
Mais le titre de son dernier roman
n'est pas un aveu. Sagan n'est lasse de rien.
Elle confesse avoir toujours
le même goût de vivre,
et le même souci d'écrire.

« LE mois prochain, vous allez avoir cinquante ans, vous ne le cachez pas, et vous publiez cette semaine un livre qui a pour titre *De guerre lasse* (1). Est-ce un symbole – et un aveu ?

– Pas du tout. J'ai l'impression que mon premier livre, les événements qui m'ont fait connaître, cela s'est passé il y a dix ans. Et j'ai le sentiment que c'est trente ans que je vais avoir... l'année prochaine.

– Trente ans, c'est la durée du phénomène littéraire Sagan. Comment le voyez-vous ?

– La presse, les gens, en ont fait peut-être un phénomène. Je suis un écrivain dont on lit les livres. Cela n'a rien de phénoménal. C'est ce qu'on peut appeler un destin si l'on est romantique et un peu emphatique ; une carrière, si l'on est cynique et pratique ; un accident, si l'on n'aime pas mes livres ; une bonne chose, si on les aime ; une réussite, si l'on se place du point de vue du succès...

– Un succès qui a traversé plusieurs générations.

– N'exagérons rien. J'ai commencé à publier à dix-neuf ans. Les gens qui avaient vingt ans à ce moment-là ont évidemment mon âge maintenant, cela ne fait guère qu'une génération. Je ne suis quand même pas Hugo. Je suis écrivain depuis trente ans, mais il y a des auteurs qui commencent à écrire à vingt-cinq ans et qui sont encore là à soixante-dix ans, bon pied bon œil. Je ne suis pas spécialement un archétype de longévité littéraire.

– De *Bonjour tristesse* à *De guerre lasse*, il y a comme un curieux écho. Entre les deux, il y eut *Un certain sourire* et, jusqu'à *Avec mon meilleur souvenir*, quelque vingt-cinq autres livres, en passant par *Des bleus à l'âme* et *le Lit défait*. Pourrait-on tracer une sorte d'itinéraire personnel à travers ces titres ?

– On pourrait essayer. Mais je dois avouer que j'en ai emprunté beaucoup... A Paul Eluard, *Bonjour tristesse* et *Un peu de soleil dans l'eau froide* ; à Racine, bien sûr, *Dans un mois, dans un an* ; à Baudelaire, *Ces merveilleux nuages*... Mais *les Bleus de l'âme, le Lit défait*, c'est moi. *la Chamade* aussi...

– Beaucoup expriment le goût de ce qu'il y a de plus mobile, de plus fugitif...

– Ils donnent le sentiment de l'éphémère, oui. Mais c'est bien ce que nous sommes, ne croyez-vous pas ? Des événements éphémères.

– Vous vous placez, semble-t-il, dans une tradition littéraire, qui vient de *la Princesse de Clèves*, en passant par *Adolphe* et *le Diable au corps*. Un type de roman français, souvent bref, qui tend, pour paraphraser Zweig, à une sorte de confusion des sentiments et qui aime allier une extrême tendresse à une extrême cruauté.

– Dans toute histoire d'amour à trois personnages – et c'est le cas dans *De guerre lasse* – il y en a un qui se trouve écarté. C'est une forme de cruauté. Mais je ne sais pas si cela me place pour autant dans cette tradition. Ce qui, en revanche, me rattache à une certaine tradition littéraire française, c'est l'attention que je porte à l'écriture. J'aime les livres bien écrits, et pour les miens je m'y attache.

– Vous-même avez situé vos livres : ni Proust ni roman de gare... Quel est donc votre « genre de littérature ? »

– Ce n'est pas un « genre de littérature ». C'est une littérature qui est la mienne. Et que je juge honnête parce qu'elle n'excède pas ses prétentions. Je ne cherche pas à délivrer de message, à faire autre chose qu'écrire. Cela dit, la lucidité n'implique pas une modestie outrée. Je considère que j'ai du talent. Plus de talent que beaucoup de gens ne le disent. Et peut-être moins que certains ne l'affirment.


IRMELI JUNG

– Reste que toutes vos publications ont été des succès. Vous avez été, et restez une image. Vos aînés vous voyaient comme une sorte d'enfant terrible. Et ceux de votre génération ? Comme l'emblème d'une liberté qu'ils n'ont pas osé affronter ?

– Maintenant, je ne sais pas. Mais, à la parution de *Bonjour tristesse*, cela ne s'est pas posé en termes de génération. Jeunes ou pas, certains étaient indignés. Dans ma classe, il y avait ceux qui disaient : *« C'est honteux »* et des parents affolés. Et d'autres qui trouvaient cela plutôt amusant. Beaucoup de gens de mon âge respiraient : *« Ouf, enfin, on admet qu'on existe. »*

Bardot l'a fait autant que moi

– Pensez-vous avoir amorcé ce qui a eu lieu par la suite, ce qu'on a appelé la libération des mœurs ou la révolution sexuelle ?

– Je n'ai pas été la seule. Bardot, sans doute, l'a fait autant que moi, d'une certaine manière. Et puis ce n'est pas grand-chose à côté de la pilule. Il n'est d'ailleurs pas dit que nous ayons amorcé quelque chose de tellement épatant, puisque l'amour physique, d'interdit qu'il était il y a vingt ou trente ans, est devenu quasi obligatoire. Il n'est pas évident que ce soit un mieux. Ne pas faire les choses qu'on souhaite, c'est à la rigueur supportable, mais devoir faire ce dont on n'a pas envie, c'est franchement assommant. Trop souvent, aujourd'hui, les filles qui, à dix-huit ans, ne font pas l'amour sont tenues pour ridicules. Le sexe obligé, je trouve cela mortellement ennuyeux.

– Si *Bonjour tristesse* a annoncé une révolution – ou au moins une évolution, – de quoi témoigne le reste de votre œuvre ?

– Je ne nie pas ce qu'a provoqué *Bonjour tristesse*. Je nie seulement y avoir pensé. Je voulais écrire un livre littéraire. Ensuite, j'ai continué à vouloir faire de vrais romans, avec des personnages qui se tiennent, une atmosphère. Je n'ai jamais été attirée que par la littérature.

– Alors votre dernier titre, *De guerre lasse*, n'est pas un signe de votre attitude actuelle face à la vie ?

– Certainement pas. C'est une curieuse expression, qui m'a séduite. On devrait dire *« las de la guerre »*. Un archaïsme fait qu'on accorde l'adjectif avec le nom « guerre ». De guerre lasse, c'est être las de résister. Dans mon roman, le héros, Charles, parce qu'il est las de résister, entre dans la Résistance. Le jeu de mots m'a amusée. Mais bien sûr le livre dit autre chose. Comment l'indifférence, la vie « en roue libre », s'effritent devant les preuves de l'insupportable ? Moi, je ne me sens lasse de rien. Et surtout pas de la vie.

– Vous n'avez rien perdu de votre enthousiasme, de votre goût du jeu, de la vitesse, de la fête ?

– J'étais certainement moins enthousiaste à vingt ans que maintenant. Enthousiasme n'est d'ailleurs pas le mot qui convient. Je veux seulement dire qu'on est beaucoup plus encombré de soi-même à vingt ans que plus tard. La phrase de Nizan. *« J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie » (2)* est devenue un lieu commun, mais je la crois juste. La vie me paraît plus facile à prendre qu'à vingt ans.

– Donc aucune nostalgie ?

– Du passé ? Non. Mais il y a des choses que je regrette. Les moments où, quand on dansait, on dansait à deux, et non pas, comme maintenant, seul. Je n'aime pas les formes actuelles, techniques, de solitude. Comme écouter de la musique, dans la rue, avec un casque sur les oreilles. Je trouve cela triste. Je regrette aussi les routes vides où on allait vite et les plages vides où se baigner. Je regrette des espaces, et du temps. Mais je n'ai pas de nostalgies sentimentales. Ce n'est pas comme si le bonheur était derrière. Pas du tout.

– L'an dernier vous avez publié un livre inhabituel, dans votre œuvre, tout entière de fiction. *Avec mon meilleur souvenir*. Ce ne sont pas vraiment des Mémoires, mais tout de même, le temps de la mémoire est-il venu ?

– Pas du tout. J'arrivais chez Gallimard et en attendant mon roman j'avais envie de donner un recueil d'articles. J'ai regardé ce que j'avais écrit dans tel ou tel journal. Rien ne convenait. C'était soit inactuel, soit sans intérêt. Et je ne pouvais pas donner des fonds de tiroir à Gallimard. J'ai donc fait un choix de gens que j'aimais et de sujets qui me plaisaient vraiment. Ce livre évoque certaines personnes qui sont mortes, mais il parle surtout de choses présentes. Le jeu m'amuse toujours autant, la vitesse et le théâtre aussi.

– La mémoire, pas tellement...

– Ah non, et le succès de ce livre, s'il m'a fait plaisir, m'a aussi agacée parce que j'avais écrit cela très facilement. Ecrire des choses qu'on pense, c'est facile. Imaginer, c'est plus difficile. Je me disais : s'il suffit d'écrire des choses que l'on pense pour entendre crier au génie ou au moins au talent, ce n'est pas normal.

– Parfois vous n'écrivez pas. Quand et pourquoi ?

– Je n'écris pas parce que je suis quelqu'un de très paresseux. J'adore ne rien faire. Rester sur mon lit et regarder passer les nuages, comme dit l'autre, ou lire des romans policiers, ou aller me promener, voir des amis... Il y a un moment où des sujets me trottent par la tête, où je commence à avoir de vagues idées, à voir de vagues silhouettes. Ça m'énerve. Puis il y a un moment où des pressions extérieures se manifestent... Le besoin d'argent, le fisc... Tout se conjugue et devient une énorme masse à laquelle je ne peux résister qu'en écrivant. Généralement, les nécessités extérieures et les envies intérieures se rejoignent pratiquement au même moment. Mais si l'influence extérieure est en avance sur l'exigence intérieure, alors là ja m'arrache les cheveux, je me dis : je suis fichue, je n'ai plus d'inspiration, c'était un don du ciel qui est parti. C'est, à chaque fois, pis. Je suis persuadée que c'est fini. Et puis j'écris.

» Ce sont les pressions du dehors qui m'obligent à passer à l'acte. C'est d'ailleurs pourquoi ma manière de vivre, qu'on m'a souvent reprochée, ma façon d'user de l'argent, de le jeter par les fenêtres au fur et à mesure, m'a en fait sauvée. J'aurais été en sécurité, j'aurais eu de l'argent pour le reste de mes jours, Dieu seul sait comment cela se serait terminé. Là, j'ai besoin tous les deux ou trois ans de me rassembler, de travailler, de m'échiner. Et c'est humiliant, échinant, un livre, surtout au début.

Ma façon d'user de l'argent

– En somme, c'est chaque fois le début. Pourtant, il est bien là, ce demi-siècle de parcours. Si vous jetez un regard sur lui, comment le voyez-vous ?

– Nous avons été de tels privilégiés qu'il est difficile de parler honnêtement. Le monde devient effrayant, les modes de vie aussi. Je ne crois pas que les gens eux-mêmes soient plus effrayants. Mais on a perverti les termes. On a remplacé les « pourquoi » par des « comment ». On ne dit plus *« pourquoi vivez-vous ? »*, mais *« comment vivez-vous ? »*.

– Que voulez-vous dire par : « Nous avons été de tels privilégiés » ?

– Au fond je sais qu'on devrait pousser des cris d'horreur, mais personnellement j'ai eu une vie... quand on fait le métier qu'on aime, quand on mène la vie qu'on désire, comme vous et moi, on est tellement privilégié qu'on ne peut que parler mollement de tout cela... le siècle, le demi-siècle, etc. Si on prend dix personnes sur cette planète, nous sommes ceux qui ont de la chance ; les autres, huit sur dix peut-être, ont une vie effroyable, et souvent une mort affreuse.

– Donc, vous êtes contente de votre vie.

– Oui, parfaitement.

– Vous avez eu la liberté que vous souhaitiez.

– Oui. Evidemment, j'ai eu une liberté amoindrie quand j'étais amoureuse de quelqu'un, que je tenais à quelqu'un et qu'il me tenait. Mais on n'est pas amoureux tout le temps, Dieu merci. Autrement, malgré l'amour et la maladie – je connais un peu les deux, – j'ai été heureuse. A part quelques passions contrariées, quelques accidents de voiture, quelques ennuis physiques, je n'ai connu que le meilleur de l'existence. Et je suis libre. Dès que j'ai commencé à lire, j'ai eu envie d'écrire. J'ai eu, comme tout le monde, à douze, treize ans, envie d'être géniale, célèbre. C'est à la fois enfantin et normal. Après je me suis rendue compte que la gloire ce n'était pas seulement les roses et les arcs de triomphe. J'ai fui, j'ai évité d'y penser, j'ai renoncé. Et puis il s'est trouvé que j'ai écrit et que le public a aimé ma littérature, m'a permis de vivre d'elle, sans que j'aie à faire autre chose ou à me plier aux *desiderata* de quelqu'un qui m'aurait fait vivre.

– Sans vous conformer à des images ?

– L'image qu'on a donnée de moi pendant des années n'est pas forcément celle que j'aurais souhaitée, par moments, mais finalement elle était plus plaisante que d'autres. Tout compte fait, whisky, Ferrari, jeu, c'est une image plus distrayante que tricot, maison, économies... De toute manière, j'aurais eu du mal à imposer celle-là. » ■

(1) Gallimard, 221 p., 72 F. Lire le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech dans « le Monde des livres » du 17 mai. Françoise Sagan a notamment publié : *Bonjour tristesse, Un certain sourire, Dans un mois, dans un an, ces Merveilleux nuages, la Chamade* (Julliard). *Des bleus à l'âme, le Lit défait, Un peu de soleil dans l'eau froide* (Flammarion). *Avec mon meilleur souvenir* (Gallimard).

(2) Aden-Arabie, de Paul Nizan Rieder, 1932. Réédité par Maspero en 1960 avec un avant-propos de Jean-Paul Sartre.

